



THE RISE OF
NEW TECHNOLOGIES
FOCUS
L'ESSOR DES NOUVELLES
TECHNOLOGIES

Utilité, mésusages et sens

Utility, misuse and meaning

MAIS ÉGALEMENT...

PERSPECTIVES

Haïti: objectifs conflictuels entre humanitaire et développement
— p. 18

Haiti: conflicting objectives between humanitarian aid and development

BUT ALSO...

TRANSITIONS

La nouvelle Stratégie humanitaire française en question(s)
— p. 102

The new French Humanitarian strategy in question(s)

CULTURE

Une brève histoire de l'humanitaire, par Brax
— p. 161

A short history of aid, by Brax

Directeur de la publication | *Publication director*
Bernard Michel

Conseil d'orientation

- | *Steering council*
- Jean-Marc Boivin
 - Francis Charhon
 - Jean-Pierre Claveranne
 - Francis Comte
 - Yvan Conoir • Bruno David
 - Romain de Vries • Jean-François Mattei • Karine Meaux
 - Bernard Michel • Benoît Miribel
 - Jean-Baptiste Richardier
 - Jean-Christophe Rufin
 - Bénédicte Schutz • Virginie Troit

Comité de rédaction

- | *Editorial board*
- Sadio Ba Gning • Karl Blanchet
 - Clara Egger • Pierre Gallien
 - Stéphanie Stern • Danielle Tan

Conseil scientifique

- | *Scientific council*
- Sophie Brière • Gilles Collard
 - Yvan Conoir • Aimé Kouassi Malanhousa • Houwayda Matta Bou Ramia • Gautier Pirotte
 - Dana Popescu-Jourdy
 - Nathalie Rubio • Jean-Pierre Veyrenche/Frédéric Meunier

Rédacteur en chef

| *Chief editor*
Boris Martin
boris.martin@alternatives-
humanitaires.org

Coordination

| *Communication*
Audrey Sala
audrey.sala@alternatives-
humanitaires.org

Traducteurs | *Translators*

- Méline Bernard
- Fay Guerry
- Sophie Jeangeorges
- Alain Johnson
- Gauthier Lesturgie
- Juliet Powys
- Benjamin Richardier
- Derek Scoins

Retranscription

Frédérique Morin-Bironneau

Correction
de la version française

| *Correction for the French version*
Catherine Tranchant

Correction
de la version anglaise

| *Correction for the English version*
A.D.T. International

Remerciements

| *Acknowledgements*
Pour leurs contributions
bénévoles à ce numéro:
*For their voluntary contribution
to this issue:*

- Brax • Fay Guerry
- Pauline Restoux/Olivier Vercherand (In medias res) • Reza, Rachel Deghati et toute l'équipe de Webistan

Conception | *Conception*
In medias res

ISSN : 2492-7120
ISBN : 978-2-37704-359-0

Imprimeur | *Printer*
Imprimerie Brailly
– Saint-Genis-Laval



This product comes from sustainably managed forests and controlled sources

Les opinions émises et informations délivrées dans la revue n'engagent que leurs auteurs.
The opinions expressed and information provided in the review are under the sole responsibility of the authors.

Pour toute question ou souhait de contribution, n'hésitez pas à nous contacter:
If you have any questions or if you wish to contribute to the review please do not hesitate to contact us:

contact@alternatives-humanitaires.org
Twitter: @AlterHuma
Facebook : www.facebook.com/AltHuma/
<http://alternatives-humanitaires.org>



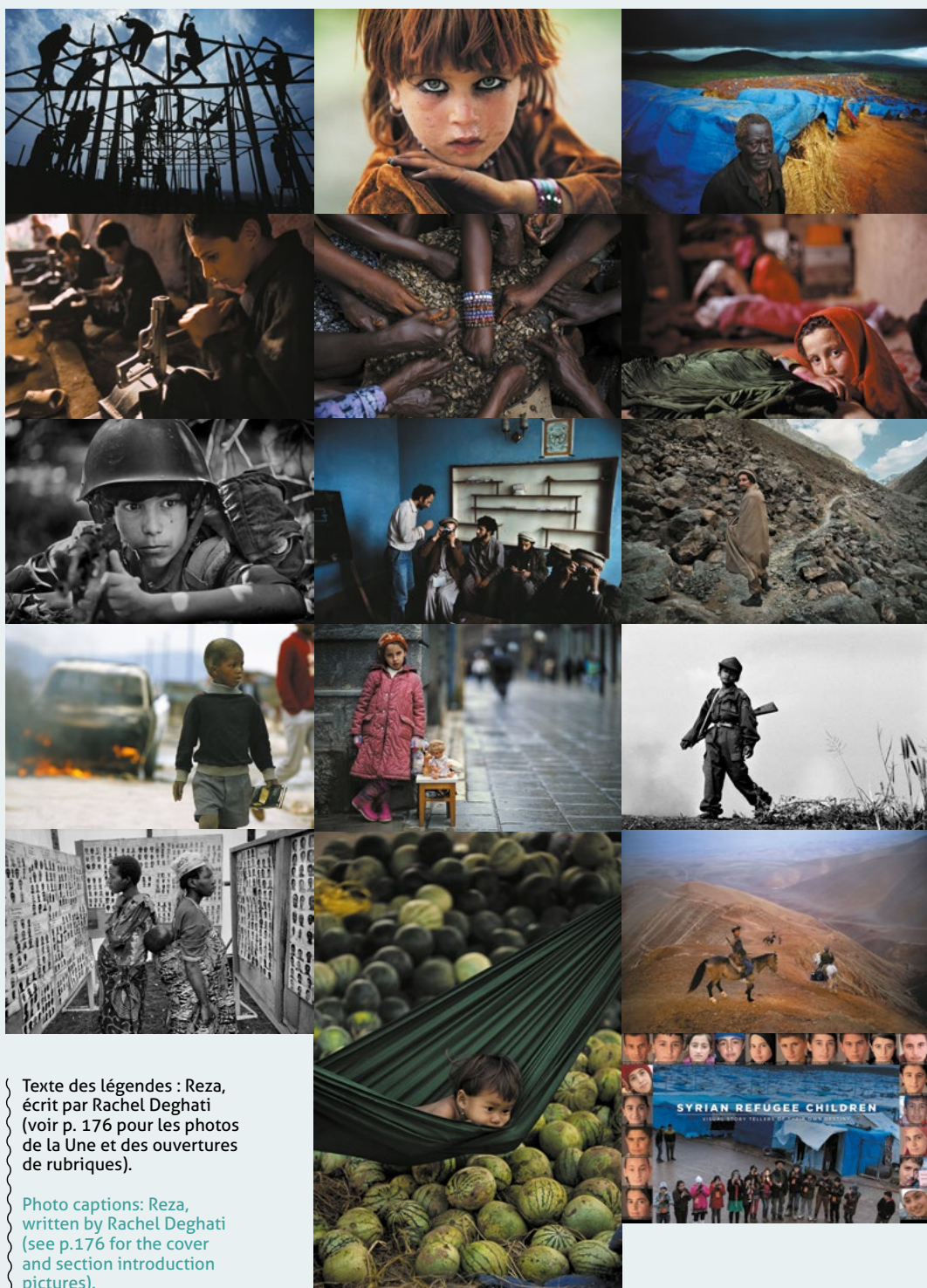
Un numéro entièrement illustré par Reza

An issue entirely illustrated by Reza



De la photographie à l'humanitaire, et retour. C'est même à un aller-retour fondateur, incessant et évident entre ces deux piliers que se livre le photographe Reza depuis le début de sa carrière en 1979. Il nous offre ici d'en saisir quelques étapes, égrenées tout au long de ce numéro qui, pour l'occasion, adapte légèrement sa maquette. Et un entretien exclusif vient ponctuer cette pérégrination dans une œuvre riche afin d'en savoir un peu plus sur ce photographe dont chacun et chacune a déjà croisé une des images iconiques. Bon voyage dans le monde de Reza, où l'humanité n'est jamais bien loin de son reflet négatif. À l'image de l'humanitaire en somme.

From photography to humanitarian aid, and back. Photographer Reza has been moving back and forth between these two pillars in a constant and definite way that has set founding bases since he started his career in 1979. Here he proposes for us to grasp a few steps of his journey, scattered throughout this issue, which, for the occasion, slightly adapts its layout. An exclusive interview punctuates this peregrination in a rich work, in an attempt to know more about this photographer whose iconic pictures we have all come across. Enjoy a safe journey into Reza's world, where humanity is never far from its negative reflection. Just like humanitarian aid indeed.



Texte des légendes : Reza, écrit par Rachel Deghati (voir p. 176 pour les photos de la Une et des ouvertures de rubriques).

Photo captions: Reza, written by Rachel Deghati (see p.176 for the cover and section introduction pictures).

ÉDITORIAL | EDITORIAL

Les nouvelles technologies à l'épreuve de l'éthique humanitaire

New technologies put to the test of humanitarian ethics

*Danielle Tan • Consultante-chercheuse indépendante
Pierre Gallien • Directeur Impact, Information
et Innovation à Handicap International
Membres du comité de rédaction et codirecteurs
du Focus de ce numéro / Members of the editorial board
and co-editors of this issue's Focus*



L'innovation n'est pas un phénomène nouveau pour les acteurs de la solidarité internationale. Quelques exemples historiques l'attestent, comme la création de la prothèse en bambou par Handicap International dans les années 1980 pour les réfugiés cambodgiens, le développement par l'entreprise Nutriset du Plumpy'Nut® – un produit nutritionnel à base d'arachide – en collaboration avec Action Contre la Faim ou les solutions développées par Oxfam pour l'apport d'eau en urgence. Ce qui a changé ces dernières années, c'est de voir l'innovation accéder au rang de préoccupation stratégique pour le secteur humanitaire dans son ensemble.



DANIELLE
TAN



PIERRE
GALLIEN

L'innovation au service de l'humanitaire

De fait, lors du Sommet humanitaire mondial de mai 2016, la « transformation à travers l'innovation » a été identifiée comme l'un des principaux vecteurs du changement. Elle a été réitérée dans l'*Agenda pour l'Humanité* des Nations unies¹. L'innovation permettrait au système humanitaire de faire plus, pour davantage de personnes, à moindre coût. Cette prise de conscience est concomitante avec l'avènement d'une révolution numérique au niveau global. Depuis une dizaine d'années, les nouvelles technologies ont donc fait une entrée en force dans le quotidien des travailleurs humanitaires et la notion d'innovation est quasiment devenue synonyme de nouvelles technologies².

Désormais, les technologies de l'information et de la communication (TIC) permettraient de mieux détecter voire d'anticiper les crises et d'augmenter la rapidité et l'efficacité de la réponse à une plus grande échelle³. La diffusion de

— 1. Agenda for Humanity, Annexe au Rapport du Secrétaire général, "Core responsibility four", 2016.

— 2. Groupe URD, « L'innovation dans le secteur humanitaire », *Humanitaires en mouvement*, Focus bibliographique, novembre 2016 ; voir également le dossier "Humanitarian Technology", IRIN, 21 mars 2018, www.irinnews.org/in-depth/humanitarian-technology

— 3. Alexander Betts et Louise Bloom, "Humanitarian

innovation is not a new phenomenon for leading actors of international solidarity. A number of historical examples has shown this, such as the creation of bamboo prostheses for Cambodian refugees by Handicap International in the 1980s, the development of Plumpy'Nut® – a nutritional product derived from peanuts – by Nutriset, in collaboration with *Action Contre la Faim*, or the solutions Oxfam developed for emergency water provision. What has changed over the last few years is the rise of innovation as a strategic concern for the humanitarian sector as a whole.

Innovation in the service of humanitarian aid

During the World Humanitarian Summit in May 2016, "transformation through innovation" was effectively identified as one of the main forces of change. This was reiterated as part of the United Nations' *Agenda for Humanity*¹. Innovation would allow the humanitarian system to do more, for more people, at a lower cost. This realisation coincided with the advent of a global digital revolution. Over the last decade, the daily lives of humanitarian workers have therefore benefitted from the application of new technologies, and the concept of innovation has become almost synonymous with them².

Information and communication technology (ICT) now enable us to better detect, and even anticipate, crises, and improve the speed and efficiency of the responses on a larger scale³. The spread of mobile phones in developing countries has had a particularly signif-

— 1. Agenda for Humanity, Annex to the Report of the Secretary-General, "Core Responsibility Four", 2016.

— 2. Groupe URD, "L'innovation dans le secteur humanitaire", *Humanitaires en mouvement*, Bibliographical focus, November 2016; see also the "Humanitarian Technology" report, IRIN, March 21st 2018, www.irinnews.org/in-depth/humanitarian-technology

— 3. Alexander Betts and Louise Bloom, "Humanitarian Innovation: The State of the Art", OCHA, Policy and Studies Series n°9, November 2014, www.unocha.org/sites/unocha/files/Humanitarian%20Innovation%20The%20State%20of%20the%20Art_0.pdf

téléphone mobile dans les pays en développement a eu un impact particulièrement significatif dans la prise en charge médicale et la gestion des crises alimentaires et des épidémies. Son utilisation dans la collecte de données permet de mieux s'adapter aux situations de crises et les interventions de « santé mobile » (*mHealth*) gagnent rapidement en popularité dans les pays à faible revenu, particulièrement en Afrique, en palliant le problème de l'accessibilité aux services de santé et le manque de ressources médicales qualifiées.

Les TIC jouent également un rôle incontournable dans la cartographie de crise. En 2008, des activistes kenyans lançaient le concept de *crowdsourcing* au service de la cartographie sociale. Durant les violences postélectorales, le site *ushahidi.com* et le logiciel libre du même nom étaient créés pour permettre aux citoyens de décrire et de géolocaliser les situations dont ils étaient témoins, par SMS ou via Internet. Après le séisme de 2010 à Haïti, le Bureau de la coordination des affaires humanitaires des Nations unies (BCAH) utilisait ce logiciel pour cartographier les zones touchées et faciliter l'aide aux sinistrés. Durant l'intervention militaire de 2011 en Libye, l'ONU fit appel à Ushahidi afin de mieux coordonner l'aide humanitaire. Le recours à l'imagerie par satellite ou drones et l'analyse des mégadonnées par des plates-formes collaboratives alimentées par des communautés telles que OpenStreetMap⁴, pour cartographier les zones vulnérables, ont été décisifs dans la lutte contre la propagation de l'épidémie du virus Ebola ayant sévi en Afrique de l'Ouest en 2014 et 2015.

icant effect in terms of medical care and the management of food crises and epidemics. The use of mobile phones in data collection enables better adaptation to crisis situations and "mobile health" interventions (*mHealth*) are rapidly gaining in popularity in low-income countries, and especially in Africa, by overcoming the problems of access to healthcare and a lack of qualified medical personnel.

ICTs also play an essential role in crisis mapping. In 2008, Kenyan activists launched the concept of *crowdsourcing* to serve social mapping. During the post-election violence, the website *ushahidi.com* and the open source software of the same name were created to enable citizens to describe and geolocalise the situations they were witnessing, by SMS or online. After the 2010 earthquake in Haiti, the United Nations Office for the Coordination of Humanitarian Affairs (OCHA) used this software to map the affected areas and to facilitate disaster relief. During the military intervention in Libya in 2011, the UN turned to Ushahidi in order to better coordinate humanitarian aid. Recourse to satellite or drone imagery and the analysis of big data by collaborative platforms powered by communities such as OpenStreetMap⁴, for mapping vulnerable areas, were essential in the fight against the Ebola virus epidemic in West Africa in 2014 and 2015.

Whilst unmanned aerial vehicles (UAVs), otherwise known as drones, are often used to collect data in the event of disasters or to contribute to research and rescue attempts, as was the case during the earthquake in Nepal or the Haiyan typhoon in the Philippines, they also now deliver goods. In 2016, Rwanda introduced a system of drones used to deliver medicine and blood bags to isolated clinics in under 30 minutes,

Innovation: The State of the Art", OCHA, Policy and Studies Series n° 9, novembre 2014, www.unocha.org/sites/unocha/files/Humanitarian%20Innovation%20The%20State%20of%20the%20Art_0.pdf

— 4. Humanitarian OpenStreetMap Team, « Épidémie d'Ebola en Afrique de l'Ouest », www.hotosm.org

— 4. Humanitarian OpenStreetMap Team, "Épidémie d'Ebola en Afrique de l'Ouest", www.hotosm.org

Si les véhicules aériens sans pilote (UAV), autrement dit les drones, sont fréquemment utilisés pour recueillir des données en cas de catastrophes ou contribuer à la recherche et au sauvetage, comme dans le cas du tremblement de terre au Népal ou du typhon Haiyan aux Philippines, ils servent aussi maintenant à livrer des marchandises. En 2016, le Rwanda a inauguré un système de drones utilisés pour livrer des médicaments et des poches de sang dans des cliniques isolées, en moins de 30 minutes, grâce à la start-up californienne Zipline⁵ qui conçoit ces appareils. Enfin, une nouvelle vague de technologies transformatives est en train de faire son apparition dans le secteur humanitaire, telle que l'impression 3D pour produire des pièces de rechange⁶, des prothèses ou des orthèses⁷.

L'innovation est-elle synonyme de progrès ?

Les dernières études montrent que les nouvelles technologies apportent une plus-value significative à l'action humanitaire⁸, mais leurs usages laissent

— 5. www.flyzipline.com

— 6. L'ONG Field Ready aide les personnes vivant dans des zones sinistrées en utilisant l'impression 3D pour produire des outils de première nécessité, comme du matériel médical ou agricole, réinventant ainsi la chaîne d'approvisionnement en cas d'urgence humanitaire, www.fieldready.org

— 7. En 2016, Handicap International a conduit un projet pilote afin de tester la plus-value de la technologie d'impression 3D pour la fabrication de prothèses tibiales dans les pays à faible revenu (Togo et Madagascar) et dans un contexte de guerre (Syrie): Jérôme Canicave et Danielle Tan, "Pilot Testing of 3D Printing Technology for Transtibial Prosthesis in Complex Contexts (Togo, Madagascar and Syria)", Scientific summary, *Research and Studies*, n° 5, Handicap International, mai 2017. En 2017, HI a obtenu un financement de la Coopération belge (ligne « Innovation ») pour poursuivre l'introduction de la technologie d'impression 3D et l'accès à la télé-réadaptation en Afrique de l'Ouest (Togo, Mali, Niger), projet IMP&ACTE3D, Newsletter n° 1, nov.-déc. 2017, [www.oadcph.org/wp-content/uploads/2018/02/Newsletter-IMPACTE-1-1.pdf](https://oadcph.org/wp-content/uploads/2018/02/Newsletter-IMPACTE-1-1.pdf)

— 8. Oxfam, « Les TIC dans les interventions humanitaires. Évaluation des apprentissages tirés d'un programme sur trois ans et dans cinq pays », rapport d'apprentissage, avril 2017; Alice Obrecht et Alexandra T. Warner, "More than just luck: Innovation in humanitarian action", *Humanitarian Innovation Fund*, ALNAP, avril 2016.

thanks to Californian start-up Zipline⁵ which designed these devices. Finally, a new wave of transformative technologies has been making an appearance in the humanitarian sector, such as 3D printing for replacement parts⁶, prostheses or braces⁷.

Is innovation a synonym of progress?

The latest studies show that new technologies add considerable added value to humanitarian action⁸, but their uses reveal significant risks. The aim of this issue is to step back in order to analyse the impact of new technologies on the humanitarian sector, by examining their usefulness and misuses, but also the ethical questions they raise, and the ways in which international solidarity organisations can benefit from the digital revolution. We believe it is essential to reflect on the concepts of innovation and progress, which are often used interchangeably. The philosopher and physicist Étienne Klein examined our contemporary vision of progress and remarked that "the term progress is increasingly less used, and has even almost disappeared from public discourse,

— 5. www.flyzipline.com

— 6. The NGO Field Ready supplies aid to people living in disaster areas by using 3D printing to produce essential tools, such as medical or agricultural equipment, thereby reinventing the emergency humanitarian supply chain, www.fieldready.org

— 7. In 2016, Handicap International carried out a pilot project in order to test the added value of 3D printing technology for the production of tibial prostheses in low-income countries (Togo and Madagascar), and in the context of war (Syria). Jérôme Canicave and Danielle Tan, "Pilot Testing of 3D Printing Technology for Transtibial Prosthesis in Complex Contexts (Togo, Madagascar and Syria)", Scientific Summary, *Research and Studies*, n°5, Handicap International, May 2017. In 2017, HI received funding from the Belgian Cooperation ("Innovation" line) to pursue the introduction of 3D printing technology and access to telerehabilitation in West Africa (Togo, Mali, Niger), project IMP&ACTE3D, Newsletter n° 1, Nov-Dec 2017, <https://oadcph.org/wp-content/uploads/2018/02/Newsletter-IMPACTE-1-1.pdf>

— 8. Oxfam, "Les TIC dans les interventions humanitaires. Évaluation des apprentissages tirés d'un programme sur trois ans et dans cinq pays", learning report, April 2017; Alice Obrecht and Alexandra T. Warner, "More than just luck: Innovation in humanitarian action", *Humanitarian Innovation Fund*, ALNAP, April 2016.

apparaître des risques non négligeables. L'objectif de ce dossier est de prendre du recul pour analyser l'impact des nouvelles technologies pour le secteur humanitaire en regardant leur utilité et leurs mésusages, mais aussi les questions éthiques qui se posent et la manière dont les organisations de solidarité internationale peuvent tirer parti de cette révolution numérique. Il nous semble essentiel de réfléchir à la notion d'innovation et de progrès, deux concepts qui sont souvent utilisés de manière interchangeable. Le philosophe et physicien Étienne Klein interroge notre vision contemporaine du progrès et remarque que « le mot progrès est de moins en moins fréquemment utilisé, qu'il a même quasiment disparu des discours publics, et qu'il s'y trouve remplacé par un mot qui n'est pourtant pas son synonyme: innovation⁹ ».

Quand, à partir du siècle des Lumières, la notion de progrès devient indissociable d'une tentative d'amélioration de la condition humaine, le concept d'innovation se fait quant à lui beaucoup plus neutre, ne désignant que le fait de produire du nouveau, que celui-ci soit positif ou négatif. Les innovations concrètes liées à l'essor de la société de consommation des années 1950, puis celles liées à la révolution de l'informatique et du numérique achèvent de donner une connotation positive au terme « innovation ». Poussée par quelques succès médiatiques, l'innovation est perçue depuis quelques années à la fois comme une nécessité et une opportunité pour améliorer les performances. Elle est souvent présentée comme un modèle ultime à suivre, une injonction pour survivre, une évolution qu'il faut devancer et maîtriser coûte que coûte pour rester concurrentiel dans un environnement de plus en plus compétitif: en somme, il faudrait s'adapter ou mourir. Pourtant, l'innovation n'est pas automatiquement associée à l'idée de progrès. L'accélération prodigieuse de

to be replaced by a term which is not a synonym: innovation"⁹.

Whilst the concept of Progress became inextricably linked to an attempt to improve the human condition after the Enlightenment, innovation is more neutral, referring only to the fact of producing something new, be it positive or negative. The practical innovations linked to the rise of consumerist society in the 1950s, followed by those linked to the digital revolution, gave a positive connotation to the term of "innovation". Driven by a number of media successes, innovation has been seen for the last few years as both a necessity and an opportunity for improving performance. It is often presented as the ultimate model to follow, an injunction for survival, a development which must be preempted and mastered whatever the cost, in order to remain competitive in an increasingly competitive environment: in short, we must adapt or die. And yet, innovation is not immediately associated with the idea of progress. The phenomenal increase in the pace of the digital revolution we are currently witnessing represents both a great opportunity and a powerful destabilising factor, which may, contrary to the United Nations' recent slogan, lead to "leaving people behind"¹⁰.

What does the semantic replacement of "progress" by "innovation" reveal? Has the latter come to compensate for our loss of faith in the former? Is technical sophistication replacing the search for meaning? We are faced with a paradoxical situation: technological innovation, the original purpose of which was to provide tools to improve the human condition, is not necessarily creating the conditions for the Progress which it was intended to accompany. Hence the focus of this issue: do our uses of

— 9. Étienne Klein, "Réveiller l'idée de progrès", *La Croix*, 11 February 2016.

— 10. UN News, "'No-one left behind' is ethical imperative of new development agenda", 13 January 2016, <https://news.un.org/en/story/2016/01/519872-no-one-left-behind-ethical-imperative-new-development-agenda-un-deputy-chief>

— 9. Étienne Klein, « Réveiller l'idée de progrès », *La Croix*, 11 février 2016.

la transformation numérique à laquelle nous assistons constitue à la fois une formidable opportunité et un puissant facteur de déstabilisation qui peut conduire à « laisser davantage de gens derrière », à rebours du slogan récemment lancé par les Nations unies¹⁰.

Que révèle alors le remplacement sémantique de la notion de progrès par celle d'innovation ? La seconde serait-elle venue compenser en douce la perte de notre foi dans le premier ? La sophistication technique serait-elle en train de se substituer à la recherche de sens ? Nous nous trouvons face à une situation paradoxale : l'innovation technologique, dont la vocation originelle est d'apporter des outils pour améliorer la condition humaine, ne crée pas forcément les conditions du progrès qu'elle devait pourtant accompagner. D'où la problématique de notre dossier : nos usages de l'innovation – et par conséquent des nouvelles technologies – dans le champ humanitaire prolongent-ils l'idée de progrès ou s'en détournent-ils ? L'innovation peut-elle être également facteur de progrès social ? Qu'est-ce qui, dans les innovations actuelles, peut être gage de progrès dans les interventions humanitaires ? Comment faire pour que ces questionnements éthiques soient discutés sans renoncer à l'indéniable plus-value de certains progrès technologiques et sociaux ? D'un point de vue organisationnel, quels sont les effets directs ou indirects de l'utilisation des nouvelles technologies pour les acteurs de la solidarité internationale ? Ces questionnements paraissent d'autant plus importants que le discours sur l'innovation semble se focaliser sur les résultats et les produits issus de la démarche en s'abstenant d'une réflexion sur le sens et les moteurs de la dynamique.

innovation – and consequently, of new technologies – in the humanitarian field extend the idea of progress, or do they detract from it? Can innovation also be a factor of social progress? From amongst current innovations, which ones can be considered as signs of progress in humanitarian intervention? How can we ensure that these ethical issues be discussed, without renouncing the undeniable added value of certain forms of technological and social progress? From an organisational standpoint, what are the direct or indirect effects of the use of new technologies for actors of international solidarity? These questions seem even more relevant given that the discourse on innovation appears to focus on the results and products derived from the process, whilst withholding reflection on the meaning and driving forces of the dynamic.

Challenges and discernable limitations

Digital technology currently represents the greatest opportunity to transform health systems in low and middle-income countries. Yet in spite of the resources and energy devoted to digital health measures in these countries, only a fraction of projects has reached a significant scale. The first article in this issue, co-authored by Enric Jané, Guillaume Foutry and Simon Sanou, focuses on the challenges faced by humanitarian organisations – in the example, *Terre des hommes* – in extending their interventions beyond the pilot stage. Since 2010, leDA (*Integrated e-Diagnostic Approach*) has been developing in Burkina Faso in order to accompany health personnel in the medical treatment of children. The consultations were carried out with the help of digital tablets and mobile applications, which enabled personnel to follow the clinical protocol developed by the World Health Organisation (WHO), offer diagnoses and treatments which were adapted and therefore, as a result, reduce infant mortality. The significant coverage achieved by the project and the high rate of adoption of the tool by health personnel showed the strong potential

— 10. UN News, « "No-one left behind" is ethical imperative of new development agenda », 13 janvier 2016, www.news.un.org/en/story/2016/01/519872-no-one-left-behind-ethical-imperative-new-development-agenda-un-deputy-chief

Des défis à relever et des limites perceptibles

Les technologies numériques représentent aujourd'hui la plus grande opportunité de transformer les systèmes de santé dans les pays à faible revenu et intermédiaire. Pourtant, malgré les ressources et l'énergie consacrées à la santé numérique dans ces pays, seule une fraction de projets a atteint une échelle significative. Le premier article de notre dossier, cosigné par Enric Jané, Guillaume Foutry et Simon Sanou, apporte une réflexion sur les défis rencontrés par les organisations humanitaires – ici Terre des hommes – pour étendre leurs interventions au-delà de la phase pilote. Depuis 2010, leDA (*Integrated electronic Diagnostic Approach*) a été développée au Burkina Faso pour accompagner le personnel de santé dans la prise en charge médicale des enfants. Les consultations sont réalisées à l'aide de tablettes numériques et d'applications mobiles permettant de suivre le protocole clinique développé par l'Organisation mondiale de la santé (OMS), de proposer un diagnostic et un traitement adaptés et, par conséquent, de réduire la mortalité infantile. La couverture élevée atteinte par le projet et la forte adoption de l'outil par le personnel de santé montrent le grand potentiel de cette approche. Le travail avec le ministère de la Santé dès le lancement et son engagement dans le projet ont été essentiels dans la répliquabilité du dispositif à une plus grande échelle. De plus, une fois déployé, le dispositif a été adapté en permanence en fonction des commentaires des utilisateurs et de l'analyse de différentes sources de données. Les efforts doivent maintenant se concentrer sur le renforcement de l'écosystème numérique et des capacités de gestion des acteurs, ainsi que sur le développement d'outils permettant la diffusion et la pérennité du dispositif.

L'article de Karine Le Roch, Nicolas Dennefeld, Caroline Antoine, Melchior de Roquemaurel, Jonathan Bureau et Myriam Ait-Aissa d'Action Contre la Faim poursuit la réflexion sur les difficultés

of this approach. Collaboration with the Ministry of Health from the very beginning, and its involvement in the project, were essential to the replicability of the programme on a larger scale. Moreover, once deployed, the programme was continually adapted according to users' comments and analysis of different data sources. Efforts must now be concentrated on the reinforcement of the digital ecosystem and actors' management capacities, as well as the development of tools enabling the dissemination and sustainability of the programme.

The article by Karine Le Roch, Nicolas Dennefeld, Caroline Antoine, Melchior de Roquemaurel, Jonathan Bureau and Myriam Ait-Aissa from *Action Contre la Faim* follows up the reflection on the difficulties faced by NGOs in including new technologies in their practices and sectors of intervention. Their use of new technologies in difficult contexts, their sustainability in volatile environments, and their appropriation in different cultural areas raise many challenges. Above all, certain uses of new technologies raise crucial questions concerning the respect of the humanitarian imperative of "doing no harm", especially with regard to the protection of data and people.

Nathaniel A. Raymond and Daniel P. Scarnecchia's article from the Harvard Humanitarian Initiative (HHI) alerts us to the urgency of building a legal and ethical framework to guarantee the safety of populations, if we do not want a disaster to occur. The Red Rose affair, which revealed that a platform used by at least 11 major NGOs and United Nations agencies was relatively easy to pirate, should serve as a sufficient lesson¹¹. And yet, according to the researchers, recognising the existence of serious shortcomings in the protection of aid recipients' personal data within humanitarian organisations is an open secret, as is the lack of pro-

— 11. Nathaniel A. Raymond, Daniel P. Scarnecchia, and Stuart R. Campo, "Humanitarian data breaches: the real scandal is our collective inaction", *IRIN*, December 8th, 2017.

rencontrées par les ONG pour inclure les nouvelles technologies dans leurs pratiques et leurs secteurs d'intervention. Leur utilisation dans des contextes difficiles, leur pérennité dans des environnements volatiles et leur appropriation dans des aires culturelles diverses posent de nombreux défis. Surtout, certains usages des nouvelles technologies posent des questions cruciales sur le respect de l'impératif humanitaire de « ne pas nuire » (*do no harm*), notamment en ce qui concerne la protection des données et des personnes.

L'article de Nathaniel A. Raymond et Daniel P. Scarnecchia de la Harvard Humanitarian Initiative (HHI) nous alerte sur l'urgence de bâtir un cadre juridique et éthique pour garantir la sécurité des populations, si l'on ne veut pas voir arriver une catastrophe. L'affaire Red Rose, qui a révélé qu'une plate-forme utilisée par au moins 11 grandes ONG et agences des Nations unies pouvait être relativement facile à pirater, devrait constituer une leçon suffisante¹¹. Pourtant, selon ces chercheurs, reconnaître l'existence de lacunes graves dans la protection des données personnelles des bénéficiaires au sein des organisations humanitaires est un secret de polichinelle, tout comme l'absence de professionnalisation autour de la gestion des données et de l'utilisation des TIC. La maîtrise de ces dernières devrait désormais être considérée comme une compétence essentielle au sein des organisations humanitaires afin de pouvoir tirer profit de la révolution numérique en marche¹².

Toutefois, l'association CartONG observe – par la plume de Maëve de France et Nina-Flore Eissen – que les compétences manquent au sein des ONG. Selon les auteures, les organisations humanitaires ont tendance à tester les dernières tech-

professionnalism surrounding data management and the use of ICTs. The mastery of ICTs should henceforth be considered a key skill within humanitarian organisations, in order for them to benefit from the ongoing digital revolution¹².

And yet, the CartONG association remarks – in the article by Maëve de France and Nina-Flore Eissen – that skills are lacking in NGOs. According to the authors, humanitarian organisations have a tendency to test the latest trending technologies without having first explored the needs of the users. Moreover, the choice of digital tools is extensive and the data collected piles up without humanitarian organisations having the internal capacity to analyse or exploit it or to define an appropriate strategy, though the treatment of this big data is extremely sensitive.

What future for humanitarian organisations in the digital era?

Beyond these ethical questions, the humanitarian sector represents considerable potential for economic development for a technological industry in search of partners in order to project the right image. There is the example of the IrisGuard company – based in the Cayman Islands – which “offered” its iris recognition system to the United Nations High Commissioner for Refugees (UNHCR), which accepted. In exchange, the company receives 1% of each payment made by refugees. The journalist Nicolas Autheman, author of an enquiry into this “deal”, observed that “for the companies developing these technologies, refugee camps are a godsend. They enable them to associate their image with the humanitarian cause, test their tools on a large scale, and finally to approach Western governments to try to sell them”¹³. It is therefore essential to find an economic model which would

— 11. Nathaniel A. Raymond, Daniel P. Scarnecchia, et Stuart R. Campo, “Humanitarian data breaches: the real scandal is our collective inaction”, *IRIN*, 8 décembre 2017.

— 12. Patrick Meier, *Digital Humanitarians. How Big Data Is Changing the Face of Humanitarian Response*, Taylor & Francis Group, 2015.

— 12. Patrick Meier, *Digital Humanitarians. How Big Data Is Changing the Face of Humanitarian Response*, Taylor & Francis Group, 2015.

— 13. Nicolas Autheman, “Payer en un clin d’oeil”, *Le Monde Diplomatique*, May 2017, p. 14-15.

nologies à la mode sans avoir exploré au préalable les besoins des utilisateurs. De plus, le choix des outils numériques foisonne et les données recueillies s'amoncellent sans que les organisations humanitaires aient la capacité en interne de les analyser et les exploiter ou de définir une stratégie, alors que le traitement de ces mégadonnées est extrêmement sensible.

Quel avenir pour les organisations humanitaires à l'ère du digital ?

Au-delà des questions éthiques, le secteur de l'humanitaire représente un potentiel de développement économique considérable pour une industrie technologique en recherche de partenaires de marque afin de soigner son image. En témoigne la démarche de l'entreprise IrisGuard – basée aux îles Caïmans – qui a « offert » ses machines de reconnaissance par l'iris au Haut-commissariat des Nations unies pour les réfugiés (UNHCR) qui les a acceptées. En échange, l'entreprise perçoit 1 % de chaque paiement effectué par les réfugiés. Ce qui fait dire au journaliste Nicolas Autheman, auteur d'une enquête sur ce « deal », que « pour les entreprises qui développent ces technologies, les camps de réfugiés sont une formidable aubaine. Cela leur permet d'associer leur image à celle de l'humanitaire, de tester leurs outils à large échelle, et enfin d'approcher les gouvernements occidentaux pour essayer de les leur vendre¹³ ». Il est donc essentiel de se pencher sur un modèle économique qui puisse garantir l'accès aux nouvelles technologies pour les plus vulnérables et préserver l'indépendance d'action et de décision des acteurs humanitaires par rapport au secteur privé.

Car l'introduction de nouvelles approches peut avoir des conséquences non attendues qu'il convient de bien prendre en compte dans une politique d'innovation. À l'origine associés à la guerre, les drones sont aujourd'hui efficacement utilisés à des fins humanitaires. L'article

allow access to new technologies for the most vulnerable and preserve the independence of action and decision for humanitarian actors in relation to the private sector.

The introduction of new approaches can have unexpected consequences which are important to take into account in any innovation policy. Initially associated with war, drones are now efficiently used for humanitarian ends. Michiel Hofman's article nevertheless warns against the negative effects which they can have in conflict areas, given their "predatory" image for populations, to say nothing of the risks of recovering them on behalf of the soldiers.

Finally, the culture of risk and acceptance of potential failure are strong driving forces in the sector of innovation, which do not adapt well to humanitarian contexts, where the consequences of bad choices can be disastrous. The emergence of blockchain technology reflects these fears. The contrasting perspectives of Julio Alejandro, the founder and CEO of the *Humanitarian Blockchain* start-up FinTech, and Pierre Gallien, Director of the HI Impact, Information & Innovation division, shed light on the unexplored potential of blockchain for the humanitarian sector, even though it seems that its implementation remains a major challenge given the gap that exists between the two worlds. It is therefore crucial to instigate a dialogue and an ethical, technical and operational reflection between these two worlds, in order to build an integrated vision of innovation which is not only technological but also societal. In this quest, we will need to collaborate more closely with the worlds of research and training, with communities of "makers" through "hackathons"¹⁴, and by investing more in social networks, which have produced new and sometimes controversial meth-

— 13. Nicolas Autheman, « Payer en un clin d'œil », *Le Monde diplomatique*, mai 2017, p. 14-15.

— 14. Over the course of a weekend, digital specialists voluntarily place their knowledge in the service of NGOs and social organisations, to reflect on technical solutions in response to practical needs.

de Michiel Hofman alerte cependant sur les effets négatifs que peut avoir leur usage dans des contextes de conflit tant ils possèdent une image de « prédateurs » auprès des populations, sans parler des risques de récupération de la part des militaires.

Enfin, la culture du risque et l'acceptation d'un échec potentiel sont des moteurs forts du secteur de l'innovation qui s'accommodent mal avec les contextes humanitaires où les conséquences d'un mauvais choix peuvent être désastreuses. L'apparition de la technologie blockchain fait écho à ces craintes. Les regards croisés de Julio Alejandro, fondateur et PDG de la startup FinTech *Humanitarian Blockchain* et de Pierre Gallien, directeur Impact, Information et Innovation à Handicap International mettent en lumière un potentiel inexploré de la blockchain pour le secteur humanitaire, même s'il semble que sa mise en œuvre demeure un véritable défi tant le fossé est grand entre ces deux mondes. Il est donc crucial de construire un dialogue et une réflexion éthique, technique et opérationnelle entre ces deux mondes pour bâtir une vision intégrée de l'innovation qui ne soit pas uniquement technologique, mais aussi sociétale. Dans cette quête, il faudra rassembler plus largement en tissant des liens plus étroits avec le monde de la recherche et de la formation, avec les communautés de « makers » à la faveur des « hackathons¹⁴ », et en investissant davantage les réseaux sociaux qui ont inventé de nouvelles manières, parfois controversées¹⁵, de récolter de l'argent. Il en va ainsi de Jérôme Jarre, ce youtubeur de renommée internationale dont la campagne sur Twitter intitulée « *Love Army for Somalia* » a permis de récolter 2,5 millions de dollars en un temps

ods¹⁵ of raising money. This is the case of Jérôme Jarre, the internationally famous YouTube star whose Twitter campaign, entitled “*Love Army for Somalia*”, managed to raise 2.5 million dollars in record time for the fight against famine in the Horn of Africa. The initiative followed in the wake of an equally successful campaign for the cause of the Rohingyas in Bangladesh. One wonders whether the two highly mediatised operations, involving celebrities, prefigure a new form of humanitarian aid or a return to a Band Aid-type rallying of the 1980s.

What is clear is that the development of new technologies is forcing the humanitarian sector to invest in reflection on their uses and make use of the expertise it has acquired. If the sector does not rethink its intervention methods to find sustainable solutions to current humanitarian challenges, it runs the risk of being relegated to the level of a fossil by the heralds of innovation without progress, passively observing the spectacle of high-tech good conscience.

Translated from the French by Juliet Powys

— 14. Le temps d'un week-end, des spécialistes du numérique mettent bénévolement leurs connaissances au profit d'ONG et d'entreprises sociales pour réfléchir à des solutions techniques répondant à des besoins concrets.

— 15. « Rohingya : une opération humanitaire controversée dans un camp de réfugiés », *Le Monde*, 28 novembre 2017.

— 15. “Rohingya : une opération humanitaire controversée dans un camp de réfugiés”, *Le Monde*, 28 November 2017.

record pour lutter contre la famine dans la corne de l'Afrique. L'initiative fait suite à une campagne tout aussi retentissante auprès des réfugiés rohingyas au Bangladesh. Une double opération hautement médiatisée à grand renfort de *people* dont on se demande si elle préfigure une nouvelle manière de faire de l'humanitaire ou un retour aux mobilisations type *Band Aid* des années 1980.

Ce qui est certain, c'est que le développement des nouvelles technologies oblige le secteur humanitaire à s'investir dans la réflexion sur leur usage et à faire valoir l'expertise qu'il a amassée. À défaut de penser autrement ses modes d'intervention pour trouver des solutions durables aux défis humanitaires actuels, il risque d'être relégué au rang de dinosaure par les hérauts de l'innovation sans progrès et d'observateur passif du spectacle de la bonne conscience *high-tech*.

PERSPECTIVES





PERSPECTIVES

Haïti : tensions entre aide humanitaire et développement dans le secteur de la santé

Haiti: tensions between aid relief and development in the health sector

Nicolas Lemay-Hébert • Senior Lecturer in the International Development Department, University of Birmingham (UK)

Andréanne Martel • Collaborative Research Program Officer at the Canadian Council for International Co-operation (CCIC) in Ottawa (Canada)

Patrick Robitaille • Associate expert of the Canadian Research Institute on Humanitarian Crisis and Aid



Depuis 2010 et le déferlement d'aide sur Haïti, l'île des Caraïbes est sans doute devenue le symbole de l'échec des grands programmes internationaux. Les objectifs conflictuels des acteurs de l'aide d'urgence et de ceux du développement sont, pour les trois auteurs, une des clés de cet échec.

Since 2010 and the surge of aid on Haiti, the Caribbean island has undoubtedly become the symbol of the failure of major international programmes. For the three authors the emergency and development actors' conflicting objectives are one of the keys to this failure.





NICOLAS
LEMAI-HÉBERT



ANDRÉANNE
MARTEL



PATRICK
ROBITAILLE

La nécessité de combler le fossé entre l'aide humanitaire et les programmes de développement est aujourd'hui largement identifiée¹. Néanmoins, ce fossé n'a jamais été aussi grand à Haïti. Comme le décrit Paul Farmer, médecin anthropologue :

« [...] l'aide humanitaire d'urgence n'est pas la reconstruction. Nous n'avons pas reconstruit Haïti malgré la mise en place d'un accès à l'eau potable pour 1,1 million d'habitants ; nous n'avons pas refait le pays avec l'installation de 11 000 latrines. "Reconstruire Haïti en mieux" signifie maintenir ces améliorations temporaires et y ajouter l'éducation, la santé, les services et une bonne gouvernance². »

Néanmoins, l'opérationnalisation de cette stratégie se heurte à de nombreux obstacles. Par cet article, nous souhaitons explorer les tensions entre les mesures d'urgence et les activités de développement, en prenant le secteur de la santé à Léogâne comme objet d'étude. Le principal argument de l'article avance que les différentes activités liées à l'action humanitaire fonctionnent selon leurs propres logiques, et les efforts considérables investis dans les activités d'aide d'urgence ont eu un effet négatif sur l'objectif global de reconstruction d'Haïti « en mieux », et ce de manière durable, afin de briser le cercle de dépendance du pays avec la communauté internationale. Plutôt que de prétendre détenir des solutions toutes faites à apporter à ces problématiques extrêmement complexes, l'objectif de l'article est de réfléchir et de se faire l'écho des tensions produites par les mesures d'aide d'urgence de l'intervention humanitaire sur les structures locales et les programmes de développement. Pour explorer ce sujet, l'article

— 1. Oxfam, *Haïti : de l'urgence au relèvement. Soutenir la bonne gouvernance en Haïti après le séisme*, janvier 2011, rapport disponible en ligne en français et en créole : www.oxfam.org/fr/rapports/haïti-de-lurgence-au-relevement

— 2. Paul Farmer, "5 Lessons From Haiti's Disaster", *Foreign Policy*, 28 novembre 2010, <http://foreignpolicy.com/2010/11/28/5-lessons-from-haitis-disaster>

The need to bridge the gap between humanitarian relief and development programmes is now widely recognised¹. However, this gap has been more present than ever before in Haiti. As medical anthropologist Paul Farmer points out:

"...disaster relief is not reconstruction. We haven't rebuilt Haiti despite giving 1.1 million people access to drinking water; we didn't remake the country with 11,000 latrines that have been installed. 'Building Haiti back better' means sustaining those temporary gains and adding education, health care, services, and good governance."²

However, the operationalisation of this policy faces practical hurdles. This contribution will explore the tensions between the emergency and development activities, with particular focus on the health sector in Léogâne. The article's main argument is that the different activities related to humanitarian action have their own logic, and the enormous efforts invested in emergency activities have been detrimental to the overall goal of building a better, sustainable Haiti, with the final aim being to break the country's circle of dependence on the international community. Rather than pretending to have ready-made solutions for these very complex issues, the article aims to reflect and echo the tensions humanitarian intervention emergency activities have created on local structures and development programmes.

— 1. Oxfam, "Haiti: From Relief to Recovery. Supporting Good Governance in Post-Earthquake Haiti", January 2011, report available online in French and Creole: www.oxfam.org/fr/rapports/haïti-de-lurgence-au-relevement

— 2. Paul Farmer, "5 Lessons From Haiti's Disaster", *Foreign Policy*, 28 November 2010, <http://foreignpolicy.com/2010/11/28/5-lessons-from-haitis-disaster>

porte son attention sur certains des éléments clés des « objectifs conflictuels³ » applicables à l'aide humanitaire et au développement⁴.

Nous espérons que cet article, basé sur des entretiens menés avec différents acteurs et intervenants dans les années qui suivirent le séisme, permettra aux professionnels et aux universitaires de réfléchir aux limites inhérentes de certaines politiques et cadres de référence, mais aussi aux formidables opportunités existantes afin d'améliorer la coordination entre les différents acteurs.

Les défis du secteur de la santé à Léogâne

L'épicentre du séisme de 2010 à Haïti, Léogâne, est une commune d'environ 200 000 habitants située à deux heures de la capitale du pays. La ville a été durement endommagée. On estime que 80 à 90 % des bâtiments de certains quartiers ont été détruits, notamment 60 % des infrastructures gouvernementales, administratives et économiques⁵. De premières estimations après le séisme comptabilisaient entre 20 000 et 30 000 morts uniquement dans cette commune⁶.

Les services de santé à Haïti dépendent de quatre réseaux: les institutions publiques, et notamment les centres de santé administrés par l'État et les hôpitaux de référence; des institutions mixtes publiques et non lucratives dont le personnel travaille aux côtés de fon-

« Les efforts considérables investis dans les activités d'aide d'urgence ont eu un effet négatif sur l'objectif global de reconstruction d'Haïti . »

“The enormous efforts invested in emergency activities have been detrimental to the overall goal of building a better, sustainable Haiti.”

The article explores this theme by a precise focus on certain key elements of the “conflicting objectives”³ applicable to the humanitarian/development assistance⁴.

It is our hope that this article, inspired by interviews stakeholders carried out in the years that followed the earthquake, will enable practitioners and academics to reflect on the inherent limits of certain policies and mindsets, but also the incredible opportunities that exist for enhanced coordination between actors.

The challenges of Leogane's health sector

The epicentre of the 2010 Haiti earthquake, Leogane, is a commune of around 200,000 inhabitants located two hours from Haiti's capital. The city was severely damaged, with estimates ranging from 80 to 90 per cent of buildings destroyed in some neighbourhoods, including 60 per cent of the governmental, administrative and eco-

— 3. Sonja Grimm et Julia Leininger, “Not all good things go together: conflicting objectives in democracy promotion”, *Democratization*, vol. 19, n° 3, 2012, p. 391-414.

— 4. Roland Paris et Timothy D. Sisk, “Introduction: Understanding the contradictions of postwar statebuilding”, in Roland Paris et Timothy D. Sisk (dir.) *The Dilemmas of Statebuilding: Confronting the Contradictions of Postwar Peace Operations*, Routledge, Londres, 2009, p. 1-20.

— 5. Nous avons visité un hôpital et une clinique à Léogâne. Un an et demi après le séisme, ils n'étaient toujours pas totalement fonctionnels.

— 6. Lisa Millar, “Tens of thousands isolated at quake epicenter”, *ABC News*, 17 janvier 2010, www.abc.net.au/news/2010-01-17/tens-of-thousands-isolated-at-quake-epicentre/1211748

— 3. Sonja Grimm and Julia Leininger, “Not all good things go together: conflicting objectives in democracy promotion”, *Democratization*, 19(3), 2012, p. 391-414.

— 4. Roland Paris and Timothy D. Sisk, “Introduction: Understanding the Contradictions of Postwar Statebuilding”, in Roland Paris and Timothy D. Sisk (eds) *The Dilemmas of Statebuilding: Confronting the Contradictions of Postwar Peace Operations*, London, Routledge, 2009, p. 1-20.

« Avant le séisme, le secteur de la santé recevait moins de 5 % du budget gouvernemental et environ 40 % de la population bénéficiait d'un accès aux services de santé. »

"Less than 5 per cent of the government budget was attributed to the health sector before the earthquake and around 40 per cent of the population had access to health services."

tionnaires; des organisations privées à but non lucratif, et notamment des institutions gérées par des ONG et par l'Église ou des organisations confessionnelles; enfin, des cabinets médicaux privés à but lucratif⁷. À cet égard, le système de santé à Léogâne constitue donc un véritable microcosme représentatif du système de santé global haïtien.

Même avant le séisme, l'aide internationale représentait plus de la moitié du PIB haïtien; un quart supplémentaire provenait des envois de fonds internationaux⁸. On estime le nombre d'organisations non gouvernementales internationales (ONGI) en fonctionnement à Haïti avant le séisme entre 3 000 et 10 000, ce qui a valu à Haïti le surnom de « République des ONG⁹ » avec le second nombre le plus élevé d'ONGI par habitant dans le monde¹⁰. De plus, la santé a toujours été une priorité pour les donateurs étrangers. Entre 2005 et 2009, 15 à 30 % des accords bilatéraux en matière d'aide à Haïti étaient destinés à la santé et aux programmes d'assistance à la population. Ce contexte conduit à de sévères critiques de la part

— 7. Keith Crane *et al.*, "Building a More Resilient Haitian State", RAND, 2010, www.rand.org/pubs/monographs/MG1039z1.html

— 8. Denis O'Brien, "Haiti's potential waiting to be fulfilled", in "Build Back Better: Strategies for Societal Renewal in Haiti", *Innovations*, vol. 5, n° 4, MIT Press Journals, 2010, p. 7-11.

— 9. United State Institute for Peace (USIP), "Haiti: A Republic of NGOs?", *USIP Peacebrief*, 26 avril 2010.

— 10. Daniel Trenton, "Bill Clinton tells diaspora: 'Haiti needs you now'", *The Miami Herald*, 10 août 2009.

conomic infrastructure⁵. Early estimates put earthquake casualties in the city at around 20,000 to 30,000⁶.

Health services in Haiti are provided through four channels: public institutions, including State-run health centres and referral hospitals; mixed public and non-profit institutions, whose staff work alongside public employees; private, non-profit organisations, including institutions run by NGOs and church or faith-based organisations; and finally private, for-profit medical offices⁷. In that respect, the health system in Léogâne is a microcosm of the global health system in Haiti.

Even before the earthquake, international aid accounted for over half of Haiti's GDP; a further quarter was from international remittances⁸. Estimates of the number of international non-governmental organisation (INGOs) operating in Haiti prior to the earthquake range from 3,000 to as many as 10,000, which led Haiti to be described as "the Republic of NGOs"⁹ with the second-highest number of INGOs per capita in the world¹⁰. Furthermore, health care has been a constant priority for international donors. Between 2005 and 2009, 15 to 30 per cent of bilateral aid commitments to Haiti were earmarked for health and population programmes.

— 5. We visited one hospital and one clinic severely damaged in Léogâne. Both were not fully functional a year and a half after the earthquake.

— 6. Lisa Millar, "Tens of thousands isolated at quake epicenter", *ABC News*, 17 January 2010, www.abc.net.au/news/2010-01-17/tens-of-thousands-isolated-at-quake-epicentre/1211748

— 7. Keith Crane *et al.*, "Building a More Resilient Haitian State", RAND, 2010, www.rand.org/pubs/monographs/MG1039z1.html

— 8. Denis O'Brien, "Haiti's Potential Waiting to Be Fulfilled", in "Build Back Better: Strategies for Societal Renewal in Haiti", *Innovations*, 5(4), MIT Press Journals, 2010, p. 7-11.

— 9. United State Institute for Peace (USIP), "Haiti: A Republic of NGOs?", *USIP Peacebrief*, 26 April 2010.

— 10. Daniel Trenton, "Bill Clinton Tells Diaspora: 'Haiti Needs You Now'", *The Miami Herald*, 10 August 2009.

des Haïtiens vis-à-vis des humanitaires, une situation qui réclame une réflexion éthique rigoureuse¹¹.

De la même façon, les caractéristiques du secteur de la santé avant le séisme doivent être prises en compte au moment d'évaluer les déséquilibres au sein de la réponse sanitaire. Avant le séisme, le secteur de la santé recevait moins de 5 % du budget gouvernemental et environ 40 % de la population bénéficiait d'un accès aux services de santé¹²; 75 % d'entre eux étaient fournis par des ONG ou des groupes religieux¹³. Le secteur de la santé à Haïti souffrait de sous-financement et d'une coordination non rigoureuse de la part du ministère de la Santé publique et de la Population (MSPP). Une enquête sur la gouvernance du secteur de la santé mise en place par ce ministère en 2007 montre que le leadership et les mécanismes de régulation à Haïti étaient « faibles, voire très faibles » au niveau central, départemental et périphérique¹⁴. Un tiers des infrastructures de santé étaient publiques, mais de mauvaises conditions, de bas salaires et un manque de coordination nationale ont décidé de nombreux professionnels de la santé à passer du secteur public national à des infrastructures privées ou non lucratives avant le séisme¹⁵.

— 11. Jean-François Mattei, « Haïti, ou l'éthique humanitaire en question », *Alternatives Humanitaires*, février 2016, p. 96-107, <http://alternatives-humanitaires.org/fr/2016/01/18/haïti-ou-lethique-humanitaire-en-question>

— 12. Annie Kelly et Judy Roberts, *Is Haiti's health system any better?*, Merlin USA, rapport, 2010, p. 3-20, https://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/213DD606ABE0EE328525781800702CD6-Full_Report.pdf

— 13. Claude de Ville de Goyet, Juan Pablo Sarmiento et François Grünewald, « La réponse sanitaire à la suite du tremblement de terre en Haïti. Leçons à retenir pour la prochaine grande catastrophe », Organisation panaméricaine de la santé, 2011, www.paho.org/disasters/index.php?option=com_docman&view=download&alias=2006-la-reponse-sanitaire-a-la-suite-du-tremblement-de-terre-en-haiti-janvier-2010-resume&category_slug=books&Itemid=1179&lang=en

— 14. Claude de Ville de Goyet *et al.*, « La réponse sanitaire... », art. cit., p. 4.

— 15. Annie Kelly et Judy Roberts, *Is Haiti's health system...*, *op. cit.*

This led to harsh criticism of humanitarians from Haitians that needs thorough ethical reflection¹¹.

Similarly, the characteristics of the health sector before the earthquake need to be taken into account when evaluating distortions in the health response. Less than 5 per cent of the government budget was attributed to the health sector before the earthquake and around 40 per cent of the population had access to health services¹²; 75 per cent of them were delivered by NGO or faith groups¹³. The health sector in Haiti was underfinanced and loosely coordinated by the *ministère de la Santé publique et de la Population* (MSPP, Ministry of Health). A governance review of the health sector carried out by this Ministry in 2007 shows that leadership and regulatory functions in Haiti were “weak or very weak” at the central, departmental, and periphery levels¹⁴. One-third of the health infrastructure was public, but bad conditions, low salaries and lack of national coordination led many health employees to transfer from national to private or non-profit infrastructure before the earthquake¹⁵.

— 11. Jean-François Mattei, “Haiti, or humanitarian ethics under question”, *Humanitarian Alternatives*, February 2016, p. 96-107, <http://alternatives-humanitaires.org/en/2016/01/18/haïti-or-humanitarian-ethics-under-question>

— 12. Annie Kelly and Judy Roberts, *Is Haiti's health system any better?*, Merlin USA, Report, 2010, p. 3-20, https://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/213DD606ABE0EE328525781800702CD6-Full_Report.pdf

— 13. Claude de Ville de Goyet, Juan Pablo Sarmiento and François Grünewald, “Health response to the earthquake in Haiti. Lessons to be learned for the next massive sudden-onset disaster”, Pan American Health Organization, 2011, www.paho.org/disasters/index.php?option=com_docman&view=download&alias=2006-la-reponse-sanitaire-a-la-suite-du-tremblement-de-terre-en-haiti-janvier-2010-resume&category_slug=books&Itemid=1179&lang=en

— 14. Claude de Ville de Goyet *et al.*, “Health response...”, art. cit., p. 4.

— 15. Annie Kelly and Judy Roberts, *Is Haiti's health system...*, *op. cit.*

L'impact des services gratuits sur les structures locales

Cette présence massive internationale a posé et continue de poser de nombreux problèmes pratiques à Haïti. La phase d'aide d'urgence s'est matérialisée par un flux continu de travailleurs étrangers venant participer aux services d'urgence, ainsi qu'une véritable armada d'ONGI à la rescousse des institutions haïtiennes à bout de souffle, transformant ainsi Port-au-Prince et les villes adjacentes en des villes meurtries, « prises d'assaut par des secouristes et travailleurs humanitaires¹⁶ ». Cette présence internationale a provoqué des conséquences involontaires au cours de l'intervention. Deux des effets structurels que la phase d'aide d'urgence a eus sur la perspective de développement plus large d'Haïti seront précisément analysés ici : l'impact des services gratuits fournis par les acteurs internationaux sur les structures de santé haïtiennes, et l'inflation des salaires nourrie par la phase d'aide d'urgence de l'intervention.

L'un des grands débats entourant l'engagement international à Haïti, et *a fortiori* se rapportant à l'importance de l'action humanitaire, concerne la mise à disposition de soins de santé gratuits par certaines ONGI et l'impact d'une telle mesure sur le système de santé haïtien existant. Dans ce contexte, il existe une tension inhérente à l'accès à des soins gratuits – entre le droit à la santé et l'approche « do no harm » [ne pas nuire]. Le droit à la santé est clairement stipulé dans les protocoles humanitaires : « Le droit à la santé doit être respecté et protégé. Parmi d'autres, les activités suivantes peuvent être envisagées [comme] fournir des services de santé gratuits, en particulier pendant la phase d'urgence¹⁷. » Le droit à la santé est un élément essentiel de la

— 16. Paul Farmer, "Haiti after the earthquake", *Public Affairs*, 2011.

— 17. Inter-Agency Standing Committee (IASC), « Directives opérationnelles de l'IASC sur la protection des personnes affectées par des catastrophes naturelles », janvier 2011, p. 35-36.

The impact of free services on local structures

This massive international presence has raised and continues to raise numerous practical issues in Haiti. The relief phase materialised itself into a continuous flow of international workers coming to support emergency services and an army of INGOs coming to the bedside of Haiti's shattered institutions, turning Port-au-Prince and adjacent cities into wounded cities, "mobbed with rescue and relief workers"¹⁶. This international presence brought unintended consequences in the midst of the intervention. Two structural effects that the relief phase has had on the wider development perspective of Haiti will be specifically analysed here: the impacts of free services provided by international actors on Haitian health structures, and the wage inflation fuelled by the relief phase of the intervention.

One of the major debates surrounding international involvement in Haiti, and *a fortiori* concerning the massive relief effort, pertains to the provision of free health services by certain INGOs and its impact on the existing Haitian health system. In this context, there is an inherent tension in the provision of free health services – between the right to health and the "do no harm" approach. The right to health is clearly stated in humanitarian documents: "the right to health should be respected and protected. Amongst others the following activities can be considered, (...) providing free health services, in particular during the emergency phase"¹⁷. The right to health is a crucial component of the relief phase of international action. However, as will be discussed below, the right to health can bring unintended consequences to the local health system.

— 16. Paul Farmer, "Haiti After the Earthquake", *Public Affairs*, 2011.

— 17. Inter-Agency Standing Committee (IASC), "IASC Operational Guidelines on the Protection of Persons in Situation of Natural Disasters", January 2011, p. 35-36.

phase d'aide d'urgence de l'action internationale. Néanmoins, comme il va en être discuté tout au long de cet article, le droit à la santé peut provoquer des conséquences inattendues et involontaires sur le système de santé local.

L'un des éléments principaux de l'approche « do no harm » se rapporte à l'impact de l'aide humanitaire sur une zone de conflit par le biais de transferts de ressources. Dans le cas d'une catastrophe naturelle qui survient dans un pays qui fait preuve d'une dépendance chronique à l'aide internationale, nous pouvons observer une logique perverse identique: est-ce que les services gratuits exacerbent la dépendance en Haïti post-séisme ?

Ce débat est très complexe et ne doit pas être abordé de manière légère. Il existe officiellement à Haïti un mécanisme d'exemption pour les pauvres au sein du système public. Malheureusement, ce mécanisme est insuffisamment réglementé et les patients les plus vulnérables ne peuvent y accéder. De plus, au sein de ces structures, les médicaments sont souvent en quantité limitée et doivent être achetés *via* le secteur privé.

Ces dynamiques ont un impact considérable sur l'accès aux soins pour les populations de pays à faible revenu tels que Haïti et les pays d'Afrique subsaharienne¹⁸. Différents systèmes ont été mis en place pour retirer une partie ou la totalité des frais qui incombent aux usagers dans les pays à faible revenu, mais les difficultés survenues au moment de la mise en œuvre de telles mesures ont provoqué pour le moment des résultats limités¹⁹.

— 18. Frédérique Ponsar *et al.*, "No cash, no care: how user fees endanger health. Lessons learnt regarding financial barriers to healthcare services in Burundi, Sierra Leone, Democratic Republic of Congo, Chad, Haiti and Mali", *International Health*, vol. 3, n° 2, 2011, p. 91-100.

— 19. Bruno Meessen *et al.*, "Removing user fees in the health sector: a review of policy processes in six sub-Saharan African countries", *Health policy and planning*, 26. suppl 2: ii16-ii29, 2011. Valerie Ridde and Florence Morestin, "A scoping review of the literature

One of the principal elements of the "do no harm" approach is concerned with aid's impact on conflict through resource transfers. In the case of natural catastrophe in a country chronically dependent on international aid, we can observe the same perverse logic: do free services exacerbate dependence in post-earthquake Haiti?

This debate is very complex and cannot be addressed lightly. Officially in Haiti there is a system of exemption for the poor in the public structure. Unfortunately, this system is poorly regulated and the most vulnerable patients cannot always access it. Moreover, in these structures, medicines are often in short supply and need to be purchased in the private sector. This has a significant impact on health care access for the population of low-income countries such as Haiti and sub-Saharan countries¹⁸. There have been various systems to remove user fees fully or partially in low-income countries, but challenges to implementation have so far shown limited results¹⁹.

There is no doubt that free health care services are saving countless lives in a context where the lack of access to health care for most of the population was already considered as "the forgotten emergency" prior to the earthquake²⁰. There is a wide consensus that access to health services is much better since the earthquake²¹. Before the earthquake, only a few clinics pro-

— 18. Frédérique Ponsar *et al.*, "No cash, no care: how user fees endanger health. Lessons learnt regarding financial barriers to healthcare services in Burundi, Sierra Leone, Democratic Republic of Congo, Chad, Haiti and Mali", *International Health*, 3(2), 2011, p. 91-100.

— 19. Bruno Meessen *et al.*, "Removing user fees in the health sector: a review of policy processes in six sub-Saharan African countries", *Health policy and planning*, 26. suppl 2: ii16-ii29, 2011. Valerie Ridde and Florence Morestin, "A scoping review of the literature on the abolition of user fees in health care services in Africa", *Health Policy Plan.* Jan 2011; 26 (1), p. 1-11.

— 20. Patralekha Chatterjee, "Haiti's Forgotten Emergency", *The Lancet*, 372 (9639), 2008, p. 615-618.

— 21. Annie Kelly and Judy Roberts, *Is Haiti's health system... op. cit.*

Il ne fait aucun doute que la gratuité des services de santé sauve d'innombrables vies au sein d'un contexte où le manque d'accès aux soins pour une majeure partie de la population était déjà considéré comme « l'urgence oubliée » avant le séisme²⁰. On observe un large consensus qui affirme que les services de santé se sont améliorés depuis le séisme²¹. Avant le tremblement de terre, seulement quelques cliniques fournissaient les principaux services de santé à Léogâne. Il n'existait pas d'hôpital de référence puisque l'hôpital Sainte-Croix ne fonctionnait pas correctement et la plupart des patients se rendaient alors directement à Port-au-Prince pour des traitements ou des consultations.

L'hôpital Chatuley géré par Médecins Sans Frontières (MSF) devint de loin le plus important fournisseur en matière de santé dans la région, réalisant entre 4 000 et 6 000 consultations et jusqu'à 400 accouchements par mois. Selon de nombreux entretiens réalisés sur le terrain, les acteurs locaux considèrent l'hôpital de MSF comme un ajout bénéfique pour la région. MSF estimait à l'époque que la moitié des usagers bénéficiant de ces consultations gratuites ne seraient habituellement pas venus à l'hôpital. Cette opinion est corroborée par le Plan intérimaire du secteur santé mis en place par le MSPP où l'on peut lire que 50 % des ménages déclarent ne pas avoir accès aux services de santé à cause du coût élevé²².

L'analyse de l'action internationale à cet égard met au jour des problématiques troublantes. D'un côté, les organismes

vided the main health services in Léogâne. There was no referral hospital as Sainte-Croix Hospital was not functioning properly and most patients went to Port-au-Prince for treatment or consultations.

The Chatuley Hospital, run by *Médecins Sans Frontières* (MSF), became by far the most important health provider in the area, conducting 4,000 to 6,000 consultations and up to 400 deliveries a month. According to many interviews conducted on the ground, local actors saw the MSF hospital as a positive addition to the region. MSF estimated at the time that half those benefitting from these free consultations would not be coming to the hospital otherwise. This estimate is corroborated by the MSPP Interim Health Plan, which states that 50 per cent of families say they do not have access to health care services because of the high costs²².

Analysis of international action in this regard uncovers troubling issues. On the one hand, international bodies provide basic care services that were previously unavailable to many in Haiti. On the other, this action can prove destructive for the fragile Haitian health system, notably the private and mixed institutions. Local institutions found themselves in active competition with international ones. In that regard, the free provision of health services responding to the needs of the relief phase can reinforce the existing logic of dependence towards foreign assistance in mid- to long-term perspectives – that is, during the recovery and development phases of the intervention. According to Oxfam, free services (not restricted to health services) are having “a negative effect on the small Haitian private companies and individuals who traditionally provide many of these services. A number of clinics, schools, and small businesses

on the abolition of user fees in health care services in Africa”, *Health Policy Plan*, janvier 2011, vol. 26, n° 1, p. 1-11.

— 20. Patralekha Chatterjee, “Haiti’s forgotten emergency”, *The Lancet*, vol. 372, n° 9639, 2008, p. 615-618.

— 21. Annie Kelly et Judy Roberts, *Is Haiti’s health system...*, *op. cit.*

— 22. Rony Brauman, « Haïti : La médecine privée et les privés de médecine », *Libération/Blog Issue de secours*, 28 juillet 2010, <http://humanitaire.blogs.liberation.fr/2010/07/28/haiti-la-medecine-privée-et-les-privés-de-medecine>

— 22. Rony Brauman, “Haïti : La médecine privée et les privés de médecine”, *Libération/Blog Issue de secours*, 28 July 2010, <http://humanitaire.blogs.liberation.fr/2010/07/28/haiti-la-medecine-privée-et-les-privés-de-medecine>

internationaux fournissent des services de santé de base qui étaient jusque-là inaccessibles à beaucoup d'Haïtiens. D'un autre côté, cette action peut s'avérer destructrice pour le fragile système de santé haïtien, et notamment pour les institutions privées et mixtes. Les institutions locales se retrouvent en concurrence active avec celles internationales. À cet égard, la gratuité des services de santé qui répond aux besoins de la phase d'aide d'urgence peut renforcer la logique de dépendance existante envers l'aide étrangère, et ce, sur des perspectives à moyen et long terme – c'est-à-dire pendant les phases de réhabilitation et de développement. Selon Oxfam, les services gratuits (qui ne se limitent pas au secteur de la santé) ont un « effet négatif sur les petites sociétés privées haïtiennes et les personnes fournissant traditionnellement une grande partie de ces services. Plusieurs cliniques, écoles et petites entreprises ont déjà déposé le bilan²³ ». Les chercheurs de la RAND partagent cette analyse ; l'institution a conduit une étude approfondie sur la situation post-séisme à Haïti : « La gratuité des services de santé a été nécessaire pour répondre à la crise, mais la prolifération des services de soins gratuits a entraîné la fermeture [ou la réduction de leurs activités] de plusieurs hôpitaux dont le fonctionnement repose sur les frais payés par les usagers²⁴. »

Néanmoins, en réponse aux conséquences négatives sur les structures locales provoquées par la gratuité des services de santé, le gouvernement haïtien souhaite que les organismes internationaux commencent à facturer les services médicaux, un changement que de nombreuses ONG restent particulièrement réticentes à opérer. Le projet est d'arrêter graduellement les services gratuits et de facturer aux patients un

« La gratuité des services de santé qui répond aux besoins de la phase d'aide d'urgence peut renforcer la logique de dépendance existante envers l'aide étrangère. »

“The free provision of health services responding to the needs of the relief phase can reinforce the existing logic of dependence towards foreign assistance.”

have already gone bankrupt”²³. This assessment is shared by RAND researchers who have conducted a far-reaching review of the post-earthquake situation in Haiti: “Free health services have been necessary to respond to the crisis, but the proliferation of free health care has resulted in several hospitals that rely on fees to operate shutting down [or having to reduce their activities]”²⁴.

However, in response to the negative consequences of free health services on local structures, the Haitian government wants the international organisations to start charging for medical services, something some NGOs are very reluctant to do. The plan is to gradually phase out free service and charge patients a larger percentage of the total fees²⁵.

Wage inflation and local tensions

The tension between emergency and development logics has also been fuelled by local wage inflation resulting from relief operations and tensions created by large numbers of volunteers arriving in the country after the earthquake. The influx of foreign doctors had at least one unintended consequence: “it caused many local private clinics to lose business, displacing Haitian

— 23. Oxfam, « Haïti : de l'urgence au relèvement... », art. cit., p. 15.

— 24. Keith Crane *et al.*, “Building a More Resilient...”, art. cit., p. 126.

— 23. Oxfam, “From Relief to Recovery...”, art. cit., p. 12.

— 24. Keith Crane *et al.*, “Building a More Resilient...”, art. cit., p. 126.

— 25. Patrick Adams, “Health Care Dynamics in Haiti”, *The Lancet*, 376 (9744), 2010, p. 859-860.

pourcentage plus conséquent du montant total des frais²⁵.

Inflation des salaires et tensions locales

La tension entre les logiques d'urgence et de développement a également été nourrie par la hausse des salaires dans le pays due à des opérations d'aide d'urgence et des tensions créées par l'arrivée d'un grand nombre de volontaires à Haïti à la suite du séisme. L'afflux de docteurs étrangers a provoqué au moins une conséquence inattendue : « Elle a entraîné la fermeture de nombreuses cliniques privées et locales, et le déplacement des professionnels médicaux haïtiens, qui se sont retrouvés rapidement en compétition pour les patients au sein d'un marché dominé par des volontaires²⁶. »

Pour Denis O'Brien, un entrepreneur reconnu à Haïti, « aussi essentielles et profitables que peuvent être les ONGI pour l'aide d'urgence post-séisme et le travail de réhabilitation, nous devons toutefois garantir que ces organismes ne balayent pas les professionnels les plus talentueux et éduqués ou ne produisent pas une inflation des salaires²⁷ ». De la même façon, pour le rédacteur du *Nouvelliste*, Max Chauvet : « Avec leur budget infini et généreux, les ONG du secteur médical ont mis en place un système de soins de qualité et gratuits et ont débauché sans restriction les cadres qui faisaient marcher le secteur²⁸. » Jusqu'à ce que la situation change, « le secteur médical privé haïtien ne pourra pas survivre²⁹ ». Par exemple, les infirmiers sont payés autour de 1 000 dollars par mois lorsqu'ils travaillent pour

medical professionals, who soon found themselves competing for patients in a marketplace dominated by volunteers²⁶.

For Denis O'Brien, a well-known entrepreneur in Haiti, "as essential and valuable as INGOs are to the post-earthquake rescue and recovery efforts, we need to ensure they don't mop up all the most talented and educated staff or create wage inflation"²⁷. Similarly, for *Le Nouvelliste's* editor Max Chauvet: "with their infinite and generous budget, medical INGOs have put in place a free and efficient health system, poaching in the process the executives who were making the private system work²⁸ [our translation]". Hence, until something changes, "the private Haitian medical sector will not be able to survive"²⁹. For example, nurses working for the main INGOs are paid around \$1,000 per month, compared to \$300 or \$400 when they were in the private system. Getting a job with an NGO was like winning the lottery for many.

In the context of Haiti, the extent of the human resources needed to support the INGOs' ambitions in the relief phase has disrupted some of the existing health structures throughout the country. Many actors we met mentioned the critical lack of human resources in the medical sector in Leogane. Hence, in this already insufficient health context, the relief phase of the 2010 international intervention has exacerbated tensions over local resources.

International structures provide opportunities that were simply non-existent in public structures, including gaining

— 25. Patrick Adams, "Health care dynamics in Haiti", *The Lancet*, vol. 376, n° 9744, 2010, p. 859-860.

— 26. *Ibid.*, p. 859.

— 27. Dennis O'Brien, "Haiti's potential waiting to be fulfilled", art. cit., p. 9.

— 28. Max Chauvet, « Où en est Haïti un an après le séisme ? », *Le Nouvelliste*, 13 janvier 2011.

— 29. Scott Farwell, "Haiti's private medical sector collapsing as charities rush to provide free health care", *Dallas Morning News*, 20 juin 2010.

— 26. *Ibid.*, p. 859.

— 27. Dennis O'Brien, "Haiti's Potential Waiting to Be Fulfilled", in "Build Back Better: Strategies for Societal Renewal in Haiti", *Innovations*, 5(4), MIT Press Journals, 2010, p. 9.

— 28. Max Chauvet, "Où en est Haïti un an après le séisme ?", *Le Nouvelliste*, 13 janvier 2011.

— 29. Scott Farwell, "Haiti's Private Medical Sector Collapsing as Charities Rush to Provide Free Health Care", *Dallas Morning News*, 20 June 2010.

les principales ONGI, au lieu de 300 ou 400 dollars lorsqu'ils travaillaient dans le système privé. Pour beaucoup, obtenir un poste dans une ONG, c'était comme de gagner à la loterie.

Dans le contexte d'Haïti, toutes les ressources humaines nécessaires pour soutenir les ambitions des ONGI lors de la phase d'aide d'urgence ont bouleversé certaines des structures de santé existantes à travers tout le pays. Beaucoup des acteurs que nous avons rencontrés mentionnent le manque critique de ressources humaines dans le secteur médical à Léogâne. Ce qui explique que, dans ce contexte déjà insuffisant en matière de santé, la phase d'aide d'urgence de l'intervention internationale de 2010 a exacerbé les tensions autour des ressources locales.

Les structures internationales offrent des opportunités qui étaient simplement inexistantes au sein des structures publiques, notamment l'acquisition d'expériences précieuses en travaillant avec une multitude de collègues qualifiés nationaux et internationaux, et aussi l'accès à des formations et à des équipements médicaux de qualité.

Plusieurs ONG internationales ont depuis expatrié certains de leurs importants professionnels. Bien que ce soit une précieuse opportunité pour la carrière des personnes, cela contribue en même temps à la fuite des cerveaux qui affecte non seulement les structures privées de la santé, mais aussi la capacité globale du pays en matière de service de santé. Par conséquent, il est difficile de condamner le personnel médical haïtien qui préfère quitter des structures nationales pour travailler à l'international. Néanmoins, selon la même logique – parfaitement raisonnable et sensée –, les décisions prises par de nombreuses personnes se traduisent par de plus larges défis de développement pour l'ensemble de la communauté. Abaisser les salaires des professionnels locaux engagés par des organismes internationaux véhicu-

valuable experience by working with a variety of skilled national and international colleagues, and having access to training and quality medical equipment.

Some international NGOs have since expatriated some of their key staff. While it is a career opportunity for individuals, it contributes to the brain drain not that only affects private health structures, but the country's health service capacity overall. Hence, Haitian medical staff cannot be criticized for leaving underfunded local structures for international ones. However, by the same logic – perfectly reasonable and sensible – single decisions by many individuals turn into wider development challenges for the whole community. Lowering salaries for local staff hired by international agencies would send mixed messages to local counterparts, especially in a context dictated by comparatively opulent living and working conditions for international officials. Furthermore, lowering local salaries could potentially mean less motivation as well as a higher risk of corruption.

Lack of local partnership: the inclusion-exclusion dilemma

If the inclusion or poaching of local staff gave rise to tensions in Leogane, the exclusion of local structures in the decision-making process brought forth a whole set of issues. Partnership is an essential principle in humanitarian assistance, especially since it became the fourth pillar in the reform process with the creation of the Global Humanitarian Platform in 2007 and more recently part of the Grand Bargain³⁰. However, this principle has not been translated into effective policy in Haiti and many international organisations limit their local partnerships to the participation of local actors (individual or organisational) to the implementing phase

— 30. The Grand Bargain is an agreement between more than 30 of the biggest donors and aid providers, which aims to get more means into the hands of people in need. See more details: www.agendaforhumanity.org/initiatives/3861

lerait des messages contradictoires aux homologues et partenaires nationaux, particulièrement dans un contexte dicté par des conditions de vie et de travail relativement opulentes pour les fonctionnaires étrangers. De plus, abaisser les salaires des personnels locaux pourrait potentiellement amoindrir la motivation et également augmenter les risques de corruption.

Le manque de partenariat avec les acteurs locaux : le dilemme de l'inclusion-exclusion

Si l'inclusion ou le débauchage des professionnels locaux entraîne des tensions à Léogâne, l'exclusion des structures locales dans les prises de décision met en avant tout un ensemble de problématiques. Le partenariat est un principe essentiel de l'aide humanitaire, particulièrement depuis que ce principe a été ajouté comme quatrième pilier lors du processus de réforme par la création du Dispositif mondial d'aide humanitaire [Global Humanitarian Platform] en 2007 et plus récemment avec la « Grande négociation » [*the Grand Bargain*]³⁰. Néanmoins, ce principe ne trouve pas de réalisation concrète au sein d'une politique efficace en Haïti et de nombreuses organisations internationales limitent leurs partenariats locaux à la participation d'acteurs nationaux (que ce soit des individus ou des organisations) à partir de la phase de mise en œuvre de leurs activités plutôt que de développer des collaborations constructives dès le début³¹. Un important rapport sur le système de santé à Haïti estime qu'une approche plus collaborative lors de l'intervention d'aide en cas de catastrophe est nécessaire afin de « mieux soutenir la réhabilitation sur le long terme des

of their activities rather than building meaningful collaborations from the beginning³¹. An important report on the health system in Haiti concluded that a more collaborative approach to disaster response is needed in order to “better support the long-term recovery of health systems”³². Consistent with the arguments presented above, this article argues that a collaborative approach needs to be implemented even during emergency activities.

The international perception prevailing in most international interventions following disasters is generally that of *tabula rasa* or “empty shell”, where everything needs to be brought in from the outside³³. In Haiti, “the assumption of many of the international teams was that local healthcare provision was non-existent or negligible”³⁴, in the process confounding Haiti’s complex health system with its weak public health structures. The “we’ll do it ourselves” approach was prevalent, as is usually the case in the aftermath of catastrophes. However, if an international actor engaged in the emergency relief effort waits until the end of its project to create local partnerships, these partnerships will most likely never happen, or will not be sustainable in the long run. Too many INGOs do not have specific partnerships with local institutions; however, there are several exceptions, including Partners in Health³⁵ or the Red Cross movement, which implements its programmes through national partners,

— 30. Le *Grand Bargain* [Grande négociation] est un accord passé entre une trentaine des plus grands bailleurs de fonds et organisations de l'aide humanitaire, afin de donner davantage de moyens dans les mains des personnes dans le besoin. Pour plus de détails: www.agendaforhumanity.org/initiatives/3861

— 31. Andréanne Martel, « La participation locale comme conditionnalité de l'aide ? L'expérience des camps de déplacés en Haïti », *Politique et Sociétés*, vol. 34, n° 3, 2015, p. 9-36.

— 31. Andréanne Martel, “La participation locale comme conditionnalité de l'aide ? L'expérience des camps de déplacés en Haïti”, *Politique et Sociétés*, 34: 3, 2015, p. 9-36.

— 32. Annie Kelly and Judy Roberts, *Is Haiti's health system...*, *op. cit.*, p.3.

— 33. Nicolas Lemay-Hébert, “The Empty-Shell Approach: The Setup Process of International Administrations in Timor-Leste and Kosovo, Its Consequences and Lessons”, *International Studies Perspectives*, 12(2), 2011, p. 190-211.

— 34. Annie Kelly and Judy Roberts, *Is Haiti's health system...*, *op. cit.*, p.8.

— 35. Laura Zanotti, ‘Cacophonies of Aid, Failed State Building and NGOs in Haiti: Setting the Stage for Disaster, Envisioning the Future’, *Third World Quarterly* 31(5), 2010, p.751-771.

systèmes de santé³² ». En concordance avec les arguments présentés ci-dessus, l'article soutient qu'une approche collaborative doit être mise en œuvre dès les activités d'urgence.

La perception internationale qui prévaut dans la plupart des interventions étrangères à la suite de catastrophes est généralement celle de la *tabula rasa* ou de la « coquille vide », où tout doit être acheminé de l'extérieur³³. En Haïti, « le postulat de départ chez beaucoup des équipes internationales était que l'offre locale de soins de santé était inexistante ou minime³⁴ », confondant ainsi le complexe système de santé haïtien avec la faiblesse de ses structures de santé publique. L'approche du « nous allons le faire nous-mêmes » prévalait comme c'est habituellement le cas à la suite de catastrophes. Néanmoins, si l'acteur étranger engagé dans la phase d'aide d'urgence attend la fin de son projet avant de développer des partenariats locaux, ces collaborations n'auront probablement jamais lieu, ou ne seront pas viables sur le long terme. Un trop grand nombre d'ONGI ne s'engagent pas dans des partenariats spécifiques avec les institutions locales; néanmoins, il existe plusieurs exceptions, et notamment Partners in Health³⁵ ou le Mouvement international de la Croix-Rouge, qui développe ses programmes avec l'aide de partenaires nationaux, en l'occurrence avec la Croix-Rouge haïtienne. En même temps, ces partenariats répondent davantage à la logique de la reconstruction et du développement plutôt qu'à celle de secours au sens

« Si l'acteur étranger engagé dans la phase d'aide d'urgence attend la fin de son projet avant de développer des partenariats locaux, ces collaborations n'auront probablement jamais lieu. »

“If an international actor engaged in the emergency relief effort waits until the end of its project to create local partnerships, these partnerships will most likely never happen.”

in this case the Haitian Red Cross. At the same time, these partnerships respond more to the logic of reconstruction and development than to the relief logic in the strict sense, which makes it difficult for these organisations to include this priority following a natural or man-made disaster.

In practice, most capacity building and “local ownership” promoted by international actors in Leogane seems to have been related to their own local staff rather than Haitian structures per se. INGOs and semi-private actors hire local medical staff to work in their structures to varying degrees depending on the nature of the international actor and its need, strategy and commitment on the ground. From the international perspective, hiring local medical staff can have a positive impact on the training of local doctors and nurses. However, this restrictive vision of capacity building should not be confused with partnerships with local institutions. As mentioned, after more than a year in Leogane, most of the organisations had not instigated specific partnerships with local institutions. Certain organisations did not even try to create such partnerships, arguing that no local organisation had the capacity to complement their work. Other international actors would like to create such a partnership to hand over their clinic and services, but face the difficulty of supporting this need

— 32. Annie Kelly et Judy Roberts, *Is Haiti's health system...*, op. cit., p. 3.

— 33. Nicolas Lemay-Hébert, “The empty-shell approach: The setup process of international administrations in Timor-Leste and Kosovo, its consequences and lessons”, *International Studies Perspectives*, vol. 12, n° 2, 2011, p. 190 – 211.

— 34. Annie Kelly et Judy Roberts, *Is Haiti's health system...*, op. cit., p. 8.

— 35. Laura Zanotti, “Cacophonies of aid, failed state building and NGOs in Haiti: Setting the stage for disaster, envisioning the future”, *Third World Quarterly*, vol. 31, n° 5, 2010, p. 751-771.

strict du terme, ce qui rend difficile pour ces organismes d'inclure cette priorité à la suite d'une catastrophe d'origine naturelle ou humaine.

En pratique, la plupart des activités de renforcement des capacités et de l'« appropriation locale » promues par les acteurs internationaux à Léogâne semblent avoir été destinées à leurs propres équipes plutôt qu'aux structures haïtiennes en tant que telles. Les ONGI et les acteurs semi-privés embauchent du personnel médical local pour travailler dans leurs structures à des degrés divers selon la nature de l'acteur étranger et de ses besoins, de sa stratégie et de son engagement sur le terrain. Du point de vue international, l'embauche d'un personnel soignant local peut avoir un impact bénéfique sur la formation des médecins et des infirmiers du pays. Néanmoins, cette vision restrictive des activités de renforcement des compétences ne devrait pas être confondue avec de véritables partenariats entre les institutions locales et leurs homologues étrangers. Comme nous l'avons mentionné, après plus d'une année à Léogâne, la plupart des organisations n'avaient toujours pas mis en place de partenariats spécifiques avec les institutions locales. Certains organismes n'ont même pas

as a day-to-day priority for their own organisation. Finally, other actors are trying to make the transition to a more sustainable partnership, but it appears hard to cement partnerships after more than a year working within their own structures and priorities. Added to that are the sometimes conflicting priorities identified by different actors (local and international), and also the confusing role played by certain public officials with a personal stake in the development of the private sector. As demonstrated in short-term experiences in global health in many low and medium income countries (LMICs), the role of local engagement through partnerships is crucial to mitigate potential pitfalls.³⁶

The marginalisation of local actors during the relief phase has clearly led to a further erosion of local capacity³⁷. It does not mean that the local actors have the capacity – or even sometimes the willingness – to single-handedly respond to and manage crises like the cholera outbreak in October 2010 or the January 2010 earthquake or more recently with hurricane Matthew in October 2016. However, marginalising local actors only creates resentment in the early stages of the intervention, with further potential difficulties for recovery and development activities. Moreover, local actors have something that is difficult to quantify in emergency needs assessments, which is cultural awareness – a specific understanding of the local socio-political context – as well as a long-term perspective on the issues they face. From the international perspective, the poor state of local infrastructure and certain structural limitations (corruption or perceived incompetence) have impeded them from working effectively with local partners. The local actors tend to see the problem from a reverse angle, pointing to

« Six années après le séisme, l'ouragan Matthew a démontré l'importance de l'intégration des ressources des communautés locales dans la préparation aux catastrophes. »

“Six years after the earthquake, hurricane Matthew demonstrated the importance of integrating community-based assets in being prepared for disasters.”

— 36. Lawrence C. Low et al. “Short term global health experiences and local partnership models: a framework”, *Globalization and Health*, 11:50, 2015.

— 37. Andréanne Martel, “Coordination humanitaire en Haïti : le rôle des clusters dans l'externalisation de l'aide”, *Mondes en développement*, 165: 1, 2014.

pris la peine d'essayer de développer de telles collaborations, convaincus qu'aucune organisation régionale n'avait les compétences nécessaires pour mener à bien leur travail. D'autres acteurs internationaux aimeraient développer de tels partenariats afin de confier leurs cliniques et services, mais ils se retrouvent confrontés à la difficulté de maintenir ce besoin comme une priorité quotidienne au sein de leur propre organisation. Finalement, d'autres acteurs essayent de faire la transition vers des collaborations plus viables et durables, mais il est difficile de concrétiser des partenariats après plus d'une année à travailler au sein de leurs propres structures et avec leurs priorités. À cela s'ajoutent les priorités parfois contradictoires définies par différents acteurs (locaux et internationaux), et aussi le rôle confus joué par certains fonctionnaires motivés par des intérêts personnels vis-à-vis du développement du secteur privé. Comme en témoignent des expériences à court terme en matière de santé mondiale dans de nombreux pays à faible revenu ou intermédiaire, le rôle de l'engagement local à travers les partenariats est fondamental afin de limiter les écueils potentiels³⁶.

La marginalisation des acteurs locaux pendant la phase d'aide d'urgence a clairement accéléré l'érosion des capacités locales³⁷. Cela ne veut pas dire que les acteurs du pays ont la capacité – ou même parfois la volonté – de faire face et de gérer sans l'aide de personne d'importantes crises telles que l'épidémie du choléra en octobre 2010 ou le séisme de janvier 2010 ou plus récemment l'ouragan Matthew en octobre 2016. Néanmoins, marginaliser les acteurs nationaux ne fait que produire plus de mécontentement et de ressentiment dès les premières étapes de l'interven-

the fact that initial marginalisation of Haitians works as a self-fulfilling prophecy, contributing to the further deterioration of Haitian capabilities and fueling the brain drain phenomenon. Six years after the earthquake, hurricane Matthew demonstrated the importance of integrating community-based assets in being prepared for disasters as Haitians mainly rely on family networks and local forms of solidarity. These measures should also be embedded in other phases including the recovery and reconstruction ones³⁸.

At the same time, coordination between international actors and local partners has long been a contentious point in Haiti, even before the earthquake. The MSPP is nominally responsible for coordination, regulation and leadership of the Haitian health system, while at national level the Ministry of Planning and External Cooperation (*ministère de la Planification et de la Coopération externe* – MPCE) is mandated to coordinate and manage economic and social development planning. In that respect, the MPCE is the mainstay for coordination between external actors and the Haitian government. In reality, Haitian institutions do not have this capacity since the earthquake, and their capacity was clearly limited even before it. International actors like the WHO have clearly taken the lead by implementing what has been called the cluster approach. Local and international actors have also generally recognised that MSPP leadership is profoundly lacking in Leogane.³⁹ There seems to be a lack of motivation and resources to implement coordination on the ground. In this context, INGOs and local organisations have been very frustrated with the MSPP's lack of leadership.

— 36. Lawrence C. Low *et al.*, "Short term global health experiences and local partnership models: a framework", *Globalization and Health*, 11:50, 2015.

— 37. Andréanne Martel, « Coordination humanitaire en Haïti: le rôle des *clusters* dans l'externalisation de l'aide », *Mondes en développement*, vol. 165, n° 1, 2014.

— 38. Louis HERN Marcelin, Toni Cela and James M. Shultz, "Haiti and the politics of governance and community responses to Hurricane Matthew", *Disaster Health*, 3:4, 151-161, 2016.

— 39. Andréanne Martel, "Coordination humanitaire en Haïti...", art. cit.

tion, et potentiellement provoquer par la suite de nouvelles difficultés lors des activités de réhabilitation et de développement. De plus, les acteurs locaux ont un atout difficile à quantifier lors de l'évaluation des besoins d'urgence : la sensibilité culturelle – une compréhension particulière et spécifique du contexte sociopolitique local – et également une perspective sur le long terme concernant les problèmes qu'ils doivent affronter. Du point de vue international, le mauvais état des infrastructures locales et certaines limites structurelles (corruption ou incompétence apparente) ont dissuadé les acteurs étrangers de travailler efficacement avec leurs homologues locaux. Les acteurs locaux ont tendance à envisager le problème sous un angle inverse, en pointant le fait que la marginalisation initiale des Haïtiens fonctionne comme une prophétie autoréalisatrice qui contribue à la détérioration du potentiel haïtien et ainsi alimente le phénomène de fuite des cerveaux. Six années après le séisme, l'ouragan Matthew a démontré l'importance de l'intégration des ressources des communautés locales dans la préparation aux catastrophes, car les Haïtiens s'appuient principalement sur les réseaux familiaux et des formes locales de solidarité. Ces dispositions devraient également être intégrées dans d'autres phases et notamment celle de la réhabilitation et de la reconstruction³⁸.

Dans le même temps, la coordination entre les acteurs internationaux et les partenaires locaux est depuis longtemps un point litigieux à Haïti, et ce, même avant le séisme. Le MSPP est théoriquement responsable de la coordination, de la régulation et du *leadership* concernant le système de santé haïtien, tandis qu'au niveau national c'est le ministère de la Planification et de la Coopération externe (MPCE) qui a pour mandat de coordonner et d'encadrer l'organisation du développement

— 38. Louis Herns Marcelin, Toni Cela et James M. Shultz, "Haiti and the politics of governance and community responses to Hurricane Matthew", *Disaster Health*, vol. 3, n° 4, 2016, p. 151-161.

Lessons

This contribution has highlighted different "unintended consequences" of emergency relief on the wider objective of development in Haiti. In doing so, we have zeroed in on the "conflicts of objectives" that seem important to keep in mind while devising policies and responses in the aftermath of crises, analysing the impact of the free supply of medical services on local health structures, the issue of wage inflation and the tensions created by the massive arrival of international workers, and finally the exclusion of local actors from emergency activities. Rather than pretending to have ready-made solutions for these very complex issues, the aim of the article was to reflect and echo the tensions created by emergency activities on development activities and local health structures. We suggest that all actors (local and international) need to understand the interplay between the various activities of the intervention. At the same time, crises, and the interventions that follow, are not doomed to have only negative effects on the development of the host society. We agree with Daphne Hemily that "there are opportunities that need to be recognized"⁴⁰, which include increasing the government's legitimacy, better access to international resources, and specialists that can bolster human capacity on the ground. In this regard, understanding the conflicting objectives of emergency and development activities is one step towards more effective and sustainable humanitarian interventions.

— 40. Daphne Hemily, *Creating Opportunities From Crisis: Exploring the Potential for Post-Conflict Health Care Systems*, Lambert Academic Publishing, 2010, 39.

économique et social. Dans ce contexte, le MPCE est le pilier de la coordination entre les acteurs externes et le gouvernement haïtien. En réalité, les institutions haïtiennes n'ont pas cette capacité depuis le séisme et leurs capacités étaient clairement limitées avant même le tremblement de terre. Les acteurs internationaux comme l'OMS ont clairement pris l'initiative en adoptant ce qui a été appelé « l'approche par cluster ». Il est généralement reconnu par des acteurs locaux et internationaux que le MSPP manque profondément de *leadership* dans la commune de Léogâne³⁹. Il semble qu'il y ait un manque de motivation et de ressources pour mettre en œuvre une véritable coordination sur le terrain. Dans ce contexte, les ONGI et les organisations locales ont été très frustrées du manque de leadership du MSPP.

Leçons

Cette contribution a mis en évidence les différentes « conséquences involontaires » de la phase d'aide d'urgence sur l'objectif plus vaste du développement en Haïti. Ce faisant, nous nous sommes focalisés sur les « conflits d'objectifs » qu'il semble important de garder à l'esprit lors de l'élaboration des politiques et des réponses au lendemain d'une crise, analyser l'impact de la gratuité des services de soins médicaux sur les structures de santé locale, le problème de l'inflation des salaires et les tensions créées par l'arrivée massive de travailleurs étrangers et enfin l'exclusion des acteurs locaux des activités d'aide d'urgence. Plutôt que de prétendre détenir des solutions toutes faites à apporter à ces problématiques extrêmement complexes, l'objectif de l'article était de réfléchir et d'évoquer les tensions produites par les mesures d'urgence sur les programmes de développement et les structures locales de santé. Nous suggérons que tous les acteurs (locaux et internationaux) ont besoin de comprendre l'interaction entre les différentes activités de l'intervention.

— 39. Andréanne Martel, « Coordination humanitaire en Haïti... », art. cit.

En même temps, les crises et les interventions qui en découlent ne sont pas condamnées aux effets négatifs sur le développement de la société d'accueil. Nous approuvons les propos de Daphne Hemily qui écrit « qu'il existe des opportunités qui doivent être reconnues »⁴⁰, et notamment renforcer la légitimité du gouvernement, un meilleur accès aux ressources internationales, et former des spécialistes capables de soutenir les capacités humaines sur le terrain. À cet égard, comprendre les objectifs conflictuels de l'aide d'urgence et des activités de développement est un pas en avant vers des interventions humanitaires plus efficaces et durables.

Traduit de l'anglais par Gauthier Lesturgie

— 40. Daphne Hemily, *Creating Opportunities From Crisis: Exploring the Potential for Post-Conflict Health Care Systems*, Lambert Academic Publishing, 2010, p. 39.

Biographies



NICOLAS LEMAY-HÉBERT

Maître de conférences au département de politique de développement international à l'Université de Birmingham (Royaume-Uni). Nicolas est le corédacteur en chef du *Journal of Intervention and Statebuilding* et de la *Routledge Series in Intervention and Statebuilding*. Ses recherches portent entre autres sur la consolidation des États et de la paix, l'économie politique des interventions et les récits locaux de résistance aux interventions.

Senior Lecturer in the International Development Department, University of Birmingham (UK). Nicolas is the co-editor of the *Journal of Intervention and Statebuilding* and the *Routledge Series in Intervention and Statebuilding*. His research interests include Statebuilding and peacebuilding, the political economy of interventions and local narratives of resistance to interventions.

ANDRÉANNE MARTEL

Chargée de programme au Conseil canadien pour la coopération internationale (CCCI) à Ottawa (Canada). Avant de rejoindre le CCCI, Andréanne travaillait au sein de la division des politiques et de l'évaluation du Centre de recherches en développement international (CRDI). Ses recherches portent entre autres sur la coordination humanitaire, la décentralisation et la collaboration intersectorielle entre les universitaires et les professionnels. Depuis 2010, elle a travaillé sur l'évaluation de plusieurs grands projets et programmes post-séismes mis en place à Haïti par des ONG et des organisations internationales.

Collaborative Research Program Officer at the Canadian Council for International Co-operation (CCIC) in Ottawa (Canada). Prior to joining CCIC, Andréanne held a Research Award position in the Policy and Evaluation Division at the International Development Research Centre (IDRC). Her research interests include humanitarian coordination, localisation, and cross-sectoral collaborations between academics and practitioners. Since 2010, she has evaluated several major post-earthquake projects and programmes implemented in Haiti by NGOs and international organisations.

PATRICK ROBITAILLE

Dans le domaine de l'humanitaire depuis 2002, il a participé à plus de trente missions à l'étranger, principalement sur le continent africain et aussi en Asie, au Moyen-Orient et en Amérique latine. À Haïti, Patrick a travaillé avec Médecins Sans Frontières, la Croix-Rouge, Médecins du Monde et a réalisé des programmes d'évaluation pour les Nations unies, la Croix-Rouge et diverses ONGI. Il est titulaire d'une maîtrise en sciences politiques à l'Université du Québec à Montréal (UQAM) et il est aujourd'hui expert associé de l'Observatoire canadien sur les crises et l'aide humanitaire.

In the humanitarian field since 2002, he has accumulated more than 30 field missions mostly in Africa, and also in Asia, Middle East and in Latin Americas. In Haiti, Patrick worked with MSF, the Red Cross, MDM and has been performing programme evaluations for the UN, Red Cross and various INGOs. He has a Master in Political Science from the Université du Québec à Montréal (UQAM) and is an associate expert of the Canadian Research Institute on Humanitarian Crisis and Aid.



FOCUS

**THE RISE OF
NEW TECHNOLOGIES
L'ESSOR DES NOUVELLES
TECHNOLOGIES**



**Utilité, mésusages
et sens**

Utility, misuse and meaning

Utilisation des outils numériques à grande échelle: leçons d'un programme en santé mené au Burkina Faso

The use of digital tools at large scale: lessons from a health programme in Burkina Faso

*Enric Jané • Terre des hommes, Switzerland
Guillaume Foutry • Terre des hommes, Burkina Faso
Simon Sanou • Ministry of Health of Burkina Faso*

L

premier article de ce Focus est un retour d'expérience à partir d'un projet en santé numérique mené par Terre des hommes depuis près de huit ans. Une telle durée

permet notamment aux auteurs d'avancer qu'un tel projet doit être conçu, dès le départ, à grande échelle et en coopération avec le gouvernement, qu'il doit suivre une approche itérative pour intégrer en permanence les retours des utilisateurs et qu'il doit surmonter les résistances au changement.



ENRIC JANÉ



GUILLAUME FOUTRY



SIMON SANOU

Les technologies numériques constituent aujourd'hui la meilleure opportunité de transformer les soins de santé primaires dans les pays à revenu faible et intermédiaire (PRFM). Ces dernières années, nous avons observé une augmentation massive de la diffusion des technologies numériques, et ce même dans les régions les plus pauvres du monde. Le nombre d'abonnements de téléphonie mobile en Afrique subsaharienne est passé de 18 % en 2006 à 74 % en 2016. Dans cette région, l'utilisation de l'Internet a

The first article of this Focus is feedback from a digital health project *Terre des hommes* has led for almost eight years. This timeframe makes it possible for the authors to argue that from the outset a project such as this must be designed on a large scale and in cooperation with the government, that it must follow an iterative approach to continuously take user feedback into account and overcome resistance to change.

Digital technologies today represent the greatest opportunity to transform primary healthcare in low and middle-income countries (LMICs). Over the last few years, we have witnessed a massive increase in the penetration of digital technologies, even in the poorest regions of the world. The number of mobile telephone subscriptions in sub-Saharan Africa has increased from 18% in 2006 to 74% in 2016. In that region, Internet use has increased 20-fold during the same period, with more than 20% of the population connected today¹.

— 1. International Telecommunication Union, www.itu.int

été multipliée par 20 pendant la même période : aujourd'hui, plus de 20 % de la population est connectée¹.

La grande diffusion des appareils numériques a entraîné une forte augmentation du nombre de projets en santé qui s'appuient sur les technologies de l'information et de la communication (TIC). Selon une étude récente, près de 150 projets menés dans les PRFM utilisent les outils numériques mobiles pour faciliter le travail des agents de santé qui interviennent en première ligne sur le terrain (en anglais : *frontline health workers*, FHW)². La plupart des projets ont été axés sur la collecte de données, la formation et l'aide à la décision, tandis que d'autres projets se sont focalisés sur d'autres fonctions, telles que la communication entre les prestataires, les dossiers médicaux électroniques, la communication pour le changement de comportement, et la gestion de la chaîne d'approvisionnement. Des travaux de recherche ont démontré la faisabilité et l'impact positif de ces interventions en santé numérique, principalement en ce qui concerne la couverture et la rapidité des interventions et, dans une moindre mesure, une meilleure prise de décision par les prestataires et de meilleurs résultats en matière de santé³.

Un fort potentiel sous-exploité

Cependant, malgré les ressources et les efforts consacrés à la santé numérique dans les PRFM, seule une fraction des projets a réussi à se développer à grande échelle. La faible modularité, la

The broad availability of digital devices has fuelled a surge in the number of health projects supported by information and communication technologies (ICT). A recent study reported almost 150 projects in LMICs using mobile digital tools to support frontline health workers (FHW)². The majority of projects focused on data collection, training and decision support, followed by other functions such as provider-to-provider communication, electronic medical records, behaviour change communication, and supply chain management. Research studies have shown the feasibility and positive impact of these digital health interventions, mostly in terms of coverage and the timeliness of interventions, and to a lesser extent, better decision-making by providers and improved health outcomes³.

High, under-exploited potential

However, despite the resources and energy spent on digital health in LMICs, only a fraction of the projects have achieved significant scale. Low scalability, fragmentation of donors and implementers, no interoperability between digital systems, and non-viable business models, are among the factors that undermine the potential of digital health in LMICs⁴. The study from Meloan and Iacopino mentioned above identified only 11 projects with more than 1,000 users (out of the almost 150 active projects). Similarly, evidence of positive im-

— 1. Union internationale des télécommunications, <https://www.itu.int>

— 2. Smisha Agarwal et al., *Mobile technology in support of frontline health workers. A comprehensive overview of the landscape knowledge gaps and future directions*, Johns Hopkins University Global mHealth Initiative, 2016, www.chwcentral.org/mobile-technology-support-frontline-health-workers

— 3. Smisha Agarwal et al., "Evidence on feasibility and effective use of mHealth strategies by frontline health workers in developing countries: systematic review", *Tropical Medicine & International Health*, vol. 20, n° 8, 2015, p. 1003-1014; Caroline Free et al., "The effectiveness of mobile-health technologies to improve health care service delivery processes: A systematic review and meta-analysis", *PLoS Medicine*, vol. 10, n° 1, 2013.

— 2. Smisha Agarwal et al., *Mobile technology in support of frontline health workers. A comprehensive overview of the landscape knowledge gaps and future directions*, Johns Hopkins University Global mHealth Initiative, 2016, www.chwcentral.org/mobile-technology-support-frontline-health-workers

— 3. Smisha Agarwal et al., "Evidence on Feasibility and Effective Use of mHealth Strategies by Frontline Health Workers in Developing Countries: Systematic Review", *Tropical Medicine & International Health*, 20(8), 2015, 1003-1014; Caroline Free et al., "The Effectiveness of Mobile-Health Technologies to Improve Health Care Service Delivery Processes: A Systematic Review and Meta-Analysis", *PLoS Medicine*, 10(1), 2013.

— 4. Mike Meloan and Pablo Iacopino, *Scaling digital health in developing markets, Opportunities and recommendations for mobile operators and other stakeholders*, GSMA Intelligence, June 2017, www.gsmainelligence.com/research/?file=c581aa43bdb7b7d236bb937698c2d6fd&download

fragmentation des bailleurs de fonds et des intervenants, l'absence d'interopérabilité entre les systèmes numériques, ainsi que les modèles commerciaux non viables, sont quelques-uns des facteurs qui minent le potentiel de la santé numérique dans les PRFM⁴. L'étude précédemment citée de Meloan et Iacopino n'a identifié que 11 projets répertoriant plus de 1 000 utilisateurs (sans compter les quelque 150 projets déjà mis en place). De même, les preuves de l'impact positif proviennent principalement de projets de petite envergure, qui abordent un nombre limité de questions de santé. Enfin, dans beaucoup de pays, l'écosystème numérique (capacités et responsables institutionnels, infrastructures, politiques, stratégie en matière de santé numérique, prestataires de services locaux, etc.) n'est pas encore suffisamment solide pour soutenir la transformation numérique du système de santé.

De nos jours, beaucoup d'organisations s'aventurant dans le domaine de la santé numérique rencontrent d'énormes difficultés lorsqu'il s'agit de développer leurs interventions à plus grande échelle après la phase pilote. Cela montre qu'il est nécessaire de bâtir des systèmes de santé numérique à grande échelle dès le départ, conformément aux principes de base⁵, dans le but de maximiser les chances de développer l'intervention à grande échelle au niveau national.

Terre des hommes (TDH) a commencé à utiliser les outils des TIC au Burkina Faso en 2010 afin d'améliorer la prestation des soins de santé primaires (SSP). Ces dernières années, l'organisation a travaillé avec le gouvernement et les acteurs clés dans l'objectif de mettre en place une intervention modulable qui contribue à l'écosystème de la santé numérique au Burkina Faso. Ce processus – allant de la

pact comes mostly from small-scale projects addressing a narrow set of health issues. Finally, in many countries the digital ecosystem (institutional leadership and capacity, infrastructure, policies, digital health strategy, local service providers, etc.) is still not strong enough to support the digital transformation of the health system.

Nowadays, many organisations entering the digital health space encounter huge challenges when trying to scale up their interventions beyond the pilot phase. This indicates the need to build digital health systems for scale from the start, complying with basic principles⁵ to maximise the chances of scaling up the intervention at national level.

Terre des hommes (TDH) started using ICT tools in Burkina Faso in 2010 to improve the delivery of primary healthcare (PHC) services. Over the last few years the organisation has worked with the government and key stakeholders to build a scalable intervention that contributes to the digital health ecosystem in Burkina Faso. The journey from designing and piloting the tool, to scaling it up to almost one third of the country, has provided important lessons to TDH, the Ministry of Health (MoH) and other stakeholders. In the following pages, we provide a description of the intervention and reflect on some of the most important lessons we have learned along the way.

leDA background

Adherence to clinical guidelines contributes to quality of care, and decreased morbidity and mortality. In the case of the Integrated Management of Childhood Illnesses (IMCI)⁶, developed by

— 4. Mike Meloan et Pablo Iacopino, *Scaling digital health in developing markets, Opportunities and recommendations for mobile operators and other stakeholders*, GSMA Intelligence, juin 2017, www.gsmaintelligence.com/research/?file=c581aa43bdb7b7d236bb937698c2d6fd&download

— 5. <https://digitalprinciples.org/principles>

— 5. <https://digitalprinciples.org/principles>

— 6. Siri Lange *et al.*, "Why don't clinicians adhere more consistently to guidelines for the Integrated Management of Childhood Illness (IMCI)?", *Social Science & Medicine*, 104, March 2014, 56-63; Carsten Krüger *et al.*, "Adherence to the integrated management of childhood illness guidelines in Namibia, Kenya, Tanzania and Uganda: evidence from the national service provision assessment surveys", *BMC Health Services Research*, 17(1), 2017, 822.

conception de l'outil et de sa phase pilote jusqu'à son développement à plus grande échelle sur environ un tiers du pays – a permis à TDH, au ministère de la Santé et aux autres parties prenantes de tirer d'importantes leçons. Dans les développements qui suivent, nous proposons une description de l'intervention, ainsi qu'une réflexion concernant quelques-unes des leçons les plus importantes que nous avons apprises en cours de route.

Contexte du projet « leDA »

L'adhésion aux directives cliniques améliore la qualité des soins et favorise la baisse de la morbidité et de la mortalité. En ce qui concerne la prise en charge intégrée des maladies de l'enfant (PCIME)⁶, développée par l'Organisation mondiale de la santé (OMS) et adoptée par la plupart des pays en développement⁷, seul un faible pourcentage des agents de santé (FHW) suit les protocoles cliniques⁸. L'approche intégrée de diagnostic électronique (*Integrated electronic Diagnostic Approach*, leDA)⁹ a été développée par TDH en partenariat avec le ministère de la Santé, afin de résoudre ce problème en assistant les agents de santé pendant leurs consultations auprès des enfants âgés de moins de cinq ans.

— 6. Siri Lange *et al.*, "Why don't clinicians adhere more consistently to guidelines for the Integrated Management of Childhood Illness (IMCI)?" , *Social Science & Medicine*, vol. 104, mars 2014, p. 56-63. Carsten Krüger *et al.*, "Adherence to the integrated management of childhood illness guidelines in Namibia, Kenya, Tanzania and Uganda: evidence from the national service provision assessment surveys", *BMC Health Services Research*, vol. 17, n° 1, p. 822.

— 7. World Health Organization, *Integrated Management of Childhood Illness. Global survey report*, WHO, Genève, 2017.

— 8. Tarun Gera *et al.*, "Integrated Management of Childhood Illness (IMCI) Strategy for children under five: effects on death, service utilisation and illness", *Cochrane Database of Systematic Reviews*, 12 septembre 2012.

— 9. <http://ieda-project.org>. Parmi les partenaires opérationnels, on peut citer le ministère de la Santé, Dimagi, Inc. et University Research Co. L'évaluation est réalisée par la London School of Hygiene and Tropical Medicine (École d'hygiène et de médecine tropicale de Londres) et le Centre Muraz.

the World Health Organization (WHO) and adopted by most developing countries⁷, only a low percentage of FHWs follow the clinical protocols⁸. The Integrated e-Diagnostic Approach (leDA)⁹ was developed by TDH, in partnership with the MoH, to overcome this problem by assisting FHWs during consultations with children under five.

« Il est nécessaire de bâtir des systèmes de santé numérique à grande échelle dès le départ. »

"This indicates the need to build digital health systems for scale from the start."

The digital tool is built on Dimagi's CommCare platform¹⁰. Using an existing digital platform allowed us to focus on the design of the digital tool rather than the platform itself, and comply with individual health data collection, transmission and storage regulations. In terms of mobile penetration, the situation in Burkina Faso is similar to other countries in the region (estimated at 78% in 2015) as network coverage was estimated at 85% in 2012.

leDA provides FHWs with a digital job aid for IMCI. Using a tablet device, FHWs fill in the information requested by the digital version of the clinical protocol and at the end of the process obtain the recommended treatment and advice according to the signs and symptoms

— 7. World Health Organization, *Integrated Management of Childhood Illness. Global survey report*, WHO, Geneva, 2017.

— 8. Tarun Gera *et al.*, "Integrated Management of Childhood Illness (IMCI) Strategy for children under five: effects on death, service utilisation and illness", *Cochrane Database of Systematic Reviews*, 12th September 2012.

— 9. <http://ieda-project.org>. Implementing partners include the Ministry of Health, Dimagi, Inc., and University Research Co. The evaluation is performed by the London School of Hygiene and Tropical Medicine and Centre Muraz.

— 10. CommCare platform, developed by Dimagi, Inc.: www.dimagi.com

L'outil numérique est réalisé à partir de la plate-forme CommCare de Dimagi¹⁰. L'utilisation d'une plate-forme numérique déjà en place nous a permis de nous concentrer sur la conception de l'outil numérique plutôt que sur la plate-forme en elle-même, ainsi que de respecter la réglementation concernant la collecte, le transfert et le stockage de données relatives à la santé des personnes. En ce qui concerne la diffusion des dispositifs mobiles, la situation au Burkina Faso est semblable à celle des autres pays de la région (estimée à 78 % en 2015) tandis que la couverture réseau était évaluée à 85 % en 2012.

Le projet leDA propose aux agents de santé un outil de travail numérique pour la PCIME. À l'aide d'une tablette électronique, les agents de santé saisissent les informations demandées dans la version numérique du protocole clinique et obtiennent, à la fin du processus, le traitement recommandé ainsi que des conseils adaptés aux signes et aux symptômes de l'enfant. Les données de la consultation sont synchronisées avec le serveur grâce au réseau mobile, et des comptes-rendus individualisés sont produits en appui aux activités de contrôle menées par les équipes soignantes de chaque zone. Un ensemble d'indicateurs est envoyé automatiquement au système d'informations du gouvernement concernant la santé (DHIS2 au Burkina Faso) pour assurer un suivi au niveau national. Une plate-forme d'apprentissage en ligne, dont l'objectif est de proposer aux agents de santé des formations ciblées, a été récemment ajoutée à l'ensemble des outils numériques. Elle se trouve actuellement en phase de test dans quelques services SSP.

Aujourd'hui, l'intervention couvre 620 services SSP en milieu rural, ce qui représente presque le tiers du pays. À ce jour, plus de 3 600 agents de santé ont utilisé cet outil pour offrir près de 2 millions de consultations à des enfants âgés de moins de cinq ans. Les agents de

of the child. The consultation data is synchronised with the server over the mobile network, and individualised reports are generated to support supervisory activities by district health teams. A set of indicators is automatically sent to the government's health information system (DHIS2 in Burkina Faso) for national-level monitoring. An eLearning platform to provide targeted training to FHWs was recently added to the suite of digital tools and is now being tested in a few PHC facilities.

Today the intervention covers 620 rural PHC facilities, accounting for almost one third of the country. Over 3,600 FHWs have used the tool to date, to deliver close to 2 million consultations to children under five. FHWs use the tool in almost 8 of every 10 consultations they perform. The London School of Hygiene and Tropical Medicine is performing an impact evaluation to understand the effect of the intervention on the performance of FHWs, the context and mechanisms that allow the intervention to have an impact, and its cost¹¹.

Working with the government from the start

Our hypothesis was that the tool would eventually be adopted by the government and scaled up nationally under the stewardship of the MoH. This influenced the way the intervention was designed and the engagement model with the MoH. From the initial ideation and design phases, TDH partnered with the MoH and, in particular, with the Chief Medical Officer (CMO) of the first district where the tool was piloted. The CMO provided critical input and leadership that shaped the design of the tool. A few years later, that CMO transitioned to the central level of the MoH, becoming one of the most important advisors and advocates for the scale up of leDA.

— 10. Plate-forme CommCare, développée par Dimagi, Inc.: www.dimagi.com

— 11. Karl Blanchet *et al.*, "A mixed methods protocol to evaluate the effect and cost-effectiveness of an integrated electronic Diagnosis Approach (leDA) for the management of childhood illnesses at primary health facilities in Burkina Faso", *Implementation Science*, 11, 2016, 111.

santé ont recours à cet outil pour près de 8 consultations sur 10. La London School of Hygiene and Tropical Medicine (École d'hygiène et de médecine tropicale de Londres) réalise actuellement une étude d'impact pour comprendre l'effet de l'intervention sur la performance des agents de santé, le contexte et les mécanismes qui permettent à l'intervention d'avoir un impact, ainsi que son coût¹¹.

Coopérer avec le gouvernement dès le départ

Notre hypothèse était que cet outil serait finalement adopté par le gouvernement et mis en place à l'échelle nationale sous la houlette du ministère de la Santé. Cela a influencé la manière dont l'intervention a été conçue, ainsi que le modèle de coopération avec ce dernier. Depuis les phases initiales de conceptualisation et de conception, TDH a travaillé en partenariat avec le ministère de la Santé, et notamment avec le médecin-hygiéniste en chef (*Chief Medical Officer*, CMO) de la première zone où l'outil a été testé. Le CMO a apporté une contribution et un encadrement significatifs, qui ont façonné la conception de l'outil. Quelques années plus tard, ce même CMO a intégré le ministère de la Santé à un échelon central, où il est devenu l'un des plus importants conseillers et défenseurs du développement du projet leDA à grande échelle.

Le fait de concevoir ce projet en ayant à l'esprit son adoption par le gouvernement a influencé les choix qui ont été faits quant à certains aspects de l'outil. L'exemple le plus significatif est l'algorithme utilisé pour guider les agents de santé pendant les consultations cliniques. Le projet a utilisé le protocole papier de la PCIME – qui est la politique nationale du Burkina Faso – comme source de développement pour l'outil de travail numérique. Cela a permis au projet leDA d'être

— 11. Kark Blanchet *et al.*, "A mixed methods protocol to evaluate the effect and cost-effectiveness of an Integrated electronic Diagnosis Approach (leDA) for the management of childhood illnesses at primary health facilities in Burkina Faso", *Implementation Science*, vol. 11, 2016, p. 111.

Designing with government adoption in mind influenced the choices made in some aspects of the tool. The most significant example is the algorithm used to guide health workers during the clinical consultations. The project used the (paper-based) IMCI protocol – national policy in Burkina Faso – as the source for the development of the digital job aid. This allowed leDA to be adopted quickly by the government and scaled up in a short period of time. Alternative algorithms leveraging the capabilities of digital tools to improve user experience, manage complex algorithms and incorporate point-of-care diagnostics¹² were not considered. These innovations may be tested within the leDA platform and adopted at scale if agreed by the MoH.

« À ce jour, plus de 3 600 agents de santé ont utilisé cet outil pour offrir près de 2 millions de consultations à des enfants âgés de moins de cinq ans. »

"Over 3,600 FHWs have used the tool to date, to deliver close to 2 million consultations to children under five."

Finally, the transition of the innovation to the government is a complex process that requires time. Understanding how the innovation fits within the country's digital health strategy, capacities and financial resources (for data hosting, software management, future deployments, etc.), and planning to ensure a smooth transition to government stewardship

— 12. See for instance ALMANACH: Amani Flexson Shao *et al.*, "New algorithm for managing childhood illness using mobile technology (ALMANACH): a controlled non-inferiority study on clinical outcome and antibiotic use in Tanzania", *PLoS one*, 10(7), 2015; or MSFeCARE: Clotilde Rambaud-Althaus *et al.*, "MSFeCARE: an electronic algorithm to improve the management of childhood illness in primary health care", *F1000Research*, May 2016, <https://f1000research.com/slides/5-934>; and MEDSINC (www.thinkmd.org/medsinc).

adopté rapidement par le gouvernement et développé à grande échelle dans un laps de temps court. Nous n'avons pas considéré d'autres algorithmes tirant parti des capacités des outils numériques pour améliorer l'expérience des utilisateurs, gérer des algorithmes complexes et intégrer des diagnostics sur le lieu d'intervention¹². Ces innovations pourraient être testées *via* la plate-forme leDA, puis adoptées à grande échelle si le ministère de la Santé y consentait.

Enfin, le transfert de l'innovation au gouvernement est un processus complexe qui demande du temps. Il est capital de comprendre comment l'innovation s'adapte à la stratégie nationale en matière de santé numérique, aux capacités et aux ressources financières nationales (pour l'hébergement des données, la gestion des logiciels, les prochains déploiements, etc.) et la planification visant à garantir une transition fluide vers une intendance et une gestion assurées par le gouvernement. D'autres options, telles que la délégation à des parties tierces, peuvent également faire partie de la solution, notamment si ce modèle est déjà utilisé à l'heure actuelle pour d'autres fonctions du système de santé.

Utiliser une approche itérative

Les approches itératives sont particulièrement importantes lorsqu'il s'agit de développer des outils numériques. Il est vraiment difficile d'y parvenir correctement avant le lancement. Par conséquent, une fois déployé, le produit doit être continuellement adapté en fonction des commentaires des utilisateurs et d'autres sources de données concernant la performance. L'équipe a travaillé avec Dimagi, un partenaire expert en développement de logiciels qui utilise une

and management is key. Options such as third-party contracting can also be part of the solution, particularly if that model is already being used for other health system functions.

Using an iterative approach

Iterative approaches are especially important when developing digital tools. It is really hard to get it right before the launch, and thus, once deployed the product must be continuously adapted based on user feedback and other sources of performance data. The team worked with the software development partner, Dimagi, using a methodology based on intense testing, user feedback, and rapid development cycles. After the deployment of the first version, the development roadmap involved the release of five versions over the two years following the launch of leDA.

As an example, usability is an area in which this approach is key. The use of leDA by FHWs is not incentivised, and thus adoption relies on users finding the tool useful and convenient for their daily work. The team iteratively worked with users and incorporated their feedback into the leDA development process. Today, the average adoption by FHW is almost 80%. This approach is a paradigm shift for many organisations working in the digital health space for the first time.

Making the most out of data

Digital tools generate large amounts of data. We are going from a situation where data is scarce (in traditional projects), to a situation with digital tools in which organisations have to distil valuable information from big datasets. Information exploitation is often an afterthought in digital health projects, particularly in those focused on supporting FHWs. Organisations are initially intensely focused on getting the intervention to work, deploying it and scaling it up. They may later realise they are sitting on a trove of data that is underutilised.

— 12. Voir, par exemple, ALMANACH: Amani Flexson Shao *et al.*, "New algorithm for managing childhood illness using mobile technology (ALMANACH): a controlled non-inferiority study on clinical outcome and antibiotic use in Tanzania", *PLoS one*, vol. 10, n° 7, 2015; ou MSFeCARE: Clotilde Rambaud-Althaus *et al.*, "MSFeCARE: an electronic algorithm to improve the management of childhood illness in primary health care", *F1000Research*, mai 2016, <https://f1000research.com/slides/5-934>; et MEDSINC (www.thinkmd.org/medsinc).

méthodologie reposant sur des essais intensifs, les commentaires des utilisateurs, et des cycles de développement rapides. Après le déploiement de la première version, la feuille de route pour le développement a impliqué la sortie de cinq versions au cours des deux ans qui ont suivi le lancement du projet leDA. La maniabilité, par exemple, est une dimension pour laquelle cette approche est capitale. Les agents de santé ne sont pas incités à utiliser leDA. Son adoption s'appuie donc sur le fait que les utilisateurs doivent trouver l'outil utile et pratique dans leur travail quotidien. L'équipe a travaillé avec les utilisateurs selon un mode itératif, en incorporant leurs commentaires au processus de développement du projet leDA. Aujourd'hui, le pourcentage d'adoption par les agents de santé atteint presque 80 %. Cette approche représente un changement de paradigme pour beaucoup d'organisations qui travaillent dans le domaine de la santé numérique pour la première fois.

Tirer le meilleur parti des données

Les outils numériques génèrent de grandes quantités de données. Nous passons d'une situation où celles-ci sont rares (dans le cadre des projets traditionnels) à une autre caractérisée par les outils numériques, dans laquelle les organisations doivent extraire des informations utiles à partir de vastes ensembles de données. Dans le cadre de projets en santé numérique, l'exploitation des informations est souvent envisagée dans un deuxième temps, notamment pour les projets qui cherchent à fournir un appui aux agents de santé. Au début, les organisations se préoccupent uniquement de faire fonctionner l'intervention, avant de la développer à grande échelle. Il se peut qu'elles se rendent compte par la suite qu'elles sont assises sur une mine de données sous-utilisée.

Dans le cas qui nous intéresse, chacune des quelque 2 millions de consultations génère plus de 100 champs de données. Par conséquent, que faudrait-il faire avec celles-ci ? Souvent insufflé par l'ensemble des parties prenantes, l'élan suscité per-

« Le transfert de l'innovation au gouvernement est un processus complexe qui demande du temps. »

"The transition of the innovation to the government is a complex process that requires time."

In our case, each one of the close to 2 million consultations generates more than 100 data fields. So, what should be done with that data? The impulse (often from all stakeholders) is to create busy dashboards showing the data in every possible way. It soon becomes evident that in many cases data is not being used effectively by health workers and managers, and that data visualisations do not meet users' real needs.

Understanding managers' incentives and responsibilities and discussing with them what information could support their decision-making processes, is key to designing a strategy to improve the use of data. Once the initial tool has been designed, iterative testing with feedback from users helps ensure data analysis supports decision-making. The process may reveal that less is more, and simple indicators linked to specific decision-making processes may be more effective than complex and busy dashboards. This is an area in which we can still do more.

Data ownership, privacy, hosting and interoperability with the country's health information platform are important is-

« Le pourcentage d'adoption par les agents de santé atteint presque 80 %. »

"The average adoption by FHW is almost 80%."

met de créer des tableaux de bord chargés qui montrent les données de toutes les manières possibles. Nous nous rendons compte rapidement que, dans beaucoup de cas, les données ne sont pas utilisées de manière efficace par les gestionnaires et les agents de santé, et que les visualisations de données ne répondent pas aux véritables besoins des utilisateurs.

Comprendre les incitations et les responsabilités des gestionnaires, et discuter avec eux des informations qui peuvent accompagner leurs processus de prise de décision est une étape capitale de la conception d'une stratégie visant à améliorer l'utilisation des données. Une fois que l'outil initial est conçu, une phase de test itératif et de collecte des commentaires des utilisateurs permet de garantir que l'analyse des données accompagne la prise de décision. Il se peut que le processus révèle que « le moins est le mieux », et que de simples indicateurs liés à des processus décisionnels spécifiques s'avèrent plus efficaces que des tableaux de bord complexes et chargés. C'est un domaine dans lequel nous pouvons aller encore plus loin.

La propriété des données, la confidentialité, l'hébergement et l'interopérabilité avec la plate-forme d'informations médicales du pays sont des questions importantes qui doivent être définies dès le début du projet. Il est essentiel d'utiliser une plate-forme logicielle qui satisfait aux normes supérieures en matière de collecte, transfert, stockage et usage des données médicales individuelles et agrégées. Dans notre cas, la plate-forme choisie satisfait déjà à ces normes.

Acceptabilité pour les utilisateurs et le personnel soignant

Les applications de santé numérique peuvent provoquer une perturbation majeure vis-à-vis de la manière dont le travail est organisé et de la culture de l'organisation. Un nouvel outil des TIC exigera peut-être une réorganisation des services SSP ou des flux de patients, et facilitera sûrement l'évaluation de la structure SSP et de la performance des

sues that need to be defined from the start of the project. Using a software platform that complies with the highest standards in individual and aggregated health data collection, transmission, storage and use is critical. In our case, the platform we chose was already compliant with those standards.

Acceptability for users and healthcare professionals

Digital health applications can cause significant disruption to the way work is organised and the culture of the organisation. A new ICT tool may require PHC services or patient flows to be reorganised and will likely make the PHC facility and FHW performance easier to assess. This might generate some resistance to change by FHWs and managers, even more so if they are unfamiliar with digital systems.

As an example, during the initial rollout of leDA three years ago, there was a wave of opinion against the intervention among FHWs, stating that it increased their workload and there were no significant benefits (also seen in other digital health projects¹³). The absence of financial incentive probably fuelled this perception by FHWs. These opinions were addressed through quality improvement and coaching sessions, which were used to provide advice on how to best use the digital tool, discuss issues and obtain feedback from FHWs, and assess the performance of FHWs when using the digital job aid. The field officers conducting these sessions were former FHWs, which strengthened their relationship with facility staff. These field officers also worked with CMOs to ensure institutional buy-in.

Other interventions helped foster adoption, such as providing performance data through the tablet device to FHWs, as well as key statistics on the consultations made at each PHC facility. Given

— 13. Vincent Duclos *et al.*, "Situating mobile health: a qualitative study of mHealth expectations in the rural health district of Nouna, Burkina Faso", *Health research policy and systems*, 15(1), 2017, 47.

agents de santé. Cela peut susciter une résistance au changement parmi les agents de santé et les gestionnaires, et ce d'autant plus s'ils n'ont pas l'habitude des systèmes numériques.

Par exemple, pendant la phase initiale de déploiement du projet leDA il y a trois ans, s'est formé un mouvement d'opinion contre l'intervention parmi les agents de santé. Ils ont alors déclaré qu'elle provoquait une augmentation de la charge de travail, sans apporter aucun avantage significatif (ce qui a également été observé pour d'autres projets en santé numérique¹³). L'absence d'incitation financière a probablement nourri cette perception chez les agents de santé. Ces opinions ont été prises en compte en améliorant la qualité et en organisant des sessions de coaching. Celles-ci ont permis de donner des conseils relatifs à la meilleure manière d'utiliser l'outil numérique, de discuter des enjeux et de collecter les commentaires des agents de santé, ainsi que d'évaluer la performance des agents de santé lorsqu'ils utilisent l'outil de travail numérique. Les employés de terrain qui conduisent ces sessions sont d'anciens agents de santé, ce qui a renforcé leur relation avec le personnel de la structure. Ces employés de terrain travaillent également avec les principaux CMO dans le but de garantir l'adhésion des institutions.

D'autres interventions ont permis de faciliter l'adoption de l'outil, comme le fait de fournir aux agents de santé, au moyen d'une tablette, des données concernant la performance ainsi que des statistiques décisives au sujet des consultations réalisées dans chaque structure SSP. Étant donné le temps que les agents de santé consacrent aux comptes-rendus¹⁴, la

the amount of time spent by FHWs on reporting¹⁴, availability of aggregated data also creates an incentive to have all consultations recorded in leDA.

Today the tool is widely accepted by FHWs and used in almost 80% of all consultations. Some FHWs have started to express the need to expand leDA to other areas such as immunisation or malnutrition. In some other cases, FHWs (especially the youngest ones) have expressed their unwillingness to go back to paper-based IMCI. At the district level, there has been one case in which a CMO – from a district outside the intervention zone – asked to implement leDA using the district's resources.

TDH also carried out awareness activities at the community level, involving elected officials and traditional leaders. Interviews and focus groups with healthcare professionals in the context of the ongoing realistic evaluation found high acceptability by the population. Quotes from these conversations highlight the perception that leDA is improving the ability of FHWs to diagnose and treat their kids, and to find information from previous consultations: "With the application, there are no lies or errors in the diagnosis". In some cases, healthcare professionals even request FHWs use the digital tool, because of their perception of improved quality of care.

The beginning of a revolution?

When we started developing leDA, one of our primary goals was to demonstrate that an ICT intervention could improve FHWs' adherence to clinical protocols when deployed and managed on a large scale in rural Burkina Faso. The high coverage we have achieved (almost one third of the country and plans to reach half of the country in the next couple

— 13. Vincent Duclos *et al.*, "Situating mobile health: a qualitative study of mHealth expectations in the rural health district of Nouna, Burkina Faso", *Health research policy and systems*, vol. 15, n° 1, 2017, p. 47.

— 14. Hibret Tilahun *et al.*, "Ethiopia's health extension workers use of work time on duty: time and motion study", *Health Policy Plan*, vol. 32, n° 3, 2017, p. 320-328; Kassimu Tani *et al.*, "A time-use study of community health worker service activities in three rural districts of Tanzania (Rufiji, Ulanga and Kilombero)", *BMC Health Services Research*, vol. 16,

— 14. Hibret Tilahun *et al.*, "Ethiopia's health extension workers use of work time on duty: time and motion study", *Health Policy Plan*, 32(3), 2017, 320-328; Kassimu Tani *et al.*, "A time-use study of community health worker service activities in three rural districts of Tanzania (Rufiji, Ulanga and Kilombero)", *BMC Health Services Research*, 16(1), 2016, 461.

disponibilité des données agrégées crée également une incitation à enregistrer toutes les consultations au sein du projet leDA.

Aujourd'hui, l'outil est largement accepté par les agents de santé. Certains ont commencé à exprimer le besoin d'étendre le projet leDA à d'autres domaines, comme l'immunisation ou la malnutrition. Dans d'autres cas, les agents de santé (et notamment les plus jeunes) expriment leur souhait de ne pas revenir vers le protocole papier de la PCIME. Au niveau des zones, on a recensé un cas dans lequel un CMO – originaire d'un secteur situé en dehors de la zone d'intervention – a demandé à mettre en œuvre le projet leDA en utilisant les ressources de la zone.

TDH a également mené des activités de sensibilisation au niveau des communautés, avec la participation de représentants officiels élus et de chefs coutumiers. Les entretiens et les groupes de discussion menés avec le personnel soignant, dans le contexte de cette évaluation réaliste en cours de réalisation, ont été très bien acceptés par la population. Les citations tirées de ces conversations soulignent la perception selon laquelle le projet leDA améliore l'aptitude des agents de santé à diagnostiquer et à traiter les enfants, ainsi qu'à retrouver les informations enregistrées lors des consultations précédentes : « Avec l'application, il n'y a pas de mensonge ou d'erreur de diagnostic. » Dans certains cas, le personnel soignant demande même aux agents de santé d'utiliser l'outil numérique, en raison de leur perception d'une amélioration de la qualité des soins.

Le début d'une révolution ?

Lorsque nous avons commencé à développer le projet leDA, l'un de nos principaux objectifs était de démontrer qu'une intervention impliquant les TIC pouvait encourager l'adhésion des agents de santé aux protocoles cliniques déployés et gérés à grande échelle en milieu rural

of years) and strong uptake of the intervention by FHWs (almost 80% of all consultations) show the potential of our approach.

During the past few years, we have learned many lessons, as outlined above. Some of the things we did worked well, and some are ongoing challenges. We are constantly trying to increase the usability and effectiveness of the digital tool (including through point-of-care diagnostics or big data analysis approaches). Performance data, feedback from users and beneficiaries, scalability and our engagement with the MoH, will continue to drive our development work.

What we have seen so far in the digital health space is probably just the start of a revolution that will change the way health services are managed and provided. Efforts need to focus on building the digital ecosystem and management capacity in LMICs and developing tools for scale and sustainability. We hope our experience in Burkina Faso will help understand how to scale up and sustain digital health interventions in LMICs.

au Burkina Faso. Le niveau de couverture élevé que nous avons atteint (presque un tiers du pays et des projets en vue d'atteindre la moitié du pays au cours des deux prochaines années) et la forte adoption de l'intervention par les agents de santé (pour près de 80 % des consultations) démontrent le potentiel de notre approche.

Ces dernières années, comme nous l'avons indiqué plus haut, nous avons tiré de nombreuses leçons. Certaines choses que nous avons mises en place ont bien fonctionné, tandis que d'autres posent encore des problèmes. Nous essayons constamment d'augmenter la maniabilité et l'efficacité de l'outil numérique (y compris grâce à des diagnostics sur le lieu d'intervention ou à des approches d'analyse des mégadonnées). Les données concernant la performance, les commentaires des utilisateurs et des bénéficiaires, la modularité, ainsi que notre engagement vis-à-vis du ministère de la Santé, continueront à motiver notre travail de développement.

Ce que nous avons observé jusqu'à présent dans le domaine de la santé numérique n'est probablement que le début d'une révolution qui va changer la manière dont les prestations de soins de santé sont gérées et proposées. Les efforts doivent se focaliser sur le renforcement de l'écosystème numérique et des capacités de gestion dans les PRFM, ainsi que sur le développement d'outils à grande échelle et de manière durable. Nous espérons que notre expérience au Burkina Faso aidera à comprendre comment développer à grande échelle et garantir la pérennité des interventions en santé numérique dans les PRFM.

Traduit de l'anglais par Méline Bernard

« Avec l'application, il n'y a pas de mensonge ou d'erreur de diagnostic. »

"With the application, there are no lies or errors in the diagnosis."

Biographies

ENRIC JANÉ

Conseiller technique auprès de l'organisation Terre des hommes. Enric propose, en tant que consultant indépendant, des conseils techniques et stratégiques pour les programmes de santé mobile (mHealth). Au cours des quatorze dernières années, il a développé des projets en santé aux États-Unis, en Europe et en Afrique subsaharienne. Plus récemment, il a travaillé pour la Fondation Bill et Melinda Gates en qualité de chef de projet dans le domaine des soins de santé primaires. Enric est titulaire d'un doctorat (MD-PhD) en physique délivré par l'université de Barcelone, ainsi que d'un Master (MSc) en génie biomédical délivré par l'Université Columbia.

Technical Advisor at Terre des hommes. As an independent consultant, Enric provides technical and strategic advice on mHealth programmes. During the last 14 years he has developed health-related projects in the US, Europe and sub-Saharan Africa. Most recently he was a senior programme officer at the Bill & Melinda Gates Foundation working on primary healthcare. Enric holds an MD and PhD in physics from the University of Barcelona, and an MSc in biomedical engineering from Columbia University.

GUILLAUME FOUTRY

Coordinateur régional du projet leDA pour Terre des hommes. Guillaume s'appuie sur plus de dix ans d'expérience en matière de gestion de projet informatique dans sept pays, en Europe, aux États-Unis et en Afrique, où il a travaillé aussi bien pour des organisations gouvernementales que non gouvernementales. Depuis 2016, il dirige au Burkina Faso l'un des plus grands projets en santé mobile (mHealth) de toute l'Afrique de l'Ouest, à savoir leDA. Guillaume est titulaire d'un diplôme de master en commerce européen délivré par l'École supérieure de commerce de Paris (ESCP), ainsi que d'un diplôme de licence en sciences politiques et en droit délivré par l'Institut d'études politiques d'Aix-en-Provence.

leDA Regional Coordinator at Terre des hommes. Guillaume has over 10 years of IT project management experience in seven countries in Europe, USA and Africa, working for both governmental and non-governmental organisations. Since 2016, he has been in Burkina Faso leading one of West Africa's largest mHealth projects, leDA. Guillaume Foutry holds a master's degree in European business from the École Supérieure de Commerce de Paris (ESCP) and a bachelor's degree in political science and law from the Institute of Political Studies in Aix-en-Provence.

SIMON SANOU

Médecin et spécialiste en e-Santé au ministère de la Santé du Burkina Faso. Simon est coordonnateur médical pour le Burkina du Réseau en Afrique francophone pour la télémédecine (RAFT) après avoir été directeur des services informatiques et de la télésanté du département de la santé. Il a contribué à la conception et à la mise en œuvre des projets de santé mobile et d'autres projets en santé numérique, ainsi qu'à l'élaboration de documents de politique et de stratégie en informatique de santé.

A physician and mHealth expert for the Ministry of Health of Burkina Faso. Simon is currently working as a medical coordinator for Burkina Faso within the RAFT network (Réseau en Afrique francophone pour la télémédecine). He previously worked as an IT and mHealth director for the Health Unit. He has supported the development and the execution of several mHealth projects and other digital health projects, as well as the conceptualisation of policy and strategy documents about health informatics.

Le nécessaire arbitrage entre potentialités des nouvelles technologies et utilité pour les populations

The arbitration required between possibilities of new technologies and usefulness for populations

Karine Le Roch, Nicolas Dennefeld, Caroline Antoine, Melchior de Roquemaurel, Jonathan Bureau, Myriam Ait-Aissa • Action Contre la Faim

L

a recrudescence des nouveaux outils technologiques impose aux acteurs humanitaires de prendre la mesure de leurs potentialités, de leur applicabilité et de leur intérêt pour les populations.



**KARINE
LE ROCH**



**NICOLAS
DENNEFELD**

L'augmentation du volume opérationnel et la professionnalisation incitent les acteurs à devenir plus inclusifs avec les communautés et à améliorer l'efficacité et la mesure d'impact des interventions sur les populations bénéficiaires de l'assistance. Les bailleurs de fonds et les organisations non gouvernementales (ONG) s'accordent sur la nécessité de développer des outils innovants et d'inclure les nouvelles technologies afin de faciliter la mise en œuvre et le suivi des projets humanitaires.

The resurgence of new technological tools requires humanitarian actors to take stock of their possibilities, applicability and interest for populations.

The growing operational capacity and professionalisation of humanitarian action are pushing actors to become more inclusive with communities and enhance the effective impact of their interventions on beneficiaries receiving aid. Donors and non-governmental organisations (NGOs) both subscribe to the need for developing innovative techniques and incorporating cutting-edge technologies that can facilitate the implementation and monitoring of humanitarian aid programmes.

Various initiatives bringing together actors in the field, private businesses



CAROLINE
ANTOINE



MELCHIOR DE
ROQUEMAUREL



JONATHAN
BUREAU



MYRIAM AIT-
AISSA

De nombreuses initiatives sont à l'œuvre rassemblant acteurs de terrain, sociétés privées et organismes publics. Début 2018, lors du forum économique mondial à Davos, USAID [l'Agence américaine en charge du développement international, NDLR] et MasterCard annonçaient le lancement de la coalition des communautés intelligentes (Smart Communities Coalition) et du projet Power Africa qui vise à transformer les camps de réfugiés en améliorant l'accès à l'énergie, à Internet et aux paiements numériques. Par ailleurs, des sociétés privées comme BRCK Education fournissent des outils éducatifs digitaux pour les communautés isolées. Les ONG quant à elles développent, pilotent et utilisent nombre d'outils issus des nouvelles technologies qui permettent de mettre en place, de suivre et d'évaluer l'efficacité des programmes humanitaires: l'utilisation de drones pour mesurer l'étendue d'une crise (par l'ONG Medair après le passage du typhon Haiyan aux Philippines en novembre 2014¹ par exemple), en passant par des outils pour la distribution de coupons grâce à l'utilisation de systèmes à puces NFC² par Action Contre la Faim (ACF) au Mali³ ou encore l'identification biométrique (empreinte rétinienne utilisée par le UNHCR en Égypte⁴).

Le service recherche et analyses et le service informatique d'ACF développent des outils pour améliorer l'aide humanitaire dans les différents secteurs d'intervention de l'association: sécurité alimentaire et moyens d'existence, santé mentale et pratiques de soins,

and public institutions are currently underway. In early 2018, at the World Economic Forum in Davos, USAID [the US Development agency, editor's note] and MasterCard announced the launch of the Smart Communities Coalition and that of the Power Africa project, whose intent is to revitalise refugee camps by providing improved access to energy, Internet and digital payment facilities. In addition, private businesses like BRCK Education are delivering digital education to isolated communities. As for NGOs, they have been developing, managing and using new technological advances that, as such, can help them set up, monitor and evaluate the effectiveness of their humanitarian programmes. This was the case when drones were launched by the NGO Medair to gauge the severity of the disaster left in the wake of typhoon Haiyan in the Philippines in November 2014¹, when a system for the distribution of coupons was set up by Action Against Hunger (*Action Contre la Faim-ACF*) in Mali² with the use of NFC devices³, and when a retinal scan was implemented by UNHCR in Egypt⁴ for biometric identification.

At ACF, the research and analysis department and IT department have developed technological tools that can improve the distribution of humanitarian aid in various fields of intervention: food security and livelihood, mental health and supportive care services, nutrition and health, water, sanitation and hygiene. Yet in harsh environments, there remains the challenging task of actually implementing these technological inno-

— 1. Medair, « Testing the Utility of Mapping Drones for Early Recovery in the Philippines », <http://drones.fsd.ch/wp-content/uploads/2016/04/Case-Study-Philippine.14april2016.pdf>

— 2. Near Field Communication: communication « sans contact ».

— 3. The Cash Learning Partnership, « Projet KACHE: des tests sur le terrain au Mali au déploiement à grande échelle dans les opérations d'ACF », www.cashlearning.org/actualites/actualites/post/306-projet-kache--des-tests-sur-le-terrain-au-mali-au-dploiement--grande-chelle-dans-les-oprations-d-acf

— 4. Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés, Appel global 2018/2019.

— 1. Medair, «Testing the Utility of Mapping Drones for Early Recovery in the Philippines», <http://drones.fsd.ch/wp-content/uploads/2016/04/Case-Study-Philippine.14april2016.pdf>

— 2. The Cash Learning Partnership, "Projet KACHE: des tests sur le terrain au Mali au déploiement à grande échelle dans les opérations d'ACF", www.cashlearning.org/actualites/actualites/post/306-projet-kache--des-tests-sur-le-terrain-au-mali-au-dploiement--grande-chelle-dans-les-oprations-d-acf

— 3. Near Field Communication: "contactless" communication.

— 4. United Nations High Commissioner for Refugees, Global Appeal 2018/2019.

nutrition et santé, eau, assainissement et hygiène. L'utilisation de ces innovations technologiques pose des défis quant à leur mise en œuvre dans des contextes difficiles, leur pérennité dans des environnements volatiles et leur utilisation dans des espaces culturels variés. À partir d'exemples de projets, nous nous interrogeons sur l'étendue des bénéfices pour les populations concernées et tentons de clarifier ce qui relève d'une nécessité parce que le monde de la technologie évolue et ce qui relève d'un processus intrinsèque de l'évolution d'une ONG comme ACF dont l'action s'inscrit au plus près des besoins des populations bénéficiaires de l'assistance humanitaire.

Renforcer le développement humain par la participation et l'innovation

Aussi louable puisse-t-il être, cet objectif est-il réalisable tant les défis sont nombreux? Au niveau des politiques nationales tout d'abord, il nécessite des réglementations pour administrer les nouveaux besoins en termes de gestion des informations dans le secteur public (vie privée, sécurité des données). Les politiques de gouvernance des technologies de l'information et de la communication (TIC) sont souvent lacunaires, alors qu'elles devraient garantir un accès continu aux réseaux mobiles/Internet à l'échelle nationale, et que le contrôle et la fermeture des accès surviennent fréquemment et de façon aléatoire. Ensuite, l'accès à l'information avec des données de qualité et accessibles et une population avertie et éduquée devraient être essentiels à leur déploiement. Cette partie est souvent dévolue à des entités externes du secteur privé ou encore à des ONG, surtout dans les zones les moins accessibles. Pourtant, le fossé entre urbain et rural nécessiterait de légiférer sur le fait que les fournisseurs doivent fournir une couverture équitable. À cela s'ajoutent le manque ou la faiblesse des infrastructures de base (électricité, chargeurs solaires) et le manque de connectivité Internet.

along with safeguarding their sustainability and their proper use in volatile situations and diverse cultural settings. Looking at specific projects, we question to what extent target populations actually derive any benefit from these innovations. And in doing so, we try to clarify what constitutes a real need because the field of technology has advanced and what constitutes an integral part of the developmental process of an NGO like ACF that seeks to find ways to align its humanitarian action as closely as possible with the needs of populations receiving aid.

Strengthen human development through participation and innovation

As commendable as it may be, is this stated objective actually attainable given the number of challenges to overcome? First, at the national policy level, regulations must be established so that recent issues that have arisen in the public sector (i.e. involving privacy and data security) can be properly managed. Governance policies related to information and communication technologies often inadequately take into consideration the fact that mobile/Internet networks should be continuously accessible everywhere in the country at a time when network connectivity is very often indiscriminately interrupted. In addition, access to reliable information by a well-informed, well-educated user population should be an essential consideration. This aspect is often delegated to third parties in the private sector, or even to NGOs, especially in the least accessible areas. These NGOs play an important role in extending access to new mobile technologies. Providers should be legally required to provide uniform coverage everywhere and close the gaping connectivity gap between urban and rural areas. Added to this problem, is the absence or shortage of basic amenities (e.g. electricity and solar chargers) and the lack of Internet connections.

Par ailleurs, on constate l'insuffisance de compétences, les faibles niveaux d'acceptation et un rapport inéquitable entre les sexes (les outils doivent être simples d'utilisation et perçus comme potentiels d'émancipation pour optimiser leur appropriation). Il est alors primordial de considérer les implications négatives de l'utilisation de certaines applications dans des contextes où l'alphabétisation peut dénoter un privilège social ou en termes de genre. Le recours à des systèmes vocaux dans les contextes où le taux d'alphabétisation est faible ou inégal peut aider à pallier ce problème.

« Une ONG peut aider à garantir le respect et la centralité de la place de l'utilisateur dans le développement et l'adaptation de l'outil. »

"An NGO can help to ensure that the user is valued and plays a central role in the development and adaptation of technological applications."

En cela, une ONG peut aider à garantir le respect et la centralité de la place de l'utilisateur dans le développement et l'adaptation de l'outil, afin que soient pris en considération le contexte de sécurité et les aspects culturels.

La généralisation des outils de collectes de données mobiles : un coût diminué, du temps gagné

Le secteur Santé mentale et pratiques de soins, genre et protection d'ACF a développé des outils pour gérer les activités des programmes, communiquer ses résultats et diffuser l'expertise technique. Afin de répondre au mieux aux besoins des équipes sur le terrain, un système de gestion de données appelé Formulaire individuel pour bénéficiaire (FIB) a été développé sous Voozanoo 4 en collaboration avec Epiconcept. Il est construit à partir de questionnaires qui permettent le suivi individuel des béné-

In addition, the general lack of skills, low levels of acceptance and a gender inequality must be taken into consideration. Technological tools must be simple to use and perceived as potentially emancipating before they can be fully adopted. It is therefore crucial to consider the negative implications of using certain applications in situations where literacy may denote a social or gender privilege. Having recourse to voice systems in areas where the literacy rate is low or imbalanced can help to alleviate this problem.

In this, an NGO can help to ensure that the user is valued and plays a central role in the development and adaptation of technological applications, so that the user's security and cultural background are taken into consideration.

The widespread use of mobile data collection tools: lower costs, time saved

The Mental health and care practice, gender and protection sector at ACF have developed applications that manage programme activities, communicate outcomes and share technical expertise. In order to properly respond to the needs of field operatives, a data management system, the Individual Beneficiary Form (IBF), was developed by the information platform Voozanoo 4 in collaboration with Epiconcept. This system was built from responses received from questionnaires that gather updated information from aid beneficiaries (e.g. their participation in activities, their use of the referral system between departments, a satisfaction survey, etc.) from the time they are admitted to the programme to their discharge. The IBF is accessible for data entry and consultation both online and offline to avoid dependency on the quality of Internet connectivity. Putting the project into operation requires establishing a coordination policy that is consistent throughout the various departments and between field operatives and ACF headquarters. One of its most significant components should be staff development. This iterative process,

ficiaires (la participation aux activités, le système de référence entre services, le niveau de satisfaction, etc.), de l'admission à la sortie du programme. Le FIB dispose d'un accès en ligne et hors ligne pour la saisie et la consultation, ce qui le rend indépendant de la qualité de la connexion à Internet. L'opérationnalisation du projet nécessite la mise en place d'un mécanisme de coordination cohérent entre les départements, et entre les missions et le siège d'ACF, avec un volet majeur pour le renforcement des capacités des équipes. Ce processus itératif est long et périlleux, mais nécessaire pour une gestion des données plus interactive et une prise de décision optimale dans un contexte où l'accès aux données en temps réel est une question de coût et de temps.

Par ailleurs, les communautés sont régulièrement sollicitées par les organisations humanitaires pour des études quantitatives. Mais elles nécessitent la présence d'un ou de plusieurs membres du ménage et les immobilisent parfois pendant plusieurs heures, les empêchant souvent de vaquer à leurs tâches quotidiennes. Parmi les solutions proposées pour réduire la gêne occasionnée, l'utilisation de tablettes rend la collecte de données plus rapide et plus fiable. Depuis 2017, la phase quantitative des études Link NCA (Nutrition causal analysis) est effectuée grâce aux applications KoBoToolbox et ODK Collect. Développée par Harvard Humanitarian Initiative, KoBoToolbox a été spécifiquement créée pour les organisations humanitaires et permet de concevoir, de collecter et d'analyser les données. Son utilisation a permis de simplifier la construction de questionnaires, de standardiser les questions posées et d'optimiser le temps de l'entretien.

Un cadre éthique pour garantir la sécurité des personnes

La question de la protection des données personnelles collectées et analysées reste un enjeu pour le secteur : est-ce avant tout pour le bien des réfugiés fuyant un conflit que l'on enregistre

although time-consuming and strewn with pitfalls, is a vital step to assure better interactive data management and decision-making practices in a context where real-time access to data is a matter of cost and time efficiency.

In addition, communities are regularly approached by humanitarian organisations that want to conduct quantitative studies, but these studies often require the presence of one or more household members, who then may end up being prevented from doing their daily chores for several hours. To minimise this inconvenience, tablet computers have been suggested for faster and more reliable data gathering. Since 2017, the quantitative phase of the Link NCA studies (Nutrition causal analysis) have been successfully carried out thanks to the KoBoToolbox and ODK Collect applications. Developed by the Harvard Humanitarian Initiative, KoBoToolbox has been specifically designed for humanitarian organisations to plan, collect and analyse data. Its use has made it possible to simplify the development of questionnaires, standardise questions and optimise the duration of interviews.

Ethical guidelines that guarantee the safety of personal information

The protection of personal information, once collected and analysed, is an issue for the humanitarian sector. Is biometric data recorded primarily for the benefit of refugees who are fleeing a conflict? Does the use of a mobile phone for

« Le risque est que le déploiement des nouvelles technologies se fasse à un rythme tel qu'il ne permette pas de traiter suffisamment ces questions éthiques. »

“There runs the risk that these new technologies will be deployed at such a pace such that ethical considerations will be insufficiently taken into account.”

leurs données biométriques? L'utilisation de transfert d'argent par téléphone mobile sert-elle avant tout les habitants de retour dans la ville de Mossoul, ou la compagnie Télécom locale qui recherche de nouveaux clients? L'irruption de terminaux de paiement, de *smart cards*, et de *e-vouchers* dans un village du Sahel ne provoque-t-elle pas un choc culturel en excluant de fait les anciens et les personnes les moins éduquées? D'un point de vue déontologique et juridique, les obligations morales sont fortes et le secteur humanitaire doit encore se préparer à cette évolution historique dans ses pratiques. Le risque est que le déploiement des nouvelles technologies se fasse à un rythme tel qu'il ne permette pas de traiter suffisamment ces questions éthiques en amont des programmes et de la création des outils et mette ainsi des bénéficiaires en situation de danger vis-à-vis de l'exploitation des données collectées. Il est important que les ONG en prennent la pleine mesure et se donnent les moyens, qui *a priori* doivent être conséquents, de traiter ces questions.

Aucune ONG ne peut faire l'économie de se poser ces questions; la pertinence d'utiliser un nouveau moyen technologique et le choix de l'outil doivent être évalués en amont au même titre qu'une innovation technique sectorielle. Les effets à moyen et à long terme ne doivent pas être négligés et l'on pourra également capitaliser grâce à l'évaluation post-intervention. L'évaluation d'une intervention monétaire d'Action Contre la Faim au Niger en utilisant la technologie RedRose a par exemple montré que ce type de technologie ne semblait pas le plus adapté au contexte sahélien⁵.

— 5. Rapport de mise en œuvre du projet KACHE à Keita (septembre 2016), ACF: « Si 60 % des bénéficiaires disaient apprécier la technologie utilisée pour recevoir de l'aide lors des formations et sensibilisations, ceux-ci étaient unanimes pour dire qu'ils avaient détesté cette technologie une fois la distribution passée. 98 % pensaient en outre que le système utilisant des cartes NFC n'était pas mieux que l'ancien système. »

money transfers mainly serve the residents returning to the city of Mosul, or the local telecom company seeking new customers? Doesn't the emergence of payment terminals, smartcards and e-vouchers in a village in the Sahel generate a culture shock when elders or the less educated are effectively left by the wayside? From an ethical and legal point of view, the humanitarian sector with its strong moral obligations needs to prepare itself for this historical technological revolution in its practices. But there runs the risk that these new technologies will be deployed at such a pace such that ethical considerations will be insufficiently taken into account before programmes and tools can be implemented, thus placing beneficiaries in precarious situations when it comes to having their personal information exploited. It is vital that NGOs take full measure of these points and give themselves the means to address them in a consistent fashion.

No NGO can avoid asking itself these questions. The appropriateness of using new technologies and the selection of technological tools must be evaluated in advance just as any technical innovation in any specific sector would be. Medium- and long-term effects cannot go unheeded. A post-intervention assessment can measure the effectiveness of technology after it has been deployed. For example, the evaluation of a payment scheme set up in Niger by ACF with RedRose technology revealed that this type of technology was ill-adapted for use in the Sahel⁵.

However, given the General data protection regulation (GDPR), we are moving towards a basic regulatory framework, but will the governments of the countries where we intervene proceed in the same manner?

— 5. Implementation report of "KACHE" in Keita (September 2016), ACF: 60% of beneficiaries stated they appreciated the technology for receiving aid during training and awareness sessions, and all agreed in saying that they hated this technology once aid had been distributed. 98% were of the opinion that the NFC card system performed no better than the former system.

Cependant, avec le Règlement général sur la protection des données (RGPD), nous nous acheminons vers un encadrement nécessaire, mais en sera-t-il de même pour les gouvernements des pays dans lesquels nous intervenons ?

Quel impact pour la santé des populations ?

Depuis début 2017, ACF a la volonté de s'engager pleinement dans l'e-santé afin d'accélérer la réduction de la mortalité maternelle, néonatale et de l'enfant, et de favoriser la mise à l'échelle du traitement de la sous-nutrition. En effet, les solutions digitales offrent de nombreuses perspectives pour les systèmes de santé. Elles permettent d'améliorer notamment la qualité de la prise en charge des patients grâce aux outils d'aide aux diagnostics et aux solutions de formations associées, de mieux comprendre les enjeux sanitaires et de faciliter la prise de décision grâce aux données sanitaires recueillies, centralisées et disponibles. C'est dans cette perspective qu'ACF s'est engagée dans une initiative en partenariat avec Terre des hommes et World Vision qui ont chacune développé des applications pour guider les personnels de santé dans le diagnostic et traitement, la première sur le protocole de prise en charge intégrée des maladies de l'enfant de l'OMS et la seconde sur celui de prise en charge de la malnutrition aigüe (PCMA)⁶. Il s'agit désormais de piloter l'intégration de la PCMA dans la solution technologique développée, de la tester afin de la mettre à l'échelle dans les pays ciblés par le partenariat, la m-santé offrant ici une opportunité pour accélérer la mise à l'échelle.

Par ailleurs, les systèmes d'informations géographiques permettent de suivre dans le temps et l'espace des phénomènes de flux migratoires, commerciaux ou sanitaires (propagation de maladies grâce à la surveillance des

What impact for people's health?

Ever since early 2017, ACF has been fully committed to e-health as a means to further decrease maternal, newborn and child mortality rates, and further upscaling of malnutrition initiatives. Digital solutions, in fact, can help set up channels for health systems. They can improve the quality of patient care, in particular by providing diagnostic tools and associated health training solutions, they can lead to a better understanding of health problems and facilitate decision-making issues thanks to their capacity to access centralised health information. ACF has adopted this perspective in its partnership initiative with *Terre des hommes* and World Vision, each partner having developed applications that provide guidance to health personnel in the areas of diagnosis and treatment, the first partnership initiative following WHO's protocol of Integrated Management of Childhood Illnesses and the second following the protocol for the management of acute malnutrition (PCMA)⁶. It is now a matter of steering PCMA toward integrated technological solutions that have been developed, then testing it for deployment in the countries targeted by the partnership. Here, mobile health applications offer the opportunity to accelerate the scaling up of healthcare.

« En mai 2017, une équipe de scientifiques a pu prédire une épidémie de choléra au Yémen qui s'est produite à partir de juin. »

"In May 2017, a team of scientists was able to predict a cholera epidemic in Yemen that broke out in June."

— 6. Voir Enric Jané, Guillaume Foutry et Simon Sanou, « Utilisation des outils numériques à grande échelle : leçons d'un programme en santé mené au Burkina Faso », dans le présent numéro, p. 40-52.

— 6. See Enric Jané, Guillaume Foutry and Simon Sanou, "The use of digital tools at large scale: lessons from a health programme in Burkina Faso", in this issue, p. 40-52.

foyers infectieux et des épidémies). L'analyse des données permet également de construire des modèles de prédictions. En mai 2017, une équipe de scientifiques a pu prédire une épidémie de choléra au Yémen qui s'est produite à partir de juin⁷. Dans le domaine de l'eau, de l'hygiène et de l'assainissement, il serait donc possible de représenter l'impact de la disposition en eau sur les ménages environnants – voire les foyers infectieux en lien avec des maladies hydriques – en étudiant les distances entre les ménages et les points d'eau, les flux de personnes et les flux hydriques. La cartographie permet de mieux comprendre et de connaître le contexte durant la phase de préparation du projet, mais également d'avoir un suivi tout au long de la vie de ce dernier. Cela permet de prédire, d'intervenir, d'évaluer et de mieux analyser des contextes complexes aux épidémies récurrentes.

Une certaine vision de l'humain

L'innovation technologique présente un potentiel important pour améliorer l'efficacité des interventions, et les processus de mise en place des programmes, au moins sur le court terme. Mais son efficacité doit être confirmée par des études sur le long terme et sur l'impact que cela engendre au niveau local dans des contextes très volatiles.

Elle doit également être appréciée à la lumière des aspects éthiques que son application soulève, notamment au regard de la protection des données personnelles de personnes vulnérables. Si l'utilisation de nouvelles technologies par les acteurs de l'humanitaire devient courante, elle n'est pas pour autant anodine pour la population des bénéficiaires de l'aide. Et dans quelle mesure la différence d'accès aux nouvelles technologies pourrait-elle créer

— 7. Sarah Derouin, « Satellites predict a cholera outbreak weeks in advance: A test in Yemen showed satellite data could foresee an outbreak four weeks before it exploded », 3 janvier 2018, www.scientificamerican.com/article/satellites-predict-a-cholera-outbreak-weeks-in-advance/

In addition, Geographic Information Systems make it possible to track spatial and temporal changes – be they migratory flows, trade flows or health flows (the spread of diseases – through the surveillance of infectious foci and epidemics). Data analysis also makes it possible to build predictive models. In May 2017, a team of scientists was able to predict a cholera epidemic in Yemen that broke out in June⁷. As for water, hygiene and sanitation, it is possible to represent the impact of water supply on local households – or of outbreaks of infectious waterborne diseases – by studying the measurable distances between households, water points, and flows of people and water. Such mapping helps to better understand and learn about the context of a project during its preparatory phase and to follow it through during the entire process. This makes it possible to better plan for, intervene in, evaluate and analyse complex recurring epidemic situations.

A certain vision of the human

Technological innovation holds great potential for improving the effectiveness of interventions and programme implementation processes, at least in the short-run. But its effectiveness must be confirmed by long-term studies that measure the local impact they may have in highly volatile situations.

Once applied, it must also be examined in light of the ethical issues it raises, particularly with regard to protecting the personal information of people at risk. While the use of new technologies by humanitarians has become routine, this does not necessarily mean it is innocuous for aid recipients. And to what extent does a gap in access to new technologies create what we commonly recognise in the West as a “digital gap” that would thus in turn create a new type of vulnerability?

— 7. Sarah Derouin, “Satellites Predict a Cholera Outbreak Weeks in Advance: A test in Yemen showed satellite data could foresee an outbreak four weeks before it exploded”, 3 January 2018, www.scientificamerican.com/article/satellites-predict-a-cholera-outbreak-weeks-in-advance/

ce que l'on appelle communément dans nos pays une « fracture numérique » et ainsi créer une nouvelle forme de vulnérabilité ?

En ce qui concerne l'importance de l'image qui n'est plus à démontrer que ce soit dans la communication, la diffusion et/ou la compréhension de l'information, l'évolution des technologies multimédia nous permet aujourd'hui de créer de nombreux supports d'aide à la visualisation de données. Là encore, comment envisage-t-on l'exploitation des données personnelles ? Des logiciels tels que ArcGIS, ou encore OpenStreetMap pour la cartographie, Qlik ou Power BI pour la création de tableaux de bord permettent de faire un diagnostic de la zone d'intervention (localisation des populations, infrastructures de santé, points d'eau, projets existants, etc.). Certes, une bonne connaissance et une représentation du terrain sont des atouts supplémentaires dans le processus de conception d'un projet, mais le foyer qui a été identifié comme étant infecté par le choléra a-t-il donné son consentement pour faire partie de la base de données dans un pays où cette maladie est hautement stigmatisée ? Loin de remettre en cause leur utilité, cela nécessiterait des populations concernées un encadrement légal et une participation éclairée qui pourraient aussi leur être profitable dans une perspective de prévention.

Au niveau programmatique, les nouvelles technologies doivent être utilisées comme un outil et non comme une fin en soi. Les projets ne devraient avoir pour seul but de promouvoir la technologie, mais de réaliser des objectifs larges, car les technologies peuvent transformer la manière dont l'aide au développement traditionnelle est distribuée sur le terrain, diminuant les coûts de transaction et augmentant la productivité.

Avec l'inclusion grandissante des nouvelles technologies, ce n'est pas seulement la culture humanitaire que l'on

When it comes to the obvious preponderance of images in the communication, dissemination and/or comprehension of information, the development of multimedia technologies now enables us to create supporting materials that let us visualise data. Here again, how do we plan to make use of personal information? Software mapping applications, such as ArcGis or OpenStreetMap, or Qlik and PowerBI for the creation of dashboards make it possible to assess zones of intervention (locating populations, health infrastructures, water points, ongoing projects, etc.). Admittedly, a solid understanding and maps of the area are additional assets for the design process of a project, but, say a locality has been stricken by a cholera outbreak, has it given its consent to be included in the corresponding database of a country where this disease is highly stigmatised? Far from calling into question the usefulness of a database, this would still require a legal framework and active participation on the part of the beneficiaries concerned, who could also derive a preventive advantage.

« Ce n'est pas seulement la culture humanitaire que l'on change, c'est aussi l'humain que l'on influence. »

"Not only is humanitarianism itself being transformed, its human aspects are also being affected."

At the programme level, new technologies must serve as tools and not as an end in themselves. Projects should not be designed to promote technology per se, but to achieve broad objectives. Technology can transform the way development aid is traditionally distributed in the field, and in this way ultimately reduce costs and increase productivity. With the growing adoption of modern technologies, not only is humanitarianism itself being transformed, its human aspects are also being affected. An ev-

change, c'est aussi l'humain que l'on influence. De plus en plus d'études sont publiées ces dernières années et l'utilisation des nouvelles technologies va prendre de l'ampleur dans un monde où tout doit aller vite, à moindre coût. Il faudra donc plus que jamais rester vigilant.

er-greater number of studies published in recent years speak of the growing use of new technologies in our world, where now everything must go fast at the least cost. More than ever, these times require us to remain watchful.

Translated from the French by Alain Johnson

Biographies



KARINE LE ROCH

Docteur en psychologie clinique, Karine a intégré l'équipe du secteur Santé mentale et pratiques de soins, genre et protection d'Action contre la Faim ACF en 2012 en tant que chargée de projets de recherche et référente du MEAL (Département Suivi et évaluation). Depuis, 2016, elle coordonne le développement d'un système de gestion des données pour le suivi des programmes dans les missions. *A doctor of clinical psychology, Karine joined the team at Action contre la Faim (ACF) in the mental health and care practice, gender and protection sector, in 2012 as research project leader and MEAL (Monitoring, Evaluation, Accountability and Learning Department) co-ordinator. Since 2016, she has been overseeing the development of a data management system to monitor mission programmes.*

NICOLAS DENNEFELD

Diplômé en Intelligence artificielle, Nicolas a exercé plusieurs métiers dans le monde informatique: développement, support utilisateur, enseignement, pilotage de projet. Depuis 2014, il travaille chez ACF où il est responsable de la coordination des systèmes d'informations terrain. *A graduate in artificial intelligence, Nicolas has worked in several fields in IT: development, user support, teaching and project management. Since 2014, he has been with ACF where he is in charge of coordinating information systems in the field.*

CAROLINE ANTOINE

Caroline a commencé son parcours dans l'humanitaire en 2008 en tant que responsable de programme santé dans différentes missions. Elle a rejoint ACF en 2013 sur la mission Tchad comme responsable de département santé et nutrition avant de s'investir de nouveau au siège comme référente technique opérationnelle puis référente santé. Caroline est actuellement en charge du développement de la stratégie santé au sein d'ACF et des ressources opérationnelles pour accompagner sa mise en œuvre.

Caroline began her career in the humanitarian sector in 2008 in charge of the health programmes of various missions. She joined ACF in 2013 at the Chad mission as head of the health and nutrition department, before returning to head office as operational technical officer and then as health co-ordinator. Caroline is currently in charge of health strategy development at ACF and of the operational resources needed for its implementation.

MELCHIOR DE ROQUEMAUREL

Diplômé de Sciences Politique (Université de Toulouse 1 Capitole) et de Géopolitique et Prospective (IRIS), Melchior a coordonné l'édition 2016 de la Research 4 Nutrition Conférence organisée par ACF avant de rejoindre le projet Link NCA comme chargé d'institutionnalisation et d'événementiel. Il a aussi contribué au déploiement des outils de collecte de données mobile pour le projet.

A graduate in political science (Toulouse 1 Capitole University) and in geopolitics and forecasting (IRIS), Melchior co-ordinated the 2016 edition of the Research 4 Nutrition conference organised by ACF before joining the Link NCA project, in charge of institutionalisation and events. He has also contributed to the rollout of mobile data collection tools for this project.

JONATHAN BUREAU

Après un master en économie de l'environnement (Université de Bordeaux) et un Magistère en Analyse de Projets de Développement (CERDI) Jonathan intègre ACF au sein du service MEAL. Il rejoint par la suite le projet Link NCA en tant que chargé des bases de données et des outils de collecte de données mobiles.

Following a Master's degree in environmental economics (Bordeaux University) and a Master's in development project analysis (CERDI) Jonathan began working at ACF in the MEAL department. He later joined the Link NCA project team, in charge of databases and mobile data collection tools.

MYRIAM AIT-AISSA

Ingénieur agronome (ENSA Toulouse) avec une spécialisation en nutrition humaine, elle est référente du service recherche et analyses d'ACF depuis 2009 et en charge du groupe de travail sur l'innovation.

An agronomist (ENSA Toulouse) specialising in human nutrition, Myriam has been ACF research and analysis department co-ordinator since 2009 and heads the innovation task force.

À l'ère du « numérique humanitaire », lever le voile de la nouveauté

At the era of “humanitarian digitisation”, lifting the veil of newness

*Nathaniel A. Raymond and
Daniel P. Scarnecchia • Harvard
Humanitarian Initiative*

L

es applications des technologies de l'information et de la communication (TIC) sont désormais nombreuses tout au long

du cycle d'intervention en contexte de catastrophe. Mais des failles font qu'une série de facteurs de risque reste largement ignorée par le secteur humanitaire. Le présent article identifie des mesures spécifiques que celui-ci devrait envisager afin d'améliorer la production et la curation¹ de connaissances liées aux activités d'information humanitaire (AIH)².

Applications of digital information communication technologies (ICTs) are now commonplace across the disaster response cycle. But some gaps leave a critical and emerging set of risk factors largely unaddressed in a comprehensive way by the humanitarian sector. This article identifies specific steps towards improving humanitarian information activities (HIAs)¹-related knowledge generation and curation that the sector should consider.



**NATHANIEL A.
RAYMOND**



**DANIEL P.
SCARNECCHIA**

— 1. La curation (de contenu) est un néologisme apparu fin 2010 en français. Il correspond à une pratique consistant à sélectionner, éditer et partager les contenus les plus pertinents du Web pour une requête ou un sujet donné. La curation est utilisée et revendiquée par des sites qui souhaitent offrir une plus grande visibilité et une meilleure lisibilité à des contenus (textes, documents, images, vidéos, sons...) qu'ils jugent utiles aux internautes et dont le partage peut les aider ou les intéresser (NDLR, Source: Wikipedia).

— 2. Définition: activités et programmes pouvant inclure la collecte, le stockage, le traitement, l'analyse, l'utilisation ultérieure, la transmission et la

— 1. Defined as: Activities and programs which may include the collection, storage, processing, analysis, further use, transmission, and public release of data and other forms of information by humanitarian actors and/or affected communities. HIAs also include the establishment and development of communications capacity and infrastructure by responders and/or populations. These activities occur as part of humanitarian action throughout the response cycle and include, but are not limited to, improving situational awareness; disaster preparedness and mitigation; intervention design and evaluation; connecting populations to response activities and to each other; and supporting ongoing operations, including the delivery of assistance; Faine Greenwood *et al.*, "The Signal Code: A Human Rights Approach to Information During Crisis," Standards and Ethics (Cambridge: Harvard Humanitarian Initiative, 2017), 4, <http://hhi.harvard.edu/publications/signal-code-human-rights-approach-information-during-crisis>

L'utilisation à grande échelle des technologies de l'information et de la communication³ (TIC) numériques au cours des dix dernières années représente un tournant spécifique et crucial dans l'histoire de la pratique humanitaire, dont l'impact est sans doute au moins équivalent à toute autre précédente période de transformation majeure observée sur le terrain. L'après-crise des Grands Lacs et le tsunami en Asie du Sud, respectivement dans les années 1990 et 2000, figurent parmi les périodes de changement majeur dans la manière dont l'action humanitaire est structurée, conçue et menée. Ces moments décisifs ont donné lieu à des évolutions majeures comme la mise en place des standards Sphère et la réforme du système des *Clusters*⁴.

L'utilisation humanitaire des TIC

Presque tous les aspects de l'aide humanitaire sont désormais touchés et modifiés d'une façon ou d'une autre par la volonté d'appliquer les TIC tout au long du cycle d'intervention en contexte de

divulgaration publique de données et d'autres formes d'information par les acteurs humanitaires et/ou les communautés touchées. Les activités d'information humanitaire (AIH) incluent également la création et le développement des capacités de communication et des infrastructures par les secouristes et/ou les populations. Ces activités font partie intégrante du cycle d'intervention en contexte de catastrophe et incluent, sans toutefois s'y limiter, l'amélioration de la perception de la situation; la préparation aux catastrophes et les mesures d'atténuation; la conception et l'évaluation des interventions; la mise en relation des populations avec les activités d'intervention et avec autrui; et l'appui aux opérations en cours, notamment la fourniture d'aide; Faine Greenwood *et al.*, *The Signal Code: A Human Rights Approach to Information During Crisis*, Standards and Ethics, Cambridge, MA, États-Unis, Harvard Humanitarian Initiative, 2017, p. 4, <http://hhi.harvard.edu/publications/signal-code-human-rights-approach-information-during-crisis>

— 3. Organisation de coopération et de développement économiques, *Measuring the Information Economy*, 2002, p. 81, www.oecd.org/sti/ieconomy/1835738.pdf

— 4. Margie Buchanan-Smith, « How the sphere project came into being: A case study of policy making in the humanitarian-aid sector and the relative influence of research », *Working paper, Overseas Development Institute, Humanitarian Policy Group*, juin 2003, p. 11, <https://www.odi.org/publications/146-how-sphere-project-came-being-case-study-policy-making-humanitarian-aid-sector-and-relative>

The wide scale uptake of digital information communication technologies² (ICTs) over the past decade or so represents a distinct and critical juncture in the history of humanitarian practice that is arguably at least equal in impact to any other previous period of seismic transformation seen by the field. Some example of past moments of major changes in how humanitarianism is structured, conceived of, and conducted includes the post-Great Lakes Crisis and South Asian Tsunami eras of the 1990s and the early 2000s, respectively. From these pivot points came such significant developments as the introduction of the Sphere Standards and reform of the Cluster System³.

The humanitarian use of ICTs

Nearly every aspect of humanitarian assistance is now being affected and changed in some form by the attempt to apply ICTs across the disaster response cycle⁴. The current period, what could be referred to as the era of "Humanitarian Digitization", is being defined by how the rapid adoption of ICTs by respond-

« Presque tous les aspects de l'aide humanitaire sont désormais touchés et modifiés d'une façon ou d'une autre par la volonté d'appliquer les TIC. »

"Nearly every aspect of humanitarian assistance is now being affected and changed in some form by the attempt to apply ICTs."

— 2. Organisation for Economic Co-operation and Development, *Measuring the Information Economy*, 2002, 81, www.oecd.org/sti/ieconomy/1835738.pdf

— 3. Margie Buchanan-Smith, "How the Sphere Project Came into Being: A Case Study of Policy Making in the Humanitarian-Aid Sector and the Relative Influence of Research", Working Paper, *Overseas Development Institute, Humanitarian Policy Group*, June 2003, 11, www.odi.org/publications/146-how-sphere-project-came-being-case-study-policy-making-humanitarian-aid-sector-and-relative

— 4. For more on the Disaster Response Cycle, see Advanced Training on Humanitarian Action, "Disaster Management Cycle", *Humanitarian Coordination Training* (SIDA Civil Society Center), www.atha.se/sites/default/files/Disaster_Management_Cycle%20v3_0.pdf

catastrophe⁵. La période actuelle, que l'on pourrait appeler l'ère du « numérique humanitaire », se définit par la manière dont l'adoption rapide des TIC par les secouristes, les populations touchées, les acteurs armés étatiques et non étatiques et les entités du secteur privé modifie la façon dont l'aide humanitaire est fournie, ainsi que les contextes politiques et opérationnels d'intervention. Dans le contexte humanitaire, les TIC incluent, sans toutefois s'y limiter, les appareils mobiles, les plates-formes de télédétection telles que les satellites et les drones, l'apprentissage automatique et l'intelligence artificielle (IA), les réseaux sociaux, ainsi que les plates-formes et applications de cartographie en ligne⁶. Ces activités relèvent souvent de la catégorie de l'« innovation humanitaire ». Betts et Bloom évoquent l'utilisation du terme « innovation » dans le secteur humanitaire dans le document d'orientation du Bureau de la coordination des affaires humanitaires (BCAH) de 2014 :

« Les humanitaires utilisent le terme "innovation" pour faire référence au rôle de la technologie, des produits et des processus issus d'autres secteurs, aux nouvelles formes de partenariat et à l'utilisation des idées et des capacités de réaction des personnes touchées par une crise. Cependant, comme pour de nombreuses idées émergentes, l'utilisation de ce terme dans le système humanitaire manque de clarté conceptuelle, ce qui conduit à une mauvaise utilisation, à un usage excessif et au risque d'une rhétorique creuse⁷. »

— 5. Pour en savoir plus sur le cycle d'intervention en contexte de catastrophe, voir *Advanced Training on Humanitarian Action*, « Disaster Management Cycle », *Humanitarian Coordination Training*, SIDA Civil Society Center, www.atha.se/sites/default/files/Disaster_Management_Cycle%20v3_0.pdf

— 6. Nathaniel A. Raymond, Brittany L. Card et Ziad Al-Achkar, « What is "humanitarian communication"? Towards standard definitions and protections for the humanitarian use of ICTs », *European Interagency Security Forum*, 2015, p. 1, <https://www.eisf.eu/library/what-is-humanitarian-communication>

— 7. Alexander Betts et Louise Bloom, « Humanitarian Innovation: The State of the Art », série Politiques et études du BCAH, BCAH, p. 5, www.unocha.org/sites/unocha/files/Humanitarian%20Innovation%20The%20State%20of%20the%20Art_0.pdf

ers, affected populations, State and non-State armed actors, and private sector entities are changing how humanitarian assistance is delivered, as well as the political contexts and the operational environments in which it is occurring. ICTs in the humanitarian context can include, though are not limited to, mobile devices, remote sensing platforms such as satellites and drones, machine learning and artificial intelligence (AI), social media, and online mapping platforms and applications⁵. These activities are often occurring under the rubric of "humanitarian innovation". Betts and Bloom discuss the humanitarian use of the term "innovation" in their 2014 OCHA Policy Paper:

"Humanitarians have used the term 'innovation' to refer to the role of technology, products and processes from other sectors, new forms of partnership, and the use of the ideas and coping capacities of crisis-affected people. However, as with many emerging ideas, use of the term in the humanitarian system has lacked conceptual clarity, leading to misuse, overuse, and the risk that it may become hollow rhetoric⁶."

The oft-used and often poorly defined concept of humanitarian innovation has, at its core, a focus on the "new" – new partnerships, new technologies, new products, and new processes that may not themselves be truly "new" but are new in the sense of not having been traditionally utilized in the specific context of humanitarian assistance. The implicit conjoining together of these supposedly "new" technologies and applications with an apparent bias towards equally new structures and approaches for governing and managing them in practice

— 5. Nathaniel A. Raymond, Brittany L. Card, and Ziad Al-Achkar, "What Is 'Humanitarian Communication'? Towards Standard Definitions and Protections for the Humanitarian Use of ICTs", *European Interagency Security Forum*, 2015, 1, www.eisf.eu/library/what-is-humanitarian-communication

— 6. Alexander Betts and Louise Bloom, "Humanitarian Innovation: The State of the Art", *OCHA Policy and Studies Series*, 5, www.unocha.org/sites/unocha/files/Humanitarian%20Innovation%20The%20State%20of%20the%20Art_0.pdf

Souvent utilisé et souvent mal défini, le concept de l'innovation humanitaire est fondamentalement axé sur la notion de « nouveauté » : nouveaux partenariats, nouvelles technologies, nouveaux produits et nouveaux processus qui ne sont pas toujours nécessairement « nouveaux », mais qui n'ont pas été traditionnellement utilisés dans le contexte spécifique de l'aide humanitaire. L'association implicite de ces supposées « nouvelles » technologies et applications avec la volonté apparente de mettre en place de tout aussi nouvelles structures et approches de gouvernance et de gestion pose problème. Elle a, selon les auteurs, entraîné l'apparition d'un « voile de nouveauté » entre l'actuelle utilisation humanitaire des TIC et les approches, structures et repères généralement acceptés, traditionnellement présents dans d'autres sous-secteurs établis de l'action humanitaire.

Le présent article s'attache à examiner les conséquences de ce voile de nouveauté sur le développement de la production, de la curation, du partage et de la gestion des connaissances humanitaires. Il soutient que le *status quo* actuel, que l'on peut généralement décrire comme une approche décentralisée *ad hoc*, génère de nouveaux risques moraux et opérationnels, tant pour les secouristes que pour les communautés touchées, tout en amplifiant et en modifiant les menaces préexistantes pour les populations vulnérables, et ce d'une manière souvent mal comprise :

« La prolifération des TIC, tant parmi les populations touchées que parmi les acteurs humanitaires, dévoile l'existence de failles cruciales dans les cadres juridiques et éthiques qui définissent et régissent traditionnellement la conduite professionnelle des acteurs humanitaires. Ces failles ne sont un secret pour personne, pas plus que le manque de professionnalisation dans les domaines de la protection des données et de l'utilisation des TIC. Elles ressemblent de plus en plus à une catastrophe annoncée⁸. »

is problematic. It has caused, according to the authors, a "veil of newness" to descend between current humanitarian use of ICTs and commonly accepted approaches, structures, and benchmarks present historically in other established sub-sectors of humanitarian action.

It is the implications of this veil of newness for the development of humanitarian knowledge creation, curation, sharing and management that this article focuses on and seeks to explore. The current status quo, this paper argues, which can be generally described as an ad hoc and decentralized approach, creates new moral and operational hazards for responders and affected communities alike, while magnifying and mutating pre-existing threats to vulnerable populations in often poorly understood ways:

"The proliferation of ICTs among affected populations and humanitarian actors alike exposes critical, unaddressed gaps in the legal and ethical frameworks that have traditionally defined and governed humanitarians' professional conduct. These gaps are an open secret, as is the lack of professionalisation around data protection and ICT use. Increasingly, they are a disaster waiting to happen⁷."

To prevent the ICT-driven "disaster waiting to happen," this paper identifies four key areas in which gaps exist in humanitarian knowledge development related to the use of ICTs that should be urgently and comprehensively addressed by the sector.

In search of clusters: the embrace of ad hoc networks and "work-around" coordination

The first major gap in humanitarian knowledge creation and management specific to HIAs is the absence of designated lead clusters and/or other agreed coordination mechanisms for commonly

— 7. Daniel P. Scarnecchia et al., "A Rights-Based Approach to Information in Humanitarian Assistance," *PLOS Currents Disasters*, September 20, 2017, <https://doi.org/10.1371/currents.dis.dd709e442c659e97e2583e0a9986b668>

— 8. Daniel P. Scarnecchia et al., « A rights-based

Afin d'éviter la « catastrophe annoncée » induite par les TIC, cet article identifie quatre domaines clés dans lesquels le secteur doit rapidement et correctement combler des failles en matière de développement des connaissances humanitaires liées à l'utilisation des TIC.

À la recherche de *clusters*: l'adoption de réseaux *ad hoc* et d'une coordination « palliative »

La première faille majeure en matière de production et de gestion des connaissances humanitaires propres aux AIH est l'absence de *clusters*⁹ dédiés et/ou d'autres mécanismes de coordination dévolus aux utilisations courantes des TIC et des données numériques. Sans ces structures, la collecte de connaissances en dehors des efforts d'organismes individuels peut être difficile, voire impossible. On observe actuellement l'adoption tacite de réseaux de praticiens souvent *ad hoc*, qui résulte en partie de la montée en puissance du phénomène des « organisations techniques volontaires » et caractérise fondamentalement de nombreuses utilisations humanitaires courantes des TIC, en particulier au cours de la phase d'évaluation, de la production et de la cartographie participatives¹⁰.

Si les organisations techniques volontaires jouent un rôle de plus en plus prépondérant dans de nombreuses interventions, en particulier dans les catastrophes brutales, ces réseaux de

approach to information in humanitarian assistance », *PLOS Currents Disasters*, 20 septembre 2017, <https://doi.org/10.1371/currents.dis.dd709e442c659e97e2583e0a9986b668>

— 9. L'approche par « clusters » est devenue la norme dans l'humanitaire international depuis 2006. Elle vise à améliorer l'efficacité des réponses humanitaire en facilitant la coordination entre les acteurs humanitaires. Elle constitue une plate-forme d'échanges entre les intervenants humanitaires qui sont ainsi réunis en fonction de leurs secteurs d'interventions (aide alimentaire, santé, abris, etc.), et ce, au niveau national et local. Voir notamment Andréanne Martel, « Coordination humanitaire en Haïti: le rôle des *clusters* dans l'externalisation de l'aide », *Mondes en développement*, vol. 165, n° 1, 2014 (NDLR).

— 10. Voir par exemple: Humanitarian OpenStreet-Map Team, <https://www.hotosm.org/>; CrisisMappers, <http://crisismappers.net/>

occurring uses of ICTs and digital data. Without these structures, knowledge capture outside of individual agency efforts can be difficult to impossible to achieve. At present, there has been a tacit embrace of often ad hoc networks of practitioners that is, in part, the result of the rise of the phenomena of "voluntary technical organisations", or VTOs, as a defining characteristic of many mainstream humanitarian uses of ICTs in the assessment phase, crowd mapping and crowd sourcing in particular⁸.

While VTOs play an increasingly prominent role in many responses, particularly rapid onset disasters, the development of these volunteer coordination networks has occurred more intentionally and quickly than traditional coordination structures have adapted to the use of these technologies. For example, the provision of Wi-Fi to displaced populations in camp settings has yet to be officially assigned to either the Emergency Telecommunications Cluster (ETC) or the Camp Coordination and Camp Management Cluster (CCCM) as a formal responsibility, according to an analysis of available public documents.

Similarly, there is no common remote sensing and mapping cluster designated for coordinating the imagery collection, analysis and processing work that is increasingly a core part of situational awareness and decision support activities. There is also no standing cluster publicly responsible for the use of biometrics as part of beneficiary registration activities. What often does exist are "work-around" coordination mechanisms specific to discreet, one-off responses in country and/or regional contexts.

In contrast, one example of a body robustly addressing the need for the role of coordinated knowledge management in a critical HIA domain is the Cash Learning

— 8. See, for example: "Humanitarian OpenStreetMap Team," accessed May 22, 2018, www.hotosm.org/; "CrisisMappers," accessed May 22, 2018, <http://crisismappers.net/>.

coordination volontaire se sont développés plus résolument et plus rapidement que les structures de coordination traditionnelles ne se sont adaptées à l'utilisation des technologies correspondantes. Par exemple, d'après une analyse des documents publics disponibles, il faut encore attribuer officiellement la responsabilité formelle de la fourniture du Wi-Fi aux populations déplacées vivant dans des camps soit au Réseau des télécommunications d'urgence¹¹ soit au Groupe de la coordination et de la gestion des camps¹².

De même, il n'existe aucun réseau commun de télédétection et de cartographie chargé de coordonner la collecte, l'analyse et le traitement des images, qui font de plus en plus partie intégrante des activités de perception de la situation et d'aide à la décision. Il n'existe pas non plus de réseau permanent publiquement responsable de l'utilisation de la biométrie dans le cadre des activités d'enregistrement des bénéficiaires. En revanche, on observe souvent des mécanismes de coordination « palliatifs » dédiés à des interventions ponctuelles discrètes dans des contextes nationaux et/ou régionaux.

Le Cash Learning Partnership (CaLP), quant à lui, est un exemple d'organisme qui assume correctement le nécessaire rôle de gestion coordonnée des connaissances dans un domaine crucial des AIH. Le CaLP a mis au point un vaste ensemble de ressources, de principes directeurs et d'outils tout au long du cycle d'intervention en contexte de catastrophe, qui tient compte du rôle central et de plus en plus prédominant des TIC dans l'approvisionnement en espèces¹³. L'enseignement clé du CaLP, qui est susceptible d'être reproduit dans d'autres contextes, consiste à se concentrer sur la prestation, et non pas

Partnership (CALP). CALP has developed an extensive set of resources, guiding principles, and tools across the disaster response cycle that take into account the central and increasingly dominant role of ICTs in cash delivery.⁹ The key lesson from CALP that can potentially be replicated in other contexts is focusing on the delivery act, not a specific tech itself, as the framework for guiding knowledge development related to ICTs in an operational context. However, there are extremely few examples to date of effective knowledge management of ICTs within current coordination structures.

It must be noted that there are real and important concerns about whether the current UN cluster system is effective and should be continued in its current form.¹⁰ However, those perennial debates are not a reason to delay either assigning HIAs to currently extant clusters and/or creating new clusters specific-

« Il existe à ce jour très peu d'exemples de gestion efficace des connaissances liées aux TIC. »

“There are extremely few examples to date of effective knowledge management of ICTs.”

ly focused on certain HIAs themselves. Until this gap is addressed, knowledge creation will likely continue to occur outside agreed structures on an ad hoc basis and to the detriment of efforts to establish comprehensive best practices.

— 11. www.etcluster.org

— 12. <https://emergency.unhcr.org/entry/136846/camp-coordination-and-camp-management-cccm-cluster-iasc>

— 13. Tools for Implementation - CaLP, www.cashlearning.org

— 9. “Tools for Implementation – CaLP,” accessed May 22, 2018, www.cashlearning.org

— 10. Neziha Altay and Melissa Labonte, “Challenges in Humanitarian Information Management and Exchange: Evidence from Haiti”, *Disasters* 38, no. s1 (April 2014): S50–S72, <https://doi.org/10.1111/disa.12052>; Vanessa Humphries, “Improving Humanitarian Coordination: Common Challenges and Lessons Learned from the Cluster Approach | The Journal of Humanitarian Assistance,” *The Journal of Humanitarian Assistance*, April 30, 2013, <http://sites.tufts.edu/jha/archives/1976>

sur une technologie spécifique, en tant que cadre visant à orienter le développement de connaissances liées aux TIC dans un contexte opérationnel. Cependant, il existe à ce jour très peu d'exemples de gestion efficace des connaissances liées aux TIC au sein des structures de coordination actuelles.

Il convient de souligner qu'il existe des préoccupations réelles et importantes quant à l'efficacité de l'actuel système sectoriel des Nations unies et à la pertinence de le pérenniser sous sa forme actuelle¹⁴. Ces éternels débats ne doivent cependant pas retarder l'attribution des AIH aux réseaux existants et/ou la création de nouveaux réseaux spécifiquement dédiés à certaines de ces activités. Tant que cette faille n'est pas comblée, il est probable que la production de connaissances se poursuive en dehors des structures convenues, au cas par cas et au détriment des efforts visant à établir des pratiques exemplaires globales.

La « préparation des données » : un besoin urgent en matière de gestion des connaissances

Il suffit d'examiner ce que Raymond et Al-Achkar appellent la « préparation des données » pour trouver un exemple concret de la façon dont l'amélioration des capacités et des compétences en matière de connaissances humanitaires pourrait avoir un impact tangible et immédiat sur l'amélioration des pratiques actuelles. Les auteurs identifient la « préparation des données » comme une compétence fondamentale dans le domaine de la gestion des connaissances liées aux AIH. Ils définissent ce concept comme « la capacité des organisations à déployer des outils de données de manière responsable et efficace avant qu'une catastrophe ne survienne¹⁵ ».

— 14. Nezih Altay et Melissa Labonte, « Challenges in Humanitarian Information Management and Exchange: Evidence from Haiti », *Disasters*, 38, n° s1, avril 2014, p. 550 à 572, <https://doi.org/10.1111/disa.12052> ; Vanessa Humphries, « Improving humanitarian coordination: Common challenges and lessons learned from the cluster approach », *The Journal of Humanitarian Assistance*, 30 avril 2013, <http://sites.tufts.edu/jha/archives/1976>

— 15. Nathaniel Raymond et Ziad Al-Achkar, « Data

Data preparedness: an urgent knowledge management requirement

One needs to look no further than the issue of what Raymond and al Achkar call "Data Preparedness" to find a concrete example of where improved capacities and capabilities for humanitarian knowledge could have immediate and tangible impact towards improving current practice. They identify "data preparedness" as a core competency of HIA knowledge management, defining the concept as the "ability of organisations to responsibly and effectively deploy data tools before disaster strikes¹¹". At present, ICT and data triage and deployment plans are often made in the context of a disaster having already taken place, rather than as a core competency of effective disaster preparedness. This leads to a phenomenon termed "humanitarian experimentation" or "disaster experimentation¹²". In these cases, practitioners attempt to determine the value of a specific data set, data collection method or platform, and/or data processing technique in the context of a live disaster response operation.

In addition to the moral and legal hazard of potentially violating the rights of disaster affected individuals and communities, this practice also undermines efforts to capture humanitarian knowledge related to both best and negative practices for employing these technologies. It also can create a search for responder-centric solutions that become detached from a direct relationship to meeting the needs of an affected population, which is the heart of the humanitarian imperative.

— 11. Nathaniel Raymond and Ziad Al-Achkar, "Data Preparedness: Connecting Data, Decision-Making, and Humanitarian Response", *Standards and Ethics* (Cambridge, MA: Harvard Humanitarian Initiative, 2016), 3, <https://hhi.harvard.edu/publications/data-preparedness-connecting-data-decision-making-and-humanitarian-response>

— 12. Kristin Bergtora Sandvik, Katja Lindskov Jacobsen, and Sean Martin McDonald, "Do No Harm: A Taxonomy of the Challenges of Humanitarian Experimentation", *International Review of the Red Cross*, October 2017, 13, <https://doi.org/10/gdxxwv>.

Pour l'instant, les TIC et les plans de tri et de déploiement des données sont plutôt envisagés dans le cadre d'une catastrophe ayant déjà eu lieu que comme une compétence fondamentale en vue d'une préparation efficace aux catastrophes. Cela conduit à un phénomène dénommé « expérimentation humanitaire » ou « expérimentation en situation de catastrophe¹⁶ ». Dans de tels cas, les praticiens s'efforcent de déterminer la valeur d'un ensemble de données, d'une méthode ou d'une plate-forme de collecte de données et/ou d'une technique de traitement des données spécifique, dans le cadre d'une opération d'intervention active en contexte de catastrophe.

Outre les risques moraux et juridiques résultant de la violation potentielle des droits des personnes et des communautés touchées par une catastrophe, cette pratique mine également les efforts visant à recueillir des connaissances humanitaires tant sur les pratiques optimales que sur les pratiques négatives liées à l'utilisation de ces technologies. Elle peut également susciter la recherche de solutions centrées sur les secouristes, s'éloignant d'un lien direct avec la satisfaction des besoins de la population touchée, qui se trouve au cœur de l'impératif humanitaire.

Cette approche d'expérimentation au cas par cas en situation de catastrophe dans le domaine des TIC entraîne également des catastrophes secondaires liées aux mégadonnées. Les conséquences involontaires du manque de préparation des données peuvent inclure un « déluge », lorsque les secouristes n'ont pas la capacité d'assimiler d'importants flux de données, et des dommages liés à

This ad hoc, disaster experimentation approach with ICTs is also leading to secondary, "big data disasters." These unintended consequences of a lack of data preparedness can include a "deluge", when responders do not have the capacity to digest large streams of data, and data damage, when an absence of regulatory and legal guidelines and familiarity cause violations of local law, international guidelines and human rights¹³.

Data preparedness, if undertaken as a core HIA-related knowledge creation and curation activity by the humanitarian sector, is also a crucial component of developing minimum technical standards. At present, there are no agreed minimum technical standards for many commonly undertaken HIAs.

Critical Incidents: The Need for Evidence of Negative Experience

The development of the necessary areas of humanitarian knowledge around HIAs has been limited so far by the lack of well documented case studies of critical incidents related to the use of ICTs in humanitarian operations as:

"breaches of platforms and networks, weaponisation of humanitarian data to aid attacks on vulnerable populations, and exploitation of humanitarian systems against responders and beneficiaries¹⁴."

Preparedness: Connecting Data, Decision-Making, and Humanitarian Response », *Standards and Ethics*, Cambridge, MA, États-Unis, *Harvard Humanitarian Initiative*, 2016, p. 3, <https://hhi.harvard.edu/publications/data-preparedness-connecting-data-decision-making-and-humanitarian-response>

— 16. Kristin Bergtora Sandvik, Katja Lindskov Jacobsen et Sean Martin McDonald, « Do no harm: A taxonomy of the challenges of humanitarian experimentation », *Revue internationale de la Croix-Rouge*, octobre 2017, p. 13, <https://doi.org/10/gddxwv>

— 13. Nathaniel Raymond et Ziad Al-Achkar, "Data Preparedness...", art. cit., 4.

— 14. Nathaniel A. Raymond, Daniel P. Scarnecchia, and Stuart R. Campo, "Humanitarian Data Breaches: The Real Scandal Is Our Collective Inaction," *IRIN*, December 8, 2017, <https://www.irinnews.org/opinion/2017/12/08/humanitarian-data-breaches-real-scandal-our-collective-inaction>

celles-ci, lorsque l'absence de directives et de connaissances réglementaires et juridiques entraîne une violation de la législation locale, des directives internationales et des droits de l'Homme¹⁷.

Si elle est considérée comme une activité fondamentale du processus de production et de curation des connaissances liées aux AIH, la préparation des données constitue également un élément crucial de l'élaboration de normes techniques minimales pour le secteur humanitaire. À l'heure actuelle, de nombreuses AIH courantes ne sont encadrées par aucune norme technique minimale.

Incidents majeurs : la nécessité de prouver une expérience négative

Le développement des connaissances humanitaires nécessaires liées aux AIH a jusqu'ici été limité par le manque d'études de cas correctement documentées sur les incidents majeurs liés à l'utilisation des TIC dans les opérations humanitaires, comme :

« les défaillances des plates-formes et réseaux, l'utilisation des données humanitaires pour soutenir des attaques contre les populations vulnérables et l'exploitation des systèmes humanitaires contre les secouristes et les bénéficiaires¹⁸. »

Il n'existe actuellement aucun mécanisme établi au sein de la communauté humanitaire permettant de rendre compte des risques potentiels liés à une activité, une plate-forme ou une application, encore moins de documenter les préjudices subis. Récemment encore, l'entreprise qui avait créé la plate-forme Red Rose pour la gestion des données relatives aux bénéficiaires a été piratée par un concurrent qui souhaitait mettre en évidence les vulnérabilités suppo-

At present, there is no established mechanism in the humanitarian community for reporting evidence of potential risk from an activity, platform, or application, let alone documenting when harm occurs. In a recent example, a competitor of a company that built a beneficiary data management platform, Red Rose, was hacked by a competing firm that sought to expose perceived vulnerabilities in the platform's cybersecurity measures¹⁵. Other than approaching agencies that used Red Rose, there existed no mechanism for capturing this purported vulnerability, documenting it, and ensuring that it was rectified in all relevant platforms the humanitarian community was using.

Providing a safe, ethical, independent and peer-reviewed critical incident reporting function needs to be a central function of the emerging HIA knowledge management ecosystem. While it is unclear where this function should reside within the community, OCHA and other coordination leaders have a role to play in developing a blueprint for addressing this critical gap.

Beginning the Process of Developing Minimum Technical Standards for HIAs

The humanitarian community, as previously mentioned, is now more than a decade into contending with the challenges, risks, and opportunities that the digital revolution represents for the sector; and as of this writing, not only does the field not have any minimum technical standards, it does not even have a proposed process for how it may eventually develop them in the future.

The quality, rigor, and actual application in practice of the knowledge relevant to any sub-sector of humanitarian action – whether water and sanitation, cash, shelter, or protection – can be assessed,

— 17. Nathaniel Raymond et Ziad Al-Achkar, « Data Preparedness... », art. cit., p. 4.

— 18. Nathaniel A. Raymond, Daniel P. Scarnecchia et Stuart R. Campo, « Humanitarian data breaches: The real scandal is our collective inaction », *IRIN*, 8 décembre 2017, <https://www.irinnews.org/opinion/2017/12/08/humanitarian-data-breaches-real-scandal-our-collective-inaction>

— 15. Ben Parker, "Security Lapses at Aid Agency Leave Beneficiary Data at Risk," *IRIN*, November 27, 2017, <https://www.irinnews.org/investigations/2017/11/27/security-lapses-aid-agency-leave-beneficiary-data-risk>

sées des mesures de cybersécurité de cette plate-forme¹⁹. Exception faite des organismes utilisant Red Rose, il n'existait aucun mécanisme permettant de saisir cette vulnérabilité supposée, de la documenter et de veiller à ce qu'elle soit rectifiée dans toutes les plates-formes pertinentes utilisées par la communauté humanitaire.

La mise en place d'un mécanisme de compte-rendu des incidents majeurs à la fois sûr, éthique, indépendant et validé par les pairs doit être l'un des axes de l'écosystème émergent de gestion des connaissances liées aux AIH. S'il n'est pas certain que ce mécanisme doive demeurer au sein de la communauté, le BCAH et d'autres responsables de la coordination ont un rôle à jouer dans l'élaboration d'un schéma directeur visant à combler cette faille cruciale.

Lancement du processus d'élaboration de normes techniques minimales pour les activités d'information humanitaire

Comme indiqué précédemment, la communauté humanitaire affronte depuis maintenant plus d'une décennie les défis, risques et opportunités que la révolution numérique représente pour le secteur. Au moment de la rédaction de cet article, il n'existe non seulement aucune norme technique minimale sur le terrain, mais également aucune proposition de processus détaillant leurs futures modalités d'élaboration.

La production et la curation rapide de normes techniques minimales permettent en grande partie d'évaluer la qualité, la rigueur et l'application pratique actuelle des connaissances liées à n'importe quel sous-secteur de l'action humanitaire (que ce soit l'eau et l'assainissement, l'approvisionnement en espèces, la fourniture d'abris ou la protection). D'après cette mesure, le

in large part, by the creation and timely curation of minimum technical standards. By this metric, the sub-sector of HIAs utilizing ICTs and other digital platforms is still in its infancy.

Three steps need to occur with the support of donors, UN agencies, NGOs, and – most of all – local agencies and communities if the minimum technical standard gap – arguably the most crucial knowledge gap of all in this area – is to be addressed. First, there must be an effort to agree what rights affected communities have in the context of information during disaster and what ethical obligations practitioners have to realize them. The Harvard Humanitarian Initiative's Signal Program's Signal Code project, which the authors work on, represents an example that could provide a starting point for this effort¹⁶. Second, there must be a determination made of which sub-domains of HIAs, such as remote sensing, biometrics, etc., needs specific minimum technical standards most urgently. Third and finally, representative stakeholders from the relevant communities that are either engaged in HIAs or affected by them must be brought together in an intensive convening to begin to agree a roadmap forward.

« Ces questions sont autant (voire davantage) d'ordre politique et économique que d'ordre technologique. »

"These issues are as a political and economic as much as – or maybe even more so – than they are technological ones."

— 19. Ben Parker, « Security lapses at aid agency leave beneficiary data at risk », *IRIN*, 27 novembre 2017, <https://www.irinnews.org/investigations/2017/11/27/security-lapses-aid-agency-leave-beneficiary-data-risk>

— 16. Greenwood et al., "The Signal Code: A Human Rights Approach to Information During Crisis".

sous-secteur des activités d'information humanitaire utilisant les TIC et d'autres plates-formes numériques en est encore à ses balbutiements.

Avec le soutien des donateurs, des organismes des Nations unies, des ONG, mais surtout des organisations et des communautés locales, trois mesures doivent être prises afin de combler le manque de normes techniques minimales, qui est sans doute l'écart de connaissances le plus crucial dans ce domaine. Il convient tout d'abord de déterminer les droits dont disposent les communautés touchées dans le cadre de l'information en situation de catastrophe, ainsi que les obligations éthiques des praticiens en vue de leur réalisation. Le projet *Signal Code* du programme Signal de Harvard Humanitarian Initiative, sur lequel travaillent les auteurs, constitue un exemple qui pourrait servir de point de départ à cet effort²⁰. Il convient également de déterminer quels sous-domaines des AIH (comme la télédétection, la biométrie, etc.) ont le plus rapidement besoin de normes techniques minimales. Il faut enfin réunir les parties prenantes représentatives des communautés concernées ou engagées dans les AIH afin de commencer à convenir d'une feuille de route.

Pour conclure, une partie du défi réside dans le fait que ces questions sont autant (voire davantage) d'ordre politique et économique que d'ordre technologique. Quoi qu'il en soit, la communauté humanitaire doit d'ores et déjà s'intéresser à ces dynamiques diverses en menant une action concertée, intégrée et unifiée. La première étape consiste à lever le voile de la nouveauté supposée de ces outils et méthodes désormais courants qui a trop longtemps séparé ces « nouvelles » technologies des normes traditionnelles grâce auxquelles le terrain mesure l'efficacité et le professionnalisme de l'action humanitaire.

Traduit de l'anglais par Sophie Jeangeorges

In closing, part of the challenge is that these issues are as a political and economic as much as – or maybe even more so – than they are technological ones. Regardless, the humanitarian community should begin now to address these diverse dynamics through concerted, integrated, and unified action. The first step is to lift the veil of supposed newness from these now mainstream and commonplace tools and methods that has too long separated these “new” technologies from the traditional standards by which the field measures effective and professional humanitarian action.

— 20. Greenwood et al., *The Signal Code: A Human Rights Approach to Information During Crisis*, op. cit.

Biographies



DANIEL SCARNECCHIA

Chercheur au programme Signal sur la sécurité humaine et la technologie de Harvard Humanitarian Initiative. Daniel se focalise sur les standards, l'éthique, et la gouvernance des données et technologies dans le secteur humanitaire, ainsi que sur l'impact de la technologie sur les crises et sur l'aide humanitaire. Daniel est titulaire d'un Master d'affaires publiques et internationales et de la sécurité humaine de l'université de Pittsburgh, et d'une licence en histoire de l'université d'Albany.

A researcher at Harvard Humanitarian Initiative's Signal Program on Human Security and Technology.

Daniel focuses on the standards, ethics, and governance of data and technology in the humanitarian sector, as well as the impact of technology on crises and humanitarianism. Daniel holds a Master's degree in Public and International Affairs-Human Security from the University of Pittsburgh, and a BA in History from the University at Albany.

NATHANIEL RAYMOND

Directeur-fondateur du programme Signal sur la sécurité humaine et la technologie de Harvard Humanitarian Initiative (HHI). Il possède plus de quinze années d'expérience en tant que travailleur humanitaire et enquêteur des droits de l'Homme. Nathaniel était précédemment directeur des opérations pour le Satellite Sentinel Project de HHI, fondé par George Clooney. Raymond a occupé plusieurs postes avec Oxfam en Afghanistan, au Sri Lanka ou en Éthiopie. En 2010, il fut nommé Rockwood National Security and Human Rights Reform Fellow, et en 2013, PopTech Social Innovation Fellow.

En 2012, Raymond et ses collègues du programme Signal ont reçu le prix d'excellence pour l'intelligence industrielle de la fondation d'Intelligence Géospatiale aux États-Unis.

The founding Director of the Signal Program on Human Security and Technology at the Harvard Humanitarian Initiative (HHI). He has over fifteen years of experience as a humanitarian aid worker and human rights investigator. Raymond was formerly director of operations for the George Clooney-founded Satellite Sentinel Project (SSP) at HHI. Raymond served in multiple roles with Oxfam in Afghanistan, Sri Lanka or Ethiopia. He was a 2010 Rockwood National Security and Human Rights Reform Fellow, and a 2013 PopTech Social Innovation Fellow. Raymond and his Signal Program colleagues received the 2012 U.S. Geospatial Intelligence Foundation Industry Intelligence Achievement Award.

Utilisation des technologies de l'information et de la communication : favoriser les bonnes pratiques

Fostering good practices in the use of information and communications technologies

Maëve de France et Nina-Flore Eissen • CartONG



MAËVE
DE FRANCE



NINA-FLORE
EISSEN

Intégrer l'utilisation des nouvelles technologies au sein d'une ONG ne s'improvise pas. C'est le message essentiel que font passer ici Maëve de France et Nina-Flore Eissen. S'appuyant sur la forte expérience de CartONG, les deux auteures exposent de solides recommandations à l'attention du secteur humanitaire.

Chez CartONG¹, dans le cadre du travail que nous menons depuis 2006 dans ce domaine, nos équipes n'ont pas seulement observé les progrès que les technologies de l'information et de

— 1. CartONG est une ONG française de type « H2H » ou « Humanitarian to Humanitarian » [NDLT: ce terme décrit le travail des humanitaires qui fournissent des services à d'autres acteurs du secteur humanitaire]. Fondée en 2006, elle est spécialisée dans la mise à disposition de services de cartographie et de gestion de l'information.

Integrating the use of new technologies within an NGO cannot be improvised. This is the key message Maëve de France and Nina-Flore Eissen pass on here. The two authors present strong recommendations for the humanitarian sector based on CartONG's significant experience in the subject.

In our work in this area since 2006, we at CartONG¹ have not only seen the advances that information and communications technologies (ICTs) have generated for the sector. They also witnessed the direct and indirect negative or unwanted impacts of new technologies for humanitarian organisations and for beneficiaries themselves. As an actor using and promoting these tools on a day-to-day basis, fostering best practi-

— 1. CartONG is a French "Humanitarian to Humanitarian" (H2H) NGO created in 2006 that specialises in providing mapping and information management services.

la communication (TIC) ont favorisés dans le secteur. Elles ont également été témoins des effets négatifs ou non désirés, directs et indirects, des nouvelles technologies pour les organisations humanitaires comme pour les bénéficiaires eux-mêmes. En tant qu'acteur qui utilise et promeut ces outils au quotidien, il nous semble essentiel de faciliter l'application de bonnes pratiques dans le but de garantir une utilisation adéquate des TIC.

Partir sur de bonnes bases

Nous avons identifié un problème récurrent au sein des grandes organisations humanitaires: la tendance à essayer de trouver une bonne occasion pour employer la dernière technologie sortie – comme les drones ou la blockchain tout récemment² –, au lieu de tester et de sélectionner un outil après avoir examiné les besoins des utilisateurs en premier lieu. La mission de définir les besoins qui correspondront à tous les contextes pertinents peut souvent se révéler impossible, et finir par ouvrir la boîte de Pandore qui nous amène à réviser toutes les politiques de l'organisation pour les rendre compatibles avec l'outil à disposition. C'est une étape que la plupart des organisations espèrent pouvoir éviter. Cependant, toute initiative de moyenne ou de grande envergure impliquant l'usage des TIC doit nécessairement commencer par rassembler le personnel concerné en début de projet, dans le but de définir la direction qu'il va prendre. Il est également capital de prendre en compte la pérennité du projet en l'intégrant dans le cadre d'une stratégie organisationnelle, plutôt que d'en faire un outil supplémentaire qui sera spécifique à un projet et ne sera plus réutilisé par la suite.

— 2. Pour en savoir plus à propos de l'utilisation des drones et de la blockchain dans le secteur humanitaire, voir notamment <http://drones.fsd.ch/> et <https://techsgood.org/beyond-the-hype-blockchain-for-humanity-4ce56d17de24>
Lire également, dans ce numéro, Michiel Hofman, « Drones humanitaires: des outils utiles, une image toxique », p. 88 et la rubrique « Innovations », p. 118 [NDLR].

es to ensure the adequate use of ICTs is to us essential.

Getting it right from the start

A frequent issue that we have encountered in large humanitarian organisations is the tendency to try and find a good use case for the latest technology – the most recent cases being drones and blockchain for instance² – instead of testing and selecting a tool after having first explored users' needs. Defining requirements that will suit all relevant contexts can often turn out to be a conundrum and can be akin to opening Pandora's box, requiring organisational policies to be revised to make them compatible with the tool at hand – a step that most organisations hope to avoid. However, it is a necessary starting point for any medium-to-large scale ICT initiative to bring together the relevant staff at the beginning of the project to define the direction it will take. It is also key to consider the sustainability of the project by including it in the organisational strategy rather than it being yet another non-reusable project-specific tool.

« Définir les besoins qui correspondront à tous les contextes pertinents peut souvent se révéler impossible. »

“Defining requirements that will suit all relevant contexts can often turn out to be a conundrum.”

A good way to go about it is to adopt agile methodology³, initially created for software development. It aims to help developers put themselves in the shoes

— 2. To find out more about the use of UAVs and blockchain in the humanitarian sector, see for example <http://drones.fsd.ch> and <https://techsgood.org/beyond-the-hype-blockchain-for-humanity-4ce56d17de24>

Read also, in this issue, Michiel Hofman, “Humanitarian drones: useful tool, toxic image”, p. 88 and the section “Innovations”, p. 118 (editor's note).

— 3. For more information on agile methodology, see the “Manifesto for Agile Software Development”: <http://agilemanifesto.org/>

Une bonne manière de procéder est d'adopter la méthodologie Agile³, initialement créée pour développer des logiciels. Celle-ci vise à aider ceux qui programment les outils à se mettre à la place des utilisateurs finaux, en utilisant le concept de « scénarios utilisateurs » compris par les deux parties et construits progressivement, au fil du temps. L'approche se différencie de la méthode plus traditionnelle de rédaction – en début de projet – d'un document immuable compilant des besoins qui ne sont parfois même pas correctement compris par les développeurs de l'outil. L'utilisation de la méthodologie Agile a été capitale dans le cadre de l'un de nos projets menés avec la Fondation suisse Terre des hommes (TDH) pour la protection de l'enfance. Pour ce projet, nous n'avons pas souhaité mettre au point un outil, mais identifier le meilleur outil existant qui pourrait satisfaire aux besoins très divers des travailleurs sociaux de l'organisation désireux d'assurer le suivi des services. L'identification de 9 représentants d'utilisateurs – issus de différents contextes et volontaires pour creuser ensemble le sujet des besoins – a mis en évidence un consensus à propos des conclusions de l'étude. Et ce consensus s'est révélé plus solide qu'il ne l'aurait été si une approche plus traditionnelle avait été adoptée: en effet, les utilisateurs ont saisis le contexte général et commencé à comprendre les implications de leurs demandes⁴.

Au-delà de la méthodologie de projet utilisée, une organisation aura davantage intérêt – y compris financier – à développer un outil de A à Z plutôt que d'en customiser un existant dans la mesure où les experts-utilisateurs impliqués tout au long du processus s'assurent que l'outil est aussi simple d'utilisa-

of the end users through the concept of "user stories", which are understood by both parties and built incrementally over time. The approach differentiates itself from the more traditional method of writing an unalterable document at the beginning of the project, compiling requirements that might not even be properly understood by the tool developers. Using agile methodology was key in one of our projects with the Swiss child protection NGO Fondation *Terre des hommes* (TDH), in which the aim was not to develop a tool but to actually find the best existing tool that would fit the very diverse needs of the organisation's social workers wishing to manage the follow-up of services. Getting nine user representatives from different contexts to determine their requirements together meant that there was a stronger consensus on the conclusions of the study than there would have been with a more traditional approach, as users saw the bigger picture and began to understand the implications of what they were asking for⁴.

Beyond the project methodology that is used, an organisation will have more interest – including financial – to develop a tool from scratch rather than to customise an existing one to the extent that user experience (UX) experts involved throughout the process will make sure the tool is as easy to use as possible and relevant to the different contexts the teams want it to be used in (for instance, low bandwidth or low technology literacy).

Making internal capacity-building a real organisational strategy

Although some innovative skill concerning ICTs can be mastered in a few days, like using mobile devices instead of paper data collection for surveys⁵, others

— 3. Pour en savoir plus au sujet de la méthodologie Agile, voir le *Manifeste pour le développement Agile de logiciels*: <http://agilemanifesto.org/iso/fr/manifesto.html>

— 4. Terre des hommes, *Choosing a digital Case Management tool for Child Protection: Findings from the Terre des hommes study*, avril 2017, www.tdh.ch/en/media-library/documents/digital-case-management-tool

— 4. Terre des hommes, *Choosing a digital Case Management tool for Child Protection: Findings from the Terre des hommes study*, April 2017: www.tdh.ch/en/media-library/documents/digital-case-management-tool

— 5. See for example the related documentation and training material that we have produced to help NGOs

tion que possible et pertinent dans les différents contextes dans lesquels les équipes souhaiteront l'utiliser (lorsque la bande passante ou la culture technologique sont faibles, par exemple).

Renforcement des capacités en interne : une véritable stratégie organisationnelle

Bien que certaines compétences innovantes en matière de TIC peuvent être maîtrisées en quelques jours – comme l'utilisation des dispositifs mobiles plutôt qu'une collecte des données par sondage papier⁵ –, d'autres peuvent être beaucoup plus compliqués à apprendre. À titre d'exemple, produire une « jolie » carte signifie qu'il faudra avoir passé proportionnellement beaucoup plus de temps à se former, pour pouvoir ensuite utiliser correctement le logiciel de cartographie. Si l'ampleur du projet permet de recruter des cartographes en interne, ce ne sera pas un problème, puisqu'ils arriveront déjà formés. En revanche, former les membres du personnel qui ne sont pas cartographes à l'usage de ces outils peut se révéler trop ambitieux, sauf s'ils sont véritablement férus de technologies. Très souvent, ils n'auront pas le temps de produire régulièrement des cartes (et de mettre à jour leurs compétences), ou alors l'organisation prendra le risque de perdre ces compétences en raison du renouvellement du personnel. Dans le secteur humanitaire, où c'est un problème très répandu, il peut parfois être plus durable de s'en tenir à des outils plus simples – et qui produisent une analyse moins avancée et moins brillante, quand bien même cela peut se révéler frustrant – pour s'assurer qu'il existe un socle de compétences fondamentales pouvant être créé facilement. Pour les organisations qui disposent des financements, une autre approche reviendrait à externaliser le dévelop-

— 5. Voir, par exemple, la documentation et les supports de formation que nous avons produits à ce sujet pour aider les ONG à acquérir ces compétences plus facilement : CartONG et Terre des hommes, *Boîte à outils pour la collecte de données sur mobile (MDC). Un guide pour l'utilisation du MDC dans le domaine humanitaire et du développement*, <https://www.mdc-toolkit.org>

can be much more complex to learn. For instance, producing a “nice” map means spending proportionally much more time in terms of capacity building to be able to use the mapping software properly. If you have the scope in your projects for in-house cartographers, this will not be a problem as they will come ready-trained. However, training staff who are not cartographers in the use of these tools might be a bit of overkill except if they are very tech-savvy. They very frequently either will not have the time required to produce maps on a regular basis (and maintain their skills), or the organisation will run the risk of losing those skills due to turnover. In the humanitarian field, where this is a very common issue, it can sometimes be more sustainable to either stick to more basic tools – with less advanced and enticing analysis as outputs, however frustrating it might be – in order to make sure there is a common foundation of skills. For organisations with the funding, another approach might be to outsource the development of more advanced products to specialists at headquarters (HQ) when possible, or with relevant partners.

« Former les membres du personnel qui ne sont pas cartographes à l'usage de ces outils peut se révéler trop ambitieux. »

“Training staff who are not cartographers in the use of these tools might be a bit of overkill.”

Once an organisation has a clear strategy in place on the ICTs it needs and is capable of maintaining over time, it is easier to set up support at scale, by making the necessary resources and remote

acquire these skills more easily: CartONG & Terre des hommes, *Mobile Data Collection Toolkit: A guidance for the use of MDC in the humanitarian and development field*, <https://www.mdc-toolkit.org>

pement de produits plus avancés à des spécialistes basés au siège, si possible, ou bien à des partenaires pertinents.

Une fois qu'une organisation a défini une stratégie claire vis-à-vis des TIC dont elle a besoin, et qu'elle est capable de l'appliquer au fil du temps, il est plus simple de mettre en place un appui à grande échelle. Cela peut se faire en mettant à disposition les ressources et la téléassistance nécessaires; en produisant des modèles d'outils que le terrain pourra ensuite adapter; en organisant des formations dans le pays même; en prévoyant des webinaires à distance pour rafraîchir les connaissances des utilisateurs⁶; et en mettant en place des communautés de pratique ou toute autre action dont les équipes de terrain tirent avantage en vue d'assurer la mise en œuvre. Cela doit être soigneusement réfléchi au niveau du siège, avec la participation active des équipes de terrain, dans le but de garantir que ce qui est mis en place est compatible avec leurs besoins et leurs contraintes (problèmes logistiques, tels que la connectivité, le manque de temps à consacrer au renforcement des capacités, ou le renouvellement du personnel).

Protection des données versus efficacité opérationnelle ?

Trouver l'équilibre entre efficacité opérationnelle et protection des données personnelles des populations vulnérables que l'on souhaite aider est très compliqué pour les ONG. En effet, ces deux dimensions peuvent sembler contradictoires au premier abord, notamment en période de grandes avancées technologiques pouvant offrir de nouvelles perspectives en matière d'efficacité. Cependant, il est absolument nécessaire que notre communauté démythifie l'idée selon laquelle, parce que « nous sommes dans l'urgence »,

support available, producing templates of tools that the field can then adapt, setting up in-country training, planning remote webinars as refreshers⁶ and communities of practise or any other action that field teams will benefit from for successful implementation. This needs to be thought out carefully at HQ with a strong involvement from the field, to make sure that what is set up is compatible with both its needs and constraints (logistical issues such as connectivity, lack of time for capacity building or staff turnover).

Data protection versus operational efficiency?

Finding the balance between operational efficiency and protecting the personal data of the vulnerable populations you want to help is very tricky for NGOs, as the two can be seen as contradictory on initial examination, especially in a period of huge technological advances that can offer new ways of being effective. However, there is a stark need for our community to deconstruct the myth that because "we are in an emergency", using ICTs does not need to be thought through carefully before implementation. The tools' potential impact should be evaluated, respecting "do no harm" principle. Organisations should strive to build a culture which places the necessary safeguards at the core of their DNA and promotes their implementation everywhere they operate.

On the ethical side, this will of course require extra precautions in terms of procedures such as making sure that only data which is absolutely needed is collected during a project and that the beneficiaries have given their consent to the use of personal data. It is important to make sure that data protection principles are embedded in the tools being developed – that is to say ensur-

— 6. CartONG, *CartONG is developing new ways of training UNHCR staff in the field through content-driven and exercise-oriented webinars*, novembre 2017, www.cartong.org/news/cartong-developing-new-ways-training-unhcr-staff-field-through-content-driven-and-exercise

— 6. CartONG, *CartONG is developing new ways of training UNHCR staff in the field through content-driven and exercise-oriented webinars*, November 2017, www.cartong.org/news/cartong-developing-new-ways-training-unhcr-staff-field-through-content-driven-and-exercise

l'usage des TIC ne devrait pas être soigneusement réfléchi avant la mise en œuvre. L'éventuel impact des outils devrait être évalué dans le respect du principe de « ne pas nuire ». Les organisations devraient s'efforcer de favoriser une culture qui inscrit les mesures de sécurité nécessaires au cœur de leur ADN et promeut leur mise en œuvre partout où elles interviennent.

D'un point de vue éthique, il est certain que cela demandera des précautions supplémentaires en matière de procédures, comme de s'assurer que seules les données absolument nécessaires sont collectées dans le cadre d'un projet, et que les bénéficiaires ont consenti à ce que leurs données personnelles soient utilisées. Il est important de s'assurer que les principes de la protection des données sont ancrés dans les outils mis en place. Autrement dit, il s'agit de garantir que l'accès aux données est réservé aux personnes désignées et qu'elles font l'objet de mesures de sécurité adéquates. À cette fin, on pourra consulter l'excellent manuel du CICR⁷ ainsi que le site internet sur les Données responsables (*Responsible Data*)⁸ pour mieux comprendre ces questions. Pour que cela fonctionne, il est au préalable nécessaire que l'ensemble du personnel – et pas uniquement le service informatique, comme c'est souvent le cas – soit conscient des enjeux et qu'il ait accès aux ressources permettant de l'aider à améliorer ses pratiques quotidiennes⁹.

— 7. Christopher Kuner et Massimo Marelli, *Handbook on Data Protection in Humanitarian Action*, publié par l'organisation Brussels Privacy Hub et le Bureau de la protection des données du Comité international de la Croix-Rouge (CICR), juillet 2017, www.icrc.org/en/publication/handbook-data-protection-humanitarian-action

— 8. La communauté des Données responsables (*Responsible Data*) met au point des techniques de gestion des effets indésirables de l'utilisation des données dans le cadre des efforts promouvant le changement social. Elle définit les meilleures pratiques et partage ses approches avec les principaux intellectuels et professionnels de différents secteurs. Pour en savoir plus : <https://responsibledata.io>

— 9. Voir, par exemple, le travail ci-dessous réalisé pour Terre des hommes dans le but d'améliorer les pratiques de l'organisation en matière de protection des données, avec un kit de démarrage, des tutoriels

« L'éventuel impact des outils devrait être évalué dans le respect du principe de "ne pas nuire". »

"The tools' potential impact should be evaluated, respecting 'do no harm' principle."

ing only the right people have access and with the relevant level of security. To this end, anyone seeking a better understanding of these issues can refer to the great ICRC handbook⁷ as well as the Responsible Data website⁸. The prerequisite for this to work is for all staff – and not just those in IT, as is often the case – to be aware of the stakes and have access to resources to help them improve their day-to-day practices⁹. It is also necessary to always consider and assess the impact that a loss or breach of data could entail before launching any data collection project – in particular as there will almost certainly be technological advances in the future that will make the data protection measures currently being established irrelevant.

Beyond the ethical aspects, EU-based NGOs (or NGOs with beneficiaries in the EU) that have never heard the abbreviation "GDPR" should start researching the matter. The EU General Data Protection Regulation, effective since May 25th, 2018, has had a huge impact on the way NGOs – but also generally all com-

— 7. Christopher Kuner & Massimo Marelli, *Handbook on Data Protection in Humanitarian Action*, published by the Brussels Privacy Hub and the Data Protection Office of the International Committee of the Red Cross (ICRC), July 2017: www.icrc.org/en/publication/handbook-data-protection-humanitarian-action

— 8. The Responsible Data community develops practical ways to deal with the unintended consequences of using data in social change work, establishes best practices and shares approaches between leading thinkers and doers from different sectors. To know more: <https://responsibledata.io>

— 9. See for example this work done for *Terre des hommes* to help improve their practices on data protection, with a starter kit on data protection, tutorials for field teams and an self-evaluation tool: www.mdc-toolkit.org/data-protection-starter-kit

Il est également nécessaire de toujours envisager et d'évaluer l'impact qu'une perte ou un piratage concernant les données pourrait avoir, avant de lancer un projet de collecte de données quelconque – notamment parce qu'il est presque certain qu'il y aura à l'avenir des avancées technologiques qui rendront obsolètes les mesures de protection des données qui sont mises en place aujourd'hui.

Au-delà de l'aspect éthique, les ONG basées dans l'Union européenne (UE) – ou bien les ONG ayant des bénéficiaires dans l'UE – qui n'ont jamais entendu parler de l'abréviation « RGPD » devraient commencer à faire des recherches à ce sujet. En vigueur depuis le 25 mai 2018, ce Règlement général sur la protection des données de l'UE a eu un impact énorme sur la manière dont les ONG – mais aussi plus largement toutes les entreprises ou organisations – gèrent les données personnelles (et ce, même pour celles qui ont déjà mis en place de solides pratiques de protection des données). Cela a des implications, entre autres, dans le domaine des ressources humaines – car il faut maintenant identifier un agent de protection des données –, et vis-à-vis des contacts avec les bénéficiaires et les bailleurs de fonds, qui auront désormais des droits bien plus étendus en ce qui concerne les données personnelles dont les organisations disposent à leur sujet. La nouvelle réglementation a également un impact en informatique (avec, par exemple, l'obligation de garantir que les outils sont sécurisés) et sur les compétences (notamment sur la manière dont les données personnelles sont gérées). Bien que cela représente une avancée majeure en ce qui concerne les droits des populations vulnérables, qui auraient déjà dû être ancrés dans les pratiques des ONG il y a bien longtemps, il s'agit très certainement du plus grand impact de la décennie en matière de gestion des données.

conçus pour les équipes de terrain et un outil d'autoévaluation : www.mdc-toolkit.org/data-protection-starter-kit

panies and organisations – manage personal data (even for those that already have good data protection practices in place). It has implications, amongst other aspects, in human resources – with the need to identify a data protection officer – and for contacts with beneficiaries and donors, who now have much more extensive rights concerning the personal data that organisations possess about them. The newly introduced regulation also has an impact on IT – for instance an obligation to ensure tools are secure, and on skills – specifically on the way personal data is managed. Although this is great progress concerning the rights of vulnerable populations, which ought to have been embedded in NGO practices for many years, it is most certainly having the biggest impact of the decade in terms of data management, and the whole sector will need to muster up its courage and resources to comply.

Improving access to new technologies

Increasing “access” to relevant new technologies in the humanitarian sector whenever possible and ensuring that these technologies have the desired impact can involve multiple components. The issue of access to data is the key challenge raised by ICTs, for which the added value of the tool depends on the wealth of data it makes accessible. Many initiatives exist, such as UNOCHA's Humanitarian Data Exchange¹⁰ and Relief Web¹¹ platforms for the sharing of data and information, as well as OpenStreetMap¹² (the “Wikipedia of maps”), which has huge added value in the humanitarian sector in particular, as the areas of interventions are often of no great interest to commercial enterprises like Google and therefore not prioritised. These platforms' relevance however depends quite a bit on the willingness of

— 10. UNOCHA: Office for the Coordination of Humanitarian Affairs. Humanitarian Data Exchange <https://data.humdata.org/>

— 11. ReliefWeb: <http://reliefweb.int>

— 12. OpenStreetMap: www.openstreetmap.org

L'ensemble du secteur devra prendre son courage à deux mains et mobiliser les ressources nécessaires pour garantir la conformité avec la réglementation.

Améliorer l'accès aux nouvelles technologies

Le fait d'améliorer l'« accès » aux nouvelles technologies pertinentes dans le secteur humanitaire chaque fois que cela s'avère possible, et de garantir que ces technologies produisent l'impact désiré, peut impliquer diverses composantes.

La question de l'accès aux données représente le principal défi soulevé par des TIC pour lesquelles la valeur ajoutée de l'outil dépend de l'abondance des données que celui-ci rend accessibles. On répertorie beaucoup d'initiatives, telles que les plates-formes Humanitarian Data Exchange¹⁰ et Relief Web¹¹ du Bureau de la coordination des affaires humanitaires (BCAH) de l'ONU pour le partage des données et des informations, ainsi que la plate-forme OpenStreetMap¹² (« l'encyclopédie Wikipédia des cartes »). Cette dernière présente une très grande valeur ajoutée pour le secteur humanitaire en particulier, car les zones d'intervention ont souvent un intérêt minime pour les entreprises commerciales telles que Google, qui ne leur donnent donc pas la priorité. Pour autant, la pertinence de ces plates-formes dépend beaucoup de la volonté des principaux acteurs de partager les données qu'ils génèrent avec le reste de la communauté : tout le monde est d'accord sur le principe, mais en pratique cela se révèle souvent beaucoup plus compliqué. Les données ne sont jamais suffisamment parfaites et documentées ; et nous sommes toujours accaparés par d'autres priorités, plus urgentes que leur publication. Lorsque le projet n'est pas spécialement mené dans le but de produire des données au bénéfice du secteur, il revient souvent aux individus

key stakeholders to share the data they produce with the community: everyone agrees in principle, but in practice it is often much more complicated. Data is never perfect and documented enough, and publishing it is far from being the first priority. When the project is not specifically geared towards producing data for the sector, it often comes down to individuals spearheading the campaign to share their organisation's data rather than the organisation having a real policy and procedures set up for this, even though it would be a great way of fostering data sharing and access.

Let us not forget while implementing all these ICTs that we can also unconsciously increase the divide between populations well-drilled in new technologies and those that are less so. The consequences of leapfrogging to smartphones without adopting computers first, in many areas of the world, are a key example: local populations – and staff – are often more versed in using mobile tools such as cash transfer or mobile banking than INGO HQ countries but have more limited skills on desktop applications such as spreadsheets and word processing. In a toolkit we produced last year to facilitate the adoption of ICTs by small non-profit organisations, of the 14 tool-oriented one-page documents produced, only three were for use on a computer¹³. Beyond that, for ICTs which require that beneficiaries take an active part in their use (SMS-based systems, cash transfer, biometrics, etc.), an NGO might unintentionally shut out those who need their help the most (because of ICT literacy level gaps due to age or gender for example) or else those who might have cultural reasons to challenge the technologies used (e.g. taking pictures of beneficiaries not being acceptable in some contexts).

— 10. Humanitarian Data Exchange: <https://data.humdata.org/>

— 11. ReliefWeb: <http://reliefweb.int>

— 12. OpenStreetMap: www.openstreetmap.org

— 13. CartONG pour l'Agence des Micro Projets (AMP) de La Guilde, *Boîte à outils pour utiliser les nouvelles technologies dans le cadre de microprojets*, 2017: <https://mediatheque.agencemicroprojets.org/boite-outils-ntic-microprojets/>

de mener une campagne en faveur du partage des données de leur organisation, plutôt que de demander à celle-ci d'élaborer une véritable politique, ainsi que des procédures à cette fin – même si cela serait une excellente manière de favoriser le partage et l'accès aux données.

N'oublions pas que, pendant que nous mettons en œuvre toutes ces TIC, nous pouvons également accentuer inconsciemment le fossé entre les populations qui sont bien au fait des nouvelles technologies et celles qui le sont moins. Dans beaucoup de régions du monde, les conséquences d'un passage aux smartphones sans d'abord adopter les ordinateurs constituent un exemple clé : les populations locales – et le personnel – savent souvent mieux utiliser les outils mobiles (comme les transferts monétaires ou les services bancaires mobiles) que les individus des pays dans lesquels les sièges des ONG internationales sont établis, même si leurs compétences sont souvent plus limitées pour ce qui est des applications de bureau telles que les tableurs ou les logiciels de traitements de texte. Dans le cadre d'un projet de boîte à outils que nous avons mené l'année dernière dans le but de faciliter l'adoption des TIC par les petites organisations à but non lucratif, seulement 3 des 14 fiches élaborées – longues d'une page et axées sur l'outil – étaient consacrées à une utilisation de l'outil *via* ordinateur¹³. Au-delà de cet aspect, pour les TIC qui exigent que les bénéficiaires participent activement à leur utilisation (systèmes reposant sur les SMS, transferts monétaires, biométrie, etc.), une ONG peut sans le vouloir exclure ceux qui ont le plus besoin de leur aide (du fait de lacunes en termes de niveau de connaissances en informatique en raison de l'âge ou du genre, par exemple), ou bien ceux qui pourraient vouloir remettre en question les technologies

In addition to the question of users' technical access, the choice of a given tool will also need to be aligned with how long it is to be used for: is it just for a temporary need or will it be used regularly? Will the tool be transferred to local authorities and/or communities – therefore creating responsibility in choosing a cost-efficient and user-friendly solution? Is there an open source tool out there that would satisfy the needs? All these questions relate to how accessible the tool needs to be, to make adoption by the right people possible and cost-effective not just for the project but also across the whole sector. For this to be possible, it is important for implementing organisations and donors financing ICTs to try and always see their project through the prism of this access, by favouring relevant tools but also publishing studies, feedback (whether positive or not so positive) and organising conferences on the subject to facilitate the adoption of the tool by the sector at large.

There are many challenges associated with the use of ICTs in the humanitarian and development sector, however none of them is unsurmountable. A big difference can already be made by designing durable and user-friendly tools which satisfy the needs of their users, or by making capacity-building an in-house strategy so organisations can better limit the negative effects of high staff turnover in the sector and can maintain their tools over time. Humanitarian organisations also ought to be exemplary in implementing effective responsible data practises, in particular for work relating to vulnerable populations. Additionally, all humanitarian and development actors should consider improving – in the case of donors that means funding – access to new technologies throughout the sector; including by supporting open-source resources and data sharing initiatives whose impact is obvious although difficult to evaluate in the short run. The tension between wanting to benefit from the positive impacts of

— 13. CartONG pour l'Agence des Micro Projets (AMP) de La Guilde, *Boîte à outils pour utiliser les nouvelles technologies dans le cadre de microprojets*, 2017: <https://mediatheque.agencemicroprojets.org/boite-outils-ntic-microprojets/>

utilisées pour des raisons culturelles (par exemple, prendre les bénéficiaires en photo n'est pas acceptable dans certains contextes).

Outre la question de l'accès technique pour les utilisateurs, le choix d'un outil donné devra également être conforme à l'aspect durable que nous pensons qu'il devrait avoir: s'agit-il seulement d'un besoin unique ou bien son utilisation sera-t-elle régulière? L'outil sera-t-il transféré aux autorités locales et/ou aux communautés – créant ainsi une responsabilité concernant le choix d'une solution qui devrait être rentable et facile à s'approprier? Existe-t-il un outil libre (*open source*) qui permettra de satisfaire les besoins? Toutes ces questions sont liées au degré d'accessibilité que nous souhaitons conférer à l'outil, en vue de faciliter son adoption par les bonnes personnes et pour en garantir la rentabilité, que ce soit au niveau du projet ou du secteur. Pour que cela soit possible, il est important pour les organismes d'exécution et les bailleurs de fonds qui financent les TIC de toujours essayer d'envisager leur projet au prisme de l'accès, en préférant non seulement les outils pertinents, mais aussi en publiant des études et les retours obtenus (bons ou moins bons), ainsi qu'en organisant des conférences sur le sujet dans le but de faciliter l'adoption de l'outil par l'ensemble du secteur.

On recense beaucoup de défis associés à l'utilisation des TIC dans le secteur de l'humanitaire et du développement; toutefois, aucun d'eux n'est impossible à relever. Nous pouvons d'ores et déjà faire une grande différence en mettant au point des outils durables, faciles à utiliser par les utilisateurs, et qui répondent à leurs besoins; ou bien en faisant du renforcement des capacités une stratégie en interne, de sorte que les organisations parviennent mieux à limiter les effets négatifs du renouvellement rapide du personnel dans le secteur, et à entretenir leurs outils dans la durée. Les organisations humanitaires devraient également être exemplaires en ce qui

new technologies, while acknowledging the limitations that come with their use is an important and everlasting issue which should keep on being explored, especially as new tools and innovations are introduced and continue to be introduced in the sector.

« Les organisations humanitaires devraient également être exemplaires en ce qui concerne la mise en œuvre de pratiques efficaces et responsables. »

“Humanitarian organisations also ought to be exemplary in implementing effective responsible data practises.”

If you want to learn more about these topics, join CartONG during the 2018 GeOnG Forum (in Chambéry, France, from October 29th to October 31st, 2018) for three days of in-depth discussions on new technologies in the humanitarian and development sector at. This humanitarian data forum is dedicated to examining the use of mapping, mobile technology and information management in the humanitarian and development sector. It is held every two years by CartONG and is structured around a combination of round-tables, workshops and expert talks to share experience, good practices, technical knowledge and innovative solutions with the greater humanitarian community.

concerne la mise en œuvre de pratiques efficaces et responsables concernant les données, notamment dans le cadre de leur travail avec les populations vulnérables. Par ailleurs, tous les acteurs du secteur de l'humanitaire et du développement devraient envisager d'améliorer – dans le cas des bailleurs de fonds, cela se traduit en termes de financements – l'accès aux nouvelles technologies dans l'ensemble du secteur, notamment en soutenant les ressources libres (*open source*) et les initiatives de partage des données dont l'impact est évident, bien que difficile à évaluer à court terme. La tension qui existe entre le désir de bénéficier des effets positifs des nouvelles technologies et la nécessité de reconnaître les limites de leur utilisation pose une question importante, et éternelle, qui devrait être explorée plus avant, alors même que de nouveaux outils et innovations continuent et continueront d'être introduits dans le secteur.

Traduit de l'anglais par Méline Bernard

Si vous souhaitez en savoir plus sur ces sujets, rejoignez CartONG lors du Forum GeOnG 2018 (Chambéry, France, du 29 au 31 octobre 2018) pour 3 jours de discussion approfondie sur le thème des nouvelles technologies dans le secteur de l'humanitaire et du développement. Ce Forum des données humanitaires est dédié à l'examen de l'utilisation de la cartographie, des technologies mobiles et de la gestion de l'information dans le secteur de l'humanitaire et du développement. Organisé tous les deux ans par CartONG, il repose sur un ensemble de tables rondes, d'ateliers et de débats avec des experts. Son objectif est de partager les expériences, les bonnes pratiques, les connaissances techniques et les solutions innovantes avec l'ensemble de la communauté humanitaire.

Biographies



MAËVE DE FRANCE

Maëve travaille pour CartONG depuis 3 ans en qualité de cheffe de projet chargée de la gestion de l'information. Elle est titulaire d'un master en Système d'information géographique de l'Université Panthéon-Sorbonne. Dans le cadre de ses fonctions, Maëve travaille avec de nombreux partenaires tels que l'Agence française de développement, le Haut-commissariat des Nations unies pour les réfugiés, Terre des hommes, l'Institut Bioforce ou Solidarités International. En outre, elle intervient régulièrement sur le terrain pour diriger des sessions de formation ou des missions d'exécution.

Maeve has been working at CartONG as information management project manager for three years. She holds a master's degree in geographic information systems from the Université Panthéon-Sorbonne. In her current position, Maeve works with many of the organisation's partners such as AFD (French development Agency), UNHCR, Terre des hommes, Bioforce Institute or Solidarités International. She also regularly gets out into the field to conduct training sessions and implementation tasks.

NINA-FLORE EISSEN

Nina travaille pour CartONG depuis le mois de juillet 2017 en qualité de responsable de la communication. Elle est titulaire d'un master en Conflit, Sécurité et Développement du King's College de Londres. Elle a également étudié à l'Institut d'études politiques (IEP) d'Aix-en-Provence. Dans le cadre de ses fonctions chez CartONG, Nina fournit un appui à tous les chefs de projet. Elle est par ailleurs responsable de l'organisation du prochain Forum GeOnG.

Nina has been working at CartONG as communication officer since July 2017. She holds a master's degree in conflict, security & development from King's College London and is also an alumna of Sciences Po Aix-en-Provence. As part of her work at CartONG, Nina provides support to all project managers and is in charge of organising the next GeOnG Forum.

Drones humanitaires: des outils utiles, une image toxique

Humanitarian drones: useful tool, toxic image

Michiel Hofman • Médecins Sans Frontières

C

es sont sans doute les outils technologiques qui cristallisent le plus les fantasmes d'efficacité et les plus grandes ambiguï-

tés. Entre utilisation civile et militaire, intérêts pas toujours convergents des populations, des ONG et des entreprises, les drones induisent de multiples confusions que Michiel Hofman décrypte pour nous.



MICHEL
HOFMAN

Les drones n'ont pas bonne presse. Il existe pourtant de nombreuses applications utiles de cette technologie à des fins humanitaires: une évaluation précise des mouvements de populations ou des données fiables sur les récoltes en vue d'une alerte rapide au risque de famine pourrait être bénéfique dans les zones de conflits et les autres lieux difficiles à atteindre en cas de catastrophe. Les drones pourraient également permettre d'évaluer rapidement les besoins en cas de catastrophe naturelle comme les inondations, les coulées de boue ou

Undoubtedly it is technological tools that crystallize fantasies of efficiency and the greatest ambiguities the most. Drones induce multiple confusions – between civil and military use, interests of populations, NGOs and companies that do not always converge – that Michiel Hofman decrypts for us.

Drones do not have a good reputation. Yet there are numerous useful applications of such technology for humanitarian purposes: conflict zones, and other difficult-to-reach places when disaster strikes, could be well served by accurate assessments of population movements or accurate data on crop yields to detect early famine warnings. Needs could be assessed rapidly during natural disasters such as floods, mudslides or earthquakes. Drones come in all shapes and sizes: from small indoor toys to huge aerial combat vehicles such as the Predator drones used by the United States for its targeted killing programme. Especially for people living in conflict zones,

les séismes. Ils se présentent sous toutes les formes et dans toutes les tailles, des petits jouets d'intérieur aux imposants véhicules de combat aérien comme le modèle Predator utilisé par les États-Unis dans le cadre de leur programme d'assassinats ciblés. C'est essentiellement l'image du Predator, et non pas la version ludique, qui fait partie intégrante de la réalité quotidienne des personnes vivant en zone de conflit.

Dans les conflits modernes, l'une des raisons qui font que les groupes armés hésitent à autoriser l'accès du personnel humanitaire étranger est la crainte que cette présence étrangère favorise des attaques aériennes. Cette situation n'est pas nouvelle. De fait, les craintes liées à cette nouvelle technologie ont progressé au fil de son développement : des roquettes russes à guidage laser en Tchétchénie dans les années 1990 aux attaques par missiles de croisière en Iraq et au Soudan en 2003 et 2004, puis aux drones de combat actuellement utilisés dans des pays comme la Somalie, le Yémen et le Pakistan.

Des drones militaires commercialisés à des fins humanitaires

Les organisations humanitaires ont également commencé à utiliser des drones. Médecins Sans Frontières (MSF) ne fait pas exception et a expérimenté des drones de petite taille aux fins de surveillance au Liberia pendant l'épidémie d'Ebola et aux Philippines après le passage du typhon Haiyan. En Papouasie-Nouvelle-Guinée¹, MSF a utilisé des drones afin de transporter des échantillons de sang depuis les villages isolés. Soulignons que ces contextes sont éloignés de la zone de déploiement des terribles drones Predator, que la technologie utilisée est de taille réduite, économique et inadaptée à un usage militaire et que le déploiement se fait le plus souvent en toute discrétion.

— 1. Médecins Sans Frontières, "Innovating to fight tuberculosis in Papua New Guinea", 14 novembre 2014, www.doctorswithoutborders.org/what-we-do/news-stories/news/innovating-fight-tuberculosis-papua-new-guinea

it is this Predator image rather than the toy-store variety that is part of their daily reality.

One of the reasons armed groups in contemporary conflict are reluctant to give access to foreign aid workers is the fear that the foreigner's presence will attract aerial attacks. This is not new: as technology has advanced, fear for this new technology has advanced as well: from the laser-guided Russian rockets in Chechnya in the nineties, to the cruise missile attacks in Iraq and Sudan in 2003 and 2004, up to the current combat drones used in countries like Somalia, Yemen and Pakistan.

« MSF a utilisé des drones afin de transporter des échantillons de sang depuis les villages isolés. »

"MSF used drones to collect blood samples from remote villages."

Military drones marketed for humanitarian purposes

Humanitarian organisations have started to use drone technology as well. Médecins Sans Frontières (MSF) is no exception, experimenting with small drone equipment for surveillance in Liberia during the Ebola outbreak and in the Philippines during the response to the Typhoon Haiyan. In Papua New Guinea¹, MSF used drones to collect blood samples from remote villages. The argument goes that these contexts are far from the area of deployment of the feared Predator drones, that the technology used is small, cheap and unsuitable for military purposes, and the deployment is mostly done in a low-profile manner.

— 1. Médecins Sans Frontières, "Innovating to Fight Tuberculosis in Papua New Guinea", 14 November 2014, www.doctorswithoutborders.org/what-we-do/news-stories/news/innovating-fight-tuberculosis-papua-new-guinea

La situation a évolué en 2015, lorsque MSF a commencé ses opérations de recherche et de sauvetage (SAR) en Méditerranée pour faire face au nombre élevé de migrants périssant lors de la périlleuse traversée entre l'Afrique du Nord et l'Europe. De manière inattendue, imprévue et indésirable, le nom de MSF et son logo ont été associés à la collecte de renseignements militaires pour la mission militaire de Recherche et de destruction (SAD) menée par l'Union européenne contre les passeurs. Dans le même temps, le nom et le logo de MSF ont été utilisés pour commercialiser des drones militaires auprès d'une clientèle humanitaire. Cette évolution n'était pas volontaire: MSF s'est initialement engagée dans le sauvetage en mer (qui ne fait pas partie des domaines d'expertise classiques d'une organisation médicale) en s'associant avec une organisation de recherche et de sauvetage existante, assumant uniquement la responsabilité des services médicaux une fois que les migrants se trouvaient en sécurité à bord. L'organisation partenaire, Migrant Offshore Assistance Station (MOAS) utilisait des drones pour localiser les bateaux de migrants à la dérive, en partenariat avec le fabricant de drones militaires Schiebel, dont la participation visait clairement à améliorer l'image des drones: « Vous savez, beaucoup de personnes sont extrêmement contrariées lorsqu'elles entendent parler de drones, parce qu'on dit souvent que les drones tuent. Nous souhaitons faire évoluer cette dynamique », affirmait Chris Catrambone, fondateur de MOAS.

C'est également un drone Schiebel (le même modèle que celui utilisé par MOAS) qui a été abattu par l'armée libyenne en janvier 2015². Ce drone de surveillance Schiebel S-100, pudiquement appelé Camcopter, avait en effet été placé sous contrôle du fait de sa capacité à être facilement transformé

— 2. Dylan Malyasov, "Austrian-made UAV Schiebel Camcopter S-100 shot down in Libya", *Defence Blog*, 15 janvier 2015, <https://defence-blog.com/news/austrian-made-uav-schiebel-camcopter-s-100-shot-down-in-libya.html>

This all changed in 2015 when MSF started its "Search and Rescue" (SAR) operations in the Mediterranean Sea in response to the high death toll amongst migrants attempting the perilous journey by sea from North Africa to Europe. Unexpectedly, unplanned and uninvited, the name of MSF and its logo became associated with the gathering of military intelligence for the European Union-led military "Search and Destroy" (SAD) mission against people smugglers. Around the same time, MSF's name and logo were used to market military drones for a humanitarian clientele. This development was not intended: MSF first started its involvement in rescue at sea – traditionally not an area of expertise of a medical organisation – by partnering with an existing Search and Rescue organisation, only taking responsibility for medical services once the migrants were safely on board. The partner organisation, Migrant Offshore Assistance Station (MOAS), was using drone technology to locate boats adrift with migrants, in partnership with a military drone manufacturer Schiebel – whose participation was clearly aimed at reducing negative press about drones: "You know, a lot of people get really upset when they hear about drones, because all you hear about is drones killing people. We wanted to change that dynamic", said Chris Catrambone, the founder of MOAS.

It was also a Schiebel drone (the same model as was used by MOAS) that was shot down by the Libyan army in January 2015², because this Schiebel S100 surveillance drone – euphemistically called Camcopter – has come under scrutiny for its ability to easily be converted into a drone that can fire missiles. This Camcopter is one of the most prolifically used drones in the world, serving in at least 11 militaries. Initially the MOAS website proudly displayed the partnership with MSF alongside the logos

— 2. Dylan Malyasov, "Austrian-made UAV Schiebel Camcopter S-100 Shot Down in Libya", *Defence Blog*, 15 January 2015, <https://defence-blog.com/news/austrian-made-uav-schiebel-camcopter-s-100-shot-down-in-libya.html>

en drone lance-missiles. Ce Camcopter est l'un des drones les plus utilisés au monde, notamment par au moins 11 armées. Au départ, le site Internet de MOAS affichait fièrement le partenariat avec MSF à côté du logo de Schiebel et d'une compagnie pétrolière maritime, désignés comme « parrains » de MOAS. Cela a ensuite été rectifié. Cependant, MOAS a également utilisé ce nouveau partenariat pour promouvoir son association avec le fabricant de drones. En mars 2018, le fondateur de MOAS, qui possède une société d'assurance/de gestion des risques/de renseignement appelée Tangiers³, basée à Malte, a publié un article intitulé « Humanitarian drones: Bots without borders » sur son blog consacré à MOAS⁴. À ce stade, l'histoire aurait pu se limiter à un fâcheux malentendu, le site Internet annonçant le parrainage conjoint de Schiebel et MSF ayant été rapidement retiré. En outre, après en avoir discuté avec MOAS, MSF s'est formellement dissociée du volet « drones » d'un partenariat, par ailleurs mutuellement bénéfique. L'affaire allait cependant prendre une tout autre tournure.

Alors que les activités de MOAS/MSF étaient lancées publiquement en présence de la presse à l'occasion du premier départ d'une opération de sauvetage conjointe, certains médias italiens et britanniques ont révélé que les données du drone MOAS/MSF étaient transmises aux forces de l'ordre italiennes afin de permettre l'identification des passeurs⁵. Quelques semaines plus tard, après plusieurs noyades en masse fort médiatisées, l'Union européenne

of Schiebel and a Marine oil company as "sponsors" of MOAS. This has since been rectified. However, MOAS has also been using this new partnership to promote its association with the drone manufacturer. The founder of MOAS, who owns an insurance/risk management/intelligence company called Tangiers³, based in Malta, on his blog for MOAS in March 2018 published an article called "Humanitarian Drones: Bots Without Borders"⁴. Up to this point, it could all have been put down to an unfortunate misunderstanding, as the Schiebel/MSF co-sponsoring website was quickly removed and, after discussions with MOAS, MSF formally dissociated itself from the drone aspect of an otherwise mutually beneficial partnership. However, this was not to be.

The MOAS/MSF operations launch was high-profile with invited press at the first departure of the joint rescue operation. Some of the Italian and British press present reported that data from the MOAS/MSF drone was shared with Italian law enforcement agencies in order to identify smugglers⁵. Within weeks of

« La militarisation des opérations de recherche et de sauvetage en Méditerranée a malheureusement fait de MSF la première grande organisation humanitaire internationale à être associée à un système de drones militaires. »

"The militarisation of the Mediterranean search and rescue gave MSF the dubious accolade of being the first major international humanitarian organisation to be associated with military grade drone equipment."

— 3. www.tangiersgroup.com

— 4. Christopher Catrambone, "Humanitarian drones: Bots without borders", 17 mars 2018, www.christophercatrambone.com/humanitarian-drones-bots-without-borders

— 5. Hannah Roberts, "Drones help trap Mediterranean smuggler for the first time: Police arrest suspected people trafficker after images showed him at helm of boat carrying migrants", *MailOnline*, 6 mai 2015, www.dailymail.co.uk/news/article-3070890/Drones-help-trap-Mediterranean-smuggler-time-Police-arrest-suspected-people-trafficker-images-showed-helm-boat-carrying-migrants.html

— 3. www.tangiersgroup.com

— 4. Christopher Catrambone, "Humanitarian Drones: Bots Without Borders", 17 March 2018, www.christophercatrambone.com/humanitarian-drones-bots-without-borders

— 5. Hannah Roberts, "Drones help trap Mediterranean smuggler for the first time: Police arrest suspected people trafficker after images showed him

a organisé une réunion de crise afin d'évoquer les actions possibles. L'UE a finalement opté pour une solution militaire et adopté une politique de dissuasion associant une capacité militaire de « Recherche et de sauvetage » accrue à une campagne militaire de « Recherche et de destruction ». Les données issues des opérations de surveillance et de sauvetage étaient recueillies en vue d'attaquer les passeurs et leurs bateaux. Cette décision impliquait que les données transmises aux autorités italiennes pouvaient désormais être considérées comme des renseignements militaires. La militarisation des opérations de recherche et de sauvetage en Méditerranée a malheureusement fait de MSF la première grande organisation humanitaire internationale à être associée à un système de drones militaires dans une zone militaire. Le partenariat entre MSF et MOAS a pris fin en septembre 2015 lorsque le navire *Phoenix* a été redéployé en mer d'Andaman, en Asie du Sud-Est. Toujours pragmatique, MSF s'est cependant réengagée avec le *Phoenix* en 2018, louant le navire pour une opération de recherche et de sauvetage menée par MSF, cette fois-ci sans l'équipe de MOAS et son fameux drone.

Les Nations unies déploient des drones militaro-humanitaires en RDC

Depuis décembre 2013, la Mission de l'Organisation des Nations unies pour la stabilisation en République démocratique du Congo (Monusco) utilise des Véhicules aériens sans pilote (UAV) pour recueillir des renseignements militaires. C'est la deuxième fois que les Nations unies utilisent cette technologie dans le cadre d'une opération de maintien de la paix. Après des essais plus discrets menés en Côte d'Ivoire en 2011, les Nations unies ont lancé les drones de la Monusco lors d'une présentation à la presse menée à Goma par Hervé Ladsous, secrétaire général adjoint des Nations unies aux opérations de maintien de la paix. Celui-ci posait fièrement à côté de drones blancs flambant neufs portant le logo de l'ONU sur le tarmac

this report, the European Union, following a few widely reported mass drowning disasters, came together in a crisis meeting to discuss their response. They decided to go for a military solution: the EU adopted a deterrence policy, combining an expanded military "Search and Rescue" capacity with a military "Search and Destroy" campaign. The data obtained from surveillance and rescue operations were collected in order to attack the smugglers and their boats. This decision meant that data shared with the Italian authorities could now be considered military intelligence. The militarisation of the Mediterranean search and rescue gave MSF the dubious accolade of being the first major international humanitarian organisation to be associated with military grade drone equipment inside a military zone. The partnership between MSF and MOAS ended in September 2015 when the vessel, the Phoenix, was redeployed to the Andaman Sea in South-East Asia. However, the ever-pragmatic MSF re-engaged with the Phoenix in 2018, leasing the vessel for an MSF-led SAR operation, although this time without the MOAS team and its infamous drone.

UN deploys military-humanitarian drones in DRC

Since December 2013, the United Nations Organization Stabilization Mission in the Democratic Republic of the Congo (Monusco) has been using "Unmanned Aerial Vehicles" (UAV) to gather military intelligence. This is the second time the UN has used this technology for UN peacekeeping operations. After some lower profile trials in Côte d'Ivoire in 2011 the UN launched the drones for Monusco with a press appearance in Goma by Hervé Ladsous, the UN Under-Secretary-General for Peacekeeping Operations, proudly posing on the tarmac of Goma airport beside the newly commissioned white drones porting the UN logo. When the initial buzz of the launch was over, the first trials did

at helm of boat carrying migrants", *MailOnline*, 6 May 2015, www.dailymail.co.uk/news/article-3070890/

de l'aéroport de Goma. Une fois passé le battage initial lié au lancement, les premiers essais n'ont pas été concluants et un drone (de fabrication italienne) s'est écrasé sans autre cérémonie à proximité de la piste d'atterrissage de Goma six semaines plus tard⁶, suivi par un second crash au nord de la ville neuf mois plus tard⁷.

En juillet 2014, le Bureau de la coordination des affaires humanitaires (BCAH) en a appelé à l'ensemble des organismes humanitaires présents à Goma pour évoquer la possibilité d'utiliser ces drones aux fins de surveillance humanitaire. La proposition du BCAH concernant l'utilisation des drones a été présentée comme une possibilité pour les organismes humanitaires de recueillir des informations sur des problématiques humanitaires telles que les déplacements de populations. Cette mission pouvait être menée parallèlement à l'objectif premier de l'« UAV » (les documents officiels des Nations unies évitent soigneusement le terme de « drone »), à savoir la collecte de renseignements militaires destinés aux forces onusiennes et à l'armée congolaise. Le coût de ce drone, évalué à 15 millions de dollars US par an, posait cependant problème, les Nations unies s'attendant à ce que les agences d'aide « reprennent » une partie de cette dépense, ce qui signifiait que les ONG devaient verser de l'argent aux Nations unies pour pouvoir utiliser le drone.

Cette confusion entre usage humanitaire et militaire est particulièrement problématique en RDC, qui est le seul pays dans lequel les forces de maintien de la paix des Nations unies disposent officiellement d'un mandat offensif depuis la mise en place d'une « brigade d'interven-

not go well, and the Italian-made drone crashed unceremoniously next to Goma airstrip six weeks later⁶, followed by a second crash north of the city nine months later⁷.

In July 2014, the United Nations humanitarian office (UNOCHA) called on all aid agencies in Goma to discuss the possibility of using these drones to conduct humanitarian surveillance. An OCHA proposal for the use of drone technology was presented as an opportunity for the aid agencies to gather information on humanitarian issues like population displacement. This could be done in conjunction with the primary objective of the "UAVs" – the word "drone" is carefully avoided in official UN documents – which is to gather military intelligence for both the UN forces and the Congolese Army it supports. One problem was the cost: this UN drone apparently costs around 15 million US dollars per year, so the UN expected to "recover" part of this expense from the aid agencies, meaning the NGOs had to pay the UN for the drone.

« Les ONG devaient verser de l'argent aux Nations unies pour pouvoir utiliser le drone. »

"The NGOs had to pay the UN for the drone."

This mixing of humanitarian and military use is especially problematic in DRC, which is the only country where the UN peacekeeping force has an official offensive mandate since the introduction of a "Intervention Brigade" in

— 6. « RDC: crash d'un drone de la Monusco à Goma », *Jeune Afrique*, 15 janvier 2014, www.jeuneafrique.com/166206/politique/rdc-crash-d-un-drone-de-la-monusco-goma

— 7. « Crash d'un deuxième drone de la Monusco à Goma », *France 24*, 21 octobre 2014, <http://observers.france24.com/fr/20141021-crash-drone-monusco-goma-rdcongo-surveillance>

— 6. "RDC: crash d'un drone de la Monusco à Goma", *Jeune Afrique*, 15 January 2014, www.jeuneafrique.com/166206/politique/rdc-crash-d-un-drone-de-la-monusco-goma

— 7. "Crash d'un deuxième drone de la Monusco à Goma", *France 24*, 21 October 2014, <http://observers.france24.com/fr/20141021-crash-drone-monusco-goma-rdcongo-surveillance>

tion » en 2013. La résolution du Conseil de sécurité des Nations unies autorisant cette force lui donne explicitement le mandat de « neutraliser et désarmer » les groupes s'opposant à l'autorité de l'État⁸. Conscient de ce conflit d'intérêts manifeste, le BCAH a publié un « document d'orientation spécial⁹ » avant de contacter ses partenaires humanitaires afin de clarifier sa position, obtenant exactement l'effet inverse. Ce document contient à la fois des arguments favorables et défavorables à l'utilisation de drones dans les situations de conflit :

« L'anxiété au sein de la population est particulièrement élevée dans les situations où les drones mènent également des attaques et où la population ne parvient pas nécessairement à faire la différence entre les drones armés et non armés. Par exemple, de sérieuses préoccupations ont été soulevées quant à l'impact plus large des UAV militaires dans des pays comme le Pakistan, où les familles gardent les enfants à la maison au lieu de les envoyer à l'école et où les activités religieuses et culturelles sont perturbées en raison de l'anxiété liée à la présence d'UAV militaires et de la crainte d'attaques. Dans de tels contextes, la mise en place d'UAV supplémentaires, même à des fins humanitaires, peut causer plus de mal que de bien¹⁰. »

Cet argument convaincant contre le double usage militaire et humanitaire des drones est remis en question dans la section suivante consacrée à l'utilisation des drones dans les opérations de maintien de la paix des Nations unies, sans doute pour faire de la situation en RDC une exception :

— 8. "Intervention Brigade' authorized as Security Council Grants Mandate Renewal for United Nations Mission in Democratic Republic of Congo", *United Nations*, 28 mars 2013, www.un.org/press/en/2013/sc10964.doc.htm

— 9. BCAH, *Unmanned Aerial Vehicles in Humanitarian Response*, document d'orientation spécial, série Politiques et études, n° 10, juin 2014, www.unocha.org/sites/unocha/files/Unmanned%20Aerial%20Vehicles%20in%20Humanitarian%20Response%20OCHA%20July%202014.pdf

— 10. *Ibid.*, p. 13-14.

2013. The UN Security Council resolution authorising this force has given it an explicit mandate to 'neutralise and disarm' groups opposing the authority of the State⁸. Mindful of this obvious conflict of interest, OCHA released an "occasional policy paper"⁹ prior to this request to its humanitarian partners in order to clarify its position, but achieved exactly the opposite. This document argues both against and in favour of using drone technology in conflict settings:

"Anxiety among the population would be particularly acute in contexts where drones are also conducting attacks and where the population may not be able to distinguish between armed and unarmed drones. For example, serious concerns have been raised about the broader impact of military UAVs in places like Pakistan, as families keep children home from school, religious and cultural practices are undermined, due to anxiety caused by the presence of military UAVs and the threat of attacks. In contexts like these, introducing additional UAVs to the area, even for humanitarian purposes, may cause more harm than good.¹⁰"

This convincing argument against dual military and humanitarian use of drones is then undermined in the next section on drones in UN peacekeeping operations, seemingly to make an exception for the situation in DRC:

"There have already been discussions about adding UAV capacity to other UN missions, including those in Côte d'Ivoire, Sudan, and South Sudan. Humanitarian organisations that take a principled stand to reject military UAV capacities may even be criticized for not taking advantage of "life-saving technology". [...] Opting not to use drones could indeed someday be considered a breach of

— 8. "Intervention Brigade' Authorized as Security Council Grants Mandate Renewal for United Nations Mission in Democratic Republic of Congo", *United Nations*, 28 March 2013, www.un.org/press/en/2013/sc10964.doc.htm

— 9. UNOCHA, *Unmanned Aerial Vehicles in Humanitarian Response*, Occasional Policy Paper, Policy and studies series 10, June 2014, www.elrha.org/news/ocha-uav-humanitarian-response

— 10. *Ibid.*, 13-14.

« Des discussions ont déjà été menées en vue d'élargir l'utilisation d'UAV à d'autres missions des Nations unies, y compris en Côte d'Ivoire, au Soudan et au Soudan du Sud. On pourrait même reprocher aux organisations humanitaires qui rejettent par principe les capacités des UAV militaires de ne pas tirer profit d'une technologie capable de sauver des vies. [...] On pourrait un jour considérer le choix de ne pas avoir recours aux drones comme une infraction au droit international humanitaire, toutes les mesures visant à protéger les civils n'ayant pas été prises, et documenter ces infractions. »

La réaction des organismes humanitaires présents était prévisible, mais pertinente : ils ont exprimé d'importantes préoccupations quant à l'association d'objectifs militaires et d'opérations d'aide humanitaire. Comment un agriculteur congolais vivant dans un village isolé saurait-il quand un drone des Nations unies vient recueillir des renseignements militaires et quand il est exploité à des fins humanitaires ? Comment les groupes rebelles armés, auxquels nous demandons de ne pas entraver l'accès des humanitaires, pourraient-ils continuer à faire confiance aux organismes humanitaires si les évaluations humanitaires sont menées parallèlement à la surveillance militaire ? Les organismes humanitaires ont senti que la confusion atteignait un autre niveau avec l'entrée en scène de ce drone humanitaro-militaire blanc portant le logo de l'ONU. Dans un contexte où il est déjà difficile de faire la différence entre les ressources militaires des Nations unies engagées dans des actions d'offensive militaire et les ressources humanitaires des Nations unies utilisées dans le cadre de missions humanitaires, l'association de renseignements militaires et d'opérations de surveillance humanitaire à une technologie souffrant d'un sérieux problème d'image allait trop loin. Le collectif d'organismes humanitaires a exprimé son désaccord et le BCAH a dû renoncer à sa tentative d'obtenir un cofinancement du secteur humanitaire pour un drone militaire.

international humanitarian law as a failure to take all measures to protect civilians and document violations.”

The response from the aid agencies present was predictable, but pertinent: they expressed a huge concern about mixing military objectives with humanitarian aid. How would a Congolese farmer in a remote village know when a UN drone comes to gather military intelligence, and when it comes for humanitarian purposes? How can any of the armed rebel groups, whom we expect to give unhindered access to humanitarians, continue to trust the humanitarian agencies when humanitarian assessments and military surveillance are combined? The aid agencies felt this confusion was taken to another level by introducing this white humanitarian/military drone bearing the UN logo into the mix. Working in an environment where it is already hard to distinguish between UN military resources engaged in offensive military actions and UN humanitarian resources on an aid mission, combining military intelligence and humanitarian surveillance with a technology already suffering a serious image problem was one step too far. The group of aid agencies expressed its objection, and OCHA had to abandon this attempt to obtain co-financing from the aid sector for a military drone.

All drones big and small on both sides of the “war on terror”

The US Predator drones, machines the size of a small aeroplane used for the “targeted killing programme” introduced as part of the “war on terror” launched after the 9/11 attack in New York, cemented the toxic image associated with the word “drone”.

Especially in Pakistan, the death toll of an almost continuous deployment has been enormous: under the Obama Presidency 542 such strikes were authorised, killing an estimated 4,000 people, 300 of whom were confirmed to be civil-

Des drones petits et grands dans chacun des camps de la « guerre contre la terreur »

Les drones Predator américains, machines de la taille d'un petit avion utilisées dans le cadre du « programme d'assassinats ciblés » lié à la « guerre contre la terreur » lancée après les attentats du 11 septembre 2001 à New York cristallisent l'image négative des drones. Au Pakistan, en particulier, le nombre de morts liés à leur déploiement quasiment continu est considérable: sous la présidence Obama, 542 frappes de ce type ont été autorisées, tuant environ 4 000 personnes, dont 300 identifiées comme des civils¹¹. En conséquence de cette exposition prolongée, la simple présence d'un drone crée un climat de crainte et de suspicion. Ce phénomène est décrit dans le récit glaçant d'un ancien journaliste du *New York Times* qui a été retenu en captivité dans les régions tribales où ont lieu la plupart des frappes de drones américains au Pakistan: « Les drones étaient terrifiants. Depuis le sol, il est impossible de savoir quelle personne ou quelle structure ils surveillent. Le bourdonnement d'une lointaine hélice est le rappel constant d'une mort imminente¹². » Les humanitaires n'utiliseront probablement jamais ces terrifiants drones Predator (prédateur) ou Reaper (faucheuse), dont la vision et le bruit génèrent de telles craintes, limitant pour l'instant l'utilisation de cette technologie aux versions ludiques de plus petite taille, principalement en dehors des zones de conflit.

— 11. Anna Diakun, "Harm to governmental transparency", in Ray Acheson, Matthew Bolton, Elizabeth Minor et Allison Pytlak (dir.), *The Humanitarian Impact of Drones*, Ligue internationale des femmes pour la paix et la liberté et International Disarmament Institute de l'Université Pace, octobre 2017, p. 70.

— 12. International Human Rights and Conflict Resolution Clinic (IHRCRC), *Living Under Drones: Death, Injury and Trauma to Civilians from US Drone Practices in Pakistan*, Faculté de droit de Stanford et Global Justice Clinic de la Faculté de droit de l'Université de New York, 2012, p. 80, www-cdn.law.stanford.edu/wp-content/uploads/2015/07/Stanford-NYU-LIVING-UNDER-DRONES.pdf

ians¹¹. Such a sustained exposure also has a secondary effect where the mere presence of a drone creates a climate of fear and suspicion, a phenomenon chillingly documented by a former New York Times journalist who was held captive in the tribal region – FATA – where most of the US drone strikes in Pakistan take place: "The drones were terrifying. From the ground, it is impossible to determine who or what they are tracking as they circle overhead. The buzz of a distant propeller is a constant reminder of imminent death."¹² But humanitarians are unlikely to ever use one of those aptly named, terrifying Predator or Reaper drones whose sight and sound installs such fears, so far limiting the use of this technology to the smaller, "toy" versions mostly in non-conflict settings.

These small machines are rapidly losing their innocence as well however, as they are easily accessible not only for aid agencies, but also non-State armed groups that do not have the means to acquire the larger ones.

Islamic State (IS or ISIS) successfully deployed small domestic drones with grenades strapped underneath during the US-led offensives in Mosul and Raqqa in 2017¹³, and some reports even

— 11. Anna Diakun, "Harm to Governmental Transparency", in Ray Acheson, Matthew Bolton, Elizabeth Minor and Allison Pytlak (eds.), *The Humanitarian Impact of Drones*, Women's International League for Peace and Freedom, International Disarmament Institute, Pace University, October 2017, 70.

— 12. International Human Rights and Conflict Resolution Clinic (IHRCRC), *Living under Drones: Death, Injury, and Trauma to Civilians from US Drone Practices in Pakistan*, Stanford Law School and Global Justice Clinic at NYU School of Law, 2012, 80, www-cdn.law.stanford.edu/wp-content/uploads/2015/07/Stanford-NYU-LIVING-UNDER-DRONES.pdf

— 13. "ISIS drones are attacking U.S. troops and disrupting airstrikes in Raqqa, officials say", *The Washington Post*, 14 June 2017, www.washingtonpost.com/news/checkpoint/wp/2017/06/14/isis-drones-are-attacking-u-s-troops-and-disrupting-airstrikes-in-raqqa-officials-say/?noredirect=on&utm_term=.6d1b483868c6; "Guess who has drones now? ISIS. And it disrupts the plans of the world's most powerful military", *Vox*, 30 May 2017, www.vox.com/world/2017/5/30/15686240/drones-isis-iraq-syria

Cependant, ces petites machines perdent rapidement de leur innocence elles aussi, car elles sont facilement accessibles non seulement pour les organismes humanitaires, mais également pour les groupes armés non étatiques qui n'ont pas accès aux versions plus sophistiquées. L'État islamique (EI) a réussi à déployer de petits drones domestiques équipés de grenades au cours des offensives menées par les États-Unis à Mossoul et à Raqqa en 2017¹³. Certaines informations suggèrent même que Boko Haram a réussi à déployer un drone de petite taille dans la région du lac Tchad¹⁴.

L'image d'organisations humanitaires comme MSF apparaît donc particulièrement vulnérable. Très rapidement, le Camcopter de recherche et de sauvetage de taille moyenne installé sur le navire de MOAS/MSF a acquis la réputation d'être un drone militaire déployé pour traquer et anéantir les passeurs. Le fait que MSF n'ait pas financé le drone, que le logo de MSF ait été retiré de la page Internet de Schiebel /MOAS et que MSF ne fournisse elle-même aucune information aux autorités militaires ne signifie rien si les personnes au sol ne peuvent plus faire la différence entre un drone destiné à aider et un autre destiné à attaquer. Le fait que tous les organismes humanitaires présents en RDC aient rejeté le double usage militaro-humanitaire du drone de la Monusco ne signifie rien non plus si les groupes armés commencent à considérer les humanitaires comme des espions dans le ciel.

— 13. "ISIS drones are attacking U.S. troops and disrupting airstrikes in Raqqa, officials say", *The Washington Post*, 14 juin 2017, www.washingtonpost.com/news/checkpoint/wp/2017/06/14/isis-drones-are-attacking-u-s-troops-and-disrupting-airstrikes-in-raqqa-officials-say/?noredirect=on&utm_term=.6d1b483868c6; "Guess who has drones now? ISIS. And it disrupts the plans of the world's most powerful military", *Vox*, 30 mai 2017, www.vox.com/world/2017/5/30/15686240/drones-isis-iraq-syria

— 14. "Boko Haram terrorists now using drones in Nigeria and Cameroon", *The Nigerian Voice*, 4 septembre 2017, www.thenigerianvoice.com/news/256790/boko-haram-terrorists-now-using-drones-in-nigeria-and-camero.html

« L'État islamique (EI) a réussi à déployer de petits drones domestiques équipés de grenades. »

"Islamic State (IS or ISIS) successfully deployed small domestic drones with grenades strapped underneath."

suggest Boko Haram in the Lake Chad region have managed to deploy a small drone¹⁴.

This leaves the image of humanitarian organisations such as MSF particularly vulnerable. Very quickly the reputation of the medium-sized "search and rescue" Camcopter on the MOAS/MSF ship became one of military drones deployed to hunt down and destroy people smugglers. The fact that MSF did not pay for the drone, that the MSF logo has been removed from the Schiebel/MOAS webpage, that MSF itself does not give information to the military authorities does not matter if people on the ground can no longer make the distinction between a drone there to help and a drone there to harm. The fact that all aid agencies in DRC rejected the UN dual military-humanitarian use of the Monusco drone does not matter either if the armed groups start to see humanitarians as the spy in the sky.

These negative associations with drones in DRC and the Mediterranean Sea are illustrative of the dangers of drone technology used by humanitarians, especially in conflict zones. MSF and others have used the technology, usually small portable devices outside of conflict areas. Drones can clearly be very useful, and

— 14. "Boko Haram Terrorists Now Using Drones in Nigeria and Cameroon", *The Nigerian Voice*, 4 September 2017, www.thenigerianvoice.com/news/256790/boko-haram-terrorists-now-using-drones-in-nigeria-and-camero.html

Ces associations négatives avec les drones en RDC et dans la Méditerranée illustrent les dangers de l'utilisation de cette technologie par les humanitaires, en particulier dans les zones de conflit. MSF et d'autres ont utilisé cette technologie, généralement de petits dispositifs portables en dehors des zones de conflit. Il est évident que les drones peuvent être très utiles et qu'il peut être justifié de les utiliser pour faire face à des catastrophes naturelles en dehors des zones de guerre. En revanche, leur image est peut-être trop négative pour une utilisation humanitaire dans les zones de conflit.

Traduit de l'anglais par Sophie Jeangeorges

their use for responses to natural disasters outside warzones is justifiable. But for humanitarian use in conflict zones, their image may just be too toxic.

Biographie | Biography



MICHEL HOFMAN

Il a effectué des missions de terrain pour MSF entre 1993 et 1998, travaillant en tant que coordinateur d'urgence et chef de mission au Liberia, en RDC, en Bosnie, au Burundi, au Sri Lanka, au Brésil, au Soudan du Sud et au Kosovo, reprenant sa carrière de journaliste pigiste entre deux missions. Entre 1999 et 2001, Michiel a cofondé la Fondation Antares, une organisation néerlandaise à but non lucratif qui aide les ONG locales à fournir un soutien psychosocial au personnel travaillant dans des environnements particulièrement éprouvants. Michiel a réintégré MSF en 2001 en tant que directeur de programme en Russie, directeur des opérations au siège de MSF à Amsterdam, puis représentant de pays pour l'Afghanistan. Depuis 2011, Michiel Hofman travaille en tant que spécialiste principal des questions humanitaires pour MSF. Installé à Belfast, il se consacre à la recherche, à la formation et au soutien opérationnel, ainsi qu'à des publications dans le domaine humanitaire.

He worked for MSF in field missions between 1993 and 1998 as emergency coordinator and head of mission for MSF in Liberia, DRC, Bosnia, Burundi, Sri Lanka, Brazil, South Sudan and Kosovo, returning to his former career as freelance journalist between missions. Between 1999 and 2001, Michiel co-founded the Antares Foundation, a Dutch non-profit organisation which supports local NGOs in providing psychosocial support for staff working in high-stress environments. Michiel returned to MSF in 2001 working as country director in Russia, director of operations at MSF Amsterdam HQ and as country representative for Afghanistan. Since 2011, Michiel Hofman has been working as a senior humanitarian specialist for MSF based in Belfast, concentrating on research, training and operational support, as well as publications in the humanitarian field.



TRANSITIONS



TRANSITIONS

Les défis de la nouvelle Stratégie humanitaire française

The challenges of the new French Humanitarian strategy

Alain Boinet • Fondateur de Solidarités
International
Benoît Miribel • Directeur général
de la fondation Mérieux



Pour Alain Boinet et Benoît Miribel, la Conférence nationale humanitaire qui s'est tenue le 22 mars dernier à Paris a représenté un véritable saut qualitatif et quantitatif pour l'aide humanitaire de la France. Sa nouvelle Stratégie humanitaire était particulièrement attendue.

For Alain Boinet and Benoît Miribel, the National Humanitarian Conference which took place on March 22nd in Paris represented a qualitative and quantitative leap forward for French humanitarian aid. The new French Humanitarian Strategy was particularly awaited.



ALAIN
BOINET

Cette quatrième édition de la Conférence nationale humanitaire s'est tenue sous la présidence du ministre de l'Europe et des Affaires étrangères, Jean-Yves Le Drian, qui a notamment déclaré que « l'humanitaire est un acteur central des crises » et que « la France veut se situer à l'avant-garde, avec un cap et des moyens et a décidé de rejoindre le processus du "Grand Bargain" ».

BENOÎT
MIRIBEL

Au total, ce sont 15 décisions qui forment les piliers de la nouvelle Stratégie humanitaire française (2018-2022) pour laquelle est annoncée la mobilisation d'un budget prévisionnel de 500 millions d'euros. Auquel on peut ajouter un fonds de 200 millions d'euros dès 2020 pour financer les sorties de crise, dans une logique de *contiguum* de l'urgence à la reconstruction et jusqu'à la phase de relance du développement. Cette approche est qualifiée depuis le Sommet humanitaire mondial (2016) de *nexus* urgence-développement inscrit dans la logique financière du fameux « Grand Bargain » : les bailleurs internationaux mutualisent leurs moyens sur des programmes transversaux, pluriannuels, opérés par des consortiums. Il est intéressant de revenir sur les raisons et la façon dont s'est opérée cette évolution au cours de la dernière décennie et de voir ce que sont nos enjeux collectifs.

Retour vers le futur

Rappelons que, dans les années 1990-2010, le budget humanitaire de la France affecté au Fonds d'urgence humanitaire (FUH), hors contribution à l'Union européenne et à l'Organisation des Nations unies (ONU), oscillait entre 10 et 15 millions d'euros en moyenne chaque année. Sa mise en œuvre se faisait au coup par coup, sans véritable stratégie, en réaction ponctuelle à certaines urgences humanitaires. De la Cellule d'urgence à la Délégation à l'action humanitaire (DAH), la France a certes développé une visibilité dans certaines crises internationales et catastrophes naturelles, mais sans affecter de

The fourth National Humanitarian Conference was chaired by the Minister for Europe and Foreign Affairs, Jean-Yves Le Drian, who declared that "humanitarian aid is a key player in crises", and that "France wants to be at the vanguard, with the right course and means, and has decided to join the 'Grand Bargain' process".

In all, fifteen decisions make up the pillars of the new French Humanitarian Strategy (2018-2022), for which a provisional budget of 500 million euros was announced. To this can be added the fund of 200 million euros from 2020, to finance crisis recovery, in a logic of contiguum from emergency to reconstruction, and up to the stage of the resumption of development. This approach has been qualified since the World Humanitarian Summit (2016) as an emergency-development nexus which fits into the financial logics of the famous "Grand Bargain": international sponsors pool their resources on transversal programmes spanning several years, operated by consortiums. It is instructive to go back over the reasons for these developments and the ways in which they have taken place over the last decade, and to see what our collective issues are.

Back to the future

We must remember that between 1990 and 2010, the French humanitarian budget allocated to the Humanitarian Emergency Fund (FUH), discounting contributions to the European Union and the United Nations (UN), was between 10 and 15 million euros on average per year. It was implemented on an ad hoc basis, with no real strategy, in reaction to certain humanitarian emergencies. From the Crisis Unit to the Delegation for Humanitarian Action (DAH), France did develop a visibility in certain international crises and natural disasters but without allocating significant resources to NGOs nor facilitating their intervention capacities beyond the emergency stage.

véritables moyens aux ONG ni faciliter leur capacité d'intervention au-delà de la phase d'urgence.

Il est vrai que la plupart des ONG françaises n'ont pas basé le développement de leurs capacités d'intervention sur des fonds français, mais sur Echo, la désormais Direction générale pour la protection civile et les opérations d'aide humanitaire européennes de la Commission européenne, véritable booster des ONG européennes depuis les années 1990. Fières de revendiquer leur indépendance d'intervention, la plupart des ONG françaises ne boudent toutefois pas, alors, les financements du gouvernement français s'ils ne sont pas conditionnés et s'ils permettent de respecter les principes humanitaires chers aux ONG.

Partant de cette situation, comment en est-on arrivé à cette deuxième stratégie humanitaire française qui, désormais assortie de moyens, marque sans nul doute une avancée significative ?

Une décennie de structuration (2008-2018)

Interpellé dans une « Lettre ouverte à Bernard Kouchner », publiée dans la revue *Humanitaire* au printemps 2008¹, le ministre des Affaires étrangères et européennes a réagi en nous confiant officiellement une « mission d'analyse et de propositions sur l'évolution de l'action humanitaire dans les situations de crise et de post-crise ». Fort d'un comité de réflexion² composé d'experts reconnus, d'une centaine d'entretiens réalisés, et de deux missions effectuées en Haïti et en République démocratique du Congo, nous avons pu remettre en juin 2010 notre rapport au ministre.

— 1. Alain Boinet, « Lettre ouverte à Bernard Kouchner », *Humanitaire*, n° 18, printemps 2008, p. 104-112.

— 2. Le comité d'orientation du rapport était composé de Kathrin Schick, VOICE, Anne Héry, Handicap International-Humanité et Inclusion, Philippe Ryfman, universitaire, François Grünewald, Groupe URD, Benoît Miribel, Fondation Mérieux et Alain Boinet, Solidarités International.

« la plupart des ONG françaises n'ont pas basé le développement de leurs capacités d'intervention sur des fonds français, mais sur Echo. »

“most French NGOs did not base the development of their intervention capacities on French funds, but on Echo.”

It is true that most French NGOs did not base the development of their intervention capacities on French funds, but on Echo, the European Commission's Department for Humanitarian Aid and Civil Protection, a real booster for European NGOs since the 1990s. Although proud to assert their independence, most French NGOs were happy to accept funding from the French government as long as it did not come with conditions, and allowed them to respect the humanitarian principles which they held dear.

Starting from this situation, how did we arrive at this second French humanitarian strategy, which, now with adequate resources, undoubtedly marks a significant leap forward?

A decade of structuring (2008-2018)

Called out in an “Open letter to Bernard Kouchner”, published in the journal *Humanitaire* in spring 2008¹, the Minister for Europe and Foreign Affairs reacted by officially conferring a “mission of analysis and proposals for the development of humanitarian action in situations of crisis and crisis recovery”. Drawing on a think tank² made up of re-

— 1. Alain Boinet, “Lettre ouverte à Bernard Kouchner”, *Humanitaire*, n° 18, Spring 2008, 104-112.

— 2. The report's steering committee was made up of Kathrin Schick, Voice, Anne Héry, Handicap International-Humanité et Inclusion, Philippe Ryfman, academic, François Grünewald, Groupe URD., Benoît Miribel, Mérieux Foundation and Alain Boinet, Solidarités International.

Pour mémoire, ce rapport d'analyse comprenait au total 50 propositions réparties selon cinq axes :

- faire du « Consensus humanitaire européen », basé sur les principes d'humanité, d'impartialité et d'indépendance, une des bases d'une future stratégie humanitaire ;
- définir un document cadre de cette stratégie humanitaire de la France, accompagné d'une programmation pluriannuelle et ponctué d'une Conférence nationale humanitaire tous les deux ans ;
- augmenter significativement le budget du Fonds d'urgence humanitaire et le partenariat avec les acteurs humanitaires ;
- créer un fonds post-crise et reconstruction ;
- créer un comité consultatif crise et post-crise auprès du ministère et du Centre de crise de façon à suivre régulièrement les priorités humanitaires internationales.

Alain Juppé s'inscrit dans la démarche initiée par Bernard Kouchner en organisant le 16 novembre 2011 la première Conférence nationale humanitaire. À cette occasion, le « Groupe de concertation humanitaire »³ est lancé par Serge Mostura, alors directeur du Centre de crise, qui organise également le processus de rédaction de la première Stratégie humanitaire (2012-2017). Laurent Fabius, ministre des Affaires étrangères du gouvernement Hollande s'inscrit à son tour dans la démarche lancée et organisée, le 31 mars 2014, la deuxième Conférence nationale humanitaire, avec parmi les invités reconnus Valérie Amos, secrétaire générale adjointe des Nations unies aux affaires humanitaires

— 3. Le Groupe de concertation humanitaire réunit des représentants de plusieurs directions du ministère de l'Europe et des affaires étrangères – le Centre de Crise et de Soutien en particulier, où se déroulent ses réunions – et les dirigeants des organismes humanitaires Acted, Action contre la Faim, Bioforce, Care, Coordination Sud, Croix-Rouge française, Handicap International devenu récemment Humanité et Inclusion, Médecins du Monde, Médecins Sans Frontières, Oxfam, Première Urgence Internationale, Secours Catholique, Secours Islamique France, Secours Populaire, Solidarités International, Triangle Génération Humanitaire et des personnalités qualifiées ; Alain Boinet, Francis Charhon (président du Groupe de réflexion urgence et post-crise, GRUPC), Benoît Miribel.

owned experts, a hundred interviews, and two missions carried out in Haiti and the Democratic Republic of Congo, we were able to hand in our report to the minister in June 2010. For the record, this analysis report contained 50 proposals, divided according to five axes :

- make “European humanitarian consensus”, based on the principles of humanity, impartiality and independence, one of the bases of future humanitarian strategy ;
- define a framework document for French humanitarian strategy, accompanied by a programme spanning several years and punctuated by a National Humanitarian Conference every two years ;
- significantly increase the budget for the Emergency Humanitarian Fund and the partnership with humanitarian players ;
- create a fund for crisis recovery and reconstruction ;
- create a advisory committee for crises and crisis recovery at the Ministry and Crisis Centre, in order to regularly follow international humanitarian priorities.

Alain Juppé fell in with Bernard Kouchner's approach by organising the first National Humanitarian Conference on November 16th 2011. The “Group for Humanitarian Concertation”³ was launched at the same time by Serge Mostura, who was then the director of the Crisis Centre, and who also organised the drafting of the the first Humanitarian Strategy (2012-2017). Laurent Fabius, the Foreign Minister during Hollande's presidency, also joined the process and organised the second National Humanitarian Conference on March 31st 2014, which counted among the

— 3. The Group for Humanitarian Concertation brought together representatives from several departments of the Ministry for Europe and Foreign Affairs - particularly the Crisis and Support Centre, where its meetings took place - and directors of humanitarian organisations Acted, Action contre la Faim, Bioforce, Care, Coordination Sud, the French Red Cross, Handicap International (recently renamed Humanité et Inclusion), Médecins du Monde, Médecins Sans Frontières, Oxfam, Première Urgence Internationale, Secours Catholique, Secours Islamique France, Secours Populaire, Solidarités International, Triangle Génération Humanitaire and qualified members ; Alain Boinet, Francis Charhon (President of the Emergency and Crisis Recovery think tank, GRUPC), Benoît Miribel.

et Kristalina Georgieva, commissaire européenne à l'Aide humanitaire et à la réponse aux crises (Echo). Didier Le Bret est alors le directeur du Centre de crise (CDC) et son implication est de même nature que son prédécesseur Serge Mostura pour s'assurer du dialogue permanent entre ONG et CDC. Ce mouvement a progressivement gagné en dynamique collective avec les ONG humanitaires, le Groupe URD assurant un soutien méthodologique et une revue à mi-parcours de cette stratégie au printemps 2015.

Globalement, le quinquennat (2012-2017) a été productif en matière de développement avec les Assises du développement et de la solidarité Internationale, la création d'une Loi d'orientation et de programmation du développement et de la solidarité internationale, la mise en place du Conseil national du développement et de la solidarité internationale (CNDSI) comprenant 50 représentants de la société civile dont les ONG et l'adoption d'un document cadre d'orientation politique relatif au partenariat avec la société civile.

Cependant, dans le même temps, l'Aide publique au développement (APD) de la France n'a cessé de diminuer, accentuant ainsi la tendance amorcée déjà à la fin du mandat de Nicolas Sarkozy. En effet, l'APD de la France est passée de 0,495 % du RNB en 2010 à 0,434 % en 2017. Concernant le partenariat avec les ONG, la promesse de doubler la part d'APD transitant par les ONG s'est pour l'essentiel limitée dans le domaine du développement – avec le doublement de l'initiative ONG de l'AFD, la DPO (Division des partenariats avec les ONG) est passée d'environ 42 à 80 millions d'euros – mais rien ou presque pour l'humanitaire !

Le contexte de la troisième Conférence nationale humanitaire de mars 2016, organisée au moment clé de la préparation du premier Sommet humanitaire mondial, fut l'occasion d'impliquer un grand nombre d'ONG françaises, agis-

sements Valérie Amos, United Nations Under-Secretary-General for Humanitarian Affairs, and Kristalina Georgieva, EU Commissioner for International Cooperation, Humanitarian Aid and Crisis Response (Echo). Didier Le Bret was then director of the Crisis Centre (CDC), and followed in the footsteps of his predecessor Serge Mostura in order to ensure a permanent dialogue between NGOs and the CDC. The movement gradually gained in collective importance amongst humanitarian NGOs, with the Groupe URD ensuring a methodological follow-up and a mid-way review of the strategy in the spring of 2015.

Overall, the five-year strategy (2012-2017) was productive in terms of development, with the development and international solidarity conferences, the creation of a law regarding the direction and programming of development and international solidarity, the setting up of a National Council for Development and International Solidarity (CNDSI), made up of 50 representatives of civil society including NGOs, and the adoption of a framework policy paper relative to the partnership with civil society.

And yet, at the same time, Official Development Assistance (ODA) in France kept falling, thereby accentuating the trend which had already begun at the end of Nicolas Sarkozy's presidency. Indeed, France's ODA went from 0.495% of the GNI in 2010 to 0.434% in 2017. With regard to the partnership with NGOs, the promise to double the percentage of ODA channelled through NGOs was essentially limited to the domain of development - with the doubling of the NGO initiative of ODA, DPO (the Division of Partnerships with NGOs) grew from 42 to 80 million euros – but almost none of that went to humanitarian aid!

The context of the third National Humanitarian Conference in March 2016, organised at a key point in the preparations for the World Humanitarian Summit, was the opportunity to include a large number of French NGOs, involved

sant de l'urgence au développement. Coordination Sud put porter ainsi de nombreuses prises de position collective, sous la présidence active de Philippe Jahshan. Ceci avec un souci d'intégrer les priorités humanitaires qui jusque-là n'étaient pas suffisamment bien prises en compte au sein de Coordination Sud. Sur ce point, il est indéniable que le cadre informel du Forum Espace Humanitaire (FEH), lancé en 2009 pour réunir les principaux dirigeants des ONG françaises, a permis de favoriser le dialogue et la compréhension des priorités de chaque organisation, de l'humanitaire au développement. D'autre part, la création d'une sorte de « Coalition humanitaire » *de facto*, regroupant six personnes et organisations⁴, pour impulser ce dialogue, permit de faire évoluer la Coordination d'Agen, collectif fondateur et membre de Coordination Sud. En effet, avec la bienveillance de Patrick Edel son président fondateur, la Coordination d'Agen s'est transformée en Coordination Humanitaire et Développement⁵. Cette démarche a alors

« L'ambition est clairement affichée d'engager une diplomatie du droit humanitaire international. »

"The clearly-stated ambition is to engage in a diplomacy of international humanitarian law."

— 4. Alain Boinet, Benoît Miribel, Thierry Mauricet (Première Urgence Internationale), Patrick Verbruggen (Triangle Génération Humanitaire), Rachid Lahlou (Secours Islamique France) et Antoine Peigney (Croix-Rouge française).

— 5. Coordination Humanitaire et Développement (CHD): www.chd.org Elle est présidée conjointement par Xavier Boutin et Alain Boinet, devenu membre du conseil d'administration de Coordination Sud et son référent humanitaire, en lien avec la commission humanitaire dont la cheffe de file est Pauline Chetcutti d'ACF.

in both emergencies and development. Coordination Sud was therefore able to put forward a number of collective positions, under the active presidency of Philippe Jahshan. This was out of a concern to incorporate humanitarian priorities which until then had not been sufficiently taken into account within Coordination Sud. On this point, there is no denying that the informal setting of the Forum Espace Humanitaire (FEH), launched in 2009 to bring together the main directors of French NGOs, allowed for the emergence of dialogue and an increased understanding of each organisation's priorities, from humanitarian aid to development. Moreover, the creation of a kind of *de facto* "humanitarian coalition", bringing together six people and organisations⁴, to encourage this dialogue, enabled the evolution of the Coordination d'Agen, the founding collective and member of Coordination Sud. Indeed, with the goodwill of Patrick Edel, the founding president, the Coordination d'Agen became the Coordination Humanitaire et Développement⁵. This allowed for the gathering together of almost all of the humanitarian NGOs and enabled easier concertation with public authorities.

Which Resources in the Service of the Humanitarian Strategy?

Although the first French Humanitarian Strategy (2012-2017) had the merit of existing and setting priorities, it was not really accompanied by significant financial commitments. This was the focus of the second French Humanitarian Strategy, presented by Patrice Paoli, the director of the Crisis and Support Centre at the quai d'Orsay.

— 4. Alain Boinet, Benoît Miribel, Thierry Mauricet (Première Urgence Internationale), Patrick Verbruggen (Triangle Génération Humanitaire), Rachid Lahlou (Secours Islamique France) and Antoine Peigney (French Red Cross).

— 5. Coordination Humanitaire et Développement (CHD): www.chd.org It is jointly presided by Xavier Boutin and Alain Boinet, member of the board of directors of Coordination Sud and its humanitarian referent, in partnership with the humanitarian commission led by Pauline Chetcutti of ACF.

permis de regrouper pratiquement toutes les ONG humanitaires et de faciliter la concertation avec les pouvoirs publics.

Quels moyens au service de la Stratégie humanitaire ?

Si la première Stratégie humanitaire française (2012-2017) a eu le mérite d'exister et de donner des priorités, elle ne s'est pas véritablement accompagnée d'engagements financiers significatifs. C'était bien l'enjeu de cette deuxième Stratégie humanitaire française présentée par Patrice Paoli, directeur du Centre de crise et de soutien du quai d'Orsay.

Celui-ci a présenté les grandes lignes de cette nouvelle stratégie pour la période 2018-2022⁶, alignée donc sur le quinquennat du président Macron. L'ambition est clairement affichée d'engager une diplomatie du droit humanitaire international. Il y a là, à n'en pas douter, une priorité qui se concrétise déjà de la part des autorités françaises – comme on le voit avec la mobilisation de la France contre l'emploi des armes chimiques en Syrie, pour renforcer l'accès de l'aide humanitaire, ou encore le projet de Conférence internationale sur le Yémen à Paris fin juin (devenue simple réunion d'experts entre-temps, NDLR), où la question sensible des ventes d'armements à l'Arabie Saoudite ne pourra être ignorée. Cette stratégie insiste aussi, à raison, sur la nécessaire protection des personnels humanitaires et de santé et réaffirme avec force sa volonté de poursuivre l'initiative visant à encadrer le recours au veto au Conseil de sécurité des Nations unies en cas d'atrocités de masse.

Mais c'est sur la question des moyens financiers alloués à cette stratégie que le gouvernement était fermement attendu par les ONG, tant il est vrai qu'il

The latter presented the main lines of the new strategy for the period 2018-2022⁶, aligned to Macron's five-year mandate. The clearly-stated ambition is to engage in a diplomacy of international humanitarian law. This priority has undoubtedly already materialised on behalf of the French authorities - as we can see with the French mobilisation against the use of chemical weapons in Syria, the reinforcement of access to humanitarian aid, or the project of the International Conference on the Yemen in Paris at the end of June [became a simple meeting of experts in the meantime, Editor's Note], where the sensitive question of arms sales to Saudi Arabia will not be overlooked. The strategy also insists, with good reason, on the necessary protection of humanitarian and health personnel, and strongly reaffirms its will to pursue the initiative aimed at providing a framework for the use of the veto at the UN Security Council in the event of mass atrocities.

But NGOs were most eagerly awaiting the government's position on the financial resources to be allocated to this strategy, since it is true that any strategy must have adequate resources. For the record, French bilateral humanitarian aid has three components: the contributions to UN and ICRC humanitarian agencies, Programmed Food Aid (AAP), and the Emergency Humanitarian Fund (FUH), which finances emergency humanitarian aid by way of subsidies for NGOs, international organisations or direct State interventions. In all, France committed to allocating 500 million euros by 2022 (compared to 150 in 2016), by way of the three previously cited tools. To this sum must be added France's contribution to the humanitarian budget of the European Union (Echo), which is between 250 and 350 million euros per year. According to the 2017 Global Humanitarian

— 6. France diplomatie, « Une nouvelle stratégie française pour répondre à des besoins croissants », www.diplomatie.gouv.fr/fr/politique-etrangere-de-la-france/action-humanitaire-d-urgence/strategie-humanitaire-de-la-france-2018-2022

— 6. France diplomatie, "Une nouvelle stratégie française pour répondre à des besoins croissants", www.diplomatie.gouv.fr/fr/politique-etrangere-de-la-france/action-humanitaire-d-urgence/strategie-humanitaire-de-la-france-2018-2022

faut avoir les moyens de sa stratégie. Pour mémoire, l'aide humanitaire bilatérale de la France comprend trois composantes : les contributions aux agences humanitaires des Nations unies et au Comité international de la Croix-Rouge (CICR), l'Aide alimentaire programmée (AAP) et le Fonds d'urgence humanitaire (FUH) qui finance l'aide humanitaire d'urgence via des subventions aux ONG, aux organisations internationales ou encore des interventions directes de l'État. Au total, la France s'engage à affecter 500 millions d'euros en 2022 (contre 150 en 2016) via les trois outils cités précédemment. Montant auquel il faut ajouter la contribution de la France au budget humanitaire de l'Union européenne (Echo) qui est en moyenne de 250 à 350 millions d'euros par année. Selon le Global humanitarian assistance report 2017⁷, la France était en 2016 au dixième rang mondial avec une contribution de 585 millions de dollars. Si l'on additionne ces chiffres, on arrive à une contribution d'environ un milliard de dollars, soit le quatrième rang mondial et le troisième européen. On mesure l'effort et le chemin parcouru, malgré les écarts qui demeurent entre les trois principaux pays de la zone euro.

Emmanuel Macron a décidé d'inverser la courbe de l'APD et de la porter de 0,38 % du RNB en 2016 à 0,55 %

« Nous savons que l'arbitrage a été difficile et que Bercy pourrait chercher à freiner cet élan budgétaire. »

“We know that the arbitration has been difficult and that Bercy could try to impede this budgetary increase.”

— 7. Development Initiatives, *Global humanitarian assistance report 2017*, <http://devinit.org/post/global-humanitarian-assistance-2017/>

Assistance Report⁷, in 2016, France was ranked 10th worldwide with a contribution of 585 million dollars. If we add up these figures, we come to a contribution of roughly one billion dollars, equivalent to the fourth rank globally and the third in Europe. The effort and progress made must not be understated, in spite of the discrepancies which remain between the three leading Eurozone countries.

Emmanuel Macron decided to reverse the decline in ODA and to bring it from 0,38% of the GNI in 2016 to 0,55% in 2022. He has announced this publicly on several occasions, most notably during the United Nations General Assembly on September 14th 2017. The Prime Minister defined the trajectory of the increase during the Inter-Ministerial Committee for International Cooperation and Development (CICID): 0,44% in 2019, 0,47% in 2020, 0,51% in 2021, and 0,55% in 2022. To be sure, this still does not amount to the goal of 0,7% historically fixed (and still supported by a number of NGOs), but this increase nevertheless represents 6 billion euros, going from roughly 9,6 to 15 billion euros. This is a clear change in direction. Will the aim for a budget of 500 million euros dedicated to humanitarian aid by 2022 be respected? Jean-Yves Le Drian replied that it was understood. Yet we know that the arbitration has been difficult and that Bercy could try to impede this budgetary increase, and even try to backpedal.

The Necessary Mobilisation of Humanitarian NGOs

Vigilance is necessary, along with a constructive mobilisation on behalf of the parties involved, so that the decisions of the CICID from February 8th 2017⁸ are implemented, along with the French Humanitarian Strategy of course.

— 7. Development Initiatives, *Global Humanitarian Assistance Report 2017*, <http://devinit.org/post/global-humanitarian-assistance-2017/>

— 8. Inter-Ministerial Committee for International Cooperation and Development (CICID), *Relevé de conclusions*, February 8th 2018, www.diplomatie.gouv.fr/IMG/pdf/releve_de_conclusions_du_comite_interministeriel_de_cooperation_internationale_et_du_developpement_-_08.02.2018_cle4ea6e2-2.pdf

en 2022. Il l'a annoncé publiquement plusieurs fois, notamment lors de l'Assemblée générale des Nations unies le 14 septembre 2017. Le Premier ministre a défini la trajectoire de l'augmentation dans le cadre du Comité interministériel de la coopération internationale et du développement (CICID) : 0,44 % en 2018 ; 0,44 % en 2019 ; 0,47 % en 2020 ; 0,51 % en 2021 ; puis 0,55 % en 2022. Certes nous n'atteignons toujours pas l'objectif historiquement fixé (et toujours revendiqué par nombre d'ONG) de 0,7 %, mais cette augmentation représentera tout de même 6 milliards d'euros en passant d'environ 9,6 à 15 milliards d'euros. Il s'agit très clairement d'un changement de cap. L'ambition d'un budget de 500 millions d'euros dédiés à l'humanitaire programmée pour 2022 sera-t-elle bien respectée ? À cette question, Jean-Yves Le Drian a répondu que pour lui c'était bien acquis. Mais nous savons que l'arbitrage a été difficile et que Bercy pourrait chercher à freiner cet élan budgétaire et même tenter de revenir en arrière.

La mobilisation indispensable des ONG humanitaires

La vigilance s'impose, ainsi qu'une mobilisation constructive de la part des parties prenantes, pour que les décisions du CICID du 8 février 2017⁸ soient mises en œuvre, ainsi que la Stratégie humanitaire française bien entendu.

Il est logique et nécessaire que l'augmentation du budget humanitaire soit indexée sur celle de l'APD pour atteindre progressivement et par étape son objectif de 500 millions d'euros en 2022. Seule une telle trajectoire permettra d'assurer la mise en œuvre effective de cette décision et ainsi d'apporter les ressources indispensables pour répondre aux crises humanitaires.

— 8. Comité interministériel de la coopération internationale et du développement (CICID), *Relevé de conclusions*, 8 février 2018, www.diplomatie.gouv.fr/IMG/pdf/releve_de_conclusions_du_comite_interministeriel_de_cooperation_internationale_et_du_developpement_-_08.02.2018_cle4ea6e2-2.pdf

It is logical and necessary that the increase in the humanitarian budget be indexed on that of the ODA in order to gradually achieve its objective of 500 million euros by 2022. Only such a trajectory will allow for the effective implementation of this decision and thereby bring the necessary resources in response to humanitarian crises.

Secondly, as part of the Strategy, a plan of action for the implementation of these resources is required, and also for the 10 priorities of the "Grand Bargain", particularly in the fields of administrative simplification, localisation, and the emergency-development nexus. Yet we insist on the one hand on the fact that the "Grand Bargain" inadvertently ignores weaknesses in capacity in the face of emergency situations, which namely justified the decision of *Médecins sans Frontières* to not participate in the Summit in Istanbul⁹. On the other hand, humanitarian NGOs are not responsible for peace, or for the Millenium Development Goals, even though they may wish for them to materialise and to contribute to their achievement - especially if the populations in question agree with them.

It must be noted that the NGO members of Coordination Sud, which brings together humanitarian and development associations, ask that the annual amount of public funding channelled through French NGOs be at least one billion dollars by 2022, in order to come close to the average for OECD member States¹⁰. Indeed, the percentage of bilateral ODA channelled through NGOs was 2,8% in

— 9. Irin, "MSF se retire du Sommet humanitaire mondial", May 5th 2016, www.irinnews.org/fr/actualite/C3%A9s/2016/05/04/msf-se-retire-du-sommet-humanitaire-mondial
See the different "Emergency Gap" reports drafted by MSF's Centre for Applied Reflection on Humanitarian Practice, and, for an overview, the global report *Emergency Gap Final Report: Bridging the emergency gap Reflections and a call for action after a two-year exploration of emergency response in acute conflict*, April 4th 2018, <https://arhp.msf.es/emergency-gap-final-report-bridging-emergency-gap>

— 10. OCDE, *Aid for civil society organisations*, January 2018.

Ensuite, en prolongement de la Stratégie, il faut un plan d'action de mise en œuvre de ces moyens, de même que pour les 10 priorités du « Grand Bargain », particulièrement dans les domaines de la simplification administrative, de la localisation et du nexus urgence-développement. Mais nous insistons d'une part sur le fait que le « Grand Bargain » ignore malencontreusement les faiblesses des capacités face aux situations d'urgence, ce qui avait notamment justifié la décision de Médecins sans Frontières de ne pas participer au Sommet d'Istanbul⁹. D'autre part, les ONG humanitaires ne sont pas responsables de la paix, des Objectifs de développement durable, même si elles peuvent en souhaiter la réalisation et y contribuer – d'autant plus si les populations concernées y adhèrent.

Rappelons que les ONG membres de Coordination Sud, qui rassemble des associations humanitaires comme de développement, demandent que le montant annuel des financements publics transitant par les ONG françaises soit d'au moins un milliard d'euros d'ici 2022 afin de se rapprocher dans ce domaine de la moyenne des pays membres de l'OCDE¹⁰. En effet, le pourcentage de l'APD bilatérale transitant par les ONG est en France de 2,8 % en 2016 contre 14,9 % en moyenne pour l'ensemble des 28 autres pays!

Lorsque nous avons rencontré le président de la République, le 5 septembre 2017 à l'Élysée, nous lui avons alors proposé de repenser la structure même de

2016, compared to 14,9% on average for the other 28 countries!

When we met with the President on September 5th at the Elysée, we therefore suggested that he rethink the very structure of ODA in order to adapt it to the major challenges¹¹ that the world is facing. Everyone currently agrees that humanitarian capacities are grossly inadequate, given the exponential increase in needs. In this context, we asked him to allocate at least 10% of ODA in the future to humanitarian aid, given that it is currently at 2,3% in France, compared to an average of 12,9% for OECD member States (2015 figures)¹².

The creation and development of the Peace and Resilience Fund (Minka) at the Agence française de développement (AFD) is also a step in this direction, and must be properly coordinated with the Crisis and Support Centre in order to increase resources overall and better respond to the necessary transition from emergency situations, to reconstruction and crisis recovery, to the resumption of development. The role of embassies and diplomatic networks is also key in encouraging non-governmental action in all its richness and diversity of intervention in the field.

A 10-year cycle is drawing to a close with a new humanitarian strategy for structures and resources, and the five-year mandate which is beginning will be the unit of measure in the implementation by 2022. The stakes are high, considering that the number of refugees in the world has gone from 39,5 million in 2006 to 65,6 million in 2016 and that 136 million people are in need of assistance, from Syria to Yemen, from DRC to Afghanistan. Similarly, natural disasters are impacting increasing numbers

— 9. Irin, « MSF se retire du Sommet humanitaire mondial », 5 mai 2016, www.irinnews.org/fr/actualite/C3%A9s/2016/05/04/msf-se-retire-du-sommet-humanitaire-mondial
Voir les différents rapports « Emergency gap » rédigés par le Centre for applied reflection on humanitarian practice de MSF, et pour une vue d'ensemble, le rapport global, *Emergency Gap final report: Bridging the emergency gap Reflections and a call for action after a two-year exploration of emergency response in acute conflict*, 4 avril 2018, <https://arhp.msf.es/emergency-gap-final-report-bridging-emergency-gap>

— 10. OCDE, Aide aux organisations de la société civile, janvier 2018.

— 11. <https://defishumanitaires.com>

— 12. Peer review of the OECD's CAD, Cooperation for development, "Une revue alternative du bilan de la politique de développement et de solidarité internationale de la France entre 2013 et 2017 par la société civile", November 2018, www.gispe.org/etude-OCDE-dec-2017-web.pdf

l'APD pour l'adapter aux grands défis¹¹ que le monde connaît. Le constat est aujourd'hui partagé que les capacités humanitaires sont très insuffisantes face à l'augmentation exponentielle des besoins. Dans ce contexte, nous lui avons demandé d'affecter à l'avenir au moins 10 % de l'APD à l'aide humanitaire alors qu'elle est actuellement en France de 2,3 % contre une moyenne de 12,9 % pour les pays membres de l'OCDE (chiffres de 2015)¹².

La création et le développement, à l'Agence française de développement (AFD), du Fonds Paix et Résilience (Minka) va dans ce sens et doit être à la fois bien coordonné avec le Centre de crise et de soutien afin d'augmenter globalement les moyens pour mieux répondre à la nécessaire transition des situations d'urgence, de reconstruction en sortie de crise puis de relance du développement. Le rôle des ambassades et du réseau diplomatique est aussi clé pour favoriser et faciliter l'action non gouvernementale dans sa richesse et sa diversité d'intervention sur le terrain.

Un cycle de 10 ans s'achève avec une nouvelle stratégie humanitaire, des structures et des ressources et le quinquennat qui commence en sera l'unité de mesure dans la mise en œuvre à l'horizon 2022. Les enjeux sont de taille quand l'on sait que le nombre des réfugiés dans le monde est passé de 39,5 millions en 2006 à 65,6 millions en 2016 et que 136 millions d'êtres humains ont besoin de secours de la Syrie au Yémen, de la République démocratique du Congo à l'Afghanistan. De même, les catastrophes naturelles impactent des populations toujours plus nombreuses, 124 millions en 2012 et 204 millions en 2016.

— 11. <https://defishumanitaires.com>

— 12. Examen par les pairs du CAD de l'OCDE de la coopération pour le développement, « Une revue alternative du bilan de la politique de développement et de solidarité internationale de la France entre 2013 et 2017 par la société civile », novembre 2018, www.gispe.org/etude-OCDE-dec-2017-web.pdf

of people, 124 million in 2012 and 204 million in 2016.

This trend will continue as a result of a growing population, climate change, and poverty, which result in dangerous ethnic and religious tensions for these populations and, by extension, for neighbouring countries. In April 2018, 70% of French people believed that what will happen in fragile countries in the years to come will have an impact on their own lives in France¹³.

Experience has shown us during this decade of structuring of humanitarian priorities, that both for public authorities and NGOs, nothing can happen without dialogue and mobilisation. It is therefore our collective responsibility to actively follow the issue of the funds allocated to this new French Humanitarian strategy.

Translated from the French by Juliet Powys

— 13. AFD/IPSOS barometer on development assistance in France, April 2018.

Cette tendance se poursuivra sous l'effet de la démographie, du dérèglement climatique, de la pauvreté dont résulteront des tensions ethniques et religieuses dangereuses pour ces populations et, de proche en proche, pour les pays voisins. En avril 2018, 70 % des Français estiment que ce qui adviendra dans les pays fragiles dans les années à venir peut avoir un impact à terme sur leur vie en France¹³.

L'expérience nous a montré durant cette décennie de structuration autour des priorités humanitaires, à la fois pour les pouvoirs publics et pour les ONG, que rien ne bouge sans dialogue ni mobilisation. Il est donc de notre responsabilité collective de suivre activement ensemble la question des moyens affectés à cette nouvelle Stratégie humanitaire française.

— 13. Baromètre AFD/IPSOS sur l'aide au développement de la France, avril 2018.

Biographies



ALAIN BOINET

Fondateur et ancien directeur général de l'ONG Solidarités International, née en 1980, et active aujourd'hui dans une vingtaine de pays. En 2010, il fut l'auteur, avec Benoît Miribel, du rapport *Analyses et propositions sur l'action humanitaire dans les situations de crise et post-crise* auprès du ministre des Affaires étrangères et européennes Bernard Kouchner. Il est le parrain de la promotion 2017-2018 de l'Institut Bioforce et anime le site humanitaire <https://defishumanitaires.com>

Founder and former director-general of the NGO Solidarités Internationales, created in 1980, and active today in twenty countries. In 2010, he co-authored the report *Analyses and proposals for humanitarian action in crisis and crisis recovery situations* with Benoît Miribel, for the Minister of Foreign and European Affairs, Bernard Kouchner. He is the sponsor of the 2017-2018 class at the Bioforce Institute and manages the website <https://defishumanitaires.com>

BENOÎT MIRIBEL

Depuis janvier 2007, il est directeur général de la Fondation Mérieux, spécialisée dans la lutte contre les maladies infectieuses, en particulier dans les pays en développement. Il est également, depuis juin 2013, président d'honneur d'Action contre la Faim, qu'il a présidée de 2010 à 2013 et dirigée de 2003 à 2006. Il a été directeur général de l'Institut Bioforce de 2003 à 2007. Il préside le Centre Français des Fonds et Fondations (CFF). Benoît Miribel est par ailleurs cofondateur du Forum Espace Humanitaire (FEH) et du Groupe de réflexion urgence et post-crise, membre du conseil d'administration du Forum Convergences et de l'ONG Friendship-France. Benoît Miribel est diplômé de l'Institut d'études politiques de Lyon et titulaire d'un DEA en Relations internationales de l'Université de Paris I Panthéon-Sorbonne. Il est cofondateur de la revue *Alternatives Humanitaires* et membre de son conseil d'orientation.

Since January 2007, he has been the director-general of the Fondation Mérieux, specialised in the fight against infectious disease, particularly in developing countries. Since June 2013, he has also been the honorary president of *Action Contre la Faim*, which he presided from 2010 to 2013 and directed from 2003 to 2006. He was the director-general of the Bioforce Institute from 2003 to 2007. He is the president of the Centre Français des Fonds et Fondations (CFF). Benoît Miribel is also the co-founder of the Forum Espace Humanitaire (FEH) and the Emergency and Crisis Recovery think tank, a member of the board of directors for the Convergences Forum and of the NGO Friendship-France. Benoît Miribel is a graduate of the Institut d'études politiques in Lyon and holds a DEA in International Relations from the Université de Paris I Panthéon-Sorbonne. He is the co-founder of the *Humanitarian Alternatives* review and a member of its board of directors.

INNOVATIONS





INNOVATIONS

« L'identité numérique constitue le domaine principal dans lequel la blockchain pourrait jouer en faveur des droits humains »

“The biggest area in which blockchain can help promote human rights is digital identity”

Entretien avec *Julio Alejandro* • Président directeur général de Humanitarian Blockchain



Si la technologie blockchain est souvent associée au bitcoin et à d'autres cryptomonnaies, ces usages ne représentent que la partie émergée de l'iceberg. L'intérêt qu'elle suscite est motivé par les multiples emplois possibles de cette technologie dans les domaines de l'assurance, de la santé, de l'immobilier, du transport, de la musique et même du vote électoral. Mais la technologie blockchain investit également le monde de l'aide humanitaire.

While blockchain technology is often associated with bitcoin and other cryptocurrencies, it is only the tip of the iceberg. The interest it arouses is motivated by its many other possible applications in the fields of insurance, healthcare, real estate, transport, music and even electoral voting. But blockchain technology is taking root in the world of humanitarian aid as well.



Si elle est utilisée dans un esprit de collaboration, d'ingéniosité et de rigueur éthique, la blockchain pourrait révolutionner l'action humanitaire. Différents mouvements, des agences des Nations unies, des organisations non gouvernementales (ONG) et des entreprises ouvrent la marche. L'Alliance ID2020¹, en collaboration avec Microsoft, développe un système qui permettra aux individus d'enregistrer leurs papiers d'identité sur une base de données blockchain, mais aussi de fournir des pièces d'identité numériques à des millions de sans-papiers ou d'apatrides qui n'ont pas accès aux services élémentaires gouvernementaux et financiers. Au Liban, Aid:Tech² offre des bons électroniques sur une blockchain à des réfugiés syriens dans des camps, leur permettant d'acheter des produits au sein d'une économie locale propre en vue d'augmenter leur autonomie dans ces camps. Le Programme alimentaire mondial (PAM)³ a expérimenté un projet pilote dans le camp de réfugiés d'Azraq en Jordanie où les réfugiés syriens peuvent utiliser une technologie de reconnaissance de l'iris directement aux caisses afin d'acheter des produits alimentaires. Handshake⁴ conçoit un système pour l'élaboration de contrats de travail justes et légaux dédiés aux travailleurs migrants internationaux. Cette initiative répond à une volonté de minimiser la prévalence de l'exploitation et de l'insécurité tout en garantissant les droits humains et des rémunérations de travail équitables.

If done with collaboration, ethics, and ingenuity, blockchain can revolutionise humanitarian response. Some movements, UN agencies, non-governmental organisations and enterprises are leading the way. The ID2020 Alliance¹, in cooperation with Microsoft, is creating a system allowing people to register their identity documents in a blockchain database but also to provide digital IDs to millions of undocumented or stateless people who lack access to basic government and financial services. In Lebanon, Aid:Tech² provides e-vouchers in a blockchain to Syrian refugees in camps, allowing them to purchase goods in a localised refugee economy and increasing their self-reliance in these camps. The United Nations World Food Programme (WFP)³ has tested a pilot project in Jordan's Azraq refugee camp, where Syrian refugees can use iris-identification technology at a cash register to buy food and supplies. Handshake⁴ is designing a system for fair and legal labour contracts for international migrant workers, in an effort to minimise the prevalence of exploitation and insecurity while ensuring human rights and fair wages for work.

— 1. <https://id2020.org>

— 2. <https://aid.technology>

— 3. <http://innovation.wfp.org/project/building-blocks>

— 4. <http://handshake.tech/index.html>

— 1. <https://id2020.org>

— 2. <https://aid.technology>

— 3. <http://innovation.wfp.org/project/building-blocks>

— 4. <http://handshake.tech/index.html>

Les gouvernements ont commencé à adopter cette technologie pour leurs propres programmes, comme la gestion et l'organisation des titres fonciers en Géorgie⁵; des identités numériques pour les réfugiés en Finlande⁶; des dossiers médicaux en Estonie⁷; et des systèmes de gouvernance publique aux Émirats arabes unis⁸. Néanmoins, l'essor de la technologie blockchain n'est pas sans risque. Outre les contraintes techniques, elle pose quelques interrogations élémentaires vis-à-vis de la protection des données et de la gouvernance.

Governments have started to implement this technology in their own programmes, such as for managing and organising land titles in Georgia⁵; digital identities of refugees in Finland⁶; health records in Estonia⁷; and public governance systems in the United Arab Emirates⁸. However, the expansion of blockchain is not without risk. Besides the technical constraints, it poses some basic questions about governance and data protection.

Qu'est-ce que la technologie blockchain ?

La blockchain est une technologie considérée comme la seconde révolution numérique, après celle de l'Internet. Une blockchain (chaîne de blocs) est une liste d'enregistrements appelés « blocs » en constante croissance, reliés entre eux et sécurisés par cryptographie. Par sa conception même, une blockchain est résistante aux modifications de données. C'est un registre transparent, décentralisé et distribué qui peut enregistrer efficacement les transactions entre deux parties, et ce de manière vérifiable et permanente. La première blockchain a été conçue par une personne (ou un groupe d'individus) connu(e) sous le nom de Satoshi Nakamoto en 2008 afin de mettre en pratique la cryptomonnaie bitcoin.

What is blockchain technology?

Blockchain technology is supposed to be the second digital revolution, after that of the Internet. A blockchain is a continuously growing list of records, called "blocks", which are linked and secured using cryptography. By design, a blockchain is inherently resistant to modification of the data. It is an open, decentralised and distributed ledger that can record transactions between two parties efficiently and in a verifiable and permanent way. The first blockchain was conceptualised by a person (or group of people) known as Satoshi Nakamoto in 2008 to implement the cryptocurrency bitcoin.

— 5. Laura Shin, "The first government to secure land titles on the Bitcoin Blockchain expands project", *Forbes*, 7 février 2017, www.forbes.com/sites/laurashin/2017/02/07/the-first-government-to-secure-land-titles-on-the-bitcoin-blockchain-expands-project/#70fbc4c24dcd

— 6. "Finland turns to Blockchain to help unbanked refugees", *CCN*, 8 septembre 2017, www.ccn.com/finns-turn-to-blockchain-to-help-unbanked-refugees-enter-the-digital-economy

— 7. Jonathon Marshall, "Estonia prescribes blockchain for healthcare data security", *PWC*, 16 mars 2017, http://pwc.blogs.com/health_matters/2017/03/estonia-prescribes-blockchain-for-healthcare-data-security.html

— 8. "Dubai launches Blockchain strategy to become paperless by 2020", *Gulf News Government*, 5 octobre 2016, <https://gulfnews.com/news/uae/government/dubai-launches-blockchain-strategy-to-become-paperless-by-2020-1.1907790>

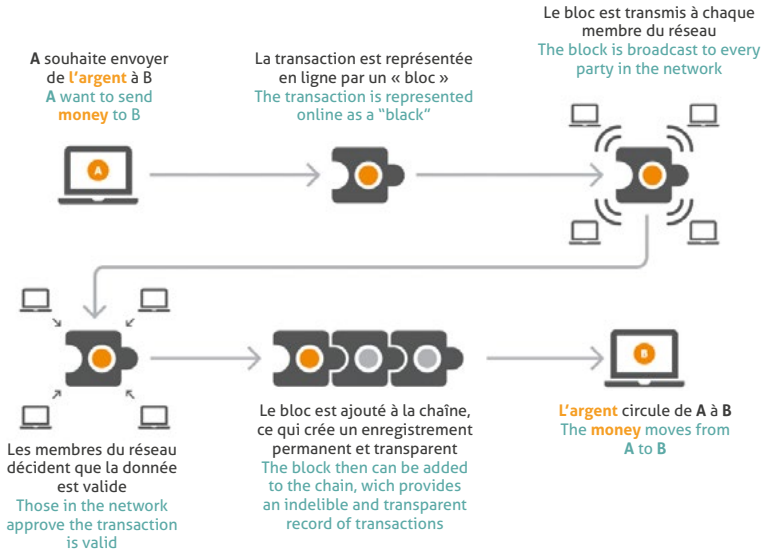
— 5. "The First Government To Secure Land Titles On The Bitcoin Blockchain Expands Project", *Forbes*, 7 February 2017, www.forbes.com/sites/laurashin/2017/02/07/the-first-government-to-secure-land-titles-on-the-bitcoin-blockchain-expands-project/#70fbc4c24dcd

— 6. "Finland Turns to Blockchain to Help Unbanked Refugees", *CCN*, 8 September 2017, www.ccn.com/finns-turn-to-blockchain-to-help-unbanked-refugees-enter-the-digital-economy

— 7. Jonathon Marshall, "Estonia prescribes blockchain for healthcare data security", *PWC*, 16 March 2017, http://pwc.blogs.com/health_matters/2017/03/estonia-prescribes-blockchain-for-healthcare-data-security.html

— 8. "Dubai launches Blockchain strategy to become paperless by 2020", *Gulf News Government*, 5 October 2016, <https://gulfnews.com/news/uae/government/dubai-launches-blockchain-strategy-to-become-paperless-by-2020-1.1907790>

Comment l'information se déplace à travers des registres distribués rassemblés en « blocs », en prenant une transaction financière pour exemple



Source de l'image: Thomson Reuters⁹

How information moves through distributed ledgers in "blocks", using money as an example

Image from Thomson Reuters⁹



JULIO ALEJANDRO

Alternatives Humanitaires – Humanitarian Blockchain a été décrite comme « le premier projet au monde d'aide à la gouvernance électronique autogérée qui tente de s'attaquer aux problèmes sociaux et mondiaux en utilisant la technologie blockchain¹⁰ ». Pour beaucoup de gens, tous ces concepts restent difficiles à comprendre. Pouvez-vous nous expliquer en des termes simples et concrets ce que cela signifie et quelle histoire se trouve derrière Humanitarian Blockchain?

Julio Alejandro – Je suis motivé par la volonté de stopper les systèmes de discrimination. Après des études à Sciences Po-Paris et à l'Institut de technologie et d'études supérieures de Monterrey au Mexique, je suis parti à Chicago

Humanitarian Alternatives – Humanitarian Blockchain was described as "the world's first DIY e-governance consultancy project that is attempting to tackle social and global problems by using blockchain technology"¹⁰. For many people, all these concepts are difficult to understand. Can you explain what it means in simple, concrete terms and tell us the story behind Humanitarian Blockchain?

Julio Alejandro – I am motivated to stop systems of discrimination. After studying at Sciences Po-Paris and ITESM Mexico, I moved to Chicago, working as a Foreign Correspondent for *Excelsior* and *La Jornada* newspapers, covering immigration and deportation topics, white supremacists, the Black Lives Matters

— 9. <https://blogs.thomsonreuters.com/answeron/blockchain-impact-tax-and-accounting-industry>

— 10. "Blockchain tech helps coffee Farmers make fair gains", *CCN*, 13 avril 2017, <https://www.ccn.com/blockchain-tech-helps-coffee-farmers-make-fair-gains>

— 9. <https://blogs.thomsonreuters.com/answeron/blockchain-impact-tax-and-accounting-industry>

— 10. "Blockchain Tech Helps Coffee Farmers Make Fair Gains", *CCN*, 13 April 2017, <https://www.ccn.com/blockchain-tech-helps-coffee-farmers-make-fair-gains>

pour travailler comme correspondant des journaux *Excelsior* et *La Jornada*, et couvrir les sujets autour de l'immigration et de la déportation, les suprémacistes blancs, le mouvement Black Lives Matter, le féminisme et les violences sexuelles contre les minorités. J'ai donc une forte expérience sociologique et politique. De cette position, j'ai réfléchi et je me suis dit: c'est un échec. Je ne suis pas efficace et des changements à un niveau systémique ne sont toujours pas visibles. Donc, comment et pourquoi ne pourrions-nous tenter quelque chose d'autre, qui ne relèverait pas seulement de la « communication médiatique », afin de changer le monde? Pourquoi n'essayerais-je pas avec la technologie? Un ami m'a envoyé quelques bitcoins et c'est ainsi que l'histoire a commencé. Je suis parti m'installer à Londres pour devenir un entrepreneur du changement social. Tout d'abord, il me fallait connaître deux choses: comprendre dans l'ensemble comment fonctionne la finance, et comment fonctionne la technologie. C'est à ce moment que je me suis tourné vers la blockchain. Je me suis aperçu que la technologie était neutre. Elle ne discrimine pas selon le genre ou la nationalité d'un individu; c'est un algorithme mathématiquement prouvé et qui contient un certain degré de sophistication qui est difficile à comprendre pour l'utilisateur lambda. Mais une fois que l'on entre dans cet écosystème, je pense qu'il est plus productif et efficace que de travailler dans le domaine public ou dans celui des droits humains. C'est pourquoi j'ai décidé de mettre en place des solutions et des outils blockchain, parce que je pense que nous participons à la résolution des mêmes problèmes, mais en partant d'une approche complètement différente. En termes simples, qu'est-ce que la technologie blockchain? C'est ce que Linux était à Internet il y a vingt ans. Si l'on se projette vingt ou trente années en arrière, à la question « qu'est-ce que l'Internet? », on aurait répondu « c'est pour créer des emails ». Qu'est-ce qu'un email? Cela permet la création de sites internet. Qu'est-ce qu'un site internet? Cela crée un réseau social. Qu'est-ce

movement, feminism and sexual abuse of minorities. So, I come from a very sociological and political background. From there, I analysed and said: well this is failing. I'm not being efficient, and change at a systemic level is not happening. So how and why could we try something other than "media" to change the world? Why don't I give technology a try? A friend sent me a few bitcoins, and that's where the story began in 2014 in New Hampshire. I moved to London to become an entrepreneur for social change. I needed to know two things first: to understand overall how finance works, and how technology works. That's when I started looking into blockchain. I came to the realisation that technology was neutral. Technology does not discriminate according to somebody's gender or nationality; it's an algorithm, it's mathematically proved, and it contains a degree of sophistication that is difficult for everyday users to understand. But once you get into the ecosystem, I find it more productive and more efficient than working within the public or human rights sector. That's why I've decided to build blockchain solutions, blockchain tools, because I think that we're trying to solve the same problems just with a very different approach. In simple terms, what is blockchain technology? It is what Linux was to the Internet 20 years ago. If we'd been asked "what is the Internet?" 20 or 30 years ago, we would have said "it creates emails". What's an email? We'd say it creates websites. What's a website? It creates social media. What's social media? Well, it creates companies that use social media like Google, Facebook, Twitter and LinkedIn. So, blockchain is a foundational technology. It's a set of decentralised underlying architecture, protocols and networks that exist to create new marketplaces, new value markets that do not yet exist—like Amazon or Uber, or the collaborative economy that didn't exist 5, 10 or 20 years ago. So what people are creating at the moment are protocols and networks, scalability and the Internet's technical backend so we can enter a new phase of the Internet.

qu'un réseau social? Eh bien, ça permet la création de compagnies qui utilisent les réseaux sociaux telles que Google, Facebook, Twitter et LinkedIn. Donc, blockchain est une technologie fondamentale. C'est un ensemble d'architecture décentralisée, de protocoles et de réseaux existants et sous-jacents, afin de créer de nouveaux marchés de valeur qui n'existent pas pour le moment – à l'instar d'Amazon ou de Uber ou de l'économie collaborative qui n'existaient pas il y a cinq, dix ou vingt ans. Donc en ce moment, des personnes sont en train de créer les protocoles et les réseaux, l'évolutivité et l'arrière-plan technique web afin d'entrer dans une nouvelle phase de l'Internet. La technologie blockchain sera encore plus importante que l'Internet.

A. H. – *Comment avez-vous monté votre organisation?*

J. A. – Nous étions cinq. Nous avons débuté sous la forme d'une organisation à but non lucratif pour les droits humains, une ONG internationale avec des centres situés aux États-Unis, au Mexique, en Estonie, au Royaume-Uni et en France. Mais nous évoluons maintenant de plus en plus vers un modèle de société de conseil. L'un de nos projets pilotes qui a connu le plus de succès en 2016 réfléchissait à la création de solutions pour les réfugiés à Calais, par exemple sécuriser leur argent et leur identité. En leur fournissant une carte bancaire Visa Bitcoin, les gouvernements seraient incapables de saisir ou de contrôler leur argent puisque ce serait en Bitcoins. Les réfugiés pourraient dépenser leur argent dans tous les endroits qui acceptent la carte Visa, c'est-à-dire 50 millions de lieux dans le monde aujourd'hui. De plus, les frais de transaction seraient minimes. Mais pour être clair, c'était un projet pilote, il n'a pas été mis en œuvre. La technologie blockchain n'est pas encore prête à être utilisée pour le moment. L'écosystème reste trop coûteux. Les petits contrats restent facilement « piratables », ils ne sont encore pas assez sécurisés. Et même l'utilisation d'un registre privé est

Blockchain is set to be more important than the Internet itself.

H.A. – *How did you set up your organisation?*

J. A. – There were five of us. We started as a not-for-profit, human rights organisation, a globally based NGO with centres in the United States and Mexico, Estonia, the UK and France. But we are now shifting more towards a consultancy model. One of our most successful pilot projects in 2016 was to create solutions for the refugees in Calais, such as securing their money and identities. By providing them with a Visa Bitcoin debit card, governments wouldn't be allowed to seize their money or control it, as it would be in bitcoin. The refugees would be able to spend their money anywhere Visa cards are accepted, i.e. 50 million places in the world now. On top of that, the transaction fees would be lower. But to be clear, it was a pilot project, it was not implemented. Blockchain technology is not yet ready to use. The ecosystem is too expensive. Small contracts are quite "hackable"; they're very insecure at the moment. And even private ledger is quite expensive to use. But we were the first ones to create awareness that these solutions could be implemented for refugees. What I am proud of is that we created the design of the implementation: we became a school of thought, a point of reference. Currently, there are no successful blockchain or bitcoin projects within the human rights sector. Once you analyse what has actually been done, it's extremely limited.

H.A. – *What is the added value of blockchain technology in the humanitarian sector? What would be the incentive for humanitarian actors to embrace this new technology?*

J. A. – The humanitarian field in blockchain needs to have a marketplace. Not of ideas, but feasible technical solutions: design, implementation and execution. We need developers, not simple ideas. The not-for-profit sector will no doubt

assez coûteuse. Mais nous étions les premiers à sensibiliser l'opinion sur l'existence de ces solutions destinées aux réfugiés. Je suis fier d'avoir pu concevoir le cadre de sa mise en œuvre: nous sommes devenus l'école de pensée, la référence. Pour le moment, il n'existe pas de projets blockchain ou Bitcoin qui soient une réussite dans le domaine des droits humains. Une fois que l'on examine ce qui a vraiment été fait, on fait face à quelque chose d'extrêmement limité.

A. H. – *Quelle est la valeur ajoutée de la technologie blockchain pour le secteur humanitaire? Qu'est-ce qui pourrait encourager les différents acteurs de l'aide humanitaire à adopter cette nouvelle technologie?*

J. A. – Le champ humanitaire de la blockchain a besoin d'un marché. Pas tant un marché d'idées que de solutions techniques réalisables: de la conception, de la mise en place et de l'exécution. Nous avons besoin de développeurs, pas d'idées simples. Le secteur non lucratif sera le dernier à adopter la blockchain, simplement parce que ses acteurs n'ont pas un état d'esprit entrepreneurial. Pourtant l'avantage est assez stimulant pour quiconque sait produire de la valeur dans la société. L'identité numérique constitue le domaine principal dans lequel la blockchain pourrait jouer en faveur des droits humains. Il est plus difficile pour des citoyens de Syrie avec un passeport syrien de faire du commerce et des affaires que pour un individu muni d'un passeport autrichien ou allemand. Donc en impliquant l'identité numérique, les personnes auraient un système de crédit analogue à celui avec lequel on note notre chauffeur Uber par cinq ou une étoile selon qu'il est un bon ou un mauvais conducteur. On ne serait pas jugé par notre passeport, mais par ce système de crédit, par les critiques positives et les transactions que l'on a faites et ce que les autres personnes pensent de nous. Par conséquent, ce système pourrait permettre de valoriser et d'autonomiser des minorités ou

be the last to adopt blockchain, simply because they don't have an entrepreneurial mindset. Yet, the incentive is quite high for anyone that knows how to create value in society. The biggest area in which blockchain can help promote human rights is digital identity. It's harder for citizens from Syria to trade and engage in business with a Syrian passport than someone with an Austrian or German passport. So, by using digital identity, people would have a credit system similar to the way you rate your Uber driver with five stars or one star depending on whether he's a good or a bad driver. You would not be judged by your passport, but by the credit system, by the positive reviews and transactions you've completed, and what other people think of you. It will thus empower minorities or categories of population that are being excluded because they're female, gay, bisexual or black to be valued as individuals. This is what non-legal digital identity means, and that's the first place where the human rights and humanitarian sectors can take action.

H.A. – *We better understand the promising aspects of blockchain, but let's think about the risks. As a matter of fact, it poses basic questions about governance and data protection. How can we prevent a terrorist or criminal organisation from taking advantage of this new technology for improper use?*

J. A. – Regulation is the enemy of entrepreneurship. Government and State regulation is the biggest nemesis of innovation, entrepreneurship, and startups. Technology is not responsible for the way it is used, and usually people from human rights or academic backgrounds tend to see a dystopian future, as in the series *Black Mirror*, which shows a very negative and pessimistic vision of humanity. If you have a USB stick, you can use it to illegally hack information, but people are not calling for the regulation of USB sticks. And to answer the question: let free, unregulated, decentralised, anonymous, untraceable, capitalistic organisations and people

des catégories de populations exclues parce qu'elles sont des femmes, parce qu'elles sont gays, bisexuelles, noires, etc. afin de pouvoir être estimées en tant qu'individus. C'est ce que signifie une identité numérique non juridique, et c'est la première étape avec laquelle les secteurs humanitaires et des droits humains pourraient intervenir.

A. H. – *On comprend mieux les aspects prometteurs de la blockchain, mais maintenant pensons aux risques. De fait, elle pose des questions fondamentales concernant la gouvernance et la protection des données. Comment pouvons-nous éviter qu'une organisation terroriste ou criminelle ne profite de cette nouvelle technologie pour en faire mauvais usage ?*

J. A. – La réglementation est l'ennemi de l'esprit d'entreprise. Les réglementations étatiques et gouvernementales sont les pires ennemis de l'innovation, de l'entrepreneuriat et des startups. La technologie n'est pas responsable de la manière dont elle est utilisée. Souvent, les personnes issues des droits humains ou de l'université ont tendance à prédire un futur dystopique, comme ce que l'on trouve dans la série *Black Mirror* qui donne une vision extrêmement négative et pessimiste de l'humanité. Si vous avez une clé USB, vous pouvez l'utiliser pour pirater illégalement des informations, pourtant on ne réclame pas la réglementation des clés USB. Et pour répondre à votre question, laissons les organisations capitalistes libres, non réglementées, décentralisées, anonymes, intraquables et laissons les personnes qui ont de l'expérience dans la production de valeurs le soin de résoudre les problèmes. Les personnes travaillant pour des organisations à but non lucratif et caritatives sont les dernières qualifiées pour intervenir dans la réglementation de cette technologie. Et l'État ne devrait jouer absolument aucun rôle, sinon empêcher les gens de se tuer les uns les autres.

Propos recueillis par Danielle Tan, codirectrice du Focus, 8 mars 2018

Traduit de l'anglais par Gauthier Lesturgie

who have experience in building value solve the problems. The last people that should be intervening in its regulation are charities and not-for-profits. And the State should play no role at all, except stopping people from killing each other.

*Interview by Danielle Tan, co-editor of the Focus,
8 March 2018*

Biographie Biography



JULIO ALEJANDRO

Julio Alejandro est en charge des Communications globales pour Aeternity Blockchain, il est également PDG et fondateur de Jada Consulting « Taming Disruptive Technologies » et de Humanitarian Blockchain. Dans le cadre de son travail sur l'inclusion financière mondiale, il a conçu « Blockchain à Calais » (Fintech for Refugees) et « Machine Learning for Women » (pour les femmes de la région Moyen-Orient Afrique du Nord). Il est membre du conseil d'administration de la World Future Foundation et de Bitnation. Julio figure parmi les 100 leaders mondiaux les plus influents du Fintech (Onalytica). L'entreprise Aeternity Blockchain – pour laquelle il est également ambassadeur mondial et porte-parole – a été fondée en 2016. En avril 2018 sa capitalisation boursière représentait 1,36 milliard de dollars. Julio Alejandro is in charge of Global Communications for Aeternity Blockchain and CEO and Founder of Jada Consulting "Taming Disruptive Technologies" and Humanitarian Blockchain. His work on global financial inclusion includes designing "Blockchain in Calais" (Fintech for Refugees) and "Machine Learning for Women" (for MENA women). He's a member of the board of World Future Foundation and of Bitnation. He is listed as one of the world's top 100 influential fintech leaders (Onalytica). Aeternity Blockchain – where he is also their Global Ambassador and company spokesperson – was founded in 2016 and has a market capitalisation of \$1.36 billion (April 2018).

Face à la blockchain, la nécessaire prudence proactive des humanitaires

Humanitarian workers and blockchain: the need for proactive caution

Pierre Gallien • Codirecteur du Focus

La blockchain nous est donc annoncée comme la future grande révolution technologique, à l'impact potentiellement aussi magistral que celui de l'Internet dans les années 1990. Pour autant, si tout le monde ou presque a déjà entendu le terme, peu de personnes en comprennent les mécanismes et peuvent expliquer la valeur ajoutée d'une telle technologie. Sa complexité conceptuelle est certainement un frein important à son déploiement. Au-delà des exemples énoncés par Julio Alejandro dans son interview et des promesses de développement d'une nouvelle forme de marché, il est surtout important de bien comprendre les ruptures conceptuelles qu'une technologie blockchain permet, et d'étudier sereinement et collectivement le rôle qu'elle pourrait jouer dans un contexte humanitaire.

De ce fait, il me semble plutôt de bon augure que le monde humanitaire reste prudent quant à son utilisation effective. Comme le souligne le fondateur et PDG

Blockchain has been presented as being the next great technological revolution, the impact of which might yet rival that of the Internet in the 1990s. And yet, whilst most people have no doubt heard the term, few actually understand its mechanisms or can explain the added value of such a technology. Its conceptual complexity is certainly an important obstacle to its expansion. Beyond the examples enumerated by Julio Alejandro in his interview and its promise for the development of a new kind of market, it is especially important to understand the potential paradigm shift created by a technology like blockchain, and to calmly and collectively study the role which it could play in a humanitarian context.

It thus seems rather auspicious that the humanitarian world remains cautious about actually using the technology. As highlighted by the founder and CEO of the start-up Humanitarian Blockchain, the non-profit sector is not motivated

de la *startup* Humanitarian Blockchain, le secteur à but non lucratif n'est pas motivé par un esprit entrepreneurial dont la prise de risques s'aligne sur des perspectives de gains potentiels. Quand il s'agit de préserver la vie et la protection des personnes dans des situations déjà difficiles, mieux vaut ne pas jouer aux apprentis sorciers avec des technologies mal maîtrisées.

Pour autant, cette prudence ne doit pas être une excuse pour ne rien faire, voire rejeter cette innovation en bloc en attendant que des « entrepreneurs » produisent des services prêts à l'emploi pour l'humanitaire. Pour rester en prise avec ces évolutions, il est urgent de lancer un exercice de réflexion collective et de penser les usages possibles d'une technologie blockchain dans le cadre du développement et/ou de l'humanitaire. Pour être efficace, cette « expérience de pensée » doit impérativement associer des personnes issues de la pratique humanitaire et des experts des blockchains afin de confronter les besoins d'un côté, et la technologie de l'autre. Laisser la commande à l'un ou à l'autre de ces groupes conduirait immanquablement à une dérive technologique ou à une simple réplication des pratiques actuelles sans vraiment interroger le potentiel.

Au-delà des aspects technologiques, la technologie blockchain permet de passer d'une logique de gestion de l'information à une logique de gestion de transactions (valeur) où la garantie de l'échange n'est plus donnée à un tiers de confiance, mais est distribuée entre les différents nœuds du système. Une fois qu'une information, un échange ou un contrat est renseigné dans une blockchain, son intégrité est garantie par sa nature en réseaux distribués. Il n'y a donc plus besoin de tiers de confiance pour garantir la transaction, laquelle est confiée à un algorithme.

Bitland, une organisation basée au Ghana, est souvent donnée en exemple pour illustrer l'intérêt des blockchains

by a spirit of entrepreneurship in which risks are taken in proportion to potential gains. When it comes to saving lives and protecting people in already difficult situations, it is best not to tinker around with poorly mastered technologies.

And yet this caution ought not to be an excuse for inaction, or for rejecting this innovation wholesale and waiting for "entrepreneurs" to produce ready-to-use services for humanitarian aid. In order to remain engaged with these developments, there is an urgent need to reflect collectively and to think through the possible uses of blockchain technology in the context of development and/or humanitarian aid.

To be efficient, it is imperative that this "thought experiment" bring together people with a humanitarian background and blockchain experts in order to address needs on the one hand, and technology on the other. A monopoly of one or the other of these groups would inevitably lead to technological drift or to a mere replication of existing practices without really examining the potential.

Beyond the technological aspects, blockchain technology enables a move from a logic of information management to a logic of transaction (value) management, where the guarantee of the exchange is no longer given to a trusted third party but is distributed between the different nodes in the system. Once a piece of information, exchange or contract is entered into a blockchain, its integrity is guaranteed by its nature in distributed networks. There is therefore no further need for trusted third parties to guarantee the transaction, which is left to an algorithm.

Bitland, an organisation based in Ghana, is often given as an example to illustrate the merits of blockchain beyond cryptocurrencies. This organisation has set itself the task of enabling institutions and (private) individuals who so wish to register their land titles on a blockchain. In Africa, where large areas of rural land

au-delà des cryptomonnaies. Cette organisation s'est donnée pour mission de permettre aux institutions et aux individus (à titre privé) qui le souhaitent d'enregistrer leurs actes fonciers sur une blockchain. En Afrique, là où une grande partie des territoires ruraux ne sont pas enregistrés dans un cadastre officiel, on perçoit bien tout l'intérêt du projet qui va garantir la transparence et l'immutabilité des informations enregistrées sur la chaîne de blocs. Cet exemple soulève au moins quatre questions qui nous permettent d'aller au-delà du seul cas ghanéen.

La véracité des informations en entrée

Qui doit être le garant de l'exactitude des informations enregistrées ? Qu'il s'agisse de terrains fonciers ou de propriété intellectuelle, la véracité des informations entrées dans une blockchain doit pouvoir être garantie. Dans un système proposant de gérer l'identité numérique d'un individu par exemple, l'important est moins de savoir si l'information gérée par le système est protégée, que d'être certain que l'information rentrée au départ par l'organisation A ou B dans le système est fiable. Dans le cas de l'exemple Bitland, le projet ne se pose pas comme une alternative au gouvernement, mais plutôt comme un complément, une nouvelle manière pour lui de gérer son cadastre, puisqu'il reste *in fine* garant de la véracité de l'information.

La dépendance au système et à l'accès à Internet

C'est une chose de garantir une information dans un système, mais le plus important est certainement de pouvoir la mobiliser au moment opportun. Même si l'accès à Internet est en croissance constante, il faut rester conscient que certains endroits du globe ont encore un accès très parcellaire à cette ressource.

La fragilité d'accès pour l'utilisateur

Par ailleurs, pour l'utilisateur final, l'accès à son compte est la plupart du temps protégé par un accès codé. La confiance que l'on peut avoir sur la capacité du sys-

are absent from official land registers, we can see the relevance of a project which can guarantee the transparency and immutability of the information registered on the blockchain. This example raises at least four questions, which enable us to move beyond the Ghanaian case study.

The veracity of the input information

Who is the guarantor for the accuracy of the registered information? Whether land deeds or intellectual property, the veracity of the information fed into a blockchain must be guaranteed. In a system which offers to manage the digital identity of an individual, for example, it is less important to know whether the information managed by the system is protected, than to be certain that the information entered by organisation A or B into the system is reliable. In the case of Bitland example, the project does not present itself as an alternative to government, but rather as a complementary service, a way for it to manage its land registry, since it ultimately remains the guarantor of the veracity of the information.

Dependence on the system and Internet access

It is one thing to guarantee a piece of information in a system, but the most important thing is to be able to access it at the appropriate time. Although Internet access is constantly expanding, we must be aware that some parts of the globe still have only very fragmented access to this resource.

The fragility of access for the user

Moreover, for the end user, access to the account is most often protected by an access code. Trust in the system's capacity to resist attack is certainly crucial, but blockchains must also be able to give guarantees and protect their users against identity theft, or at the very least ensure that a given piece of information in a blockchain would not be lost or forgotten with the individual access code.

tème à résister à des attaques est certes cruciale, mais les blockchains doivent aussi pouvoir donner des garanties et protéger leurs utilisateurs contre des usurpateurs d'identités, ou simplement permettre qu'une information donnée dans une blockchain ne soit pas perdue ou oubliée avec l'accès au code individuel.

La pérennité et l'unicité des services

Enfin, en tant qu'organisation humanitaire, nous sommes soucieux de la pérennité des services que nous proposons. Cette question est d'autant plus importante lorsqu'il va s'agir de proposer une certaine forme de gestion de valeur et de biens dématérialisés. Il est vrai que notre monde est fait d'évolutions et de changements continus, mais avant d'établir des systèmes de transaction sur des biens dématérialisés, mieux vaudrait garantir à l'utilisateur final que son bien « investi » ne disparaisse pas avec la fin du projet. De la même façon, une bonne partie du développement des blockchains se voit actuellement comme un complément à des services de l'État, comme c'est le cas pour le projet Bitland. Un des enjeux de la dématérialisation et de l'évolution numérique est d'assurer l'interopérabilité des systèmes. Comment les différentes initiatives de blockchain qui foisonnent actuellement vont-elles réussir à s'articuler entre elles? Comment éviter que chaque nouvelle idée de projet se construise sans interaction avec d'autres projets similaires? Cela reste un enjeu de taille.

La technologie blockchain existe depuis maintenant plus de dix ans, mais cela fait à peine trois années que l'on commence à percevoir son potentiel pour d'autres applications que les cryptomonnaies. Il ne fait aucun doute que toutes ces questions vont progressivement trouver leurs réponses, et que de nouveaux cas d'usage seront identifiés et développés. Face à ces évolutions (mais il en va de la blockchain comme des autres technologies novatrices, telles que l'intelligence artificielle ou la robotique), les acteurs

The longevity and uniqueness of services

Finally, as a humanitarian organisation, we are concerned with the sustainability of the services we offer. This question is all the more important when it comes to offering a certain form of value management and management of dematerialised goods. It is best to be able to guarantee the end-user that their "invested" goods will not disappear at the end of the project. In the same way, a large number of blockchains currently see themselves as complements to State services, as is the case for the Bitland project. One of the issues of dematerialisation and digital development is ensuring interoperability between systems. How will the different blockchain initiatives which currently abound manage to achieve functional coherence? How can we avoid each new project idea being constructed without interaction with other similar projects? This remains a major challenge.

Blockchain technology has existed now for more than ten years, but it has only been in the last three that we have begun to see its potential for applications other than cryptocurrencies. There is no doubt that all of these questions will gradually find answers, and that new use cases will be identified and developed. In response to these trends (although what is true for blockchain is also true for other innovative technologies, such as artificial intelligence or robotics), humanitarian actors can adopt a wait-and-see attitude and follow what "entrepreneurial" spirits like Julio Alejandro think up as services. In this case, the risk is not benefiting from years of evaluation, reflection, construction, and interrogation of our own practices.

Another possible attitude would be to take a proactive stance and organise an ethical, technical and operational reflection on the subject. In this case, proceeding by iteration and progressive increments seems preferable to imagining revolutionary changes from the outset. blockchains provide an opportunity to

de l'humanitaire peuvent adopter une attitude attentiste et suivre ce que des esprits « entrepreneuriaux » comme Julio Alejandro vont imaginer comme services. Dans ce cas, le risque est de ne pas profiter d'années d'évaluation, de réflexion, de construction et d'interrogation sur nos propres pratiques.

L'autre attitude possible consisterait à prendre une posture proactive et à organiser une réflexion éthique, technique et opérationnelle sur le sujet. Dans ce cas, une approche par itération et incrémentation progressive semble préférable que d'imaginer d'emblée des changements révolutionnaires.

Les blockchains constituent une opportunité de repenser l'organisation des transactions, les interactions et relations au sein du secteur humanitaire, et la confiance entre acteurs. Pour y parvenir, il faudra sans doute commencer par mieux identifier ce que sont les transactions au sein d'une structure, entre une structure et ses partenaires ou encore entre les organisations humanitaires d'un même secteur. La réflexion devra se poursuivre concernant la chaîne logistique, la gestion des contrats, des engagements des partenaires et une meilleure coordination de l'information... Les pistes de réflexion ne manquent pas. À nous d'avoir la capacité et la volonté de nous en saisir.

rethink the organisation of transactions, interactions and relationships within the humanitarian sector, and the trust that exists between different actors. To achieve this, we must start by better identifying the transactions within an organisation, between an organisation and its partners, or between humanitarian organisations from the same sector. The reflection must be pursued concerning the logistical chain, the management of contracts, partnership engagements and a better coordination of information... There is endless food for thought. It is up to us to find the will and capacity to seize the opportunity.

Translated from the French by Juliet Powys



REPORTAGE



REZA

« Correspondant de guerre et de paix ». Cette formule qu'il affectionne s'accorde bien au regard que Reza porte sur le monde, un regard plein d'optimisme dans un océan de souffrances, l'espoir sous les gravats, l'humanité derrière la folie des hommes. Mais dévoiler ne lui suffit pas. Depuis le début de sa carrière, le reporter-photographe ne cesse de mettre son métier et sa notoriété à contribution pour résoudre des problèmes qu'il rencontre au fil de ses reportages. Sans doute parce qu'il voit un peu mieux que les autres..



Un œil sur le monde

An eye on the world

Entretien avec *Reza*
Interview with *Reza*

|←|

Afghanistan, 2000

Tous les êtres humains sont membres d'un même corps,
Si le sort s'acharne contre l'un d'eux,
Alors, les autres ne peuvent rester en paix.
Celui qui reste indifférent à la souffrance d'autrui,
Ne mérite pas d'être appelé « humain ».
Sa'adi (1184-1283)

Afghanistan, 2000

Human beings are members of a whole,
If one member is afflicted with pain,
Other members uneasy will remain.
If you have no sympathy for human pain,
The name of human you cannot retain.
Sa'adi (1184-1283)

Toutes les photos/All pictures: © Reza
www.rezaphoto.org
Texte des légendes: Reza, écrit par Rachel Deghati
Photo captions: Reza, written by Rachel Deghati

“War and peace correspondent”. This phrase, for which Reza has a particular fondness, perfectly encapsulates his view of the world, a view full of optimism in an ocean of suffering, hope under the rubble, humanity behind the madness of mankind. But revealing all this is not enough for Reza. Since the beginning of his career, the photojournalist has never ceased to use his profession and his fame to solve the problems he encounters on his reportages. No doubt because he sees a little clearer than the others...



Alternatives Humanitaires

Reza

En 2019, vous allez fêter vos quarante ans de carrière de photographe. Mais, d'une certaine manière, vous avez toujours mené de front photographie et humanitaire ?

C'est vrai. J'ai commencé la photographie professionnelle en 1979, pendant la révolution en Iran. J'ai quitté mon pays en 1981 parce que j'étais devenu persona non grata pour mes photographies : les islamistes voulaient me tuer. En 1983, alors que je travaillais pour Time Magazine, la rédaction me demande d'aller faire un reportage en Afghanistan, m'accordant à peine un mois pour cela. Ce n'était rien pour un pays aussi grand, et il me fallait déjà



|←|

Pakistan, 1983.

Formation à la photographie de réfugiés afghans par Reza pendant l'invasion des Russes.

Pakistan, 1983.

Afghan refugees being trained in photography by Reza during the Russian invasion.

Humanitarian Alternatives



Reza



2019 will mark the fortieth year of your career as a photographer. But in some ways you have always managed to juggle photography and humanitarian work.

That's true. I started out as a professional photographer in 1979 during the Iranian revolution. I left my country in 1981 because I had become persona non grata for my photographs: the Islamists wanted to kill me. In 1983, when I was working for Time Magazine, the editorial board asked me to go and do a reportage in Afghanistan, giving me barely a month to do so. That was nothing for such a big country, and I would have to spend some

Reza



passer du temps à Peshawar, au Pakistan, pour préparer la traversée parce que c'était par là qu'on entra en Afghanistan à l'époque. Mais c'était là aussi qu'on retrouvait tous les réfugiés, les groupes politiques en exil, les journalistes et écrivains qui faisaient partie des groupes de moudjahidines sans pour autant être des combattants. Je me suis dit que je n'aurais jamais le temps de couvrir ce pays immense dans le temps qui m'était accordé. C'est alors que j'ai pensé à former à la photographie quelques réfugiés avant qu'ils ne rentrent dans leur pays. Je suis allé au marché de Peshawar, j'ai fait le tour des boutiques, j'ai acheté cinq appareils photo et des pellicules, et j'ai commencé à donner mes premiers cours dans les camps de réfugiés. En quelque sorte, c'est là au Pakistan que sont nées la vision et la conception de mon travail de photographe qui n'est jamais coupé de celui avec les populations elles-mêmes. Évidemment, je suis allé faire mon reportage de mon côté, mais quand j'ai quitté mes élèves je leur ai dit qu'au moins, avec les bases que je leur avais transmises, ils pouvaient prendre des photos, témoigner, bref qu'il en resterait toujours quelque chose. À vrai dire, j'ai eu très peu de nouvelles d'eux, ne serait-ce que parce qu'il était difficile de garder le contact dans ces circonstances et qu'à cette époque, nous n'avions pas les mêmes facilités pour communiquer.

Ce n'est que beaucoup plus tard, en Afghanistan encore, qu'une histoire incroyable m'est arrivée. C'était au début des années 2000, juste après la fuite des talibans, j'étais à Kaboul où je venais de créer Aina, une ONG formant les populations aux métiers de l'information et de la communication, à travers le développement d'outils éducatifs et de médias. Aina était en train de devenir le point de ralliement de tous les journalistes qui venaient à Kaboul. Mais l'électricité manquait encore cruellement dans la ville. Quand il y en avait, c'était seulement pour les hôpitaux, les Nations unies ou les bâtiments gouvernementaux. Et seul le maire de Kaboul avait le pouvoir de décider à qui l'attribuer. Mes amis d'Aina me demandent d'aller le voir pour obtenir cet accès, indispensable pour les journalistes. J'obtiens le rendez-vous avec le maire et lorsque je vais le voir, il m'accueille vraiment très chaleureusement. Je suis surpris, mais je me dis qu'ils doivent savoir que j'étais l'ami de Massoud... J'explique l'objet de ma venue, il m'écoute longuement, attentivement et puis il éclate de rire ! Je suis très gêné, je ne sais que penser... Il me dit : « vous savez pourquoi je ris ? Je dis : non.

— Parce que vous ne m'avez pas reconnu !

— Je suis désolé, c'est la première fois que je vous vois.

— Non, ce n'est pas la première fois, c'est vous qui m'avez appris la photographie dans le camp ! »

D'un seul coup, tout a changé, il est redevenu mon élève de 1983, la relation n'était plus la même. Quand je lui demande où est l'appareil, il me dit qu'il ne fait plus de photos mais que c'est grâce à cet appareil que je lui avais donné qu'il a pu rencontrer les gens, qu'il s'est intéressé à plein de choses auxquelles il ne prêtait pas attention. « Et puis voilà, je suis devenu maire de Kaboul ! »

Reza



of that time in Peshawar, Pakistan preparing for the journey, as it was from there that you entered Afghanistan at the time. But it was also where all the refugees were to be found – political groups in exile, journalists and writers who were part of mujahideen groups but not fighters. I told myself I would never have the time to cover this immense country in the time I had been given. That's what gave me the idea of teaching photography to a few refugees before they went back to their country. I went to the market in Peshawar, went round the shops, bought five cameras and some rolls of film, and gave my first lessons in the refugee camps. In some respects it was there in Pakistan that my vision and my approach to my work as a photographer were born, work which has always gone hand in hand with my work with the populations themselves. Obviously, I went off to produce my own reportage, but as I left my pupils I told them that, even with the basics I had taught them they could still take photos and bear witness, in short, that there would always be some trace. To tell the truth, I heard very little from them, as it was difficult to keep in touch in the circumstances and because at that time we did not have the same means of communication as we have now.

It was only much later, again in Afghanistan, that something amazing happened to me. It was in the early 2000s, just after the Taliban had fled, I was in Kabul where I had just founded Aina, an NGO which provides training in information and communications through the development of educational tools and media. Aina was becoming the rallying point for all the journalists who went to Kabul. But there was still a woeful lack of electricity in the city. Whenever it was turned on it was only for the hospitals, the United Nations or government buildings. And only the mayor of Kabul had the power to decide where to allocate it. My friends at Aina asked me to go and see him to try and get this access, a necessity for the journalists. I arranged a meeting with the mayor and when I went to see him he gave me a very warm welcome indeed. I was surprised, but I told myself that they must know that I was a friend of Massoud... So I explained why I had come, he listened to me at length and carefully, and then burst out laughing! I was very annoyed, I didn't know what to think. He said to me: "Do you know why I'm laughing?" "No", I replied.

— "Because you haven't recognised me!

— Sorry, but this is the first time we've met.

— No, it's not the first time – it was you who taught me photography in the camp!"

All of a sudden everything changed, he was my pupil from 1983 again, but the relationship was no longer the same. When I asked him where his camera was, he told me that he no longer took photos but that it was thanks to the camera I'd given him that he'd been able to meet people and take interest in lots of things he didn't pay attention to. "And then I became mayor of Kabul!"

A. H.

L'Afghanistan est vraiment très présent dans votre histoire. On pense à Kipling qui voyait ce pays comme la plaque tournante de l'histoire du monde, parce qu'il était le lieu du « Grand jeu » entre les Russes et les Britanniques au XIX^e siècle. J'ai l'impression que ce pays joue un peu le même rôle pour vous, celui d'une « plaque tournante », d'un sanctuaire, d'un refuge peut-être. En fait, qu'est-ce qui s'est passé entre vous et l'Afghanistan ?

R.

Deux choses différentes qui ont joué. La première, sans doute la plus importante, c'est ce qui s'est passé dans ce pays dans les années 1980, un moment et un mouvement incroyables, historiques, une bataille entre deux extrêmes. D'un côté, l'armée russe, la plus grande armée de l'époque, la plus puissante, la plus brutale aussi. De l'autre, un peuple de paysans à peine sortis du Moyen-Âge dont les meilleures armes étaient des Brno, des fusils de chasse tchécoslovaques datant de la Seconde Guerre mondiale. Ce qui me fascinait, c'était cette rencontre entre la force brute et la force de la volonté de tout un peuple. La seconde chose, c'est que c'est un pays qui a une histoire commune avec l'Iran. Nous avons la même culture, la même langue, nous connaissons les mêmes poètes. C'est la même civilisation. Pour moi qui avais dû fuir l'Iran, mon pays, dans lequel je ne pouvais plus retourner – et où je ne peux toujours pas retourner –, j'ai trouvé dans l'Afghanistan ce qui, humainement, pouvait devenir mon deuxième pays. Chaque fois que j'y vais, c'est un peu comme un retour aux sources, c'est un pays qui m'est familier, où j'aime discuter avec les gens et, évidemment, m'y rendre utile.

Et il y a une autre chose chez les Afghans : cette fierté, cette noblesse même qui fait qu'ils sont capables de se faire tuer pour vous protéger, sans aucune retenue. C'est d'ailleurs lors de mon premier voyage, en 1983, que j'ai pu le mesurer. Pour rallier Kaboul, j'étais accompagné par 15 moudjahidines et il nous fallait marcher longtemps en montagne. Mais nous marchions toujours groupés, les 15 combattants très près les uns des autres et de moi. Avec ma petite expérience de la guerre, je me suis permis de dire au commandant qu'il me semblait plus judicieux de garder quelques mètres de distance entre nous si jamais nous étions pris sous le feu. Le commandant me remercie poliment de ce conseil... et pendant les trois semaines de marche, rien à faire, les hommes restent autour de moi. J'en viens même à me fâcher, disant au commandant qu'il ne s'occupe pas de ses hommes, lui redonnant toujours le même conseil de distance... De retour à Peshawar, je profite du calme de l'hôtel pour lui redire que même si tout s'est bien passé, il a tout de même commis quelques erreurs en ne respectant pas ces règles élémentaires de sécurité. Je n'oublierai jamais sa réaction : « Au fond, vous avez raison, me dit-il, mais il vaut mieux que je vous dise la vérité. Nous sommes passés plusieurs fois à des endroits où nous étions proches des positions russes et nous formions un mur pour vous protéger : au moins, si jamais ils tiraient, c'est nous qui prenions la balle. » Et quand je lui ai demandé pourquoi il ne me l'avait pas dit, il m'a répondu : « Parce qu'on ne vous connaissait pas, on avait peur que vous paniquiez si on vous disait que les Russes étaient là : on ne savait pas vraiment quelle était votre expérience de la guerre. Mais sur le chemin du retour, après avoir vu comment vous vous êtes comporté dans la bataille à Kaboul, vous avez remarqué qu'on a tenu les distances... »

A. H.

Afghanistan is very much present in your life story. It reminds me of Kipling who regarded this country as the nexus of world history because it was here that Russia and Great Britain played their “Great Game” in the 19th century. I get the impression that this country plays a similar role for you, the role of “nexus”, sanctuary, refuge even. What actually happened between you and Afghanistan?

R.

There are two things. The first, and without doubt the most important, is what happened in this country in the 1980s, an incredible, historic time and movement, a battle between two extremes. On one side the Russian army, the biggest army at the time, the most powerful and also the most brutal. On the other, a nation of peasants straight out of the Middle Ages whose best weapons were Brno rifles, Czech hunting rifles from the Second World War. What fascinated me was this meeting of brute force and the strength of will of an entire nation. The second thing, is that it is a country which shares common history with Iran. We have the same culture, the same language and we know the same poets. It's the same civilisation. For me who had to flee Iran, my own country, a country to which I could not return – and still can't – I found in Afghanistan what could, on a human level, become my second home. Every time I go there, it's a bit like going to back to my roots, it's a country that is familiar to me, where I like chatting to people and, obviously, making myself useful.

And there's one other thing about the Afghans: that pride, that nobility even, which makes them capable of getting themselves killed in order to protect you, without asking anything in return. It was during my first trip, in 1983, that I experienced this. On the way to Kabul, I was accompanied by 15 mujahideen and we had a long walk through the mountains. But we always walked in a group, the 15 fighters very close to each other and me. With my limited experience of war, I took the liberty of telling the commander that it would be wiser to keep a few metres apart in case we were fired upon. The commander thanked me politely for this advice... and for the three weeks we walked, would you believe it, but the men stayed close by me. I even got angry about it, telling the commander that he wasn't looking after his men, always giving him the same advice about distance... Back in Peshawar, I took advantage of the calmness of the hotel to tell him again that even though everything had gone well, he had still made several mistakes by not respecting these basic safety rules. I shall never forget his reaction: “Basically, you are correct”, he said, “but I'd better tell you the truth. We passed close to Russian positions on several occasions and we formed a wall to protect you: that way, had they fired we would have taken the bullets”. And when I asked him why he hadn't told me that, he replied: “Because we didn't know you, we were frightened that you would panic if we told you the Russians were there: we didn't really know what experience of war you'd had. But on the way back, after seeing how you had behaved during the battle in Kabul, you will have noticed that we held back a little...”.

A. H.

Vous parliez de Massoud. Dans quelles conditions l'avez-vous rencontré ?

R.

J'aurais déjà dû le rencontrer cette année-là, en 1983. À l'origine, pour ce premier reportage en Afghanistan, nous étions trois photographes et quand nous nous sommes réparti les tâches, c'est moi qui devais aller voir Massoud. Et j'avais la position la plus difficile parce que tout le monde en avait après lui : la plupart des agents secrets voulaient le trouver... et les autres ne voulaient pas qu'on le trouve. Étrangement, la veille de mon départ, après un dîner auquel nous avons été conviés avec mes collègues photographes, je suis tombé gravement malade à mon retour à l'hôtel, et j'étais le seul atteint. Mais j'ai vraiment failli mourir. Sans doute un empoisonnement, même si on n'a jamais compris qui pouvait être à l'origine. Résultat, je ne suis pas allé voir Massoud lors de ce premier voyage et une semaine après, rétabli, j'ai pu partir avec le groupe de moudjahidines jusqu'à Kaboul. Ce n'est que deux ans après que j'ai pu enfin le rencontrer. En 1985, Massoud était toujours autant recherché par les agents secrets russes, afghans ou pakistanais. C'était une vraie chasse à l'homme. On me disait que je n'allais jamais le trouver et puis, après être tombé dans trois embuscades dont j'ai réussi à réchapper, j'ai fini par l'atteindre.

|→|

Aube

Sur ce sentier rocailleux, le jour vient de se lever.

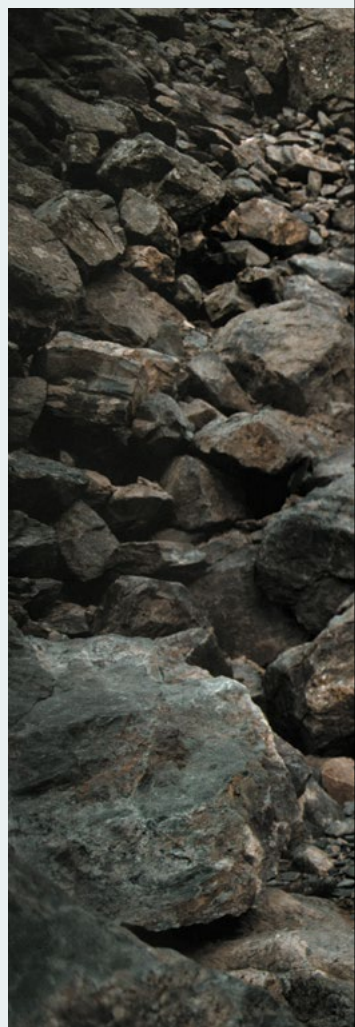
La fraîcheur matinale dans la montagne nous a saisis au réveil. Massoud a prié. Seul, il est parti marcher et méditer avec, pour unique protection, la chaleur de ce châle traditionnel dans lequel les Afghans s'enveloppent. Son abri d'une nuit laissé derrière lui, il va, sans défense. Massoud, en persan, signifie « chanceux ». Pendant vingt ans, il le sera.

Jusqu'au 9 septembre 2001.

Dawn

On this rocky trail, the day has just dawned. The morning cool of the mountain seized us upon waking. Massoud prayed. He went to walk and meditate alone, with only the heat of this traditional shawl which Afghans shroud themselves in for protection. Leaving his shelter for the night, he goes, defenceless. Massoud, in Farsi, means "lucky". For twenty years, he will be.

Until 9 September 2001.



A. H.*You mentioned Massoud. How did you meet him?***R.**

I should have met him that same year, 1983. For this first reportage on Afghanistan, originally we were a group of three of us photographers, and when we allocated the tasks I was the one who had to go and see Massoud. And I had the hardest task because everyone had something against him: most secret agents wanted to find him... and the others didn't want us to find him. Strangely, the night before I left, when I got back to the hotel after being invited out to dinner by fellow photographers, I fell seriously ill – I was the only one affected. Seriously, I almost died. No doubt I had been poisoned, although we never knew who could have had done it. Result – I didn't go to see Massoud during this, my first trip, and one week later, recovered, I was able to set out with the group of mujahideen to Kabul. It wasn't until two years later that I finally got to meet him. In 1985, Massoud was still being pursued by Russian, Afghan and Pakistani secret agents. It was a real manhunt. I was told that I'd never find him, and then, after three ambushes from which I managed to escape, I finally reached him.



|→|

Vol d'enfance

Comment raconter les enfants dans la guerre ? Comment dire cette machine qui broie ? En 1982, au Liban, la rumeur d'une attaque israélienne agite le camp palestinien de Saïda. Tous les habitants se préparent à une riposte, même les enfants. J'ai saisi ce portrait d'un enfant palestinien qui a revêtu la panoplie du parfait soldat et en a adopté la posture au point de savoir tenir une arme. Son visage, comme tant d'autres croisés au fil des conflits, garde les traces de l'enfance. Dans ce portrait serré qui permet de lire dans les yeux, on décèle le courage et la peur.

Taken childhood

How do you convey the situation of children in war? How do you speak of this machine that crushes? In Lebanon in 1982, rumour of an Israeli attack shakes the Palestinian camp of Saïda. All inhabitants prepare for retaliation, even children. I shot this portrait of a Palestinian child wearing the perfect soldier's outfit and mimicking the attitude to the point of knowing how to carry a gun. His face, like so many others seen from conflict to conflict, still shows childlike features. In this close-up portrait, where you can read his eyes, you detect courage and fear.

A. H.

L'Afghanistan des années 1980, c'est aussi la forte montée de l'humanitaire, français notamment. J'imagine que vous avez souvent croisé des ONG sur le terrain ?

R.

Oui, mais au fond, des humanitaires, j'en avais déjà vu dans d'autres conflits. Ma première rencontre a eu lieu en Iran, pendant la guerre avec l'Irak. J'avais été blessé à la main par un éclat d'obus de mortier. À l'hôpital, on me dit qu'il faut me couper la main, parce qu'il est impossible de sortir les morceaux. Je ne voulais pas qu'on me coupe la main. Alors je me suis enfui de l'hôpital en sautant du premier étage. J'avais entendu dire qu'il y avait des humanitaires français dans les environs, et je réussis à rencontrer deux médecins, Bernard Kouchner et Francis Charhon [ancien président puis directeur général de Médecins Sans Frontières, membre du conseil d'orientation d'Alternatives Humanitaires, NDLR], qui me confirment qu'il n'est pas nécessaire d'amputer. Je parviens à envoyer une radiographie de ma main à Paris et, en retour, la lettre d'un chirurgien français attestant qu'il peut m'opérer me permet de fuir l'Iran et ainsi de sauver ma tête puisque j'étais de plus en plus menacé par les autorités. Dans le même temps, je me suis inscrit à l'université Paris 8 pour continuer mes études dans l'urbanisme – puisque je suis architecte de formation. C'est comme cela que j'ai pu quitter l'Iran pour arriver en France en 1981.



A. H.



Afghanistan in the 1980s also saw a sharp increase in humanitarian work, particularly by French organisations. I imagine that you often came across NGOs in the field?

R.



Yes, but I had already seen humanitarian organisations in other conflicts. My first contact with them was in Iran, during the war with Iraq. My hand was injured by shrapnel from a mortar bomb. At the hospital they told me that they'd have to cut my hand off as it was impossible to get the pieces out. I didn't want them to cut my hand off. So I fled the hospital by jumping from the first floor. I'd heard that there were some French humanitarian workers in the area and I managed to meet up with two doctors, Bernard Kouchner and Francis Charhon [former Chairman then Director General of Médecins Sans Frontières, member of the Steering Council of Alternatives Humanitaires – Editor's note], who confirmed that there was no need to amputate. I managed to send an x-ray of my hand to Paris and, in return, a letter from a French surgeon confirming that he could operate allowed me to flee Iran and save my skin as I was being increasingly threatened by the authorities. At the same time I enrolled at Paris 8 University to continue my town-planning studies – I had trained as an architect. That's how I was able to leave Iran and reach France in 1981.

A. H.

Et en 1983, vous expérimentez donc le travail de formation à la photographie avec les Afghans au Pakistan. Mais vous ne vous êtes pas arrêté à cette expérience...

R.

En effet, j'ai continué cette démarche en Afrique du Sud, en 1985. J'avais très envie de couvrir l'apartheid. Comme je n'avais pas d'accréditation journalistique, je suis rentré en tant que touriste, comme... « chasseur d'éléphant » ! En arrivant dans le pays, je me rends compte que quand elles veulent mener des opérations dans un township, l'armée et la police – comme les Israéliens aujourd'hui – déclarent cette zone hors de portée des journalistes pour des raisons de sécurité. Elles installent des check points et si vous tentez d'entrer, selon que vous êtes étranger ou habitant du pays, soit vous êtes expulsé, soit vous allez en prison. Une fois, je me suis caché dans un cercueil pour rentrer dans une de ces zones où les policiers avaient tué 17 jeunes : ils avaient interdit l'accès aux funérailles à tout journaliste. J'ai réussi à contourner ainsi l'interdiction en passant un accord avec le fabricant de cercueils qui pouvait entrer dans le township. C'est là que je me suis dit que, définitivement, il fallait former les gens concernés. Là aussi, j'ai acheté un appareil photo que j'ai donné à un jeune qui vivait dans une de ces banlieues, je l'ai formé et il est devenu photographe. Mon concept était toujours le même : que ce soit avec des réfugiés afghans au Pakistan ou des jeunes de Cape Town, il faut former les gens qui vivent eux-mêmes leur histoire.



A. H.

And in 1983 you were teaching photography to Afghans in Pakistan. But you didn't stop there...

R.

I carried on with this in South Africa in 1985. I really wanted to cover apartheid. As I had no accreditation as a journalist I entered the country as a tourist, as ... an "elephant hunter"! When I arrived in the country, I realised that whenever the army and police wanted to conduct an operation in a township they declared the zone out of bounds for journalists, just like the Israelis do today. They set up checkpoints and if you try to get through, you are either expelled or sent to prison, depending on whether you are a foreigner or live there. I once hid in a coffin to get into one of these zones where the police had killed 17 young people: they had banned journalists from attending the funerals. I managed to get round the ban by coming to an agreement with the coffin maker who could enter the township. It was then that I told myself that, once and for all, the people concerned had to be trained. Once again I bought a camera and gave it to a young man who lived in one of these townships; I trained him and he became a photographer. My idea was always the same, be it with Afghan refugees in Pakistan or young people in Cape Town: you have to train the people who are living through their own story.

|<|

Homage à Mandela

Afrique du Sud, Cape Town, bidonville de Crossroads, 1985

Apartheid. Ce mot résonne encore comme une injure à l'oreille. Il y a si peu de temps, à peine quelques années, l'apartheid en Afrique du Sud était une valeur, le fondement d'une société blanche qui était persuadée de sa supériorité, non seulement sur tous ceux qui n'étaient pas blancs, totalement blancs, mais aussi sur le reste du monde, qui avait aboli à coups de lois la discrimination raciale. En ces temps-là, Mandela, figure de résistance contre l'apartheid, le plus ancien prisonnier politique du monde, était encore derrière les barreaux. Les affrontements sanglants entre Noirs et policiers blancs étaient quotidiens. Pas un jour ne passait sans que des émeutes explosent dans les bidonvilles où étaient misérablement confinés les Noirs. Pas un instant, on ne pouvait échapper à l'humiliation infligée par les Blancs. Tout, dans les rues, respirait l'injustice. Évidemment, le gouvernement blanc d'Afrique du Sud avait interdit tout reporter pour éviter tout témoignage. Pas de trace, pas de crime. Je me présentai donc au consulat d'Afrique du Sud comme « chasseur d'éléphants ». Si je ne croyais pas avoir le profil de l'emploi, eux pensèrent que je l'avais. L'anecdote fait sourire au regard de l'horreur que je découvris en arrivant. Ce petit homme à la si fière allure me fit songer à Mandela et à son combat pour la reconnaissance de son peuple.

Tribute to Mandela

South Africa, Cape Town, Crossroads township, 1985

Apartheid. This word still sounds like an insult to the ear. Such a short time ago, it was a value in South Africa: the foundation of a white society convinced of its superiority, not only over all who were not white, totally white, but also over the rest of the world, who had abolished racial discrimination through law. In those days, Nelson Mandela, a symbol of the resistance against Apartheid, was the world's political prisoner longest behind bars. Bloody confrontations between Blacks and policemen happened on a daily basis. Not a day went by without riots breaking out in the townships where Blacks were confined. Not for one second was it possible to avoid the humiliation inflicted by Whites. Everything, in the streets, was a reminder of the injustice. Obviously, South Africa's white government had forbidden all reporters access to avoid all testimonies. No evidence, no crime. So, I introduced myself to the South African consulate as an "elephant hunter". While I did not feel like I fitted the profile, they thought I did. This story looks funny compared to the horror I found there. This little proud-looking man reminded me of Mandela and his fight for the recognition of his people.



**Temps de guerre
Sarajevo, 1993**

L'air était glacé, la ville respirait au rythme des sursis accordés. Les rues désertes s'animaient parfois de la course folle de celui qui risquait sa vie pour un peu d'eau, un peu de pain, sous le regard des snipers. Elle était là, petite touche de couleur immobile dans la grisaille froide de la guerre. Sans un mot, sans un geste, elle vendait ses jouets, témoins d'une vie perdue. Je me suis senti profondément démuni face à cette injustice de l'humanité qui contraignait une fillette à vendre ce qu'elle avait de plus précieux, les compagnons de son enfance. C'était dans Sarajevo assiégée que je l'ai vue lutter en silence.

**War time
Sarajevo, 1993**

The air was ice cold, the city was breathing on borrowed time. Empty streets sometimes came alive with the crazy race of someone risking its life for some water or bread, under the sniper's watchful eyes. There she was, a hint of still colour amidst the cold dullness of the war. Without a word, without a move, she sold her toys, witnesses of a lost life. I felt profoundly helpless before humanity's injustice, forcing a little girl to sell what was most precious to her: her childhood companions. It was in besieged Sarajevo that I watched her struggle in silence.

R.



J'ai continué en 1986, alors que j'étais aux Philippines pour couvrir la révolution contre Marcos. Je me rends compte alors qu'il y a pas mal de photographes philippins, mais qu'ils sont peu expérimentés. Alors, en même temps que je travaille pour Paris Match à faire des photos, j'organise des ateliers avec des photographes locaux: chaque jour, je vois les photos qu'ils ont prises, je critique, je leur donne des « trucs » et on avance comme ça.

En 1992, c'est en France que je vais appliquer ce concept. Un ami qui travaillait en banlieue – il était responsable d'une Mission locale – me dit que les jeunes cassent tout et me demande si je peux faire quelque chose. Alors, j'ai commencé une autre formation à la photographie, un travail au long cours qui continue et qui s'étend aujourd'hui dans les banlieues de Buenos Aires, en Argentine. De quelle façon la photographie peut aider les jeunes des banlieues et les banlieues elles-mêmes, c'est ce qui m'intéresse. Il ne s'agit pas simplement de former quelques jeunes mais de voir comment, en les faisant travailler sur différents thèmes, en créant de grandes expositions, des événements et des conférences, on peut amener les gens des villes à voir vraiment la vie telle qu'elle est dans ces endroits qui ne sont plus alors les coupe-gorges inhumains qu'on nous présente, mais des lieux où des jeunes parlent d'art et de culture et qui reflètent leur humanité.

À Avignon, j'ai adapté ce concept à la situation d'une quinzaine de jeunes qui ont connu des expériences très difficiles, entre la drogue et la prison, en me demandant comment, avec la photographie, je pouvais les aider à trouver un travail. Là aussi, je les forme à la photographie, au reportage, mais en essayant de voir quel est le métier de leurs rêves. Parce que chaque jeune, chaque personne a un métier de rêve, que ce soit éboueur, jardinier ou imprimeur. Alors, pendant trois mois, je leur donne un reportage à faire sur ce métier. Avec la Mission locale, on trouve des entreprises ou des particuliers qui acceptent que ces jeunes viennent faire un reportage photographique. Et ils sont tellement motivés qu'ils arrivent avant tout le monde et partent après tout le monde. Bref, ils sont curieux et s'investissent. Et après ils sont embauchés! Le but n'est pas qu'ils deviennent photographes – si c'est le cas, tant mieux! – mais de montrer comment, avec un appareil photo, ils peuvent rentrer dans la société, y trouver un travail et s'épanouir.



R.

I continued in 1986 when I was in the Philippines to cover the revolution against Marcos. I realised that there were quite a few Filipino photographers, but they had very little experience. So, at the same time as I was working as photographer for Paris Match, I was organising workshops with local photographers: every day I would look at the photos they'd taken, review them, give a few tips and take it from there.

I applied this concept in France in 1992. A friend who was working in the rundown suburbs – he ran a local mission – told me that the young people were smashing everything up, and asked me if I could do something. So I started another photography course, a long-term project which is still running and has now spread to the poorer suburbs of Buenos Aires in Argentina. What interests me is how photography can help young people in the suburbs and the suburbs themselves. It's not simply a case of training a few young people, but of seeing how, by having them work on different themes and organise major exhibitions, events and conferences, we can make city people see what life is really like in these places and that they are not the inhuman no-go areas we are led to believe but places where young people talk about art and culture and that reflect their humanity.

In Avignon, I adapted this concept for fifteen or so young people who had gone through difficult times – drugs, prison – by asking myself how I could use photography to help them find work. Again, I trained them up in photography and reportage whilst trying to find out what their dream job was – because every youngster, everyone, has their own idea of what a dream job is, be it dustman, gardener, printer etc. So over three months I asked them to produce a reportage on this job. With the local mission, we found companies and individuals who agreed to allow these young people to come and produce a photo-reportage. And they were so motivated that they were the first to arrive and the last to leave. In short, they were curious and threw themselves into it. And then they were given a job! The aim was not that they become photographers – if they did, then great! – but to see how, with a camera, they could become part of society, find work and come out of their shell.

A. H.



Donc, c'est un travail sur et par la culture pour combattre aussi bien la rupture des villes françaises – ou étrangères d'ailleurs – avec leurs banlieues que la reproduction de la culture de la guerre dans les pays en conflit ? La photographie est une sorte de médium en somme...

R.



Tout à fait. À chaque fois, pour moi, c'est l'occasion de nouvelles expériences, de créer des relations sociales et individuelles qui peuvent aider des gens. Un jour, par exemple, les organisateurs du fameux World Press Photo me disent qu'ils aimeraient bien lancer des cours de formation à la photographie dans différents pays du monde. J'ai fait les deux premières sessions au Bangladesh et en Chine. Pendant trois ans, à raison de deux ou trois fois par an, je suis allé former des jeunes qui sont devenus photographes professionnels. Ce n'est pas sans raison s'il y a une recrudescence de photographes bangladais depuis quelques années : ce sont presque tous des gens que j'ai formés, dont certains sont devenus eux-mêmes des formateurs. Ils perpétuent à leur tour l'aventure. C'est la même chose en Chine où certains de mes élèves ont obtenu le World Press Photo. Tous ces projets, je les porte bénévolement, en prenant le temps sur mon travail de photographe, et bien souvent je croise les humanitaires de Médecins Sans frontières, de Reporters Sans Frontières (RSF), de Médecins du Monde ou de l'Unicef. Au fil de mes projets de formation, nous avons créé des liens d'échange, et parfois de collaboration, avec les acteurs humanitaires. Chaque fois que je le peux, je leur donne des photos ou je fais une conférence.

A. H.



C'est un vrai compagnonnage qui s'est créé !

R.



Absolument. J'ai toujours gardé le lien avec les humanitaires. On se transmet des informations. Par exemple, en 1992-1993, je me souviens qu'on discutait avec Francis Charhon du Rwanda et du Burundi, et il me disait qu'il y avait quelque chose de terrible qui était en train de se passer parce qu'on assistait déjà à des massacres. Donc, avec RSF, on part à six photographes pour aller documenter cela et montrer au monde ce qui était en train de se passer. On avait prévu une conférence de presse le 6 avril 1994 pour dénoncer ce dont nous étions persuadés, à savoir qu'un possible génocide était en préparation. Et c'est ce jour-là qu'est abattu l'avion du président rwandais Habyarimana qui donne le signal de l'horreur... Quelques mois après, alors que l'exode a conduit des centaines de milliers de survivants dans la région du Kivu, dans le pays voisin qu'on appelait encore le Zaïre, l'Unicef et la Croix-Rouge me disent qu'elles ont démarré un projet de retrouvailles des dizaines de milliers d'enfants non accompagnés avec leurs familles, mais qu'elles ont des difficultés pour le mener à terme, tant la tâche était énorme. Seul, il m'aurait fallu des mois pour faire le portrait des 12 000 enfants restants concernés. Alors j'ai proposé de former quatre ou cinq réfugiés à faire des portraits. J'ai fait venir de Paris autant d'appareils que nécessaire et des centaines de rouleaux de film. Ils ont réalisé les 12 000 portraits, répliqués cinq fois, que l'on a exposés dans cinq camps. Et en invitant des familles à venir les parcourir, on a aidé 3 500 enfants à retrouver leurs parents.

A. H.

Therefore, you are working on and with culture to fight not just the breakdown between France's cities – or foreign cities for that matter – and their poorer suburbs, but also the spread of the culture of war in countries in conflict? In short, photography is a kind of medium...

R.

Absolutely. For me, it is always an opportunity to experience something new, and build social and individual relationships that can help people. For example, the organisers of the famous World Press Photo told me that they would like to launch a photography training course in various countries around the world. I did the first two sessions in Bangladesh and China. Two or three times a year for three years I went and trained young people who went on to become professional photographers. It's not without reason that there has been an increase in the number of Bangladeshi photographers in recent years: nearly all of them are people I trained, and some are now trainers themselves. They are keeping the adventure alive. It's the same scenario in China where some of my pupils have won World Press Photo awards. I support all these projects on a voluntary basis, taking time out from my photography work, and I frequently meet humanitarian aid workers from Médecins Sans Frontières, Reporters Sans Frontières (RSF), Médecins du Monde and Unicef. Over the course of my training projects, we have created links of exchange, and sometimes of collaboration, with the humanitarian actors. Whenever I can I give them some photos or give a talk.

A. H.

It sounds as though a real mentoring system has been created here!

R.

Absolutely. I have always maintained my links with humanitarian organisations. We exchange information. For example, I remember chatting to Francis Charhon in 1992/1993 about Rwanda and Burundi and he told me that something terrible was happening, as we were already witnessing the massacres. So, six of us photographers went with RSF to document all this and show the world what was happening. We had organised a press conference for 6 April 1994 to condemn what we were convinced was happening, i.e. that the country was on the verge of genocide. And it was on that very day that the plane carrying Rwanda's President Habyarimana was shot down – the signal for the horror... Some months later, after an exodus of tens of thousands of survivors to the Kivu region of the neighbouring country then known as Zaire, Unicef and the Red Cross told me that they had launched a project to reunite tens of thousands unaccompanied children with their families, but were having difficulty completing the project given the sheer enormity of the task. On my own it would have taken months to take pictures of the 12,000 remaining children concerned. So I suggested training four or five refugees to take the pictures. I had as many cameras as required and hundreds of rolls of film brought in from Paris. They took the 12,000 pictures and made five copies of each that were displayed in five camps. And by inviting families to look through them, we helped 3,500 children find their parents.

R.

En somme, chaque fois que j'identifie un problème social ou humanitaire ou d'autres crises, ma première question est : est-ce que la photographie peut jouer un rôle ? Et à force d'être en contact avec les humanitaires, dans des camps de réfugiés, dans les pays en guerre, je vois souvent ce qui manque. J'avais déjà eu le déclic en 1982-1983 : à peu près à la même période où j'étais au Pakistan pour le reportage dont j'ai déjà parlé, j'avais lu dans un journal qu'une fusillade était survenue dans une école aux États-Unis et que l'on avait envoyé aussitôt après les policiers et les médecins, des dizaines de psychologues pour parler aux rescapés. J'ai commencé à réfléchir sur le traumatisme, autour de l'idée que, s'il faut un appui psychologique, c'est que l'on a besoin de parler dans ces circonstances. Certes, mais qu'en est-il dans les pays qui connaissent la guerre depuis des années où les enfants naissent puis grandissent sous les bombes sans ce soutien psychologique ? Comment les aider à surmonter ces traumatismes ? Je me dis alors que je ne dois pas être le premier à me poser la question : les Nations unies, les humanitaires ont bien dû penser à cela... Et en fait, il n'en était rien. En tout cas pas suffisamment pour offrir une aide rapide et concrète. Peu à peu, j'ai compris que ces guerres et conflits causent deux séries de destructions complètement séparées et différentes. La première destruction est matérielle, physique, visible : les bâtiments, les routes, les écoles, les hôpitaux détruits, les gens morts ou blessés. Mais la seconde destruction est invisible : c'est le traumatisme, la « blessure de l'âme » comme on dit. J'ai encore mieux compris tout cela quand, au moment où les Russes ont quitté l'Afghanistan, les Nations unies ont fait appel à moi pour être directeur de leurs opérations pour le nord du pays pendant un an. J'étais vraiment au cœur du système des Nations unies : j'étais responsable de la distribution de l'aide, et je rencontrais toutes les ONG. Cette année m'a vraiment permis de comprendre de l'intérieur le rôle et le fonctionnement des humanitaires. Et cela m'a conforté dans cette idée que ces acteurs ne faisaient que réparer la destruction physique, matérielle, ce qui est bien, mais il manque la reconstruction mentale. Et d'ailleurs, comment faire dans un pays perpétuellement en guerre comme l'Afghanistan ? On ne peut trouver 300 000 psychologues qui, en plus, ne parleront pas la langue ni ne connaîtront l'histoire de ce pays et de ses habitants !

Cela me rappelle l'histoire d'un jeune Cambodgien de 12 ans que je croise un jour sur une route. J'étais avec Serge Moati, et l'on voit ce petit bonhomme qui marche, fatigué, un fusil vaguement porté à l'épaule, dans des vêtements trois fois trop grands pour lui, une image terrible. Je le photographie, je l'appelle et je lui demande ce qu'il fait. Il s'appelle Chang et me raconte qu'il est devenu soldat pour venger son père. Comme nous étions en contact avec une très bonne ONG locale qui s'occupait des orphelins et des enfants des rues, nous l'y emmenons : on le lave, on lui donne de bons vêtements et comme il aimait la musique, je lui achète un harmonica. Nous parvenons à retrouver sa mère qui, évidemment, était très contente de revoir son fils. Deux jours après, il tombe malade et, dans les délires de la fièvre, il ne faisait que répéter : « Je veux venger mon père. » On se dit que cela va passer et, quelques jours plus tard, on nous apprend qu'il a fui, abandonnant tout ce qu'on lui avait donné, sauf l'harmonica : on ne l'a jamais retrouvé. Il n'est pas le seul enfant qui ait vu ses parents mourir dans une guerre, d'autres ont vu leur maison détruite, mais qu'est-ce que l'on fait avec ces enfants s'ils veulent tous se venger ? Ce fut un autre déclic.



Portraits d'enfants perdus

Camp de réfugiés, République démocratique du Congo (ex-Zaïre), 1995

Dans l'anarchie de cet exode qui suivit le génocide du Rwanda, 27 000 enfants se sont retrouvés seuls, séparés des leurs. On les appelle « enfants non accompagnés ».

Fortes d'une expérience déjà menée par la Croix-Rouge, l'Unicef et la Croix-Rouge avaient lancé un programme de recherche par l'image pour tenter de réunir les familles éclatées. Chaque enfant avait été pris en photo, une fiche d'identité constituée, et des expositions de portraits de ces enfants perdus étaient montées dans chaque camp. Bien qu'indispensable, le projet de réunification par l'image était suspendu.

Lorsque je suis arrivé dans ces camps de réfugiés sur les rives du lac Kivu, six mois après l'exode massif, ces enfants étaient abandonnés à leur triste sort. Parallèlement à mon reportage, j'ai commencé à former des réfugiés à la photographie afin qu'ils fassent le portrait des enfants grâce à un studio de fortune acheminé d'un camp à l'autre. La recherche par l'image a repris. Ceux qui pénétraient sous la tente semblaient saisis devant ces milliers de portraits au regard fixe. Lentement, de haut en bas, de gauche à droite, ils scrutaient chaque colonne avec attention. Chaque visage était un espoir, une déception aussi. Ce projet a permis à plus de 3 000 familles de se retrouver.

Lost children portraits

Refugee camp, Democratic Republic of Congo (ex-Zaire), 1995

In the anarchy of the exodus that followed the Rwandan genocide, twenty-seven thousand children found themselves on their own, separated from their families. We call them "unaccompanied children".

Based on an experience led by the Red Cross, Unicef and the Red Cross had initiated an image-based search programme in an attempt to reunite scattered families. Each child had their picture taken, an identification sheet was made, and exhibitions of these lost children's portraits were organized in every camp. Although indispensable, this image-base reunification project was suspended.

When I arrived to the refugee camps on the shore of lake Kivu, six months after the massive exodus, these children had been left on their own. In addition to my report I started teaching photography to some refugees, so they could photograph children using a makeshift studio moved around from camp to camp. Image-based searching started again. Those who went under the tent seemed stunned by the thousands of staring portraits. Slowly, from top to bottom, left to right, they examined each column carefully. Each face was hope, a disappointment too. This project allowed more than three thousand families to find each other again.



|↑|

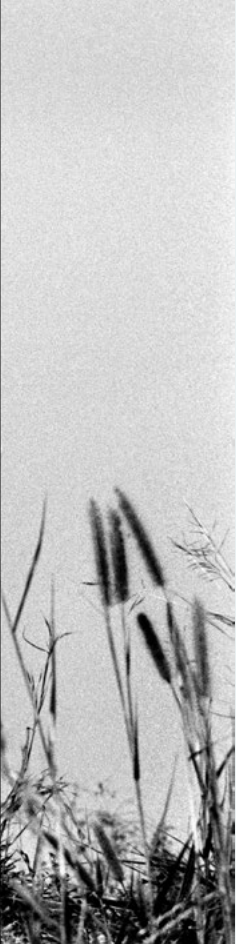
Enfance volée**Cambodge, sur la route, 1996**

Chang a 12 ans, petit soldat d'un escadron armé: « J'avais 10 ans. Je suivais mon père, soldat. Je vivais sa vie, avec sa troupe. Un jour, je marchais derrière lui, la tête baissée. J'ai entendu un très grand bruit. Le sol s'est soulevé en milliers de particules. Quand la fumée est partie, j'ai vu mon père. Je me suis assis près de lui, tout près de son corps déchiré, son corps souillé par la terre. Je suis resté très longtemps sans bouger et je lui ai promis que je le vengerais. Depuis, je suis devenu soldat. » Chang fut recueilli dans un orphelinat pour enfants de la rue. Les mélodies de l'harmonica que je lui avais donné résonnaient comme des plaintes. Deux jours plus tard, Chang n'était plus en paix. Le jour suivant, Chang s'enfuit.

Stolen childhood**Cambodia, on the road, 1996**

Chang is twelve, a little soldier in an armed squadron: "I was ten. I was following my father, a soldier. I was living his life, with his unit. One day I was walking behind him, head down. I heard a very loud noise. The ground exploded into a thousand particles. When the smoke cleared, I saw my father. I sat near him, close to his torn up body, soiled by the dirt. I stayed there a very long time without moving, and I swore I would avenge him. I became a soldier since". Chang was taken to a street children orphanage. The melodies from the harmonica I had given him echoed like laments. Two days later, Chang was no longer at peace. The day after, he ran away.

R.



In short, every time I identify a social or humanitarian problem or any another crisis, my first question is: can photography play a part? And by dint of the fact that I am in contact with humanitarian organisations in refugee camps and countries at war, I can often see what's missing. Something had already clicked in my head in 1982/1983: around the same time that I was in Pakistan for the reportage I've already spoken about, I read in a newspaper that there had been a shooting at a school in the United States, and that immediately after the police and doctors had been sent in, dozens of psychologists were sent in to talk to survivors. I started to think about the trauma and the idea that if psychological support is needed it means that people feel the need to talk in such circumstances. Of course, but what about countries that have been at war for years, where children are born and then grow up with bombs exploding all around them without this psychological support? How can we help them overcome these traumatic events? I thought at the time that I couldn't be the first to ask this: the United Nations and the humanitarian organisations must have thought about it... But that wasn't the case. In any case not enough to offer a quick and concrete help. I gradually realised that these wars and conflicts generate two completely separate and distinct types of destruction. The first is material, physical, visible: destroyed buildings, roads, schools, hospitals, dead and injured people. But the second is invisible: trauma, "wounded souls" as they say. I gained an even greater understanding of all this when the Russians left Afghanistan and the United Nations asked me to be director of their operations in the north of the country for a year. I really was at the very heart of the United Nations system: I was in charge of distributing aid and I met all the NGOs. That year really allowed me to understand the role and functioning of humanitarian organisations from the inside. And it confirmed my idea that these stakeholders simply repair the physical and material destruction, which is fine, but there is no mental reconstruction. But what can you do in a country that is constantly at war, like Afghanistan? You cannot find 300,000 psychologists who, in addition, do not speak the language or know the history of this country and its people!

It reminds me of a young 12-year-old Cambodian boy I met on the road one day. I was with Serge Moati when we saw this little fellow walking along, tired, a rifle loosely carried on his shoulder, wearing clothes that were three times too big for him, a terrible sight. I took a photo of him, called him over and asked him what he was doing. His name was Chang and he told me that he'd become a soldier to avenge his father. We were in touch with a very good local NGO who looked after orphans and street children, so we took him there: he was washed, given good clothes, and as he liked music, I bought him a harmonica. We managed to find his mother who was obviously very pleased to see her son again. Two days later he fell ill, and in his feverish state he constantly repeated "I want to avenge my father". We told ourselves that this would pass, but a few days later we learned that he had fled, leaving behind everything he had been given except for the harmonica: we never saw him again. He's not the only child to have seen their parents dying in a war; others have seen their homes destroyed, but what can you do with these children if all of them want revenge? That was when something else clicked in my head.



|←|

Songe**Cambodge, 1996**

La terre avait été laissée en friche pendant les années terribles de Pol Pot. Elle pourrait être labourée, ensemencée. Pour l'heure, l'étendue devant lui semblait abandonnée. Un panneau à l'entrée en interdisait l'accès pour cause de mines antipersonnel, « l'arme du lâche ».

Dans tous les pays où j'ai été confronté à ce drame, je fus surpris de rencontrer essentiellement des adultes marqués dans leur chair. Une infirmière me donna la triste raison de la rareté des enfants blessés.

Courant derrière une vache égarée, jouant à cache-cache sur le chemin de l'école, ramassant de petits jouets en plastique coloré, les enfants étaient au contraire les principales victimes de ce fléau. Et leur petite taille ne leur laissait que peu de chances de survie.

Son père avait perdu sa jambe sur une mine. Sa mère avait perdu leur maison et leur terre. Pendant plusieurs mois, ils se cherchèrent. La petite famille s'était installée autour d'un hamac accroché à deux poteaux, sur un passage public. C'était le jour des retrouvailles.

Dream**Cambodia, 1996**

The land had been left fallow during the terrible years of Pol Pot's rule. It could be plowed, and sown. For now, the area before him looked abandoned. A sign banned access to it because of antipersonnel mines, the "weapon of the coward".

In all countries where I had witnessed this tragedy, it surprised me that most of the maimed persons I had met were adults. A nurse told me the sad reason why there were so few wounded children. Running behind a lost cow, playing hide-and-seek on the way to school, picking up small coloured plastic toys, children were actually the main victims of this scourge. And their small size left them with little chance of surviving.

His father had lost his leg on a landmine. His mother had lost their house and land. For several months, they looked for each other. The small family had settled down around a hammock tied to two poles, in a public walkway. It was homecoming time.

A. H.*How to stop the cycle of violence...***R.**

Yes, because there's no end to it. Humanitarian organisations rebuild houses and put up tents, attend to healthcare and provide food, but if the only thing these children have in their heads is the idea of vengeance, then they are helping to put avengers back on their feet. It is difficult to explain this to humanitarian organisations who regard it as a criticism. But I am convinced about my idea, and when I ask myself who could replace these psychological crisis units at country level the first thing that occurs to me is women, as they are the best family psychologists. Women, mothers know how to talk to children, and even to men too. And which group of women could play this role if not journalists, actresses, intellectuals. I stood by my idea: that women

A. H.

Comment arrêter le cycle de violence...

Oui, parce que c'est sans fin. Les humanitaires viennent reconstruire les maisons ou installer des tentes, ils s'occupent de la santé, donnent à manger, mais si dans la tête de ces enfants il n'y a que l'idée de vengeance, alors on est en train de remettre sur pied des vengeurs. C'est compliqué d'expliquer cela aux humanitaires qui le prennent comme une critique. Mais j'étais persuadé de mon idée, et en me demandant qui pourrait remplacer ces cellules de crise psychologiques à l'échelle d'une nation, la première idée qui m'est venue, ce sont les femmes car ce sont les meilleures psychologues des familles. Les femmes, les mères savent comment parler aux enfants, aux hommes aussi même. Et quel groupe de femmes pourrait jouer ce rôle sinon des journalistes, des actrices, des intellectuelles. Je tenais mon idée : que des femmes – et des hommes aussi, bien sûr – parlent au peuple par la voix des médias. C'était une telle évidence : il fallait créer des groupes de femmes et d'hommes et les former en leur donnant les moyens de créer des journaux, des radios, des télévisions, dont la programmation serait le reflet de ce concept : les médias et la culture peuvent contribuer à sortir un peuple d'un traumatisme comme le ferait le psychologue qui vient et parle à chaque personne, une à une. Sauf que là, il s'agit de s'adresser à des millions de personnes. C'est ce concept que j'ai mis en place à Kaboul, en fondant l'ONG Aina en juillet 2001, trois mois avant que le régime des talibans ne chute. Et notre premier acte, ce fut l'installation d'une radio à Kaboul... avec une voix de femme. Vous vous rendez compte, une voix de femme !

R.

À partir de ce moment-là, on a commencé à former des centaines de femmes et d'hommes pour en faire des cameramen et women, des journalistes, des présentateurs/trices et des acteurs ou des actrices. On a lancé des télévisions et un projet de cinéma mobile pendant deux ans. Ce projet est venu de discussions avec des amis humanitaires qui nous disaient qu'il fallait faire passer des messages à la population, à propos de tel virus ou d'une épidémie de malaria dans telle région. Je me suis souvenu qu'autrefois, on faisait ces campagnes à l'aide de posters distribués ou même de pièces de théâtre. J'ai dit : « Pourquoi ne pas utiliser le cinéma ? » C'est beaucoup plus facile. Une fois que le film est fait, il faut juste avoir de bons 4 x 4 qui peuvent atteindre les villages, transporter des écrans, des projecteurs. Le plus important évidemment, c'est le contenu, et je ne voulais pas qu'on montre un médecin blanc expliquant ce qu'était cette maladie, ce qu'il fallait faire, etc. Car ça ne marcherait pas. Alors j'ai repris le principe des contes que racontaient les grands-mères en l'adaptant aux messages de l'Unicef ou de MSF. Et ça a marché. Pour moi, après Florence Nightingale et MSF, c'est un peu la troisième génération de l'humanitaire : comment les médias et la culture peuvent aider les humanitaires à aider tout un peuple à se mettre debout grâce à ces films, grâce à des livres, aux magazines qu'on fait pour les enfants. C'était ça le concept de création d'Aina en Afghanistan...

R.



– and men too, of course – speak to the people through the media. It was so obvious: we had to create groups of women and men, train them and give them the means to produce newspapers, radio and television programmes that would reflect this concept – that the media and culture can help lift people out of their trauma just like a psychologist who comes and speaks to everyone one-to-one. Except that here, we would be addressing millions of people. It was this idea that I implemented in Kabul when I founded the NGO Aina in July 2001 – three months before the fall of the Taliban regime. And the first thing we did was to set up a radio station in Kabul... with the voice of a woman. Can you imagine that – the voice of a woman!

From that point on, we started to train hundreds of women and men to become cameramen and camerawomen, journalists, presenters and actors or actresses. We ran television programmes and a mobile cinema project for two years. This project came about from discussions with humanitarian worker friends who told us that they had to get messages across to the populations, messages about a particular virus or a malaria epidemic in a certain region. I remembered that we used to campaign like this by distributing posters or even putting on plays. I said: "Why not use the cinema?" It's much easier. Once the film is made we just need some good 4x4s that can reach the villages and carry screens and projectors. The most important aspect is, of course, content and I did not want to show a doctor in white explaining what this particular disease was, or what needed to be done etc. because that wouldn't work. So I took up the idea of the stories that grandmothers used to tell and adapted it to the messages that Unicef and MSF wanted to get across. And it worked. For me, after Florence Nightingale and MSF, this is almost like third-generation humanitarian work: how the media and culture can help humanitarian organisations help an entire nation get back on its feet by using films like these, and children's books and magazines. That's the idea behind Aina in Afghanistan...

A. H.



And you are currently developing it elsewhere...

R.



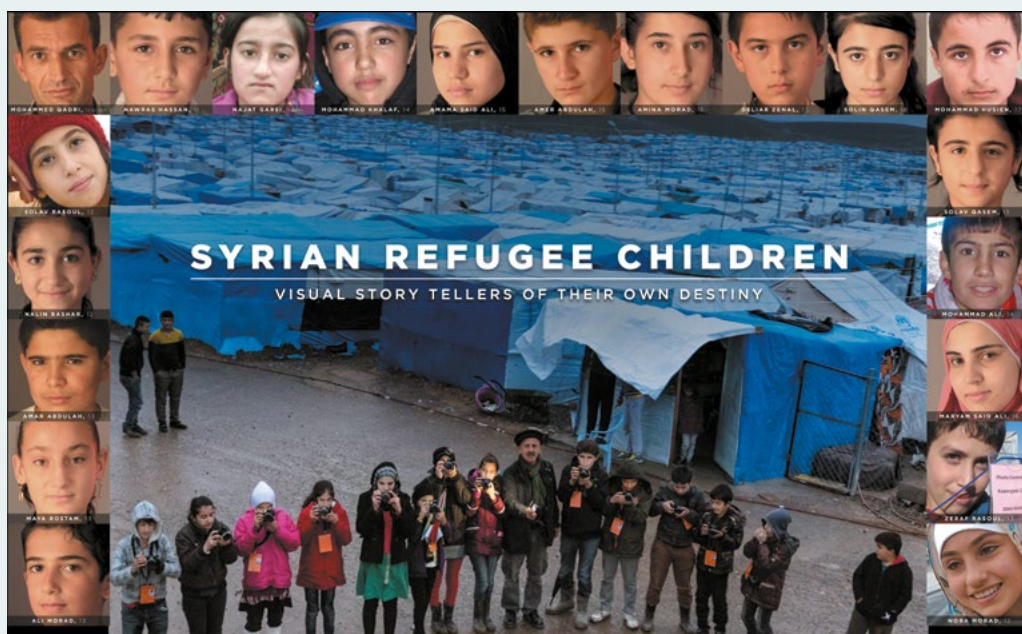
Absolutely. I'm thinking, for example, about the work we are doing in the refugee camp in Kurdistan where children are taking photos of their day-to-day life. Because we, the other professional photographers, have been wandering through the camps for years and everyone has seen my photos or those taken by Salgado, but no-one has seen real life as photographed by the people themselves. And everyone who has seen this exhibition or the book produced by the children looks at the subject in a different light. But more than anything else, thanks to this work, all the people who live in the camps feel recognised... one of the mothers of these children said something to me one day that really touched me: "Thanks to your project, the camp is smiling again".

A. H.

Et vous le déclinez aujourd'hui ailleurs...

Complètement. Je pense par exemple au travail que l'on fait dans le camp de réfugiés au Kurdistan où les enfants photographient leur quotidien. Parce que ces camps, nous autres photographes professionnels, nous les parcourons depuis des années et tout le monde a vu mes photos, ou celles de Salgado. Mais personne n'a vu la vraie vie photographiée par les gens eux-mêmes. Et tous les gens qui ont vu cette expo ou le livre faits par les enfants portent un autre regard sur le sujet. Mais surtout, ce sont tous les habitants du camp qui, grâce à ce travail, se sentent reconnus... Un jour, une des mères de ces enfants m'a dit une chose qui m'a beaucoup touché: « Grâce à votre projet, le sourire est revenu dans le camp. »

R.



|↑|

2013-2017

Kurdistan irakien, camp de réfugiés syriensProjet *Exile Voices* avec le HCR. Formation à la photographie de jeunes réfugiés syriens.

Quittant leur statut de victime passive, ils deviennent peu à peu des acteurs de leurs propres vies.

2013-2017

Iraqi Kurdistan, Syrian refugee campProject *Exile Voices* with the UNHCR. Photography training of young Syrian refugees.

Refusing their status of passive victims, they gradually regain control over their lives.

A. H.



One journalist has said that you are not a photojournalist but a Sufi who takes photographs. Listening to you, a great sense of optimism always comes through. In the situations of war or social conflict you have experienced, have you ever felt indignation or even hatred?

R.



There is a difference between indignation and hatred. Indignation I still have, all the time, constantly. But hatred, no. And never any sense of giving up either.

*Interview by Boris Martin,
chief-editor, March 2018*

A. H.



Un journaliste a dit de vous que vous n'étiez pas un reporter photographe, mais un soufi qui pratique la photo. Quand on vous écoute, il y a toujours un vrai optimisme qui se dégage. Est-ce que dans les contextes de guerre ou de difficultés sociales que vous avez rencontrés, il vous est arrivé de ressentir de la révolte, voire de la haine ?

R.



Il y a une différence entre la révolte et la haine. La révolte, je l'ai toujours, tout le temps, constamment. Mais la haine, non. Et jamais de renoncement non plus.

*Propos recueillis par Boris Martin,
rédacteur en chef, en mars 2018*

CULTURE

COMPLÈTEMENT BRAX | TOTALLY BRAX

Une brève histoire de l'humanitaire
A short history of aid

161

LIVRES | BOOKS

Paul Salvanès

La Haine qu'il faut
Necessary Hate

162

Rachid Lahlou

Un Humanitaire musulman dans la République
A Muslim humanitarian in the Republic

164

*Jean-François
Corty*

La France qui accueille
France that welcomes

172

Rony Brauman

Guerres humanitaires ? Mensonges et intox
Humanitarian wars? Lies and brainwashing

174



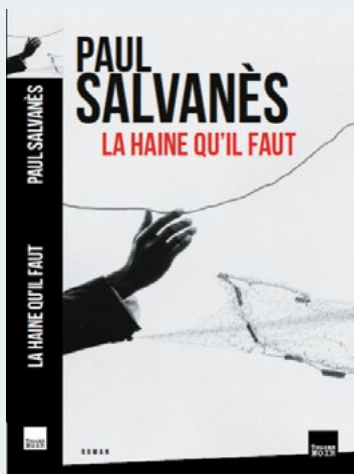
a short history of aid



Une brève histoire de l'humanitaire



La voix du milieu



La Haine qu'il faut

Paul Salvanès

Les Éditions du Toucan, 2018

La Haine qu'il faut [Necessary Hate]

Paul Salvanès

Published by Éditions du Toucan, 2018
(published in French)

Et pourtant cela commençait mal. D'abord on n'échappe pas – classique du genre – à l'incontournable romance entre l'humanitaire et la photographe. Heureusement, l'idylle tourne vite court, preuve qu'elle ne servait pas à grand-chose. Ensuite, on enrage contre l'éditeur qui, à force de coquilles non repérées ou de maladresses négligées, ne rend pas hommage au travail de son auteur: Paul Salvanès a du style et le talent de ne pas en abuser. Cela aurait mérité un meilleur travail de relecture. Enfin – mais c'était peut-être l'obstacle le plus important –, Salvanès s'engageait ainsi dans un genre bien plus complexe qu'il n'y paraît: pour romanesque qu'il soit, l'humanitaire donne rarement naissance à de bons romans. Il en va ainsi de tous les thèmes a priori dotés de ressorts naturels – de la guerre au sport, en passant par la politique – qui, entre des mains peu expertes, tombent à plat à force d'être investis sans imagination, au ras des pâquerettes de clichés activés à tour de bras. Et pour son premier roman, Paul Salvanès s'en sort très bien, franchissant adroitement cet obstacle majeur et reléguant au rang de pêchés véniels nos deux premières réserves. L'histoire n'a rien d'original... et c'est une excellente chose car, ce faisant, l'auteur la situe à hauteur d'homme, au plus près de la réalité que rencontrent les ONG et des nouveaux profils qui se présentent à leurs portes. Bosco, 25 ans, fraîchement diplômé d'un Master 2 en Relations internationales, s'est engagé dans l'humanitaire. Première mission au Darfour: là, il fait ses gammes et ses preuves, trouve le « sens qui, jusque-là, manquait à la vie terne dont il s'est arraché ». Le temps d'un séjour à Paris où il rumine l'adrénaline dont il a été trop vite sevré (« Il imaginait sa vie ici, loin de l'action, comme une gare de campagne où les trains ne passent plus »), puis il repart en République démocratique du Congo. C'est à Goma qu'un assassinat d'expatrié, commis quelques mois plus tôt quand il était au Soudan, lui semble prendre une dimension nouvelle, plus inquiétante encore: un autre meurtre croise sa route. Un fétiche africain retrouvé à proximité de ces cadavres achève de convaincre Bosco qu'il tient la piste d'un tueur en série. Car Salvanès a entrepris de faire de son roman un polar et de son jeune humanitaire un enquêteur.

Et à vrai dire, on n'y croit pas tout de suite – et cela nous tient assez longtemps – parce que Bosco y croit trop vite. Mais Salvanès a aussi ce talent d'ouvrir des

voies martyres qu'il dynamite une à une. Une première piste s'épuise, tout comme la deuxième, jusqu'au dénouement inattendu dont la belle maîtrise qu'en a l'auteur nous récompense de notre (im)patience incrédule.

Et en attendant ce final réussi, le lecteur avance avec plaisir dans ce roman. S'il est néophyte, il apprendra beaucoup de choses sur le milieu de l'humanitaire, ses protocoles, sa sociologie ou encore ses réunions au cours desquelles se jaugent membres d'ONG en recherche de financements et bailleurs tout puissants. S'il « en est », il trouvera là une belle source de réflexion: sur l'engagement, le renouvellement générationnel que connaît le secteur, et les désillusions qui peuvent ravager des personnalités *borderline*. Car si l'enfer est pavé de bonnes intentions, l'humanitaire demeure du monde de l'imparfait. Une vérité que Paul Salvanès met bien en lumière, évitant les écueils de l'héroïsation facile et de l'entre-soi. Il parvient à intéresser tous les publics et apporte un soin particulier à faire entendre aussi bien la voix du « milieu » – par l'intermédiaire de Bosco – que celle des témoins souvent silencieux: il en va ainsi de Kambale, l'enfant-soldat, symbole et miroir de logiques implacables contre lesquelles les humanitaires se révèlent impuissants.

Boris Martin,
rédacteur en chef

The voice of the milieu



It is true that things do not get off to a good start. First, there is no avoiding that classic of the genre – the inevitable romance between the aid worker and the photographer. Luckily the idyll quickly sours, proof that it served little purpose. Next we are infuriated by the publisher's failure to spot typos and awkward turns of phrase, demonstrating a lack of respect for his author's work: Paul Salvanès is a writer with style but one who knows how not to overplay it. He deserved a better proofreader. Finally – and this was perhaps the biggest problem of all –, Salvanès had undertaken to write in a genre that is very much more complex than it seems: however romantic it may be, the humanitarian sector rarely produces good novels. The same is true of all those themes, ranging from war, to sport and politics, that seem a priori to be endowed with a natural resilience, but which in inexpert hands and by dint of unimaginative and crass use of clichés at every turn, fail to hit the mark. Yet in his first novel, Paul Salvanès has managed very well, deftly overcoming this last major hurdle and relegating our initial two reservations to the level of the peccadillo.

There is nothing original about the storyline, and this is a good thing because it means the author can bring it down to the human level, as close as possible to the reality encountered by NGOs and to the new types of applicants that turn up on their doorsteps. Bosco, 25, a fresh young graduate with a Masters in International Relations, takes a job in the humanitarian sector. Posted for his first mission in Darfur, he learns the ropes and proves himself, finding the "meaning which up till then was lacking in the dreary life from which he had uprooted himself". Back for a short stay in Paris, he attempts to digest the adrenaline suddenly withdrawn from him ("He imagined his life here, far from the action, to be like living in a country station through which trains no longer pass"), before leaving again for the Democratic Republic of the Congo. It is in

Goma, that the murder of an expatriate a few months earlier in Soudan seems to take on a new and even more worrying dimension when he comes across another murder. An African fetish found near the bodies convinces Bosco that he is on the trail of a serial killer. Salvanès has decided to turn his novel into a whodunit and his young aid worker into a detective.

And if the truth be told, we are unconvinced at first, and for quite a while, because Bosco believes it too quickly. But Salvanès also has the gift of opening up sacrificial avenues only to shatter them one by one. A first trail peters out, then a second, right up to the unexpected ending which is so well handled by the author that we are amply rewarded for our credulous (im)patience.

And in the meantime, before the successful finale, the reader takes pleasure advancing through this novel. For the newcomer, a lot can be learnt about the humanitarian milieu, its protocols, its sociology and its meetings during which members of NGOs in search of funding and all-powerful backers, take each other's measure. For those "in the know", there is plenty of food for thought, regarding commitment, the generational shift in the sector, and the disappointments that can devastate borderline personalities. Because if the road to hell is paved with good intentions, the aid worker's world is an imperfect one. Paul Salvanès throws the spotlight on this reality, avoiding the pitfalls of facile heroisation and exclusiveness. He succeeds in engaging readers of all kinds and makes sure all voices are heard, those of the "milieu" – through Bosco – and those of the often silent witnesses, as is the case of Kambale, the child soldier, symbol and mirror of the relentless logic which aid workers prove powerless to combat.

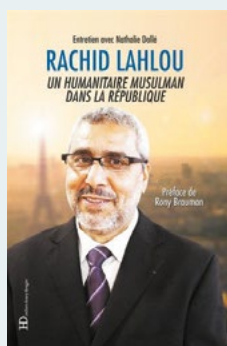
Boris Martin, chief-editor

Translated from the French by Juliet Powys



« Dans la diversité française, je veux parler d'un humanitaire musulman »

Entretien avec Rachid Lahlou



Un Humanitaire musulman dans la République
Rachid Lahlou, entretien avec Nathalie Dollé
Ateliers Henry Dougier, 2018

Un humanitaire musulman dans la République [A Muslim humanitarian in the Republic]
Rachid Lahlou,
interview with Nathalie Dollé
Ateliers Henry Dougier, 2018
(Published in French)

Rachid Lahlou est le fondateur et président de l'organisation Secours Islamique France (SIF). Son premier livre, *Un humanitaire musulman dans la République*, retrace son parcours et les premiers pas de l'association.

Alternatives Humanitaires — *Pourquoi ce besoin d'écrire cet ouvrage dont le titre sonne comme un plaidoyer ?*

Rachid Lahlou — Je raconte l'histoire d'un musulman qui veut être humanitaire. Être humanitaire fait partie de la culture française mais pour un musulman, surtout s'il est pratiquant, on dira de lui qu'il s'est radicalisé. Dans la diversité française, je veux parler d'un humanitaire musulman. Initialement, je voulais écrire l'histoire du SIF. En 27 ans d'existence, nous avons eu beaucoup de barrières à surmonter. Je voulais raconter cette histoire en France pour mettre le doigt sur certains excès ou exagérations, mais aussi pour apporter un élément d'espoir : malgré un parcours difficile – pour ne pas dire chaotique – l'histoire du SIF montre qu'on peut y arriver. Quand on a de la détermination, qu'on est sûr de soi, qu'on n'a rien à se reprocher, il faut avoir une force de résistance pour y parvenir. Je l'ai aussi écrit pour que les gens qui arrivent au SIF connaissent l'histoire d'une organisation qui a aujourd'hui une belle image et de beaux projets.

A. H. — *Le SIF est donc né il y a 27 ans, comment s'est déroulé le processus de création ?*

R. L. — À l'époque, j'étais enseignant en marketing et très content de mon métier. Progressivement, je me suis impliqué dans la question de l'islam de France, mais j'étais en décalage par rapport à d'autres personnes. Je me suis donc concentré sur l'Éducation nationale et un jour, Hany El-Banna, un génie de la médecine, m'a proposé de créer le Secours Islamique France. Son organisation, Islamic Relief, créée en 1984 en Angleterre, s'est aperçue en 1990 que leurs donateurs étaient partout en Europe et ont estimé nécessaire de s'internationaliser. Après un premier refus, il a fini par me convaincre et j'ai monté le projet en 1991.

Du jour au lendemain, je suis devenu un fundraiser de l'humanitaire. On a trouvé un petit local à Saint-Denis, en banlieue parisienne. Islamic Relief nous a donné quelques supports, des tracts traduits en français et ils ont envoyé le premier mailing depuis l'Angleterre, en puisant les adresses à la main dans l'annuaire français.

Comme j'étais un acteur connu des débuts de l'islam de France, j'ai pris mon bâton de pèlerin et j'ai fait le tour de l'hexagone, pour visiter les lieux de culte, les associations, et leur parler de l'action humanitaire. J'étais très intéressé par ce qu'il se passait dans le monde, la guerre en Afghanistan, le bloc de l'Est qui commençait à s'effriter, la crise en Albanie. Je me souviens encore d'un reportage diffusé sur France 3 qui présentait la situation en Albanie comme une catastrophe où même les chaises et les tables des écoles étaient volées. C'était là la matière de mon premier discours : « Aidez-nous à les aider. » Et l'aventure a commencé, puis est venue la crise des Balkans.

A. H. — *En quoi la guerre de Bosnie a changé votre trajectoire ?*

R. L. — La Bosnie a été l'élément qui nous a propulsés sans aucune préparation. Le premier financement de 20 000 francs de l'époque nous a permis d'en collecter environ 300 000, puis 4 ou 5 millions la deuxième année. Se sont alors

développées les visites sur le terrain, les dons en nature... Notre téléphone sonnait jusqu'à 4 heures du matin. Et on n'était que deux ou trois personnes ! C'était stimulant, on était dans l'action. Je suis aussi allé sur place pour voir ce qui se passait, on a envoyé un convoi de farine, payé par l'organisation, etc. La première année était une année bénévole où je combinais mon engagement avec mon travail professionnel d'enseignant. Mon profil de gestionnaire m'a aidé, et j'étais excellent en marketing. Toutes ces compétences, je les ai mises au service de l'organisation qui est montée en puissance en Bosnie mais aussi en Croatie. Elle développait beaucoup de projets et pas seulement de l'aide d'urgence alimentaire. Avoir un bureau à Sarajevo s'est avéré être un avantage considérable. Malgré les difficultés et notamment le fait que la ville était à ce moment-là encerclée, nous parvenions à nous déployer pour répondre aux besoins les plus élémentaires. Bien sûr, le plus urgent était l'aide humanitaire, mais on a aussi participé à la reconstruction des maisons pour le retour de Srebrenica avec des micro-projets. Après une urgence, on ne partait pas du terrain, on restait. Les populations avaient besoin de projets de développement pour se stabiliser, pour se prendre en main ; on a donc créé un département de développement.

A. H. — *Quelle est la perception du Secours Islamique en France auprès du grand public et comment le SIF a-t-il été accepté au sein la communauté humanitaire ?*

R. L. — Dans un contexte difficile en France, on s'est retrouvés sous les projecteurs à cause d'un article du journal *La Vie*¹ qui s'interrogeait sur le rôle des organisations non gouvernementales (ONG), notamment musulmanes, qui prenaient beaucoup d'espace en en laissant peu pour les autres. En utilisant notre logo et une de nos photos pour illustrer l'article, le journaliste pointait du doigt des organisations saoudiennes, notamment International Islamic Relief Organization (IRO), une émanation d'un organisme gouvernemental saoudien, Islamic World. Le différend s'est terminé à l'amiable, et le journal a publié un article de rectification. Mais le mal était fait et, pendant dix ans, on a dû porter plainte contre les journalistes qui nous accusaient de financer le terrorisme, des islamistes, des intégristes. Nous n'avons jamais été interrogés par la presse et nos dons ont chuté en France.

Mais le problème ne se posait qu'en France. Les années 1990, sous le gouvernement Jospin, étaient des années lourdes pour la communauté musulmane en France ; c'était le début de la concertation avec l'État des musulmans, la publication d'articles défavorables à l'islam, aux musulmans, au foulard, à l'intégrisme, à l'Algérie. C'était une situation extrêmement difficile et insupportable. Je craignais même qu'on vienne me chercher chez moi ; j'étais contrôlé aux sorties, aux entrées, devant mes enfants parfois.

A. H. — *Avez-vous eu des soutiens particuliers, notamment d'autres ONG dans les milieux humanitaires ?*

R. L. — Au départ, on était absorbés par nos problèmes. Pour apaiser les tensions, et pour être en relation directe avec les journalistes on a mis en place un département de communication puis, petit à petit, on s'est rapproché du Centre de recherche et d'information pour le développement (CRID) et d'autres organisations.

— 1. NDLR : un hebdomadaire français proche du christianisme social.

A. H. — *Comment s'est faite cette rencontre avec les ONG qui, dans le milieu humanitaire, sont majoritairement laïques ?*

R. L. — Les grandes organisations humanitaires françaises connaissaient Islamic Relief sur le terrain et l'organisation était très respectée. Je me souviens du livre *Jihad humanitaire*, d'Abdel-Rahman Ghandour, préfacé par Rony Brauman, où il disait beaucoup de bien d'Islamic Relief. D'ailleurs, Ghandour lui-même, parce qu'il avait été en Afghanistan, connaissait Islamic Relief et la considérait comme une organisation exemplaire, l'exception du Moyen-Orient. Grâce à Rony Brauman, qui avait aussi été interviewé par Yves Calvi, les ONG françaises à l'international ont commencé à avoir une bonne image d'Islamic Relief. Progressivement, on nous a invité à des réunions au niveau des autorités nationales, à des débats.

La première fois que j'ai rencontré les ONG dans un débat, il était organisé par le Comité international de la Croix-Rouge (CICR). Je participais à une table ronde avec Médecins du Monde et Philippe Ryfman, et était débattue la question de la laïcité, des organisations laïques et de l'aide humanitaire dans l'islam. Je me souviens d'un débat houleux avec Jean-Baptiste Richardier, qui est devenu un grand ami, qui avait une vision des organisations confessionnelles assez rigide, même s'ils² ont essayé de collecter des zakâts³...

On a fait un énorme travail de relations publiques pour se faire connaître et se faire admettre. J'ai créé des liens à travers Coopération Sud et beaucoup de personnalités ont joué un rôle essentiel dans ce processus, au Quai d'Orsay comme au sein d'autres organisations avec lesquelles des relations se sont nouées sur des terrains de crise comme en Irak, en Tchétchénie et ailleurs. Puis le 11-Septembre a été le tournant de notre jeune vie.

A. H. — *Alors qu'on aurait pu penser que ce serait un retour à la dénonciation... En quoi le 11-Septembre a-t-il entériné cette « normalisation » ?*

R. L. — On a pris la parole publiquement pour dénoncer la situation d'une manière forte et sans équivoque. On a envoyé un courrier à tous nos donateurs, pour dénoncer la situation et nos dons ont explosé. Beaucoup de journalistes nous demandaient aussi notre avis : c'était le début du changement.

Les attentats du 11-Septembre ont bouleversé le travail humanitaire des organisations humanitaires musulmanes aux États-Unis. Islamic Relief était pratiquement la seule organisation à ne pas être touchée, car elle travaillait dans la transparence. Aujourd'hui, le Secours Islamique a de la notoriété, et la reconnaissance des pouvoirs publics et du réseau humanitaire français ; j'ai d'ailleurs été élu au conseil d'administration, puis au bureau de Coopération Sud comme vice-président, c'est bien la preuve de leur confiance.

A. H. — *Mais le terme « islamique » pose toujours problème...*

R. L. — Après le Printemps arabe, le terme « Islamic » est redevenu un obstacle pour travailler dans certains pays musulmans. Notre rupture avec le réseau Islamic Relief a aussi été un événement majeur. En 1994-1995, j'avais pointé du doigt le besoin de restructurer l'organisation. Ce plaidoyer interne a duré plus de dix ans. Jusqu'à la rupture...

— 2. NDLR : Handicap International.

— 3. NDLR : le zakât est l'aumône musulmane légale.

L'ouverture de la première mission du SIF en 2006 au Tchad a été très mal vécue par Islamic Relief parce que ses dirigeants bloquaient toute initiative de ce type afin de garder la centralisation des actions opérationnelles depuis Birmingham. Au SIF, on voulait faire évoluer Islamic Relief vers un autre modèle, mais on ne partageait plus certains de leurs positionnements, notamment lors du Printemps arabe. Hany El-Banna et moi étions les deux moteurs pour que l'organisation garde sa neutralité vis-à-vis de tout État, comme cela est inscrit dans nos statuts, et qu'elle ait une présence sur le terrain. La rupture était donc inéluctable. La dernière « bataille » judiciaire était pour récupérer les locaux et le nom de l'organisation. Pour trouver un terrain d'entente, ils ont gardé l'enregistrement international du nom et nous la propriété en France. On a aussi changé le logo et nous sommes en train de résoudre les derniers litiges sur les héritages. Et aujourd'hui, le Secours Islamique France est une entité indépendante de tout organisme. Nous ne sommes affiliés à aucune confédération musulmane. Une telle affiliation est impensable, même d'un point de vue statutaire.

A. H. — *Peut-on déduire de la préface, écrite par Rony Brauman, qu'il est un des premiers soutiens qui exprime, aujourd'hui encore, sa fidélité ?*

R. L. — Rony Brauman est un ami et un des acteurs majeurs de l'humanitaire qui a propulsé l'expression « sans frontières ». Il m'a semblé normal de lui demander de rédiger la préface, puisqu'il nous connaît depuis le début, et qu'il nous a toujours suivis.

Propos recueillis par Boris Martin,
rédacteur en chef



“Within French diversity, I wanted to address Muslim humanitarian aid”

Interview with Rachid Lahlou

Rachid Lahlou is the founder and President of the Secours Islamique France (SIF) organisation. His first book, *Un humanitaire musulman dans la République*, retraces his career path and the initial stages of the association.

Humanitarian Alternatives — *Why the need to write a book with a title that sounds like a plea?*

Rachid Lahlou — It's the story of a Muslim who wanted to become a humanitarian worker. Being a humanitarian worker is part of French culture, but for a Muslim – especially a practicing Muslim – people will say he's a radical or extremist. Within French diversity, I wanted to address Muslim humanitarian aid. Initially, I wanted to write the story of the SIF. It's had to overcome a lot

of obstacles in the 27 years since it was established. I wanted to tell this story in France in order to pinpoint certain excesses or exaggerations, but also to bring an element of hope: in spite of a difficult, not to say chaotic, journey, the SIF story shows you can get there. When you are determined, are sure of yourself, and have nothing to apologise for, you need a strength to get there. I also wrote it so that people joining SIF would have an idea of the history of an organisation that currently has a good image and good projects.

H. A. — *SIF was created 27 years ago. How did it come about?*

R. L. — At the time, I was a professor of marketing, and very happy with my job. I gradually got involved in the question of Islam in France, but I was out of synch compared to other people. I therefore chose to focus on the Education nationale (national education) and one day Hany El-Banna, a genius of medicine, suggested I create the Secours Islamique France. His organisation, Islamic Relief, was set up in 1984 in England, and in 1990 they realised that their donors were throughout in Europe and felt it was necessary to go international. At first I refused, but he ended up persuading me and I set up the project in 1991.

I became a humanitarian fundraiser from one day to the next. We found a small office in Saint Denis, in the suburbs of Paris. Islamic Relief gave us some literature, leaflets translated into French, which they sent out from England to a first mailing list, by looking up addresses in the French phone book by hand. As I was known to be involved with Islam in France from the outset, I took up my pilgrim's staff and set off on a tour of the country, visiting places of worship, associations, and talking to them about humanitarian actions. I was very interested in what was going on in the world, the war in Afghanistan, the Eastern bloc which was starting to crumble, the crisis in Albania... I still remember a report broadcast on France 3 which presented the situation in Albania as a catastrophe where even tables and chairs were being stolen from schools. That was the subject matter of my first speech: "Help us to help them". And that's how it all started. And then the crisis in the Balkans started.

H. A. — *How did the Bosnian war change your way forward?*

R. L. — Bosnia was the element which propelled us forward, without any preparation. Initial funding of 20 000 francs [the old French currency] enabled us to collect around 300 000 francs, then 4 or 5 million the following year. Field visits, donations in kind, etc. then started to develop... Our phone was ringing until 4 in the morning. And there were only two or three of us! It was very stimulating, we were in the heat of the action. I also went over there to see what was going on, we sent a convoy of flour etc. paid for by the organisation. The first year was voluntary where I combined my involvement with my professional teaching work. My management profile helped me, and I was good at marketing. I used all of these skills to benefit the organisation that went from strength to strength in Bosnia, and in Croatia as well. We developed a lot of projects, not just emergency food aid. Having an office in Sarajevo proved to be a considerable advantage. Despite the difficulties, especially the fact that the city was at that time encircled, we managed to deploy to meet the most basic needs. Of course, the most urgent thing was humanitarian aid, but we also took part in rebuilding of houses for the return from Srebrenica, through micro-projects. After an emergency, we didn't leave the field, we stayed there. The population needed development projects for stability, to take back control, so we created a development department.

H. A. — *How did the general public in France see the Secours Islamique, and how was SIF accepted within the humanitarian community?*

R. L. — In a difficult context in France, we found ourselves in the spotlight thanks to an article in the *La Vie*¹ newspaper which questioned the role of nongovernmental organisations (NGOs), and especially Muslim ones, which were taking up lots of space and leaving little room for others. By using our logo and one of our photos to illustrate the article, the journalist was pointing the finger at Saudi organisations, especially the Islamic Relief Organisation (IRO), which was an offshoot of a Saudi government body, Islamic World. The disagreement was resolved amicably, and the newspaper published a correction. But the damage had been done, and for ten years we had to bring lawsuits against journalists who were accusing us of financing terrorism, Islamism, fundamentalists. The press never interviewed us and our donations suffered in France. But the problem was exclusive to France. The 1990s under Jospin were difficult years for the Muslim community in France. It was the beginning of the concertation with the *Etat des Musulmans*, the publication of articles that were anti-Islamic, anti-Muslim, anti-veil, anti-fundamentalist, anti-Algeria. It was an extremely difficult and untenable situation. I was even worried I would be arrested in my own home. I was stopped at exits, entrances, sometimes in front of my children.

H. A. — *Did you have any particular support, from other NGOs in the humanitarian field?*

R. L. — At the beginning, we were caught up in our own problems. To defuse the tension, and to have direct contact with journalists, we set up a communications department and then, little by little, we became affiliated with the Centre de Recherche et d'Information pour le Développement (CRID), and other organisations.

H. A. — *How did the coming together with other, mainly secular NGOs in the humanitarian field happen?*

R. L. — The major French humanitarian organisations knew of Islamic Relief in the field and the organisation was highly respected. I remember the book *Jihad Humanitaire* [Humanitarian Jihad], by Abdel-Rahman Ghandour, prefaced by Rony Brauman, who was very complimentary of Islamic Relief. Incidentally, Ghandour himself, having been in Afghanistan, knew Islamic Relief and considered it to be an exemplary organisation, the exception of the Middle East. Thanks to Rony Brauman, who had also been interviewed by Yves Calvi, French NGOs abroad started to have a good image of Islamic Relief. Gradually, national authorities invited us to meetings and debates. The first time I debated with NGOs was during a debate organised by the International Committee of the Red Cross (ICRC). I was taking part in a round table discussion with Médecins du Monde and Philippe Ryfman, on the question of secularism, secular organisations and humanitarian aid in Islam. I remember a heated debate with Jean-Baptiste Richardier, who became a good friend, and who had a rather rigid view of denominational organisations, even if they tried to collect zakâts²...

— 1. Editor's note: a French weekly newspaper connected to Social Christianity.

— 2. Editor's note: zakât is the Muslim legal alms tax.

We did a huge amount of PR work to get ourselves known and accepted. I created links through Coordination Sud and lots of people played an essential role in the process, at the French Ministry of Foreign Affairs and within other organisations with whom relations have been established in crisis areas such as in Iraq, Chechnya and elsewhere. Then, September 11th was to prove the turning point for our fledgling organisation.

H. A. — *Whilst one might have imagined that there would be a resurgence of denunciations... How did 9/11 participate in this "normalisation"?*

R. L. — We spoke out publicly against the situation, in a strong and unequivocal way. We sent a letter to all of our donors to explain the situation and our donations went through the roof. Lots of journalists also asked us for our opinion: it was really the beginning of change.

The 9/11 attacks shook up the humanitarian work of Muslim humanitarian organisations in the United States. Islamic Relief was virtually the only organisation not to be affected, because it was operating with total transparency. Currently the Secours Islamique is well-known, and recognised by public authorities and the French humanitarian network. Incidentally I was elected to the board of directors, then to the office of Coordination Sud as vice-president, which was proof of their confidence.

H. A. — *But the word "Islamic" is still a problem...*

R. L. — After the Arab Spring, the term "Islamic" became an obstacle again for working in certain Muslim countries. Our break with the Islamic Relief network was also a major event. In 1994-1995, I pointed out the unprofessionalism of its directors and the need to restructure the organisation. The internal advocacy lasted for more than ten years. Until the break-up...

The opening of the first SIF mission in 2006 in Chad was badly experienced by Islamic Relief because its leaders were blocking any initiative of this type in order to keep the centralisation of operational actions from Birmingham. At SIF, we wanted to change Islamic Relief to another model but we no longer shared some of their positions, especially during the Arab Spring. Hany El-Banna and I were the driving forces for the organisation to keep its neutrality in the face of the State, as is written in our statutes, and for it to have strong presence in the field. The break was therefore inevitable. The last legal "battle" was to keep some offices and the name of the organisation. To find a middle ground, they kept the international registration of the name and we kept the property in France. We also changed the logo, and we are in the middle of resolving the last disputes over the heritage. Currently SIF is an organisation that is independent from all bodies. We are not affiliated to any Muslim confederation. Such an affiliation would be unthinkable, even from a statutory point of view.

H. A. — *Can we deduce from the preface, written by Rony Brauman, that he was one of the first sources of support, who remains loyal to this day?*

R. L. — Rony Brauman is a friend, and one of the main actors in humanitarian aid, who propelled the use of the "without borders" label. It seemed appropriate to ask him to write the preface, since he has known us from the beginning, and has always followed us.

Interview by Boris Martin, editor-in-chief

Translated from the French by Juliet Powys



À contre-courant



La France qui accueille
Jean-François Corty,
avec Dominique Chivot
Éditions de l'Atelier, 2018

La France qui accueille
[France that welcomes]
Jean-François Corty,
with Dominique Chivot
Éditions de l'Atelier, 2018
(published in French)

Le mot de l'éditeur

« Impossible, dit-on, de faire plus de place aux réfugiés dans notre pays. Parce qu'ils sont trop nombreux, parce qu'on manque de moyens... Pourtant, envers et contre tout, il existe une France qui accueille. Quelle est-elle ? Ce sont ces gens qui croisent une fois, deux fois, des réfugiés, et qui, la troisième fois, se disent qu'ils ne peuvent plus passer devant eux sans rien faire. Ce sont ces maires qui pensent que leur commune a les moyens d'accueillir des familles et que la population locale n'a rien à y perdre, et peut-être même tout à y gagner. Ce sont ces associations qui s'engagent pour organiser un accueil large et digne, où la solidarité l'emporte sur le contrôle et la répression. Cet ouvrage propose un tour de France de l'hospitalité : il raconte des histoires d'accueil, sans complaisance mais avec le souci de sortir du pur débat d'idées et de mettre un pied dans la réalité de ces expériences. Car il existe indéniablement en France un vivier de solidarités, mais trop souvent contrecarré par le manque de volonté politique des pouvoirs publics et par un climat d'inquiétude et de méfiance. En réponse aux discours de peur et de repli, ce livre met en lumière la France qui accueille pour donner envie à chacun de la rejoindre. »

Going Against the Flow



Publisher's comments



“We are told that it is impossible to make any more room for refugees in our country. Because there are too many of them, because we lack resources... And yet, against all odds, there is a France which continues to accommodate them. Which France is this? It is made up of people who cross paths with refugees once or twice and who, by the third time, have decided that they can no longer walk past them without taking action. It is made up of mayors who think that their communes do have the resources to host families, that the local population does not stand to lose anything by it, and indeed may have something to gain. It is made up of associations committed to organize a broad and dignified welcome, where solidarity prevails over control and repression. This book offers an overview of an hospitable France: it tells uncompromising stories of welcome and, by way of these experiences, offers a grounding in reality distinct from the pure debate of ideas. Because there is an undeniable proliferation of solidarity in France, though it is all too often counteracted by a lack of political will on behalf of the public authorities, and by a climate of anxiety and wariness. In response to the rhetoric of fear and isolationism, this book sheds light on France as a host, to encourage each and every one of us to be part of it.”



Brauman : tonton flingueur de l'humanitaire



Guerres humanitaires ?

Mensonges et intox

Rony Brauman, entretiens

avec Régis Meyran

Éditions Textuel, 2018

Guerres humanitaires ?

Mensonges et intox

[Humanitarian wars?

Lies and brainwashing]

Rony Brauman, interviews

with Régis Meyran

Éditions Textuel, 2018

(published in French)

Le mot de l'éditeur

« C'est toujours au nom d'un Bien que se déclenchent les guerres » rappelle Rony Brauman dans cette conversation avec Régis Meyran. Pour le célèbre Médecins Sans Frontières, les guerres "humanitaires" récentes ne sont rien d'autre que des croisades morales fondées sur des mensonges. Les exemples de propagande belliciste ne manquent pas: prétendu arsenal d'armes de destruction massive détenu par feu Saddam Hussein en Irak, question du génocide discutable au Kosovo, chiffres bidons de la famine en Somalie, faux massacre de manifestants en Libye... Sans être non-interventionniste par principe, Rony Brauman se montre extrêmement méfiant à l'égard de l'engouement guerrier dont nombre de dirigeants font preuve aujourd'hui, et n'hésite pas à critiquer les instances internationales: le conseil de sécurité de l'ONU ou la Cour pénale internationale représentent pour lui avant tout les intérêts des puissants. Contre un prétendu "droit" d'ingérence, et en s'appuyant sur les critères de la "guerre juste", Brauman critique l'obsession occidentale d'imposer par la force les valeurs démocratiques. C'est preuves à l'appui qu'il démonte les fausses raisons d'entrer dans des guerres prétendument "justes" aux conséquences désastreuses sans jamais céder à une quelconque théorie du complot. »

Cet ouvrage a reçu le prix Albert Thibaudet 2018 remis par le Centre Thucydide, prix qui récompense l'auteur d'un ouvrage récent en langue française consacré aux relations internationales. Retrouvez l'entretien vidéo exclusif de Rony Brauman avec Boris Martin, notre rédacteur en chef sur www.alternatives-humanitaires.org dans la série des Entretiens d'Alternatives Humanitaires



Brauman: the maverick renegade of humanitarian aid

Publisher's comments

“Wars are always declared in the name of a good”, as Rony Brauman reminds us in this conversation with Régis Meyran. For the famous NGO Médecins Sans Frontières, the recent ‘humanitarian’ wars are nothing more than moral crusades based on lies. The examples of warmongering propaganda are legion: the suspected arsenal of weapons of mass destruction held by Saddam Hussein in Iraq, the question of debatable genocide in Kosovo, trumped-up numbers regarding the famine in Somalia, the fake massacre of protesters in Libya... Without being non-interventionist on principle, Rony Brauman is nevertheless extremely wary of the bellicose enthusiasm of a number of current leaders, and does not shy away from criticising international bodies: for him, the UN Security Council and the International Court of Justice represent the interests of the most powerful. Against a so-called ‘right’ to intervene, and drawing on criteria for ‘just wars’, Brauman criticises the Western obsession with imposing democratic values by force. Supported by evidence, he exposes the false reasoning for supposedly ‘just’ wars with disastrous consequences, without falling into the trap of conspiracy theories.”

This book was awarded the 2018 Albert Thibaudet prize by the Centre Thucydide, rewarding French-language authors of recent works on international relations. Watch the exclusive video interview of Rony Brauman by Boris Martin, our editor-in-chief, at www.alternatives-humanitaires.org from the Humanitarian Alternatives Interviews series.

Translated from the French by Juliet Powys

CRÉDITS PHOTOS / PHOTO CREDITS



1 – Couverture

| Cover

© Reza

• **Renaissance**, Burundi, 1994.

Les premiers affrontements violents entre Hutus et Tutsis ont eu lieu. On dénombre déjà 100 000 morts et autant de réfugiés qui ont fui vers les pays voisins. J'arrive sur ce bout de terre consenti par le gouvernement burundais à ceux qui ont tout perdu. Ce n'est que désespoir. Je décèle dans les regards la peur, l'horreur, la haine, la résignation ou l'instinct de survie. C'est ce que je m'efforce de montrer. Je ne me résous jamais à photographier que le simple constat du drame. Je suis aux aguets de toute trace de vie. J'entends résonner les marteaux. Des réfugiés tissent une « toile » de poutres en bois, structure qui sera recouverte d'une tente. Malgré les massacres dont ils ont été témoins et parfois victimes, ces hommes, dans leur exil, mettent une belle énergie à construire l'une de ces villes précaires que sont les camps de réfugiés. L'ONG Médecins Sans Frontières organise ce camp.

Me vient à l'esprit le déroulé de ces trente ans de reportages dans des coins du monde si reculés, si dangereux, que même les militaires n'osent s'y aventurer. J'ai toujours rencontré ces femmes et ces hommes dévoués, qui acceptent tous les risques pour venir en aide à des civils affamés, malades, blessés dans l'âme ou dans le corps. Ceux que l'on appelle les « humanitaires » sont prêts aux plus grands sacrifices pour montrer le meilleur de l'homme.

• **Rebirth**, Burundi, 1994.

The first violent confrontations between Hutus and Tutsis have occurred. A hundred thousand deaths are counted and as many refugees have fled to the neighbouring countries. I arrive on this piece of land granted by the Burundian government to those who have lost everything. I see only despair. I see fear in people's eyes, horror, hatred, resignation or survival instinct. This is what I try to show. I never resolve myself to photograph a mere assessment of tragedy. I'm always on the lookout for any sign of life. I hear the sound of hammers. Refugees weave a "web" of wooden beams, which will then be covered by a tent. Despite the massacres they have witnessed and sometimes suffered, these men, in their exile, show a beautiful energy in building one of these precarious towns that refugee camps are. The NGO Médecins Sans Frontières organizes the camp. I recall thirty years of news coverage in places so remote and dangerous not even the military dare venture there. There I have always met devoted women and men who accept all kinds of risks to help civilians who are starving, sick, wounded in their souls or in their flesh. Those who we call "humanitarians" agree to the greatest of sacrifices in order to show the best of humanity.



2 – Éditorial

| Editorial

© Reza

• **Enfance à Tora Bora**, Afghanistan, zones tribales, 2004.

Petite fille afghane, près de Tora Bora dans la zone tribale pashtoune, près de la frontière pakistanaise.

« — Et toi, elle est où ta maison ?

— Elle est là-haut, tout près du village. Je cours toute la journée. Je joue avec la terre. Je parle aux fleurs et je me cache derrière les arbres. Quand je vois un étranger, je cours vite, vite jusqu'à ma maison. Et toi, elle est où ta maison ? Tu sais, un jour, je les ai vus de loin. Ils étaient comme les doigts de ma main. Ils marchaient tout doucement, comme s'ils voulaient se cacher. Mais moi, je les ai regardés longtemps. Ils étaient bizarrement habillés. Ça devait peser lourd, surtout avec leur casque sur la tête. Mais ce qui m'a le plus impressionnée, c'est leur fusil. Chacun en tenait dans ses mains, et ils regardaient tous comme s'ils avaient peur, comme s'ils cherchaient quelque chose. Tu sais, je suis courageuse parce que je suis restée à les regarder. Je les ai même entendus parler ; mais je n'ai rien compris à leur langue. Les hommes de mon village sont venus, même le chef. Les soldats sont rentrés chez tout le monde, ils ont regardé partout. Tout le monde était en colère. Je n'ai pas compris pourquoi ; personne n'a compris pourquoi ils étaient venus et ce qu'ils faisaient chez nous. Dis, peut-être que tu sais toi... Et eux, elle est où leur maison ? »

• **Childhood in Tora Bora**, Afghanistan, tribal areas, 2004.

Afghan little girl, near Tora Bora in the Pashtun tribal area, close to the Pakistani border.

"— What about you, where is your home?

— Up there, near the village. I run all day. I play with dirt. I talk to the flowers and hide behind the trees. When I see a stranger, I run fast, fast back to my home. What about you, where is your home? You know, one day, I saw them from far away. They were like the fingers of my hand. They were walking slowly, like they were trying to hide. But I watched them for a long time. They were oddly dressed. It must have been heavy, especially with the helmets on their heads. But what impressed me the most, was their guns. Each of them held one, and they kept looking around like they were scared, like they were looking for something. You know, I am brave because I kept watching them. I even heard them talking; but I could not understand their language. Men of my village came, even our chief. The soldiers came to our houses, they looked everywhere. Everyone was upset. I could not figure out why; no one knew why they had come and what they were doing in our homes. Maybe you know... What about them, where is their home? "



3 – Perspectives

© Reza

• **Le massacre des innocents**, Burundi, 1994.

À perte de vue, sur l'immensité de la terre rouge, les touches bleues sont autant de foyers fragiles auxquels les rescapés des massacres ethniques se raccrochent. Tels des naufragés meurtris sur un radeau à la dérive, ils vivent dans cet exode avec le souvenir de l'enfer dont ils ont pu s'échapper. Coups de machettes, sang, cris, terreur, douleur, chair blessée, tête coupée : autant de visions qui hantent les réfugiés. La menace n'est pas loin, et la violence est voisine de leur apparente tranquillité.

Ici et là, les massacres se poursuivent, au cœur même des églises. On entend encore les hurlements de ceux qui s'étaient réfugiés dans les maisons de Dieu pour se mettre sous sa protection et qui furent enfermés et brûlés vifs. D'eux, ne restent ni le regard blessé parfois vengeur de l'exilé, ni le regard fou du bourreau, juste quelques ossements et des crânes empilés.

• **Massacre of the innocents**, Burundi, 1994.

As far as the eye can see, through the immensity of the red land, these blue specks are the fragile homes to which the survivors of ethnic massacres are holding on. Not unlike bruised castaways drifting on a raft, they live through this exodus, remembering the hell that they've escaped from. Machete blows, blood, screams, terror, pain, wounded flesh, severed heads: refugees are haunted by such images. The threat is not far, and violence is right behind their seeming peacefulness.

Here and there massacres continue, even inside churches. One can still hear the screams of those who took shelter within God's houses to seek his protection, only to be shut in and burned alive. Of them nothing remains. Not the wounded look of the exile, nor the executioner's crazy eyes.

Just a few bones and a pile of skulls.



4 – Ouverture de dossier

| *Focus opening*

© Reza

• **Répliques**, Pakistan, 2004.

Dans le port de Karachi, les bateaux échoués sont l'objet de toutes les convoitises. Démantelées, les carcasses aux coques éventrées sont au centre des tractations. Les plaques de fer vont faire un long voyage vers les reculées et dangereuses zones tribales, non loin de la frontière qui sépare le Pakistan de l'Afghanistan. Sur cette chaîne de montagnes règnent depuis toujours 12 tribus pashtouns qui vivent en autarcie. Pour autant, leur lieu de vie reste un passage stratégique dans le jeu géopolitique du monde. Une de ces tribus est réputée pour son artisanat d'armes. De l'épée d'antan, elle est passée aux répliques d'armes les plus sophistiquées.

Ces armes, dont la précision et la ressemblance sont indécélables par les experts, sont fabriquées dans des petits ateliers de fortune où les plaques de fer des bateaux sont taillées pour devenir des armes. Les divers conflits qui agitent la région depuis 1979 et l'invasion russe ont décuplé la demande. Toutes les mains sont recrutées, même les petites mains des enfants, pour honorer les commandes.

• **Replicas**, Pakistan, 2004.

In the Karachi port, grounded boats are coveted prizes. Taken apart, the carcasses with ripped hulls are at the centre of all negotiations. The iron plates will journey on to the remote and dangerous tribal areas, near the border with Afghanistan. From the outset, this mountain range was ruled by twelve Pashtun tribes living in self-sufficiency. However, their territory remains a strategic crossing point in the global geopolitical game. One of these tribes is renowned for its weapon craftsmanship. From ancient swords, it has moved on to replicas of the most advanced weapons. Not even experts can tell them apart from the originals so much they are precise and look the same; they are made in small makeshift workshops where the boats' iron plates are shaped to become weapons. The various conflicts that have shaken the region since the 1979 Russian invasion have increased the demand. All hands are needed, even the small children's, in order to deliver.



5 – Transitions

© Reza

• **La plainte, Afghanistan, Dasht-e-Ghala, 2000.**

Les bruits de la guerre envahissent le souvenir. Un instant seulement, si je m'efforce de faire le noir dans ma mémoire visuelle. Si je me fais violence et que je me concentre pour n'écouter que les sons de la guerre. Alors, je suis submergé, comme un aveugle, d'un tout autre témoignage, d'émotions différentes aussi. La liste est longue de mes souvenirs auditifs : le froissement des pas précipités de combattants haletants sur les feuilles mortes tombées à terre ; le vrombissement menaçant des avions avant le lâcher de bombes ; les bombardements assourdissants ; les tirs des roquettes ; le fusil-mitrailleur rechargé avant la rafale ; le sifflement des balles qui murmurent la proximité de la mort ; le crissement lourd de l'avancée lente et triste sur la neige dans l'exode. Et les voix, et les voix de la guerre ? Elles laissent des traces dans l'âme comme autant de déchirures. Elles évoquent dans le silence de la nuit visuelle la souffrance des êtres que l'on a croisés, entendus. Les pleurs de l'enfant qui a faim, les ordres secs du médecin qui lutte contre la mort dans l'hôpital de campagne, les hurlements du blessé, le silence de l'enfant qui a subi tous les outrages de la guerre, la prière désespérée d'une femme qui a tout perdu. Cette nuit-là, un gémissement murmuré, entre une plainte douloureuse et une berceuse chantée à un tout petit, brisait tous les silences de l'ombre. Dans une modeste maison, elle était là, à ses côtés, l'entourant de ses bras, le caressant tendrement. Son unique fils, Mohammad Abdul Halim, avait été touché par une balle au combat. À 20 ans, il venait de rendre son dernier souffle. Il leur restait quelques heures encore, avant la séparation. Toute la nuit, elle poursuivit ce monologue pour lui, juste pour lui.

• **The lament, Afghanistan, Dasht-e-Ghala, 2000**

The sounds of war overwhelm the memory. Only for a moment, if I try to shut off my visual memory. If I try hard and focus only on the sounds of war. Then I feel overwhelmed, like a blind man, by a whole different story. By different emotions, too. The list of my audio memories is quite long: the sound of fast-paced, panting fighters stepping on crisp dead leaves; the threatening throbbing of planes before the strike; the deafening bombings; the rockets being fired; the machinegun being reloaded before the next burst; the flying bullets whispering the proximity of death; the heavy grating of the slow and saddening walk in the snow of exodus. What of the voices, the voices of war? They scar the soul like so many other heartbreaks. They remind, in the silence of the visual night, of the pain of people that one has met, heard. The crying of the hungry child, the blunt orders of the doctor fighting death in the field hospital, the screaming of the wounded, the silence of the child who went through war's every single abuse, the desperate prayer of a woman who has lost everything. That night, a whispered moaning, somewhere between a painful complaint and a lullaby sung to a baby, broke all silence in the shadow. Inside a modest house, there she was, next to him, embracing him, caressing him gently. Her only son, Mohammad Abdul Halim, was hit by a bullet in combat. At twenty years old, he had just taken his last breath. A few hours were left before the separation. All night, she continued her monologue for him, just for him.



6 – Innovations

© Reza

• **Ensemble, Ghana, Région de la Volta, 2012**

Main d'Akumaa Mama Zimbi, entourée de celles des membres de l'Association des veuves Hikpo, dans un sac de graines de palmiers à huile. Au Ghana, Akumaa Mama Zimbi est une personnalité publique engagée en faveur des droits des femmes, tant à la télévision, à la radio, qu'au cinéma. Lancé en 2007 par la Fondation Mama Zimbi (MZF), le Réseau Alliance Veuves (WANE) émancipe les veuves ghanéennes de leur privation sociale, culturelle et économique. 300 groupements ont été formés, proposant des formations professionnelles en santé génésique, agriculture, couture et apiculture. Grâce à WANE, ces veuves deviennent agents du progrès environnemental, de la santé sexuelle et reproductive de leurs 10 collectivités et villes du Ghana.

• **Together, Ghana, Volta region, 2012**

The hand of d'Akumaa Mama Zimbi, surrounded by those of the members of the Hikpo widows association, inside a bag full of palm tree seeds. In Ghana, Akumaa Mama Zimbi is a public figure who defends women's rights on TV, on the radio or in the movies. Initiated in 2007 by the Mama Zimbi Foundation (MZF), the Widows Alliance Network (WANE) helps widows in Ghana out of their social, cultural and economic dispossession. 300 groups have been formed, providing professional training in reproductive health, agriculture, sewing and beekeeping. Thanks to WANE, these widows become actors of environmental progress and sexual and reproductive health in their ten hometowns and cities.

À propos / *About us*

Alternatives Humanitaires est une revue bilingue (français/anglais) à vocation internationale soutenue par:
Humanitarian Alternatives is an international bilingual review (English/French) supported by:

- la Fondation Action Contre la Faim • la Fondation Bullukian • la Fondation de Recherche Caritas
- la Fondation Croix-Rouge française • la Fondation de France • l'Institut HI pour l'Action Humanitaire*
- la Fondation Mérieux • la Fondation Roi Baudouin • la Fondation OVE • le Gouvernement princier de Monaco/ Direction de la Coopération Internationale.

En collaboration avec un réseau d'universités et d'institutions partenaires qui s'enrichit régulièrement.

À ce jour :

In collaboration with a developing network of partner universities and institutes:

- École Supérieure de Commerce et Développement 3A • Institut Bioforce • Université Aix-Marseille/Centre d'Études et de Recherches Internationales et Communautaires (CERIC) • Université de Liège • Université de Lyon/ Université Lumière Lyon II • Université Félix Houphouët Boigny/Chaire Unesco pour la culture de la paix Abidjan
- Université Laval (Québec) • Université Saint Joseph/École Libanaise de Formation Sociale (ELFS), Beyrouth
- UQAM (Montréal)/Chaire Raoul Dandurand

La création de la revue répond aux ambitions suivantes :

- Encourager et participer à la réflexion globale du secteur humanitaire sur ses pratiques et son évolution grâce à une publication imprimée sur abonnement et une diffusion numérique en accès libre.
- Établir un espace de rencontre et de dialogue, une proximité et une dynamique d'échange entre chercheurs en sciences humaines (sociologie, histoire, économie, anthropologie...) et praticiens de l'action humanitaire sur les défis auxquels ce secteur est confronté.
- Faire mieux entendre sur la scène internationale les approches humanitaires puisant leurs racines dans le courant « sans-frontières » grâce à une mise en commun de moyens, de pensée et de projets.
- Favoriser le dialogue et les échanges dans ces domaines entre chercheurs et praticiens des pays du Nord et du Sud.

The creation of the review pursues the following ambitions:

- Encourage and participate in the global reflection concerning the humanitarian sector, its practices and its evolution, with a digital open access distribution and a printed edition available by subscription.
- To create a meeting place and a space for dialogue, proximity and a dynamic exchange between researchers in humanities (sociology, history, economy, anthropology...) and practitioners of humanitarian action concerning the challenges that this sector is confronted with.
- To give a broader international audience to a specific approach of humanitarian action rooted in the "without borders" movement, through the pooling of resources, thinking and projects.
- Stimulate the dialogue and exchanges in these fields between researchers and practitioners from the countries of the North and the South.

* Dans la continuité du réseau mondial, la Fondation Handicap International a changé de nom pour devenir l'Institut HI pour l'Action Humanitaire le 15 juin 2018, date à laquelle le Conseil de Fondation, notre conseil d'administration, l'a adopté.

As part of HI's new brand identity, the Handicap International Foundation changed its denomination to become the HI Institute on Humanitarian Action. The new name was adopted by the Board's Foundation on June 15, 2018.

Politique de diffusion de la revue

Alternatives Humanitaires est disponible :

- en accès libre dans sa version numérique (lecture seule et téléchargement) sur notre site : <http://alternatives-humanitaires.org>
- sur support papier, soit par abonnement annuel soit par achat au numéro.

Distribution policy of the review

Humanitarian Alternatives is available:

- in open access in its digital version (read-only and download) on our website: <http://alternatives-humanitaires.org>
- on subscription or by purchasing a single hard copy issue.



**ÉDITORIAL | EDITORIAL**

D. Tan
et P. Gallien

Les nouvelles technologies à l'épreuve de l'éthique humanitaire
— New technologies put to the test of humanitarian ethics

5

PERSPECTIVES

N. Lemay-Hébert,
A. Martel
et P. Robitaille

Haïti : tensions entre aide humanitaire et développement dans le secteur de la santé
— Haiti: tensions between aid relief and development in the health sector

18

FOCUS

E. Jané,
G. Foutry
et S. Sanou

Utilisation des outils numériques à grande échelle : leçons d'un programme en santé mené au Burkina Faso
— The use of digital tools at large scale: lessons from a health programme in Burkina Faso

40

Le Roch, Dennefeld,
Antoine, de
Roquemaurel,
Bureau et Ait-Aissa

Le nécessaire arbitrage entre potentialités des nouvelles technologies et utilité pour les populations
— The arbitration required between possibilities of new technologies and usefulness for populations

53

N. A. Raymond et
D. P. Scarnecchia

À l'ère du « numérique humanitaire », lever le voile de la nouveauté
— At the era of "humanitarian digitisation", lifting the veil of newness

64

M. de France
et N.-F. Eissen

Utilisation des technologies de l'information et de la communication : favoriser les bonnes pratiques
— Fostering good practices in the use of information and communications technologies

76

M. Hofman

Drones humanitaires: des outils utiles, une image toxique
— Humanitarian drones: useful tool, toxic image

88

TRANSITIONS

A. Boinet
et B. Miribel

Les défis de la nouvelle Stratégie humanitaire française
— The Challenges of the new French Humanitarian strategy

102

INNOVATIONS

J. Alejandro

« L'identité numérique constitue le domaine principal dans lequel la blockchain pourrait jouer en faveur des droits humains »
— "The biggest area in which blockchain can help promote human rights is digital identity"

118

Entretien avec /
Interview with
Reza

REPORTAGE

Un œil sur le monde
— An eye on the world

132

CULTURE

Complètement Brax — *Totally Brax*

Livres — *Books*

La voix du milieu — *The voice of the milieu*

« Dans la diversité française, je veux parler d'un humanitaire musulman » — "Within French diversity, I wanted to address Muslim humanitarian aid"

À contre-courant — *Going against the flow*

Brauman: tonton flingueur de l'humanitaire

— Brauman: the maverick renegade of humanitarian aid

161

162

Juillet 2018
—
Numéro 8

ALTERNATIVES HUMANITAIRES
HUMANITARIAN ALTERNATIVES

July 2018
—
Issue 8

18 €



9 782377 043590